

Supplément Terres d'Asies





# Le Monde

15, rue Falguière, 75501 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE – N° 15458 – 7 F

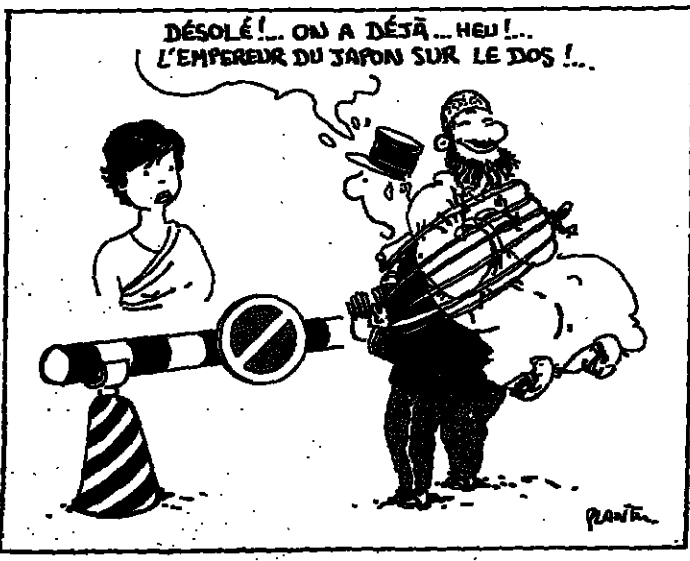
SAMEDI 8 OCTOBRE 1994

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI


Dans une déclaration au « Monde »

# Taslima Nasreen appelle la France à ne pas céder aux fondamentalistes

*Le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, a déclaré vendredi 7 octobre, à propos de l'écrivain bangladais, bani de son pays, Taslima Nasreen : « si elle veut venir [en France], il n'y a aucun problème ». Taslima Nasreen avait annulé sa venue après la décision de la France de ne lui délivrer qu'un visa de vingt-quatre heures. Dans une déclaration au « Monde », Mme Nasreene estime qu'il serait « regrettable » que la France « s'incline devant les forces fondamentalistes ».*




*Lire nos informations page 3*

## Inconséquence

EN donnant dans un premier temps l'impression que Taslima Nasreen était indésirable, le gouvernement français a pris une décision qui fait, pour le moins, mauvais effet. On ne peut éviter de se demander pourquoi la venue de Salman Rushdie, lui aussi pourchassé par les intégristes musulmans, a été acceptée et non celle de l'écrivain bangladais. Il est vrai que les deux – très brèves – visites de l'auteur des « Versets sataniques » en France, l'an dernier, avaient déjà été autorisées avec les plus grandes réticences et précautions, la première par le précédent gouvernement, la seconde par celui d'Edouard Balladur.

Quelles que soient les raisons de sécurité qui peuvent être invoquées, l'attitude des dirigeants français paraît d'autant plus déplaisante qu'elle semble en contradiction avec leur propre politique de fermeté à l'égard des islamistes. Car, depuis plus d'un an, le gouvernement a nettement précisé cette politique, tant sur le plan national qu'international. Au point de se montrer beaucoup plus strict que ses principaux partenaires occidentaux – américains, britanniques et allemands.

CETTE politique s'est notamment traduite récemment par l'expulsion vers le Burkina des militants islamistes, ou supposés tels, qui avaient été préalablement placés en résidence surveillée à Folembray. Avec les extrémistes musulmans en Algérie, il n'est pas question de la moindre considération tant que, comme le dit le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, « ils n'auront pas laissé leur kalachnikov au vestiaire », même si Paris encourage le pouvoir algérien à rechercher un terrain de discussion avec les responsables du Front islamique du salut. Il n'y aura pas de contact avant que les autorités algériennes n'aient enregistré des progrès significatifs. En outre, les services de sécurité français, marocains et tunisiens collaborent assez étroitement dans la lutte contre les groupes extrémistes de l'islam.

A l'égard des régimes islamistes en Iran et au Soudan, la consigne est désormais d'observer la plus grande « vigilance » – ou « prudence » – et on exclut toute conversation au Proche-Orient avec des mouvements intégristes activistes, sauf, peut-être, avec le Hamas, dans la mesure où il pourait finir par s'entendre avec l'OLP.

Pourquoi donc, dans ce contexte, avoir manifesté tant de réserves envers Taslima Nasreen, devenue l'un des symboles de la résistance aux menées des islamistes ? Le gouvernement français a-t-il voulu compenser sa sévérité à l'égard de ceux-ci en cherchant à éviter de jeter de l'huile sur le feu de leur colère ? Si tel est le cas, on aurait pu au moins l'expliquer.

Tandis que M. Chirac approuve le « pacte » proposé par M. Giscard d'Estaing

# Les dirigeants du RPR accentuent leur pression sur M. Balladur

*Les dirigeants du RPR ont rendu publiques jeudi 6 octobre plusieurs initiatives qui apparaissent comme autant d'attaques contre M. Balladur. M. Chirac a donné son accord au projet de « pacte » que M. Giscard d'Estaing, président de l'UDF, a proposé au RPR et qui scellerait une alliance entre les deux chefs de parti face au premier ministre. M. Juppé a annoncé pour sa part l'ouverture d'une consultation des adhérents du RPR, ouvrant ainsi le débat présidentiel que M. Balladur souhaite retarder. Enfin, M. Séguin s'est élevé contre un projet de recommandation européenne demandant à la France de mieux respecter les règles d'équilibre des budgets publics et sur lequel le gouvernement souhaite l'aval du Parlement avant le 10 octobre.*

## Démasquer le candidat

A partir de maintenant, les choses ne vont plus être aussi simples pour Edouard Balladur. Le premier ministre devait bien se douter qu'après avoir mangé son pain blanc il allait être obligé, à un moment ou à un autre, d'ingurgiter son pain noir. A n'en point douter, il espérait que cette échéance arriverait le plus tard possible. Arrivé en mars à la moitié de son contrat à durée déterminée de chef du gouvernement, M. Balladur se félicitait, auprès d'un proche, d'avoir surmonté les obstacles – crise monétaire de l'été 1993 et manifestations successives contre la révision de la loi Falloux et contre l'instauration du contrat d'insertion profesionnelle (CIP) – qu'il avait rencontrés au cours de sa première année de gouvernement. En quelque sorte, il n'avait plus que douze mois à tenir.

Chaque mois tenu était un mois gagné. Il réduisait d'autant le temps laissé aux amis de Jacques Chirac pour organiser l'offensive de leur champion. A cet « agenda » balladurien, Charles Pasqua a consciencieusement apporté sa contribution. Avec une insistance qui ne se dément pas, le ministre de l'intérieur relance son projet de « primaires » présidentielles pour reculer, le plus tard possible, la date d'entrée officielle en campagne de tous les « présidentiables », ce qui ne peut déplaire à M. Balladur. D'un commun accord, les dirigeants du RPR et de l'UDF assurent que ces primaires pourraient s'engager si les candidats potentiels avaient l'obligeance de se déclarer. Faute de quoi, le calendrier fixé par l'accord de 1991 sur le processus de désignation du candidat unique de la droite ne pourra être respecté, et, automatiquement, cet accord deviendrait caduc.

Ce petit jeu est quelque peu en décalage avec la réalité quotidienne. Désormais, M. Balladur est soumis au feu continu de la critique des dirigeants chiraquiens du RPR. Qu'ils soient secrétaires généraux adjoints, parlementaires ou jeunes, tous ont quelque chose à redire à l'action gouvernementale.

OLIVIER BIFFAUD

*Lire la suite page 9 et nos informations pages 9 et 10*

POINT DE VUE

L'affaire du sang contaminé

# Le sens des mots

par Pierre Mazeaud

Le légitime respect que la loi attache aux décisions de justice n'a jamais interdit de les commenter, à la condition de conserver le ton mesuré qui sied à la gravité des sujets en cause ; cela est encore plus vrai dans un temps où nombre de décisions sont annoncées avant que d'être prises et portées aux nues – rarement, il est vrai – ou vouées aux gémonies – plus fréquemment, sans doute – avant même d'avoir été signifiées à ceux auxquels elles s'appliquent. Le président de la commission des lois de l'Assemblée nationale ne croit donc ni manquer aux obligations de sa fonction, ni outrepasser ses droits de citoyen en faisant part de sa perplexité face aux récents infléchissements judiciaires de l'affaire du sang contaminé.

Trois anciens ministres, dont celui qui fut le premier d'entre eux, sont mis en examen pour complicité d'empoisonnement. Notre République aurait-elle adopté les mœurs qui furent celles du Bas-Empire romain, de la cour de Byzance ou de la famille Borgia ? Il faut le croire, ou admettre que les mots n'ont plus de sens.

Analysons donc chacun de ces trois termes pour tenter de déterminer en quoi ils paraissent susceptibles de rendre compte de la responsabilité pénale personnelle encourue par les ministres dans la dramatique affaire du sang contaminé.

*Empoisonnement.* L'article 221-5 de l'actuel code pénal définit cet acte comme *« le fait d'attenter à la vie d'autrui par l'emploi ou l'administration de substances de nature à entraîner la mort ».* Le code pénal n'exige pas que le poison soit à tout coup mortel mais simplement qu'il soit susceptible de l'être, ni que son absorption ait nécessairement entraîné une issue fatale, la tentative étant réprimée comme l'acte lui-même.

*Lire la suite et nos informations page 12*

▶ Pierre Mazeaud est président (RPR) de la commission des lois de l'Assemblée nationale.



## La ratification des accords du GATT en panne

Revers pour Bill Clinton : la Chambre des représentants américaine a reporté au 29 novembre la ratification des accords de Marrakech sur la libéralisation des échanges mondiaux. Ce délai risque de retarder la création effective de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), prévue pour le 1er janvier 1995. Une trentaine d'Etats seulement, sur les cent vingt signataires, ont ratifié les accords du GATT. La France attend pour le faire que les Etats-Unis s'y décident.

*page 18*

## Le regain des nouveaux Länder allemands

A l'approche des élections législatives, le chancelier Kohl peut espérer profiter de l'amélioration de la situation économique dans les nouveaux Länder. L'entrée en vigueur de l'union monétaire allemande le 1er juillet 1990 avait provoqué un effondrement des productions de l'ex-RDA, devenues brutalement non compétitives. L'Ouest a dû porter ses transferts financiers à 150 milliards de marks (plus de 500 milliards de francs) par an. Quatre ans et demi plus tard, l'emploi redémarre et le chômage recule. L'industrie, d'une taille réduite, repart.

*page 5*

## Menaces irakiennes

*Alors que les experts de l'ONU annoncent le démarrage du système de contrôle à long terme des armements de l'Irak, le président Saddam Hussein a déclaré, jeudi 6 octobre, être prêt à prendre « une nouvelle position » au cas où l'embargo contre son pays ne serait pas prochainement levé. Au même moment, le gouvernement du Koweït s'est alarmé de « menaces » de Bagdad et l'opposition irakienne faisait état de mouvements de troupes dans le sud de l'Irak.*

*page 6*

## Le mystère des morts du Temple solaire

Trois nouveaux cadavres, dont celui d'un bébé de moins d'un an, ont été découverts au Québec, dans les décombres de la résidence que Luc Jouret, principal dirigeant de l'Ordre du Temple solaire, partageait avec Jo Dimembro, présenté par la police canadienne comme le *« maître suprême »* de la secte. Cela porte à cinq le nombre de morts dans la villa québécoise, qui s'ajoutent aux quarante-huit découverts en Suisse où les enquêteurs n'excluent pas l'hypothèse d'une série de crimes maquillés en suicide collectif.

*page 13*

## Ouverture de la FIAC à Paris

*Pour sa vingt et unième édition, la Foire internationale d'art contemporain, désormais mieux connue par son abréviation FIAC, s'est installée rive gauche, à Paris, après la fermeture du Grand Palais. Cent soixante galeries se retrouvent donc sous une structure provisoire – cinq tentes installées quai Branly –, là où aurait dû s'élever le Centre de conférences international. Soixante-sept galeries viennent de l'étranger exposer leurs richesses jusqu'au 16 octobre.*

*page 15*

M 0147 - 1008 - 7,00 F

A L'ÉTRANGER : Allemagne, 3 DM ; Antilles, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 700 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 200 PTA ; Grande-Bretagne, 95 p. ; Grèce, 300 DR ; Irlande, 1,30 £ ; Italie, 2400 L ; Liban, 1,20 US$ ; Luxembourg, 48 FL ; Maroc, 9 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal Cont., 200 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 700 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2 FS ; Tunisie, 850 m ; USA, 2,50 $ (N.Y. 2 $).

# AU COURRIER DU MONDE

## TOXICOMANIE

### J'en ai marre !

Oui, il y a eu « J'accuse » et moi, tout simplement, qui dit : J'en ai marre.

Que penser quand on a un fils toxicomane qui « va au marché » tous les jours, sous le nez et à la barbe de tout le monde ? Que penser devant le vide juridique concernant la vente de Rohypnol et autres dérivés ? La route normale d'un drogué qui essaie de s'en sortir, c'est celle des comprimés et de l'alcool.

J'ai supplié mon fils de reprendre de l'héroïne, car Rohypnol + alcool = folie = absence de raisonnement = absence de compréhension.

A chaque changement de gouvernement, les uns et les autres utilisent la drogue (ou le chômage maintenant) comme cheval de bataille.

Et peu de temps après ce changement : espoir déçu. Demander une hospitalisation, demander qu'une injonction thérapeutique soit suivie, demander un programme méthadone... tout cela relève du parcours du combattant. Rue Rambuteau, dealers, consommateurs, agents, tout ce petit monde déambule sans problème.

Pendant la campagne de sécurisation, on a vu dans cette même rue des hordes de CRS, et puis plus rien (les contractuelles... toujours). La nuit, c'est la pègre qui s'y installe. Et, de toute façon, qu'il n'y ait pas de représentant de la loi me paraît logique, puisqu'on n'a pas le droit d'interdire la vente de certains comprimés. Les hôpitaux respectent parfaitement le principe que l'on ne peut pas soigner quelqu'un de force. Mais que font-ils de celui, plus lourd de conséquences, de non-assistance à personne en danger ? Une personne sous l'empire du Rohypnol et de l'alcool représente un danger, pour elle-même certes, mais parfois pour les autres (...).

Faut-il attendre l'irréparable pour être hospitalisé dans un hôpital de prison ou psychiatrique ? Quand on veut, on peut ! Alors, je dis qu'il y a absence de volonté politique dans ce domaine. Vous, mesdames et messieurs les ministres, et nous qui votons pour vous, sommes en état d'urgence. Interdisez la vente de certains cachets. Punissez les médecins complaisants, ce sont des dealers. Comment peut-on punir de plein droit les effets de la toxicomanie (vols, agressions, etc.), et ne pas interdire la vente de certaines drogues ?

On nous répète inlassablement que c'est le toxicomane qui doit faire sa démarche lui-même. Demande-t-on à un enfant de deux ans de s'inscrire lui-même en maternelle ? D'autre part, envoyez un de vos hommes – et ce anonymement –, faire des démarches et vous comprendrez que pour une personne qui est en état de manque c'est impossible.

J'aimerais avoir une réponse – mais pas froide, ni impersonnelle, ni ministérielle – ou alors pas de réponse du tout. Les SOS Drogue Police, les SOS Drogue, et autres... je connais par cœur et cela ne sert à rien, qu'à endormir les parents peut-être. J'aimerais savoir si quelqu'un m'a lue.

MICHÈLE COHEN
*(Paris)*

## ARABIE SAOUDITE

### Et la liberté religieuse ?

A l'occasion de son soixante-deuxième anniversaire, le royaume d'Arabie saoudite a consacré une page entière du journal *le Monde* à se présenter aux Français sous son meilleur jour.

J'y relève le fait que *« l'année dernière, le roi Fahd a promulgué une loi qui renforce les garanties fondamentales »* (...). Le texte se félicite également des liens d'amitié du royaume avec la France et ajoute : *« Le peuple français respecte la culture des autres peuples. »*

J'ajouterais que le peuple français respecte la religion des autres peuples, ce qui n'est pas le cas de ce pays. En Arabie saoudite, les chrétiens n'ont pas le droit de célébrer leur culte, et se cachent pour le faire. Le 26 août 1994, à Ryad, des agents de la police religieuse ont fait irruption dans une assemblée clandestine de chrétiens philippins. Huit personnes ont été arrêtées, dont le pasteur Joël Cunanan.

A l'occasion de son soixante-deuxième anniversaire, le royaume d'Arabie saoudite s'honorerait de promulguer une loi garantissant la liberté religieuse, qui est une des garanties fondamentales dont les hommes doivent bénéficier.

M. A. SCHWEISGUTH
*(Levallois)*

## CUBA

### Une autre vision

Non pas touristes moyens mais travailleurs dans un camp de la Ujotace (Jeunesse communiste cubaine) durant les quinze premiers jours de juillet, puis hébergés dans différentes familles cubaines à La Havane jusqu'au 20 août, en ayant auparavant transité par un camp de vacances (réservé aux touristes) ; nous lisons le courrier de M. Dromby (*Monde* du samedi 10 septembre) avec la désagréable impression d'être confrontés à la malhonnêteté *intellectuelle*.

Dans sa lettre, M. Dromby reprend point par point le discours officiel cubain et semble s'être laissé abuser par l'approche touristique que le régime a récemment mise en place.

La réalité est bien plus triste. Les routes s'apparentent plus à des montagnes « russes » tellement elles sont abîmées. (...) Au-delà de quelques plantations impeccables réservées aux visites touristiques (brigades de travail étrangères d'aide à Cuba), il n'est pas sans intérêt de sortir du « circuit » et de se rendre dans les autres plantations qui, elles, malheureusement, n'offrent pas les mêmes conditions de vie (douze heures de travail par jour, peu d'eau courante, électricité quasi inexistante et nourriture de survie).

En ce qui concerne le domaine de la santé, les soins hospitaliers doivent être payés et le rationnement médicamenteux est drastique (dix aspirines par famille par an). De plus, le régime, normalement assigné à fournir en lait les enfants jusqu'à sept ans, ne le fournit que jusqu'à l'âge de cinq ans (résultat, un de nos amis cubains a perdu sa nièce pour cause de décalcification, et il est loin d'être un cas isolé).

Quant au domaine de l'éducation, il est édifiant d'en discuter avec les principaux intéressés : les étudiants cubains. Ces derniers, après maintes années d'études, doivent affronter un chômage massif, qui les entraîne à accepter des « postes » sans rapport aucun avec leurs qualifications élevées. C'est ainsi que l'on trouve des ingénieurs devenus cuisiniers ou chauffeurs de taxi et des médecins prostitué(e)s. (...)

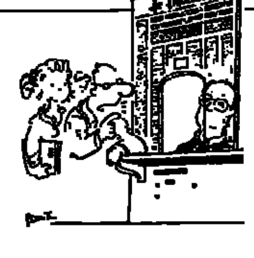
Dans la même lignée, peut-on parler d'intégration avec la population lorsque les ghettos touristiques *(nous confirmons l'expression du* Monde diplomatique), sévèrement milicés, ne laissent entrer pratiquement aucun cubain. De plus, le vol est monnaie courante. M. Dromby n'a-t-il jamais entendu parler des *jireteras ?*

Décidément, le castrisme se révèle être l'antinomie du guévarisme, le système a annihilé l'espérance. Il faut avoir une foi aveugle en Fidel pour repartir de Cuba sans ressentir « un malaise de nanti ».

ANNABELLE MAUGER
et FRANÇOIS FAUVIAU
*étudiants en droit (Paris)*

## L'AVIS DU MÉDIATEUR

### *Messages personnels*



*MÉCONTENTS du* Monde, *les services de l'Elysée ont, comme on sait, réduit le nombre des exemplaires de ce journal achetés au kiosque voisin. Pas question d'épiloguer davantage sur ce mouvement d'humeur. Quelques lecteurs, très peu en vérité, l'approuvent : c'est leur droit mais, désolés, nous ne pouvons pas leur vendre que quelques pages de chaque numéro. D'autres, plus nombreux sans nous vanter, nous apportent leur soutien : qu'ils en soient, ici, discrètement mais chaleureusement remerciés. Certains se souviennent de précédentes mesures de rétorsion à l'égard du* Monde ; *nous avons connu pire dans le passé pour nous être déjà* « mal conduits » *: on ne va pas, non plus, remuer ces mauvais souvenirs. Demain,* le Monde *continue de paraître.*

ANDRÉ LAURENS

## CONSULTATION DES JEUNES

### A quoi servent les sociologues ?

Dans *le Monde* du 27 septembre, le point de vue des trois sociologues critiquant la consultation nationale des jeunes m'inspire les réflexions suivantes :

Cette consultation *n'*a pas et n'a jamais, à ma connaissance, prétendu à d'autre représentativité que celle des jeunes qui y ont répondu. Cette remarque vaut aussi pour l'INSEE, qui l'estime *« non représentative »*. Quoi qu'il en soit, réduire les paroles recueillies, comme le font les trois signataires, à un *« tas de papier »*, révèle une morgue et un mépris de son semblable inacceptables.

« On savait tout depuis vingt ans et cette consultation n'apprend rien », disent en substance les trois signataires. C'est vrai, mais il faut se demander alors – ce qu'ils se gardent bien de faire, là pourtant est le vrai débat – à quoi servent les personnels politiques, à quoi servent les sociologues.

Je n'ai pas à répondre à la place des premiers, mis au pied du mur avec ces 1 539 000 réponses de jeunes qui, pour beaucoup, n'attendent rien d'eux (...).

S'agissant des sociologues, ma réponse est simple : mieux on sait comment le système se reproduit, et mieux on l'investit, pour le contrôler, le manipuler. C'est du moins ce que certains croyaient mais, outre que cela a toujours été un tout petit peu plus compliqué, ça ne marche plus. Le système qu'ils reproduisent et dans lequel ils sont maintenant bien intégrés étant en train de sauter, ils ne comprennent plus et parlent de « science »... Car les gens, maintenant – et cette consultation en témoigne, ô combien ! – se passent très bien des sociologues pour dire ce qu'ils ont à dire...

MICHEL DION
*sociologue au CNRS*

### Questionnaire

La condamnation Baudelot-Bourdieu-Lévy dans *le Monde* du 27 septembre est décisive. Cependant, elle ne soupçonne pas d'autres aspects. Ainsi : j'ai soixante et onze ans, et, me considérant partie engagée par tout ce qui pourrait stopper ou modifier les dérives actuelles qui entraînent une dégradation au détriment de la société, je n'ai rempli que quatre questionnaires (faute de temps). D'autres, à ma connaissance, s'en sont fait une occupation organisée dans les grands ensembles.

Le fait que les répondants n'aient pas été pointés sur un registre municipal ou autre, pour éliminer ce que *je mentionne,* suffirait à condamner ce gaspillage démagogique.

GUY ROT
*(Bois-d'Arcy, Yvelines)*

## TRAIT LIBRE




## ALGÉRIE

### Combien d'assassinats ?

Lundi 26 septembre 1994, Abderrahman Fardehab, professeur d'économie à l'université d'Oran et militant syndicaliste, était assassiné. Un intellectuel de plus, après des dizaines d'autres. Mais ce qui est particulier, c'est que M. Fardehab n'aurait pas dû être à Oran ce lundi, il aurait dû être en France. En effet, il avait obtenu un poste d'enseignant invité à l'université de Grenoble pour quatre mois. Mais il n'a pu rejoindre son poste car, depuis le 3 août dernier, M. Pasqua a suspendu la délivrance de visas aux Algériens, même aux universitaires qui sont recrutés en France à titre provisoire. (... )

Chaque année, les universités françaises recrutent à titre provisoire des centaines d'enseignants-chercheurs étrangers (de quelques semaines à un an) pour confronter leurs travaux et faire ainsi progresser la recherche. Cette année, plusieurs dizaines de collègues algériens sont attendus dans diverses universités. Malgré les démarches des autorités universitaires et rectorales, la plupart sont toujours bloqués en Algérie.

Combien faudra-t-il d'assassinats pour que M. Pasqua se décide à rétablir les visas afin que certains, particulièrement menacés, puissent venir en France se mettre à l'abri pendant quelques semaines ou quelques mois ? Combien ?

J. FONTAINE
*(Besançon)*

### Pour Akim

La souffrance causée par le décès de son père l'avait fait atterrir à la consultation psychiatrique où je travaille. Akim avait dix-sept ans, et, cet été, il est parti avec sa famille en vacances à Alger. 27 août, par un bel après-midi d'été, après la Dohr, la prière de 13 h 30, il fumait une cigarette avec d'autres jeunes à côté de la mosquée quand la police en uniforme est arrivée. Elle a ouvert directement le feu contre ces jeunes. La plupart d'entre eux se sont sauvés à temps ; mais Akim, jeune beur, n'avait jamais déguerpi devant la police française, et il trouva encore moins de raisons pour fuir devant la police algérienne.

Ce fut pour ses deux sœurs, Samia et Séhila, très douloureux de voir le corps de leur frère criblé de balles. Sa mère était en train de dormir et, réveillée par les coups de feu, elle pensa simplement qu'il s'agissait d'un film à la télévision.

Avec Akim, cinq autres jeunes furent assassinés. Je sais que le monde est complexe, que la réalité est sinueuse... Mais je sais aussi qu'Akim avait dix-sept ans et que, au moment de son départ d'Orly, l'employé d'Air France avait, par erreur, oblitéré son billet de retour. Akim avait dit alors à ses sœurs qu'il partait pour un aller simple. Nous sommes tout simplement quelque-uns à ne pas accepter cela.

MIGUEL BENASAYAG
*psychanalyste (Paris)*

## CHÔMAGE

### Une planche de salut

La situation d'un demandeur d'emploi est négative et humiliante. Lui donner la possibilité de remplir une tâche d'intérêt général, à la mairie, la préfecture, l'hôpital ou telle association d'intérêt général en attendant de trouver un travail stable, est positif, valorisant et motivant pour l'intéressé. Surtout, elle lui redonne sa place dans la société. Il retrouve son honorabilité, et par là même son moral. Il est à nouveau entraîné dans une spirale, mais cette fois-ci vers le haut. Il ne craint plus de parler de la situation. Le premier ministre ne pourrait-il charger un groupe de chômeurs volontaires, et de fonctionnaires, de lui remettre un rapport sur la faisabilité du système ?

Ce serait déjà un premier pas.

BERTRAND DE KERMEL
*(Puiseux-le-Hauberger)*

## DISCRIMINATIONS

### Rabat-Paris

*On nous prend vraiment pour* des imbéciles, c'est la réflexion que je me fais en lisant votre article dans le numéro daté 4-5 septembre.

Nos gouvernants sont scandalisés par « la discrimination faite par Rabat à l'égard des Français d'origine algérienne ».

C'est « inacceptable », il n'est pas possible d'instaurer une discrimination entre les catégories de citoyens français, selon leur origine (...). Mais alors, je ne comprends pas ce que nous avons vu pendant des jours dans les rues de Paris, et de province, ces contrôles d'identité intempestifs et choquants : ce n'étaient pas des Français ? Il serait bon de balayer dans sa cour avant de regarder dans celle du voisin !

LAURE NEVEU
*(Rouen)*

## EXPULSIONS

### Où est l'espérance ?

Les rafles des années 90 n'envoient certes pas aux camps de la mort, mais elles renvoient à des destins parfois bien sombres des hommes et des femmes qui avaient cru que la France les protégerait de persécutions, censure, emprisonnement, tortures. Ces hommes et ces femmes qu'on reconduit tous les jours à nos frontières sont privés des droits élémentaires à être assistés d'avocats, ils sont brutalement arrachés à leurs conjoints et à leurs enfants, ils sont avant leur départ parqués dans des centres de rétention qui sont une honte pour un pays dont notre ministre de l'intérieur voudrait que nous gardions la fierté de sa grandeur. La fierté !

Des hommes et des femmes se sont levés, nous rappelle Pasqua, pour combattre la tyrannie.

Aujourd'hui on encourage la délation, on traduit en justice ceux qui aident des étrangers à se cacher parce que l'administration a soudain décidé de ne pas renouveler leurs titres de séjour, ou accumule les voies de fait au mépris des tribunaux, ou crée des zones de non-droit et des citoyens de seconde zone.

Qui est du côté de la tyrannie ? Qui du côté de la liberté ?

Charles Pasqua, vous avez peut-être combattu du bon côté à un moment de votre vie : ne nous parlez pas de la gloire de la patrie, ni de l'espérance, vous en avez perdu toute légitimité !

VIOLAINE CARRÈRE
*(Rungis)*

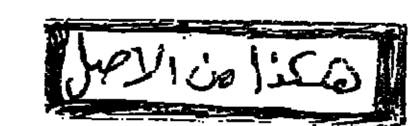
## PRÉCISION

### « Pétain et de Gaulle »

Dans *le Monde* du mercredi 14 septembre 1994, vous citez l'ouvrage de mon père *Pétain et de Gaulle* (Plon, 1964). Je voudrais apporter deux précisions : mon père se nommait Jean-Raymond Tournoux et non Jean-René Tournoux. Par ailleurs, la légende tenace que vous évoquez, selon laquelle Pétain eût été le parrain de Philippe de Gaulle, s'explique si l'on cite *in extenso* le livre de mon père : *« Depuis le 28 décembre 1921, de Gaulle est le père d'un fils, prénommé Philippe en l'honneur de Pétain. »* (...) *« Le Maréchal est le parrain »*, répète-t-il avec fierté. En réalité, il s'agit d'un parrainage laïque.

FRÉDÉRIC TOURNOUX





هكذا من الاصل



INTERNATIONAL

Le ministère français des affaires étrangères s'est déclaré prêt, vendredi 7 octobre, à accorder à Taslima Nasreen un visa de plusieurs jours et n'excluait pas qu'elle puisse participer à l'émission « Bouillon de culture » le soir même. Cependant Bernard Pivot, interrogé par « le Monde » en fin de matinée, doutait toujours que l'écrivain bangladais puisse être présente sur les plateaux de France 2.

■ DIVERGENCES. La décision de limiter le visa de Mme Nasreen à vingt-quatre heures, qui avait entraîné l'annulation par l'écrivain de sa venue en France, avait été prise, jeudi 6 octobre, par le premier ministre. M. Balladur avait ainsi arbitré entre les points de vue divergents du ministère de l'intérieur, hostile à un séjour prolongé de l'écrivain pour des raisons de sécurité, et les ministères de la culture et des affaires étrangères.

■ RÉACTIONS. L'attitude du gouvernement a suscité les critiques de l'opposition socialiste et les regrets de Mme Catala, vice-présidente (RPR) de l'Assemblée nationale.

Devant le refus de l'écrivain bangladais de se contenter d'un séjour de vingt-quatre heures

# La France se dit prête à accorder un visa de plusieurs jours à Taslima Nasreen

*« Taslima Nasreen est bienvenue en France »*, déclarait-on, vendredi 7 octobre, dans l'entourage du ministre des affaires étrangères Alain Juppé. En contact avec l'écrivain bangladais, qui réside à Stockholm, le Quai d'Orsay se disait disposé à lui accorder un visa *« de trois ou quatre jours »* qui pourrait prendre effet dès ce vendredi après-midi, à condition que le programme de son séjour en France soit très clairement précisé de façon que les mesures de sécurité nécessaires puissent être prises par le ministère de l'intérieur.

En refusant de limiter son séjour en France à vingt-quatre heures, comme l'y invitait le gouvernement français, Taslima Nasreen avait placé dans l'embarras les divers ministères concernés. La femme de lettres bangladaise, menacée par plusieurs *fatwas* islamistes pour avoir critiqué le Coran, avait souhaité séjourner une semaine sur le territoire français, dans la capitale et en province, à l'occasion de la sortie de son dernier livre, *Lajja (la Honte)*, publié chez Stock. La décision de limiter son visa de séjour à vingt-quatre heures avait été prise par Édouard Balladur, jeudi 6 octobre, comme un compromis entre le ministère de l'intérieur et ceux des affaires étrangères et de la culture.

Au Quai d'Orsay, il est ainsi indiqué que le ministère de l'intérieur a opposé, jeudi 6 octobre, un *« veto absolu »* à la venue de l'écrivain. La place Beauvau a mis en avant des arguments liés à la sécurité, soulignant le programme trop flou de la visite et des déplacements de l'écrivain en France. Les ministres des affaires étrangères et de la culture, Alain Juppé et Jacques Toubon, ont alors fait le siège de leur collègue de l'intérieur, Charles Pasqua, afin d'obtenir que la sécurité de Taslima Nasreen soit assurée pour une durée de vingt-quatre heures. La place Beauvau a donné son accord pour cette durée, toujours selon cette version. Matignon a alors tranché pour la durée de vingt-quatre heures.

Place Beauvau, on affirmait, jeudi matin 6 octobre, que la décision de limiter le visa à une journée avait été prise, la veille, après consultation pour avis du ministère de l'intérieur, par les services compétents du Quai d'Orsay. *« La sécurité de Taslima Nasreen, personne incontestablement menacée, doit être assurée par un dispositif sérieux, qui pourra être mis en place pour un séjour de vingt-quatre heures dans la capitale »*, avait alors répondu la place Beauvau au ministère des affaires étrangères, nous indiquait-on jeudi du côté des autorités policières (*le Monde* du 7 octobre). Mettant en avant des considérations techniques, le ministère de l'intérieur avait préféré écarter la mise en place d'un dispositif de protection adéquat, tout au long du séjour de plusieurs jours à Paris et en province envisagé par l'écrivain et son éditeur, qui prévoyait des déplacements liés à diverses manifestations culturelles, dont des séances de signatures de livres et la tenue d'un débat public.

### « Je suis prêt à réviser les choses »

Ces problèmes auraient nécessité le déploiement d'effectifs policiers *« particulièrement nombreux que la France n'était pas en mesure de fournir actuellement en raison notamment de la visite depuis près d'une semaine, de l'empereur et de l'impératrice du Japon »*, a depuis indiqué le ministère de l'intérieur. Pour un séjour de vingt-quatre heures, le ministère de l'intérieur a encore affirmé que les moyens nécessaires à la sécurité de l'écrivain *« avaient été prévus, tant pour son arrivée à l'aéroport que pour les trajets aéroport-hôtel-studio de télévision-hôtel-aéroport et sa présence en chacun de ces lieux »*.

A titre de comparaison, sur le dispositif qui avait été mis en place lors des visites en France de l'écrivain Salman Rushdie, la place Beauvau a précisé que sa venue, le 29 juin, avait nécessité la mobilisation d'une centaine de policiers, dont *« près de trente policiers du RAID »* (Recherche, assistance, intervention, dissuasion), l'unité d'élite de la police nationale.

Jeudi 6 octobre en fin de journée, M. Juppé a précisé que, si le ministère de l'intérieur était certain de pouvoir assurer la sécurité de Taslima Nasreen pendant plusieurs jours, il n'aurait *« aucun problème pour délivrer le visa »* pour la période demandée. *« Je suis prêt à réviser les choses si les assurances me sont données en ce sens »*, a ajouté M. Juppé. *« Je n'ai, en tant que responsable de la diplomatie française, aucune contre-indication de politique étrangère à la présence de Taslima Nasreen sur le territoire français »*, a-t-il encore expliqué. *« La seule préoccupation qui nous a guidés est la préoccupation de sécurité intérieure et pour l'intéressée »*, a-t-il affirmé. Il précise que, si le ministère de l'intérieur indique *« que la sécurité de Mme Nasreen peut être assurée plusieurs jours, il n'y a aucun problème, de [son] point de vue, pour délivrer le visa »* demandé.



## Indignation des éditeurs à la Foire de Francfort

FRANCFORT

*de notre envoyée spéciale*

Vingt-quatre heures de visa pour Taslima Nasreen ? A la Foire du livre de Francfort, jeudi 6 octobre, la nouvelle a rapidement fait le tour des stands. Chez les éditeurs français, un sentiment prévaut, que Claude Durand, PDG des éditions Fayard et Stock et éditeur de Taslima Nasreen, résume d'un mot : *« l'indignation »*. *« Je n'arrive pas à croire que la France, avec sa police, son armée, et ses services secrets, ne puisse pas assurer la sécurité d'un écrivain, alors qu'elle est en mesure de le faire pour n'importe quel chef d'État*, déclare de son côté Olivier Cohen, conseiller éditorial au Seuil. *Ce que je trouve extrêmement choquant, c'est le cynisme qu'il y a derrière cela. Le gouvernement ne s'est même pas donné la peine de trouver une explication convaincante. A-t-il peur que les électeurs lui reprochent d'héberger des gens dangereux ? Mais c'est le monde à l'envers ! Ce n'est pas Taslima Nasreen qui est dangereuse ; ce sont ceux qui la menacent. »*

Même réaction indignée chez Christian Bourgois. *« Que la France ne puisse pas recevoir un auteur plus de vingt-quatre heures est scandaleux »*, affirme l'éditeur français de Salman Rushdie.

Du côté des confrères étrangers, l'émotion est aussi grande. Chez l'éditeur espagnol Ediciones B, Silvia Querini se déclare *« très surprise »*. *« Cette décision*, dit-elle, *n'est pas digne d'un pays démocratique et aussi ouvert, en théorie, que la France. »* En Allemagne, le livre ne sera traduit qu'en février 1995, chez Hoffmann und Campe, où l'on a bon espoir, également, de faire venir Taslima Nasreen.

Attendue, jeudi 6 octobre, pour une conférence de presse, Taslima Nasreen n'est pas venue à Francfort. Aucune raison n'a été donnée à cette défection.

FLORENCE NOIVILLE

## M. Pasqua rejette la responsabilité sur le Quai d'Orsay

Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, a affirmé, jeudi 6 octobre, au début de la séance de nuit à l'Assemblée nationale, que *« personne n'a jamais interdit »* à l'écrivain bangladais Taslima Nasreen *« de venir en France »*. Interrogé par Julien Dray, député (PS) de l'Essonne, Jacques Brunhes, député (PC) des Hauts-de-Seine, et Georges Sarre, député (RL) de Paris, au cours d'un rappel au règlement, sur les raisons qui ont amené l'écrivain à renoncer à venir en France, M. Pasqua a indiqué qu'il n'appartient pas au ministère de l'intérieur de *« décider »* si Mme Nasreen doit *« être acceptée ou non »*. *« C'est au ministère des affaires étrangères de délivrer le visa »*, a-t-il précisé.

*« Il nous a été demandé à nous, ministère de l'intérieur, si nous envisagions favorablement de lui accorder un visa*, a déclaré M. Pasqua. *Les services, consultés seulement sur le fait qu'elle devait participer à une émission* [de télévision], *ont émis l'avis de donner un visa de vingt-quatre heures pour lui permettre d'assister à cette émission. Point final ! Nous n'avons été consultés sur rien d'autre. Qu'on nous consulte ! On verra bien... »*

## Les réactions

• Martin Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale : *« Les députés socialistes exigent que le gouvernement français prenne toutes les dispositions permettant à Taslima Nasreen de séjourner en France, afin de présenter le livre qu'elle vient de publier en français. »*

• Henri Emmanuelli, premier secrétaire du PS : *« Il est triste de constater que, dans la patrie des droits de l'homme, les actes ne sont pas à la mesure des rodomontades du ministre de l'intérieur, qui ne manque pas une occasion de menacer verbalement le terrorisme, mais qui s'incline devant une simple présomption de risque. »*

• Jack Lang, ancien ministre de la culture : *« Quand nous étions au gouvernement (...), nous avons accueilli pour la première fois Salman Rushdie en France en mars 1993 (...). Face au chantage des terroristes, un gouvernement digne de ce nom ne doit pas céder au sentiment de la peur. »*

• Nicole Cathala, vice-président de l'Assemblée nationale (RPR) a souligné que la venue de Taslima Nasreen aurait été *« l'occasion d'affirmer qu'en France les droits de l'homme sont aussi ceux des femmes »*.

• Bernard-Henri Lévy : *« Mon premier sentiment, c'est l'accablement devant cette nouvelle preuve de la veulerie ambiante (...) Je constate que les gouvernements passent et que l'attitude est la même, dépourvue de courage et de convictions. »*

COMMENTAIRE

## *Une femme indésirable*

*« LA patrie des droits de l'homme » n'offrant qu'un séjour de vingt-quatre heures sur son sol à un écrivain menacé de mort : c'est l'image qu'a donnée d'elle-même la France en refusant à Taslima Nasreen le visa d'une semaine qu'elle demandait. Les autorités françaises ont fait valoir que « la sécurité de Mme Nasreen était impossible à assurer ». L'argument, qui n'est pas neuf, est insuffisant (peut-on jamais assurer avec une absolue certitude la sécurité d'une personne ?), mais il est le prétexte parfait, celui qu'on a toujours sous la main pour éviter la venue des indésirables.*

*Cet « impératif de sécurité » s'est curieusement affaibli au cours de la journée de jeudi. Aurait-on soudain trouvé des moyens de protéger efficacement cette jeune femme ? Ou bien la vivacité des réactions – dont la décision de Bernard Pivot de maintenir son émission – a-t-elle fait réfléchir ?*

*Il n'est pas inutile, à ce sujet, de rappeler les propos de Salman Rushdie lors de sa visite en France, en mars 1993 : « L'expérience a prouvé que chaque chose faite dans chaque pays a aidé. Ce sont les citoyens qui ont fait agir les gouvernements : il est très important de ne pas relâcher la pression car les politiques réagissent à cela et à rien d'autre. Le seul moyen de pression, la seule arme que j'aie au monde, c'est l'opinion publique. Je n'ai pas de fusils, pas de prêtres, pas de fatwa. Le problème n'est donc pas de savoir si vous n'avez pas de pouvoir. Vous êtes mon seul pouvoir » (le Monde du 20 mars 1993).*

*Salman Rushdie, figure symbolique de la persécution des intellectuels par les intégristes musulmans, a eu, lui aussi, à souffrir de la frilosité française. Lorsqu'il a recommencé à voyager hors de Grande-Bretagne, au cours de l'année 1992, trois ans après sa condamnation à mort par l'imam Khomeiny, il a tenté, par trois fois, de venir en France. Il tenait particulièrement à son séjour dans « la patrie des droits de l'homme ». A chaque fois, le Quai d'Orsay s'est opposé à sa venue. Les ministres n'étaient pas les mêmes qu'aujourd'hui, le gouvernement était socialiste, mais l'alibi de la sécurité et de la raison d'État était identique.*

*Toutefois les cas de Salman Rushdie et de Taslima Nasreen ne sont pas, eux, identiques. Rushdie, citoyen britannique, a été condamné en 1989 par l'imam Khomeiny lui-même. Sa condamnation, par le gouvernement du grand pays de la révolution islamique, a été réitérée à plusieurs reprises. Dans ces conditions, chacun de ses mouvements impose un système de protection exceptionnel. L'accueillir suppose un véritable engagement, un risque assumé, auquel la France s'est longtemps refusée, avant de lui accorder deux brefs voyages à Paris.*

### Refus de débattre

*Taslima Nasreen, elle, condamnée par plusieurs organisations fondamentalistes de son pays, a pu quitter le Bangladesh au mois d'août – après s'être cachée pendant deux mois – pour se réfugier en Suède. Depuis, elle a voyagé librement, en Norvège et au Portugal. En outre, les enjeux diplomatiques sont, avec le Bangladesh, sans commune mesure avec ceux que l'on entrevoit lorsqu'on évoque l'Iran. Le souci de ménager les intégristes bangladais n'est donc certainement pas l'obstacle principal à la visite de Taslima Nasreen en France. Pourquoi, alors, tant de difficultés inutiles ?*

*Peut-être précisément parce que Taslima Nasreen est moins entrée dans la clandestinité que Salman Rushdie. Les conditions dans lesquelles Rushdie se déplace interdisant tout véritable débat public avec lui. Quand il « apparaît », il ne rencontre que quelques personnes triées sur le volet, filtrées, contrôlées, une audience de « haute sécurité », en somme, à laquelle il tient un discours connu. Romancier important, célèbre avant sa condamnation par les intégristes, il dit à quel point il est aujourd'hui un écrivain « banni de son œuvre » et appelle les démocraties à se mobiliser, à assurer leur propre survie en exigeant la sienne.*

*Taslima Nasreen, elle, n'est qu'une jeune femme à laquelle on refuse même le droit d'être un symbole. Inconnue en Europe avant sa condamnation, elle a écrit des livres mais n'a pas encore d'œuvre. Circonstance aggravante, elle est aussi médecin, et singulièrement, gynécologue. Si elle vient en France, si elle participe à des débats, à des rencontres dans des librairies, chacun pourra l'interroger librement. Elle parlera probablement moins de géopolitique que de vie quotidienne, de réalité, du poids de la religion sur son propre destin, dans une société où la liberté est le privilège des hommes, de sexualité aussi. N'est-ce pas cela aussi qui dérange, aujourd'hui, en France, pays qui n'en finit pas de savoir si les jeunes filles peuvent porter le foulard islamique à l'école laïque ? Faudrait-il alors admettre qu'une démocratie doit, parfois, renoncer à débattre des valeurs qui la fondent et que la « patrie des droits de l'homme » est désormais une nation inerte, où Voltaire n'est plus qu'un nom donné à quelques rues ?*

JOSYANE SAVIGNEAU

## « Il serait regrettable que la France s'incline devant les fondamentalistes »

*nous déclare Taslima Nasreen*

*Taslima Nasreen a répondu à nos questions, au téléphone, vendredi matin 7 octobre, de Stockholm, où elle réside depuis le mois d'août.*

***– Quelle est votre réaction à la décision du gouvernement français de limiter votre visa à vingt-quatre heures seulement ?***

– La France et tous les autres membres de l'Union européenne m'ont aidé lorsque j'avais des problèmes dans mon pays. Grâce au soutien des Européens, des écrivains, des intellectuels, des journalistes et des féministes du monde entier qui croient à la liberté d'expression, j'ai pu enfin échapper aux griffes des fondamentalistes. Je leur suis reconnaissante à tous. Le ministre des affaires étrangères allemand m'avait offert, lorsque je me cachais *[à Dacca, la capitale du Bangladesh]*, la possibilité de voyager sans contraintes en Europe. Je suis surprise aujourd'hui de voir que la France ne m'a accordé qu'un visa d'un jour et non pour une semaine, un mois ou un an. La France ne ferait-elle pas partie de l'Europe ? Il y a peut-être une raison, mais il serait regrettable pour la civilisation qu'un pays comme la France s'incline devant les forces fondamentalistes pour des motifs politiques et économiques, ignorant les droits de l'homme ou la liberté d'expression, pour laquelle, nous les gens ordinaires, nous nous battons.

***– Le ministre français des affaires étrangères a indiqué être prêt à vous donner un visa pour plusieurs jours si votre sécurité était garantie. Dans ces conditions, viendriez-vous en France ?***

– On ne m'a pas encore informée que j'étais autorisée à rester en France plusieurs jours. Je veux rencontrer les Français. J'aime rencontrer des écrivains, des intellectuels qui croient en la liberté de s'exprimer. Je veux pouvoir me déplacer librement en France, pays de la liberté, de l'égalité et de la fraternité.

***– Pensez vous que votre visite à Paris pourrait provoquer des réactions hostiles de la part des fondamentalistes musulmans en France ?***

– Je ne le pense pas. Les fondamentalistes musulmans n'auront pas le courage de créer des problèmes si les Français sains d'esprit et rationnels les combattent. J'ai confiance dans les Français laïques et libéraux qui luttent contre l'aveuglement et l'ignorance de religieux fanatiques. »

Propos recueillis par BRUNO PHILIP

## DIPLOMATIE

Lors d'une réunion avec les pays d'Afrique des Caraïbes et du Pacifique

# L'Union européenne accroît ses exigences en matière de démocratisation

**Le lien étroit que l'Union européenne entend établir entre l'aide qu'elle consent au tiers-monde et le respect des droits de l'homme marque de plus en plus ses relations avec les soixante-dix pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), membres de la Convention de Lomé. Ce thème a été au centre des débats de l'assemblée parlementaire mixte qui a eu lieu du 3 au 6 octobre à Libreville, capitale du Gabon.**

LIBREVILLE
*de notre envoyé spécial*

La volonté des Douze de mettre en regard leur enveloppe financière (80 milliards de francs pour la période 1990-1994) et la démocratisation des régimes place les pays en voie de développement dos au mur. Les représentants des ACP dans la capitale gabonaise ont toutefois réussi à éluder la question en repoussant un texte selon lequel « *la démocratie pouvait être caractérisée dans tous les pays signataires de la convention de Lomé par le suffrage universel, le multipartisme et la liberté de la presse* », et en faisant adopter une résolution stipulant qu'« *il n'existe pas de modèle préétabli de démocratie* ».

Au cours de ces quatre dernières années, vingt-sept Etats ACP ont organisé des élections démocratiques. Pendant la même période, l'Union a suspendu son aide à des pays comme le Zaïre, l'Angola, Haïti, le Togo et le Soudan. Les négociations qui sont sur le point de commencer, afin de fixer la ligne de crédit à ouvrir pour les cinq prochaines années, risquent d'être une dure épreuve pour les ACP. L'Allemagne et l'Espagne, notamment, sont très réticentes à augmenter leur aide à des pays où se déroulent des événements qui choquent leur opinion publique et qui, de surcroît, offrent peu d'intérêts économiques et commerciaux pour leurs entreprises.

L'adhésion des pays scandinaves à l'Union accroîtra sans doute la sensibilité des responsables européens au respect des droits de l'homme. Traditionnellement, la Suède et la Norvège sont parmi les pays qui fournissent le plus grand effort en faveur du développement mais, en contrepartie, ces deux Etats se montrent très exigeants sur les valeurs démocratiques.

D'ores et déjà, les Pays-Bas et le Royaume-Uni – et certainement, demain, les pays scandinaves – sont favorables à l'adjonction d'une clause d'exclusion dans le traité associant les Douze et les ACP. Le Parlement européen a demandé en début d'année l'éviction du Soudan. Le Conseil des ministres de la Communauté n'a pas donné suite à cette requête, mais le débat n'est pas clos pour autant. Selon Manuel Marin, le commissaire européen chargé des relations nord-sud, l'aide financière de l'Union aux ACP devrait augmenter de 20 % à 25 % au cours de la prochaine période *quinquennale*, pour compenser l'inflation. Mais, vu l'état d'esprit de plusieurs gouvernements membres, rien ne dit que cet *objectif* a *de réelles* chances d'être atteint.

MARCEL SCOTTO

## EN BREF

**ALLEMAGNE : quatre jeunes néonazis arrêtés après l'agression d'un Ghanéen.** – Quatre jeunes néonazis, dont trois mineurs, ont été interpellés, mercredi 5 octobre près de Berlin, dans le cadre de l'enquête concernant l'agression d'un Ghanéen, âgé de vingt-cinq ans, qui avait été jeté hors d'un train à Brandenbourg (ex-RDA), après avoir été blessé à coups de couteau. Pour le moment, un seul des jeunes néonazis a reconnu les faits. – *(AFP.)*

**AZERBAÏDJAN : le président Aliev limoge son premier ministre, Sourat Goussienov.** – Accusé d'avoir fomenté une tentative de coup d'Etat au début de la semaine, le premier ministre azerbaïdjanais Sourat Goussienov a été limogé, jeudi 6 octobre, par le président Gueïdar Aliev. Le Parlement a entériné le jour même cette décision. Le premier ministre, considéré comme « pro-russe », a reconnu qu'il y avait bien eu une tentative de putsch de ses partisans le 4 octobre à Gandja (deuxième ville du pays) mais a nié toute implication personnelle. – *(AFP.)*

**RUSSIE : trois partis d'opposition veulent boycotter le Parlement.** – Trois partis d'opposition – celui de Vladimir Jirinovski et les partis agrarien et communiste – ont annoncé, vendredi 7 octobre, leur intention de boycotter les travaux du Parlement après un incident impliquant M. Jirinovski. Ce dernier, ultra-nationaliste, a déclaré à la Douma, la Chambre basse du Parlement, qu'il n'avait pas été autorisé en début de semaine à faire escale à Kemerovo (Russie, Sibérie) lors de son voyage en Corée du Nord. Il a annoncé que sa formation, le Parti libéral-démocrate, boycottera les travaux de l'actuelle session parlementaire. Les partis communiste et agrarien ont fait savoir qu'ils se joignaient au mouvement. – *(Reuter.)*

**Moscou proteste après un incident impliquant un bateau de pêche japonais.** – Moscou a protesté auprès du Japon, jeudi 6 octobre, après un incident frontalier au cours duquel des garde-côtes russes ont coulé, dans la nuit de mardi 4 à mercredi 5 octobre, un bateau japonais accusé de pêcher clandestinement dans les eaux russes. Par ailleurs, la Russie a aussi remercié jeudi le Japon pour son offre d'assistance après le séisme qui a frappé, dans la nuit de mardi à mercredi, les îles Kouriles (russes mais revendiquées par Tokyo). Le séisme a entraîné la mort de sept personnes. Les installations militaires de ces îles ont subi de sérieux dégâts. – *(AFP.)*

**M. Eltsine présente ses excuses au premier ministre irlandais, Albert Reynolds.** – Le premier ministre irlandais Albert Reynolds a reçu, jeudi 6 octobre, une lettre du président russe qui exprime son « sincère regret » pour la rencontre manquée entre les deux hommes sur l'aéroport de Shannon, selon une source gouvernementale à Dublin. Boris Eltsine – qui avait fait attendre en vain M. Reynolds au pied de la passerelle –, avait expliqué à son arrivée à Moscou qu'il dormait dans son avion et que ses gardes avaient « oublié » de le réveiller. Mais la presse et l'opposition russes affirment que le « coup de fatigue » du président russe s'explique par un abus de boisson. – *(AFP.)*

**SÉNÉGAL : peine de mort requise à l'encontre des assassins présumés du vice-président du Conseil constitutionnel.** – L'avocat général de la cour d'assises de Dakar a requis la peine de mort, jeudi 6 octobre, à l'encontre de trois des quatre assassins présumés de Babacar Seye, vice-président du Conseil constitutionnel, tué le 15 mai 1993. Clédor Sène, présenté comme le « cerveau » de l'assassinat, a réitéré lundi ses accusations contre l'un des responsables du Parti socialiste (PS, au pouvoir), affirmant qu'il avait agi *pour son compte*, sans jamais cependant en apporter les preuves. – *(AFP.)*

**YÉMEN : formation d'un nouveau gouvernement.** – Le président Ali Abdallah Saleh a annoncé, jeudi 6 octobre, à Sanaa, la formation d'un nouveau gouvernement, largement dominé par son propre parti, le Congrès populaire général (CPG), et le mouvement islamiste El Islah, qui obtient le ministère de l'éducation. Formé après la guerre qui avait opposé le nord et le sud du pays, entre février et juillet 1994, ce gouvernement, dirigé par Abdel Aziz Abdel Ghani, ne comprend aucun membre du Parti socialiste yéménite (PSY) de l'ex-vice-président Ali Salem El Baïd, largement composé de sudistes. Le chef de l'Etat consolide son pouvoir avec la formation de ce gouvernement, ainsi qu'avec la nomination de quatre conseillers à la présidence, d'un nouveau chef d'état-major et d'un nouveau gouverneur de la Banque centrale. – *(AFP.)*

## EUROPE

ROUMANIE

# « Seule la monarchie peut assurer la stabilité du pays »

*nous déclare le roi Michel*

**Le roi Michel devait quitter Paris, vendredi matin 7 octobre, pour tenter – malgré le refus des autorités – de se rendre en Roumanie d'où il a été expulsé en 1947. Dans un entretien au « Monde » à la veille de son voyage, le souverain déchu déclare son intention de restaurer une monarchie constitutionnelle.**

Près d'un demi-siècle après son abdication forcée et malgré quarante ans de communisme, le roi Michel de Roumanie n'a toujours pas renoncé à remonter sur son trône. « *Bien sûr, j'espère que la monarchie sera restaurée. Depuis deux mille ans, nous avons toujours eu une monarchie en Roumanie* », affirme Michel de Hohenzollern, soixante-douze ans, à la veille d'une nouvelle tentative de retour dans son pays, dont il a été chassé par les communistes en 1947. Mais, à l'exception d'une brève visite autorisée pour la Pâque orthodoxe d'avril 1992, lorsqu'il a été acclamé par plusieurs centaines de milliers de personnes à Bucarest, tous les autres voyages du souverain déchu se sont soldés par un échec.

Tirant les leçons de l'expérience d'avril 1990, lorsque la compagnie Swiss Air avait refusé de « *transporter un passager non muni d'un visa pour le pays destinataire* », le roi Michel et son épouse, la reine Anne de Bourbon-Parme, sont arrivés, jeudi 6 octobre à Paris, depuis la Suisse où ils résident, pour embarquer, vendredi matin, à bord d'un vol Air France pour Bucarest. Mais à la veille de cette tentative, le roi Michel ne semblait guère nourrir beaucoup d'espoirs. Pesant ses mots et s'exprimant avec parcimonie, le roi, qui a successivement géré une exploitation agricole en Grande-Bretagne, joué les pilotes d'essai à Genève et travaillé comme agent de change à New-York pendant son exil, se présentera à l'aéroport de Bucarest avec son passeport britannique. « *Je veux que l'opinion roumaine et internationale sache que le président Iliescu et le gouvernement s'opposent effectivement à mon entrée sur le territoire roumain*, dit-il. *Je ne vais pas en Roumanie pour contester l'ordre constitutionnel, j'y vais en tant que Roumain. J'attends de la part* [des autorités] *un signe de réconciliation nationale.* »

### Irritation et nervosité

« *J'ai l'impression qu'ils ne vont pas me donner de visa* », dit-il toutefois d'un air résigné. Le gouvernement roumain a, en effet, indiqué qu'il ne jugeait pas « *opportune* » la visite du roi Michel et a déjà fait savoir, à de nombreuses reprises, que si l'ancien souverain voulait se rendre sans difficultés dans son pays, il lui suffisait de redemander sa citoyenneté. Un « affront » que Michel de Hohenzollern refuse de relever estimant qu'il a été illégalement déchu de sa nationalité en 1948 : *une République dont la proclamation était une fraude* ». « *Le gouvernement et le président n'ont jamais osé s'opposer publiquement à mes voyages*, dit-il. *Ils ont toujours trouvé des excuses pour m'empêcher de venir, sans apparaître clairement comme les responsables, alors que je viens avec la légitimité historique de ce que j'ai fait il y a cinquante ans.* »

Si l'ancien monarque souhaite précisément se rendre maintenant en Roumanie, c'est parce qu'il a été invité ce week-end à un colloque, organisé par des membres de l'opposition, pour commémorer le cinquantième anniversaire du renversement d'alliances de la Roumanie le 23 août 1944. Le jeune roi Michel, alors âgé de vingt-trois ans, avait fait basculer le pays du camp nazi à celui des Alliés. Ce fut, insiste-t-il, « *la décision la plus importante de ma vie* ».

Mais un demi-siècle plus tard, l'évocation de ces hauts faits de l'histoire ne suffit pas. Même si les dirigeants de la Convention démocratique, le principal mouvement d'opposition, réclament ouvertement son retour, les sondages démontrent régulièrement que les monarchistes sont largement minoritaires dans le pays. Pourtant, le pouvoir roumain manifeste un mélange d'irritation et de nervosité face à ce vieil homme, aussi digne que frêle. Irritation face aux déclarations de ce roi qui, malgré les précautions d'usage sur le « *respect de l'ordre constitutionnel* », ne désarme pas dans sa volonté de « *ramener la Roumanie sur la voie normale* », assurant que « *seule une monarchie peut assurer la stabilité du pays* ». Nervosité face aux réactions d'une population, difficilement prévisibles dans tous les anciens pays communistes mais qui, en Roumanie, le sont encore plus. Echaudé par le succès populaire de la visite royale d'avril 1992 – les plus grands rassemblements depuis la révolution de 1989 –, le gouvernement, dont l'assise est fragile, ne veut plus prendre de risques. Plus cyniquement, le pouvoir joue aussi peut-être « la montre », vu l'âge avancé du roi Michel qui n'a pas d'héritier au trône.

Si Michel de Roumanie continue, malgré tout, à clamer qu'il doit remplir le « *devoir de sa vie* », il ne peut néanmoins s'empêcher de penser, comme certains de ses plus fidèles sujets, qu'il a raté l'occasion de s'imposer au début de la révolution de 1989. Pourquoi ne pas être rentré à ce moment-là ? « *La situation était tellement confuse*, souffle-t-il. *Je n'avais rien à faire au milieu des combats. Il est très difficile de savoir si cela aurait marché. Les autres avaient déjà tout en main.* » Et de conclure, songeur : « *Je n'arrive pas encore à avoir une réponse claire à cette question.* » *Est-ce trop tard ?*

JEAN-BAPTISTE NAUDET
et YVES-MICHEL RIOLS

ITALIE

# Le gouvernement joue l'apaisement dans son conflit avec les juges milanais

ROME
*de notre correspondante*

A demi-accusation, demi-dénonciation. Mercredi 5 octobre, le procureur de Milan Francesco Saverio Borrelli avait, sans le nommer, laissé entendre, dans des déclarations au *Corriere della Sera*, que le président du conseil, Silvio Berlusconi, pourrait recevoir un « *avis d'ouverture d'enquête* » dans le cadre des investigations en cours sur Telepiù, la chaîne à péage dont la Fininvest, le groupe du premier ministre, possède 10 % des parts (*le Monde* du 7 octobre). Il s'était ensuivi une journée de convulsions politiques, particulièrement désordonnées, couronnée, comme on pouvait s'y attendre, par une nouvelle chute de la lire.

*Le soir même*, le procureur de Milan expliquait tranquillement qu'on avait mal interprété ses propos et qu'aucun « *avis d'ouverture d'enquête* » n'était prévu pour Silvio Berlusconi.

Jeudi 6 octobre, ce fut au tour du gouvernement de réagir. Le conseil des ministres, à l'unanimité, approuvait le texte d'une lettre rédigée par le ministre chargé des relations avec le Parlement, également porte-parole du Palais Chigi, Giuliano Ferrara. Dans ce texte, devenu public avant même d'avoir été envoyé, ce qui attisera la réaction de l'opposition, étaient « exposés » l'action et les commentaires du procureur milanais. Aux deux destinataires du texte, le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, et le procureur de la Cour de cassation, Vittorio Sgroi, d'établir si, dans son interview litigieuse, le magistrat a commis « *un acte cherchant à entraver l'action du gouvernement* », violant l'article 289 du code pénal.

### Un minimum de dix ans de prison

Le gouvernement est donc passé à l'attaque, et plutôt lourdement. Pris à la lettre, le texte de Giuliano Ferrara pourrait, en effet, *conduire* le procureur *Borrelli* directement en prison, pour un minimum de dix ans, s'il était reconnu coupable « *d'attentat contre les organes constitutionnels* ». Conscients que cette affaire ne manquerait pas de donner de nouvelles armes à l'opposition – qui, de fait, s'en est emparée immédiatement, aux cris de « *on veut museler la justice* » – les partenaires de Silvio Berlusconi au sein de la coalition gouvernementale se sont alors empressés de mettre un bémol à ce cri de vengeance. Il ne s'agit nullement d'une « *dénonciation* » ni d'une « *plainte* » à caractère pénal ont expliqué, à tour de rôle, Umberto Bossi, chef de la Ligue du Nord, et Gianfranco Fini, coordinateur de l'Alliance nationale, mais d'une simple « *lettre* ». Entre-temps, il est vrai, le président de la République a fait savoir qu'il n'entendait nullement être mis en demeure d'agir contre le procureur de Milan. Donc, un demi-point partout dans ce nouvel épisode de la lutte ouverte entre magistrats et pouvoir exécutif.

Une lutte particulièrement difficile à gérer pour l'équipe au pouvoir. Car, en dépit des maladresses et des faux pas effectués à l'occasion par les juges, l'opinion publique, mobilisée, souhaite avant tout avoir une magistrature indépendante qui puisse poursuivre ses enquêtes jusqu'au bout, sans interférences. En témoigne le dernier sondage publié, vendredi, par *la Repubblica*, selon lequel 70,2 % des personnes interrogées soutiennent dans ce conflit les magistrats et 21,1 % le gouvernement.

Le gouvernement a d'autres raisons de vouloir ménager l'opinion, au moment où il doit encore régler les dossiers de la future loi de finances et de la RAI. A peine les nouveaux, et très contestés, directeurs des chaînes et des journaux télévisés venaient-ils de prendre leurs fonctions que l'on annonçait une convocation extraordinaire de la Chambre des députés pour, justement, débattre de l'éventuelle mainmise des nouveaux pouvoirs sur l'information.

MARIE-CLAUDE DECAMPS

GRANDE-BRETAGNE

# L'aile gauche du Labour inflige une défaite humiliante à Tony Blair

BLACKPOOL
*de notre envoyé spécial*

Deux jours à peine après avoir obtenu un triomphe au congrès travailliste et un succès médiatique reconnu même par la presse la plus conservatrice, le dirigeant du Labour, Tony Blair, a subi, jeudi 6 octobre, une double défaite. Dans la matinée, on a vu l'aile gauche, mobilisée et chauffée à blanc, faire voter successivement une réduction massive des crédits militaires et un soutien à la fameuse « clause IV », qui prévoit la propriété publique de moyens de production que le nouveau leader entendait supprimer (*le Monde* du 6 octobre).

Le vote s'est joué à un cheveu – 50,9 % contre 49,1 % –, mais le *mal* est fait. *Le Labour* semble avoir de la difficulté à sortir de sa vieille habitude de se tirer une balle dans le pied alors même que le *sort lui sourit*. *En dépit* des efforts de M. Blair pour minimiser ce camouflet, ce jeudi aura transformé une victoire, que la nouvelle équipe voulait *stratégique*, en un revers tactique. Elle a apporté un répit inespéré aux conservateurs, qui se réunissent à leur tour en congrès la semaine prochaine à Bournemouth. La direction du Labour a toutefois affirmé que ce vote n'empêchera pas la révision des statuts du parti d'ici à l'an prochain.

On peut penser qu'il s'est agi d'un baroud d'honneur pour les « *dinosaures* », que M. Blair arrivera quand même à moderniser le Labour avant d'affronter les prochaines élections. Mais à quel prix pour son image, alors qu'il semblait avoir fait oublier ce surnom de « Bambi », le petit faon craintif de Walt Disney, qui lui collait à la peau.

### Les « clones de Clinton »

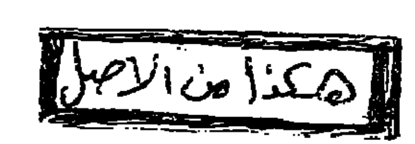
Qui plus est, cela montre que son équipe, composée de jeunes diplômés fraîchement entrés en politique, n'a pas su rester à l'écoute des militants issus de l'électorat populaire qui aspirent au changement. S'ils ont l'intention de voter à nouveau Blair parce qu'ils voient en lui la lumière au bout du tunnel électoral, ils vibrent encore aux slogans tels que « *Flotte le drapeau rouge !* » *et aux coups* de gueule des ténors populistes. Pour l'aristocrate Tony Benn, cette journée s'est apparentée à un acte aussi hérétique que de réécrire les dix commandements, tandis que le représentant des mineurs, Arthur Scargill, pourfendait la clique de « *clones de Clinton* » de M. Blair.

L'absence de Tony Blair lors des deux débats cruciaux – il est arrivé juste avant le vote et n'a pas *pris la parole* – n'a pas contribué à convaincre les hésitants, qui discutaient encore le matin même. La tradition aura eu le dessus sur les *tentatives d'explication* de ceux qui ont rappelé le déplorable échec de l'étatisation en Europe de l'Est. Ou qui, comme le syndi*caliste et député Denis Macshane*, ont attiré l'attention sur les multiples formes que pouvait prendre, ailleurs en Europe, le contrôle de certains *secteurs économiques et* sociaux clés.

On en aurait presque oublié l'autre initiative de M. Blair, qui a tendu *la main à ceux qui avaient* quitté le Labour en 1981. Il a promis de les « *accueillir à nouveau* » et exprimé sa compréhension pour les *raisons qui les* avaient poussés à claquer la porte « *pendant une mauvaise période* », sous-entendu de dérive gauchisante. Mais il n'a pas parlé d'alliance avec les libéraux démocrates, seulement de « *dialogue d'idées* ». C'est déjà beaucoup dans le paysage politique britannique, si longtemps figé.

PATRICE DE BEER





EUROPE

La préparation des élections législatives en Allemagne



# Le regain économique des nouveaux Länder se confirme

Dans les nouveaux Länder, trois habitants sur quatre jugent que la situation économique générale de leur pays s'est dégradée depuis la réunification, selon un sondage paru en avril. Mais, interrogés sur *leur situation personnelle*, ils sont trois sur quatre à la trouver meilleure. Tout est dit. Cette inversion résume, à elle seule, la situation dans l'ex-RDA et la perception pessimiste qu'en ont ses habitants, les « ossies », quatre ans et demi après l'union économique et monétaire.

L'individu, le « je », va mieux grâce, selon le sondage, à l'abondance des magasins, à la liberté de pensée et de presse, à la faculté de voyager et à l'autonomie gagnée, d'une façon générale. Mais la collectivité, le « nous », est victime du prix de la viande, de l'insécurité, des difficultés d'éducation des enfants et du chômage (1).

Une fois le traumatisme du changement de régime estompé, les Allemands de l'Est devraient parvenir à conjuguer leur singulier et le pluriel. Car le bout du tunnel est en vue. L'emploi augmente et le chômage se réduit. La production est repartie, y compris celle des usines. La productivité progresse à grands pas. Le revenu d'un habitant de l'Est atteint les deux tiers de celui d'un habitant de l'Ouest, contre 40 % en 1991. L'Allemagne y a mis les moyens, et elle est en train de réussir sa réunification.

Bien entendu, comme le notent les économistes de la BHF-Bank de Francfort, *« les progrès réalisés demeurent loin des espoirs initialement conçus »*. La promesse du chancelier Kohl de voir le paysage de l'ex-RDA *« fleurir »* sans que personne ait à en souffrir dans sa situation personnelle était une erreur magistrale. Mais une fois celle-ci comprise, le pays s'est mis à la tâche et a accepté d'en payer le prix. L'Allemagne de l'Ouest a versé, verse et versera encore pendant une bonne décennie l'équivalent de 5 % de sa richesse annuelle (produit intérieur brut) pour le « redressement » de l'est. Un effort sans précédent dans l'histoire.

L'ex-RDA est, parmi les pays du bloc communiste, celui qui a subi le plus violemment la *« thérapie de choc »* de la plongée glaciale dans l'économie de marché. En une nuit, celle précédant le 1er juillet 1990, l'union monétaire et économique ouvre les portes à tous les produits de l'Ouest et crée l'appel d'air en distribuant un fort pouvoir d'achat par l'échange « un pour un » : un bon deutschemark contre chaque mark de l'Est. Tel était l'objectif politique du chancelier : uniformiser le plus rapidement possible les conditions de vie de l'Est et de l'Ouest.

## Les villes s'illuminent

Les inconvénients de ce choix sont à l'époque largement sous-estimés. Il « déclasse » d'abord toute la production locale devenue non compétitive. Il encourage ensuite les syndicats à réclamer – grèves à l'appui – une application du principe *« à travail égal salaire égal »*, sans tenir compte du retard des installations communistes. Conséquence imparable : la production s'effondre littéralement (le PIB chute de 30 % en 1991) et les entreprises jettent les travailleurs dans la rue par milliers. Le système de protection sociale ouest-allemand permet d'éviter les émeutes... en payant.

Thérapie de choc la plus brutale mais soutien unique parmi les anciens « pays frères ». Autoroutes, réseaux électriques, téléphones, bâtiments publics et subventions énormes : l'Ouest dépense sans compter. En quelques mois, les villes s'illuminent et découvrent la publicité. Les façades sont ravalées. Des magasins s'ouvrent en quantité. Pourtant, les transferts qui gonflent (120 milliards de marks en 1992, 150 milliards en 1993) servent surtout à alimenter la frénésie de consommation. Les nouveaux Länder consomment le double de ce qu'ils produisent. Les économistes s'inquiètent d'un scénario « à la *Mezzogiorno* », où l'argent est versé comme dans un vase sans fond, dépensé et non investi.

Le virage a lieu vers la fin de 1992, alors que, paradoxalement, l'Ouest plonge dans la plus grave récession depuis la guerre. L'arrosage de milliards de marks finit par être fécond. Une dynamique s'enclenche. La construction repart, tirée par les investissements publics. Les industries lourdes (acier, matériaux) suivent, profitant du changement de politique de Bonn, qui décide d'aider les « canards boiteux » pour limiter le chômage. Puis l'imprimerie se développe. Enfin le pétrole et ses dérivés, le gaz, le verre, l'industrie alimentaire...

L'agriculture de l'Est, plus productive de celle de l'Ouest, ajoute sa récolte. Au premier trimestre de 1994, la production manufacturière a cru^ de 20 % sur un an et la productivité de 10 % (2). Même si la mauvaise qualité des statistiques incite à la prudence, la région n'est sans doute pas loin d'avoir retrouvé aujourd'hui le niveau de la production manufacturière d'avant la réunification, lorsque la RDA était le fleuron industriel communiste.

## Zone à haute subvention

Le regain reste mineur et les retards persistent. L'industrie ne représente plus que 36 % du PIB contre 60 % en 1989, et encore ce chiffre intègre-t-il le secteur florissant et surdimensionné du BTP. Les PMI, force allemande, manquent à l'Est, qui dépend trop des filiales des groupes de l'Ouest. La recherche est inexistante. Le redéveloppement s'effectue par ilots disséminés. La densité industrielle des nouveaux Länder n'atteint plus que le cinquième du niveau de l'Ouest et se classe au plus bas de l'échelle de l'Europe des Douze (3). La réunification accouche d'une désindustrialisation.

Les nouveaux Länder ne sont pas cette zone de bas salaires dont rêvait le patronat de l'Ouest, cette Thaïlande à domicile qui eu^t permis de peser sur les syndicats à l'Ouest. Ils sont une zone à haute subvention où poussent des usines ultramodernes, notamment automobiles.

Beaucoup des industriels se délocalisent plus loin, en Pologne ou en Amérique. Pourtant, et même s'ils restent en deçà des espérances, les investissements se multiplient. Ils représentent 57 % du PIB est-allemand, un taux record dans le monde occidental. Le processus du renouveau est engagé. Lentement mais, désormais, assurément. Sur la lancée actuelle, le « rattrapage » dont rêvait le chancelier Kohl en 1989 devrait intervenir vers 2010. Jusque-là l'Allemagne de l'Ouest paiera.

**ERIC LE BOUCHER**

(1) *Frankfurter Allgemeine Zeitung* des 13 et 21 avril 1994

(2) Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung (Berlin), Wochenbericht 31, 4 août 1994.

(3) Regards sur l'économie allemande, CIRAC, n° 17, septembre 1994

## Des privatisations à marche forcée

**BONN**

*de notre correspondant*

*Un total de 270 milliards de marks (920 milliards de francs) : tel aura été le coût des privatisations en ex-RDA.* Ce déficit considérable, supporté par le contribuable allemand, résulte de la prise en charge des anciennes dettes des entreprises est-allemandes, de leur assainissement écologique, ainsi que de l'ensemble des aides financières qui leur ont été accordées. Et dire que le dernier gouvernement de la RDA, dirigé par Hans Modrow, prétendait que la valeur de l'héritage industriel légué par Berlin-Est s'élevait à plus de mille milliards de marks !

A l'actif de son bilan, la Treuhandanstalt, l'organisme berlinois chargé des opérations, affiche, quatre ans après la privatisation de 14 500 entreprises, la sauvegarde de 1,5 million d'emplois et l'injection de 200 milliards de marks d'investissements. *« Nous avons essayé de sauver ce qui pouvait l'être »*, déclarait récemment Birgit Breuel, la présidente de la Treuhandanstalt. Mais la stratégie adoptée – une privatisation rapide – a entraîné la fermeture précipitée de milliers d'entreprises qui auraient pu survivre avec l'aide de l'Etat. Une seule logique a présidé aux décisions des responsables de la Treuhand : *« faciliter l'accès au marché »* des produits est-allemands, comme le rappelait Kurt Biedenkopf, ministre-président de la Saxe, lors d'un débat au Bundestag, le 21 septembre 1994. Les produits ont dû s'adapter aux normes de l'Ouest, dès lors que les repreneurs potentiels ne souhaitaient pas voir surgir de nouveaux concurrents en ex-RDA.

### Maintien de l'emploi

Ces choix expliquent pourquoi les entreprises est-allemandes, passées du jour au lendemain à l'économie du deutschemark, ont abandonné la plupart de leurs positions acquises sur les marchés de l'ancien bloc de l'Est. Les seules privatisations « rentables » ont été réalisées dans le secteur de l'énergie : la cession du réseau d'électricité des nouveaux länder (Veag) et des mines de lignite de Lusace (Laubag) à un consortium de gros distributeurs ouest-allemands, au début du mois de septembre 1994, a rapporté 10 milliards de marks à l'État.

Le maintien de l'emploi, à l'origine, ne faisait pas partie des priorités de la Treuhandanstalt. Il paraissait impossible de maintenir en l'état une population industrielle dont la productivité était équivalente à 30 % de celle de l'Ouest. Mais au fil du temps, les contrats de privatisation ont comporté des garanties de maintien de l'emploi et les autorités publiques se sont décidées à intervenir pour ralentir la désindustrialisation dans les nouveaux länder. L'une des dernières privatisations en cours, celle du complexe sidérurgique Eko Stahl, prévoit que le repreneur (sans doute le groupe belge Cockerill-Sambre) maintiendra 2 300 emplois sur le site d'Eisenhüttenstadt.

### Commission d'enquête parlementaire

Au 31 décembre, la Treuhandanstalt cessera d'exister sous sa forme actuelle. Subsisteront à la place plusieurs sociétés distinctes, dont deux seront chargées d'administrer le patrimoine foncier et immobilier non encore privatisé, une autre se voyant confiée la tâche de contrôler l'application des accords de privatisation (tant en ce qui concerne les mesures de garanties de l'emploi que de garanties d'investissement). Une dernière société, enfin, gérera les participations de l'Etat dans les entreprises qui ne sont pas encore privatisées (par exemple les centrales nucléaires, la potasse ou la construction ferroviaire).

*La présidente de la Treuhandanstalt*, Birgit Breuel (membre de la CDU), qui fut un temps pressentie pour occuper un siège de commissaire européen, a préféré prendre en charge l'exposition universelle de Hanovre prévue pour l'an 2000. Les autres membres du directoire de la Treuhandanstalt retrouveront des postes de direction dans des entreprises privées.

Une commission d'enquête parlementaire sur la Treuhandanstalt, mise en place à la demande de l'opposition du SPD, a tenté d'obtenir plus de transparence sur les décisions de l'organisme, qui ont été émaillées de multiples scandales sur le terrain. Son rapport, remis à la fin du mois de septembre, fait 850 pages. Mais sur le fond, la plupart des économistes interrogés par les députés ont estimé qu'il *« n'y avait pas d'alternative »* au choix, tout brutal qu'il fût, de la privatisation rapide.

**L. D.**

## PROCHE-ORIENT

### IRAK

# L'opposition fait état de mouvements de troupes vers la frontière koweïtienne

L'opposition irakienne basée dans le Kurdistan a annoncé, jeudi 6 octobre, dans un communiqué, que des divisions de la Garde républicaine font mouvement vers la frontière koweïtienne. A l'en croire, *« des divisions de la Garde républicaine, déployées autour des villes de Mossoul et de Kirkouk, font maintenant rapidement mouvement vers les villes de Bassorah et d'Amara, près des frontières sud du pays »*.

Un porte-parole du gouvernement koweïtien a dénoncé, jeudi, les *« menaces »* de l'Irak contre les pays de la région et *« la poursuite des tentatives du régime irakien de contourner les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU »*. D'autre part, des unités spéciales des armées koweïtienne et américaine participeront, à partir du lundi 10 octobre et jusqu'au 20 décembre, à des manœuvres conjointes, a annoncé, jeudi, l'ambassade américaine à Koweït. Celles-ci sont destinées à *« démontrer la poursuite de l'engagement américain à assurer la sécurité et la stabilité dans la région du golfe Arabe »*.

*D'autre part, Rolf Ekeus, chef de la commission spéciale de l'ONU chargée du désarmement irakien (UNSCOM), qui doit soumettre, le 10 octobre, un rapport écrit au Conseil de sécurité, a déclaré, jeudi 6 octobre, à Bagdad : « Nous sommes en train de tester le mécanisme et, dans deux jours, nous allons annoncer le démarrage du système de contrôle à long terme des armements. »*

La mise en route de ce mécanisme a lieu au terme d'un long processus d'élimination des armes de destruction massive, mené durant plus de deux ans par l'UNSCOM, en vertu des résolutions de l'ONU. Ce mécanisme concerne les programmes militaires dans les domaines nucléaire, chimique, biologique et balistique. Plus de cinquante caméras ont ainsi été installées sur plusieurs sites militaires. Après la mise mise en route de ce mécanisme, Bagdad espère obtenir un assouplissement de l'embargo. Le paragraphe 22 de la résolution 687 prévoit une levée de l'embargo pétrolier contre l'Irak, une fois que ce pays se sera pleinement conformé à ses obligations en matière de désarmement.




### « Sortir le peuple de son épreuve »

Plusieurs pays, dont trois des cinq membres permanents du Conseil de sécurité – France, Russie et Chine, – sont maintenant favorables à une levée partielle de l'embargo après une période probatoire de six mois. Mais les Etats-Unis – le secrétaire au Trésor, Lloyd Bentsen, l'a répété, jeudi, à Djedda – et la Grande-Bretagne, ainsi que l'Arabie saoudite, réclament, en revanche, le maintien des sanctions contre l'Irak tant que ce pays n'appliquera pas « toutes » les résolutions de l'ONU, notamment celle relative à la reconnaissance de sa nouvelle frontière avec le Koweït.

Le ministre irakien des affaires étrangères, Mohamed El Sahaf, a affirmé, jeudi, que son pays s'en tenait à *« une période probatoire de six mois »*. Selon lui, Bagdad a demandé à M. Ekeus d'inclure dans son rapport que *« l'Irak s'est pleinement conformé aux exigences de la résolution 687 »* de l'ONU en matière de désarmement. *« Nous allons attendre le texte du rapport pour définir notre position »*, a-t-il ajouté, jugeant que, face *« à la partialité de M. Ekeus, il est du droit de l'Irak de chercher d'autres moyens pour se défendre »*.

Selon l'agence de presse INA, le président Saddam Hussein s'est dit, jeudi, *« mécontent »* des résultats des entretiens que M. Ekeus a eus à Bagdad. *« La direction irakienne s'apprête à examiner une nouvelle position pour faire régner le droit et sortir le peuple irakien de son épreuve »*, a affirmé un porte-parole à l'issue d'une réunion conjointe du Conseil de commandement de la révolution (CCR) et de la direction nationale du parti Baas. – *(AFP, Reuter.)*

## AMÉRIQUES

### BRÉSIL

# Fernando Henrique Cardoso annonce une transition « en douceur » et de nouvelles privatisations

**Trois jours après le scrutin présidentiel, le décompte des voix n'est toujours pas terminé au Brésil, mais le candidat social-démocrate Fernando Henrique Cardoso, *crédité d'une large victoire*, s'est présenté comme le futur président du pays, en annonçant, jeudi 6 octobre, une transition « en douceur » et un nouveau programme de privatisations.**

RIO-DE-JANEIRO

*de notre correspondant*

Pour sa première conférence de presse à Brasilia, M. Cardoso avait choisi le cadre du principal théâtre de la ville. L'évènement *tenait un peu du cours magistral*, en raison de l'allure professorale de l'orateur et du respect manifesté par les journalistes qui l'interrogeaient. M. Cardoso, qui devrait prendre ses fonctions le 1 janvier, a promis une transition *« en douceur »*, ce qui ne devrait pas être trop difficile en raison de ses liens avec le président sortant Itamar Franco, dont il a été le ministre des affaires étrangères puis des finances.

M. Cardoso s'est félicité du *« bon niveau »* de la campagne, et a fait l'éloge de son concurrent malheureux, Luiz Inacio Lula da Silva. Il a surtout parlé d'économie, affirmant que la poursuite du plan Real de stabilisation et de lutte contre l'inflation, qu'il avait lancé lorsqu'il était ministre des finances, serait la priorité de son futur gouvernement. M. Cardoso a solennellement déclaré à ce sujet qu'il n'y aurait pas de retour au système d'indexation des salaires sur les prix, ce mécanisme ayant été selon lui pendant des années le principal moteur de l'inflation.

Le président élu est favorable à l'entrée de capitaux étrangers dans des secteurs qui leur sont actuellement pratiquement fermés, comme les télécommunications et l'énergie. Il a rappelé que seize installations hydroélectriques qui avaient été mises en chantier n'avaient pu être terminées, faute de moyens financiers. Des appels d'offres, ouverts aux sociétés étrangères, permettraient également de construire les nombreux centraux téléphoniques dont le Brésil a besoin pour s'équiper.

### Un rôle diplomatique plus actif

M. Cardoso a annoncé son intention de privatiser plusieurs grandes entreprises d'Etat telles que la compagnie sidérurgique et minière Vale de Rio Doce, une des plus importantes du pays. Mais il n'est pas question, pendant les quatre années de son mandat, de briser le monopole pour l'extraction et le raffinage du pétrole dont bénéficie l'entreprise d'Etat Petrobras.

M. Cardoso va-t-il s'efforcer de changer la Constitution, qui lui interdit de se présenter pour un second mandat ? Dans de nombreux pays latino-américains, la loi fondamentale exclut une réélection immédiate, mais elle a été *modifiée récemment dans plusieurs* d'entre eux tels que l'Argentine et le Pérou. M. Cardoso s'est montré très sceptique à ce sujet. L'opinion brésilienne ne parviendra jamais, selon lui, à croire qu'un président sortant n'utilise pas tous les moyens à sa disposition pour se faire réélire.

M. Cardoso a enfin parlé de la politique étrangère du Brésil, un sujet qui a été presque totalement absent de la campagne électorale, au point, par exemple, de donner l'impression que le débarquement américain en Haïti avait lieu sur *un autre continent*. Le président élu a affirmé sa volonté de faire jouer au Brésil un rôle plus actif sur la scène internationale, comme il convient à un pays qui brigue un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies.

*Il est difficile, en raison de la* lenteur du dépouillement, de se faire une idée du prochain Congrès qui sortira des élections législatives qui avaient lieu également le 3 octobre. Dans bien des cas, un second tour, prévu le 15 novembre, sera nécessaire, de même que pour les postes des gouverneurs des principaux Etats tels que ceux de Sao-Paulo, Rio-de-Janeiro ou du Minas-Gerais.

DOMINIQUE DHOMBRES

## AFRIQUE

### A l'Assemblée générale de l'ONU

# Le président rwandais a plaidé pour la création d'un tribunal international

**S'adressant, jeudi 6 octobre, à l'Assemblée générale des Nations unies, le président rwandais, Pasteur Bizimungu, a mis l'accent sur la nécessité de mettre sur pied un tribunal international pour juger les crimes contre l'humanité afin d'« épargner d'autres déboires et d'autres drames».**

NEW-YORK (Nations unies)

*de notre correspondante*

*Pasteur Bizimungu a comparé* le *« génocide »* que vient de vivre son pays à l'holocauste nazi. Le président rwandais a parlé avec éloquence de la nécessité de *« rebâtir »* la nation rwandaise et de faire *« coexister »* les différentes composantes de la population. Pour cela, estime-t-il, le Conseil de sécurité devrait adopter une résolution qui faciliterait l'arrestation et le jugement des responsables du génocide. M. Bizimungu souhaite que le Conseil demande aux Etats membres, par une résolution contraignante, de maintenir en détention ceux des responsables qui se trouvent sur leur territoire.

### L'hypothèse d'un « Tutsi land»

Faisant à l'évidence allusion aux allégations – notamment du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR) – selon lesquelles le gouvernement actuel aurait aussi commis des exactions contre la population hutue, le président a affirmé que, *« contrairement aux dénigrements sans fondements, en décourageant les pulsions à la vengeance, et dans l'attente d'une justice transparente, notre gouvernement a pu contenir une situation marquée par des tensions et des rancœurs»*.

*L'enquête menée par le HCR,* qui n'a pas été rendue publique *« pour des raisons politiques»*, sur l'ordre du secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, a conclu qu'il existe des *« signes indubitables de tueries et de persécutions »* commises par les forces du Front patriotique rwandais, au pouvoir à Kigali. Pour le HCR, il est donc dangereux d'encourager et de faciliter le retour des réfugiés auxquels *« on ne peut pas garantir un minimum de sécurité »*.

A l'issue d'une réunion à huis clos entre les membres du Conseil de sécurité et le président Bizimungu, les plus sceptiques des diplomates se sont déclarés *« persuadés »* que les exactions contre les Hutus ne relevaient pas d'une politique du gouvernement, mais qu'il s'agissait d'*«actes de revanche par des éléments incontrôlés»*.

Selon des sources diplomatiques à New-York, l'enquête du HCR a été précédée par des informations recueillies par *« des diplomates extrêmement crédibles»*, basés dans la région, qui auraient *« longuement »* voyagé à l'intérieur du Rwanda. Ces informations, contenues dans un rapport non publié, seraient fondées sur *de « nombreux »* entretiens avec des missionnaires, médecins et *« autres expatriés »*.

Selon ce rapport, la politique du gouvernement rwandais consisterait à *« chasser hors du pays, par la terreur et de façon systématique »* les Hutus habitant dans le sud-est du Rwanda *« autour du lac Rweru et au nord du lac Mugesera»*, afin d'y créer un *« Tutsi land »*. L'auteur du rapport stipule aussi que le gouvernement *« oblige »* les Tutsis qui ont fui le Rwanda il y a plus de trente ans (1953-1963) à rentrer au pays.

Selon un diplomate qui connaît bien le Rwanda – et qui requiert l'anonymat –, le gouvernement de Kigali *« n'a pas la moindre intention »* d'encourager le retour des Hutus réfugiés à l'étranger. Tout en rendant hommage au travail *« remarquable »* du HCR à travers le monde, le même diplomate estime que l'organisme *« joue inconsciemment le jeu »* du gouvernement de Kigali en décourageant *« pour des raisons tout à fait valables »* les Hutus de revenir au Rwanda.

AFSANÉ BASSIR POUR

**Découverte d'un nouveau charnier.** – Un nouveau charnier, renfermant entre 7 000 et 10 000 corps, a été découvert dans la région de Kibuye, dans l'ouest du Rwanda, a-t-on appris de sources concordantes jeudi 6 octobre à Kigali. D'autre part, le représentant de l'ONU à Kigali, Shahryar Khan, a indiqué que les nouvelles autorités rwandaises ont maintenant le plein contrôle de l'ancienne « zone humanitaire sûre » française, dont la responsabilité est passée le 22 août aux « casques bleus » de l'ONU. – *(AFP.)*

## REPÈRES

### ALBANIE

#### Légères remises de peines pour cinq membres de la minorité grecque

Les cinq membres de la minorité grecque d'Albanie condamnés, le 7 septembre, pour *« espionnage au profit de la Grèce »*, ont bénéficié de légères remises de peines au terme de leur procès en appel, jeudi 6 octobre à Tirana. Theodori Bejani a vu sa peine ramenée de sept à six *ans de prison, Vangjel Papakristo* de six à cinq ans, Panajot Marto de six à cinq ans, Irakli Sirmo de huit à six ans, et Kosta Qiriako de huit à sept ans. Le président du tribunal, Ramadan Qinani, a déclaré que les faits reprochés aux cinq hommes, qui pourraient se pourvoir en cassation, étaient *« entièrement prouvés »*. Ceux-ci, a-t-il ajouté, *« ont collaboré avec les services secrets grecs pour armer la minorité grecque et les ont renseignés sur des mouvements et des concentrations de troupes en Albanie »*. Le gouvernement grec, qui a immédiatement exprimé son mécontentement à la suite de la décision du tribunal, *avait posé la libération* des « cinq » comme préalable au rétablissement du dialogue avec Tirana et à la levée du veto qu'il oppose à l'octroi à l'Albanie de la première tranche d'un prêt communautaire de 35 millions d'écus. – *(AFP.)*

### ALGÉRIE

#### Plus de six cents écoles ont été l'objet d'attentats

Depuis le début de l'été, quelque *six cent dix écoles ont été* partiellement détruites ou incendiées, a annoncé, jeudi 6 octobre à Alger, le ministère de l'éducation. *Un précédent bilan faisait* état, début septembre, de cinq cent trente-huit écoles dévastées ou endommagées ; mais il ne comprenait pas les instituts universitaires et les centres de formation professionnelle, également visés par ces attentats, officiellement attribués aux groupes armés islamistes.

Une cinquantaine d'enseignants ont été tués, victimes du terrorisme, au cours de ces dix derniers mois. Ce bilan, officieux, s'est encore alourdi avec l'annonce, jeudi, par le quotidien arabophone *El Khabar*, du meurtre d'un professeur d'origine irakienne, Mohamed Taleb *El-Boustadji, assassiné à l'entrée* du lycée de Taher, près de Jijel, dans le nord-est du pays. – *(AFP.)*

### BURUNDI

#### Formation d'un gouvernement de coalition

Le premier ministre, Anatole Kanyeniko, a désigné le 5 octobre son nouveau gouvernement, formé selon les termes de l'accord signé le 10 septembre, qui prévoit un partage du pouvoir *entre les deux grandes tendances* politiques du pays. Neuf ministres sortants ont été reconduits à leurs postes. Dix *portefeuilles, dont celui de l'intérieur* et de la sécurité publique, ont été attribués à des personnalités de l'opposition, dominée par la minorité tutsie. Par ailleurs, près de 70 personnes ont été tuées depuis la fin de la semaine dernière dans la commune de Muhuta, à une quarantaine de kilomètres au sud de Bujumbura, dans des incidents liés à des opérations de désarmement de la population civile par les forces armées, a indiqué jeudi l'Agence burundaise de presse. L'agence *n'a donné aucune précision sur* l'identité des personnes tuées, qui appartiennent aux deux ethnies du pays. – *(AFP, Reuter.)*

### LIBAN

#### Le Hezbollah revendique plusieurs attaques dans la zone occupée par Israël

Au moins deux miliciens pro-israéliens et un civil libanais ont été tués, jeudi 6 octobre, et six *miliciens, dont un officier de haut* rang, blessés au cours d'attaques dans le secteur occidental de la zone occupée par l'Etat hébreu au Liban sud, attaques que le Mouvement chiite pro-iranien Hezbollah a revendiquées. D'autre part, l'armée israélienne avait mené, mardi, un raid près de Tripoli, dans le nord du pays, contre une base du Front démocratique de *libération de la Palestine* (FDLP), a-t-on appris, jeudi, de source militaire : *« Ce raid s'inscrit dans le cadre des opérations préventives de routine que l'armée israélienne mène contre les bases des organisations terroristes. »* – *(AFP.)*

### MEXIQUE

#### Deux autres parlementaires du PRI sont impliqués dans l'assassinat de Ruiz Massieu

Le ministère mexicain de la justice a publié, mercredi 5 octobre, des déclarations tendant à incriminer deux autres parlementaires du Parti révolutionnaire *institutionnel (PRI, au pouvoir)*, dans l'assassinat, le 28 septembre, du secrétaire général de ce parti, José Francisco Ruiz Massieu.

Jusqu'à présent, deux députés du PRI (Fernando Gonzalez et Manuel Munoz), soupçonnés d'être les instigateurs de l'assassinat, ont été inculpés. D'après les déclarations d'Eugenia Ramirez Sanchez, l'épouse détenue de Fernando Gonzalez, le député Manuel Garza Gonzales et le sénateur Enrique Cardenas Gonzalez *seraient également* impliqués dans la conjuration orchestrée par Manuel Munoz. Ce dernier a avoué sa participation à *l'assassinat, tout en désignant* un ancien fonctionnaire du PRI, Abraham Rubio, comme le véritable commanditaire de l'affaire. *M. Rubio est soupçonné d'être lié* à un puissant cartel mexicain de la drogue. *(AFP.)*

## EN BREF

**AFRIQUE DU SUD : quatorze blessés dans des affrontements à Johannesburg.** – Le centre-ville de Johannesburg a été transformé en champ de bataille, jeudi 6 octobre, à la suite d'affrontements entre la police et des agents de sécurité en grève, qui ont fait quatorze blessés. *La police a ouvert le feu sur* des agents de sécurité qui réclamaient des augmentations de salaire, après qu'un officier supérieur de police eut été atteint à la tête par une pierre. – *(AFP.)*

**Nouvelle tournée du secrétaire d'Etat américain au Proche-Orient.** – Le secrétaire d'Etat américain est attendu, samedi 8 octobre, en Israël, première étape d'une nouvelle tournée au Proche-Orient qui le conduira mardi en Syrie, mercredi en Jordanie et vendredi en Egypte. La visite de Warren Christopher doit notamment aider à faire progresser les négociations de paix israélo-syriennes, dans lesquelles les Etats-Unis jouent les médiateurs. – *(AFP-Reuter.)*

**ÉTATS-UNIS : 15 % des Américains vivent en-dessous du seuil de pauvreté.** – Selon le rapport du Bureau de recensement rendu public, jeudi 6 octobre, à Washington, plus de 39 millions d'Américains (15,1 % de la population) vivent en-dessous du niveau officiel de pauvreté, fixé à 14 763 dollars par an pour une famille de quatre personnes. Le pourcentage de personnes vivant en dessous de ce seuil était de 14,8 en 1992. – *(AFP.)*

**ISRAËL : le général Amnon Shahak nommé chef d'état-major.** – Le premier ministre, Itzhak Rabin, qui est aussi ministre de la défense, a nommé, jeudi 6 octobre, le général Amnon Shahak au poste de chef d'état-major. Il succédera, en janvier 1995, au général Ehud Barak, dont il est actuellement l'adjoint. Né en 1944, cet ancien chef des renseignements militaires est l'un des principaux négociateurs israéliens avec l'OLP. – *(AFP.)*

ESPACE EUROPÉEN

# L'Autriche mise sur la stabilité pour son entrée dans l'Union

**Dimanche 9 octobre, 5,8 millions d'électeurs sont appelés à désigner leurs députés. La grande coalition entre les sociaux-démocrates et les conservateurs au pouvoir depuis 1987, devrait être reconduite, malgré la montée des petits partis**

VIENNE

*de notre correspondante*

Les Autrichiens vivent depuis des années sous le signe d'une grande coalition entre les sociaux-démocrates (SPOe) et les conservateurs du Parti populaire (OeVP), et tout semble indiquer que les élections du dimanche 9 octobre ne devraient pas bouleverser fondamentalement la donne politique. Certes, la coalition est en nette perte de vitesse dans les sondages, mais elle est créditée d'une avance telle qu'elle devrait pouvoir se retrouver au gouvernement.

Son recul profite à la droite nationaliste, qui a de bonnes chances de dépasser la barre des 20 % (16,6 en 1990), mais aussi aux petites formations d'opposition, comme les Verts ou le Forum libéral. Ce dernier, mené par une jeune femme dynamique, est issu d'une scission en 1993 du Parti libéral (FPOe) de Jörg Haider ; il n'est cependant pas assuré d'obtenir le minimum de 4 % des suffrages nécessaire pour être représenté au Parlement. Sur les quelque 5,8 millions d'électeurs autrichiens, 1,5 – selon les sondages – sont encore indécis, et ce sont eux qui peuvent faire la décision. Dans l'Assemblée sortante, les sociaux-démocrates avaient 80 sièges, l'OeVP 60, le Parti libéral 28, les Verts 10 et le Forum libéral 5.

Entre les partis de la coalition, la campagne électorale risque de laisser des traces. *« Le Parti social-démocrate devrait être ramené à un poids sain pour la démocratie en Autriche »*, a déclaré Alois Mock, ministre des affaires étrangères et président d'honneur du Parti populaire. Il verrait bien ses alliés d'aujourd'hui faire une cure d'opposition *« pendant plusieurs années »*.

## De la crèche au golf

Il est peu probable que les électeurs, épris de stabilité, exaucent ses vœux. Mais il est tout à fait possible que les sociaux-démocrates perdent leur position dominante dans la vie politique du pays en étant ramenés pour la première fois depuis 1945 au-dessous de 40 % (les derniers sondages leur accordent 38 % contre 42,8 % obtenus au scrutin de 1990). La baisse s'est accentuée à la suite des « révélations » faites opportunément par l'opposition sur des scandales financiers mettant en cause plusieurs fonctionnaires des chambres régionales du travail au plus fort de la campagne électorale.




MATTIAS CREMER

*Les panneaux de la campagne électorale autrichienne.*

L'épouse du chancelier Vranitzky n'a rien arrangé en s'en prenant *« aux mères qui mettent leurs enfants à la crèche pour aller gagner quelques milliers de schillings »*. Venant d'une femme aisée dont la passion pour le golf est bien connue, la remarque a provoqué un véritable tollé dans les organisations féministes, y compris dans les rangs des sympathisantes de la social-démocratie. Le premier atout du SPOe reste la popularité du chancelier, qui, malgré quelques fluctuations, reste élevée dans toutes les couches de la société.

Le recul attendu des sociaux-démocrates ne devrait cependant pas profiter à leurs alliés ; au contraire, le Parti populaire devrait aussi connaître son plus mauvais score (au dessous de 30 % contre 32,1 en 1990). Il n'y a cependant pas de solution de rechange à cette *« coalition des perdants »*, car la droite nationaliste de Jörg Haider ne peut pas s'entendre avec les écologistes ou le Forum libéral.

## Une droite anti-européenne

En revanche, le chancelier Vranitzky et les chefs de l'OeVP, Alois Mock et Erhard Busek, son président, sont unis par un engagement commun en faveur de la participation de l'Autriche à l'Union européenne, et, à la veille de l'entrée de leur pays dans le club bruxellois, ils ont d'autant plus intérêt à renouveler leur coopération que le seul partenaire envisageable, le FPOe, est profondément anti-européen. *« A la veille de son entrée dans l'Union européenne*, a déclaré Franz Vranitzky, *l'Autriche ne peut pas se doter d'un gouvernement auquel participerait un parti foncièrement hostile à cette Union. »* Le SPOe, comme Erhard Busek, refuse catégoriquement de collaborer avec le parti de Jörg Haider, bien que celui-ci ait pour ambition principale de briser la coalition et de participer au pouvoir, si ce n'est cette fois, du moins en 1998.

Par ses vives critiques à l'égard de son partenaire social-démocrate, Alois Mock a rouvert un débat sur l'éventualité d'une coalition de droite entre l'OeVP et le FPOe. Cette solution bénéficie toujours des faveurs de certains « barons » du Parti populaire, qui rêvent d'un retour à un gouvernement « bourgeois ». Les résultats du référendum du 12 juin sur l'adhésion à l'Union européenne (66,4 % de « oui ») leur ont cependant enlevé des arguments, car on voit mal le très européen Alois Mock faire cause commune avec Jörg Haider.

Ce brillant orateur de quarante-quatre ans continue de bénéficier d'une image très forte, et ses nombreuses apparitions dans des débats télévisés lui ont attiré de nouvelles sympathies. Son discours démagogique dénonçant les turpitudes de la classe politique lui vaut de nombreux applaudissements. Il séduit les jeunes en révolte contre l'hégémonie des deux grands partis qui se partagent les postes politiques, et il puise allègrement dans l'électorat ouvrier grâce à sa condamnation de l'immigration, présentée comme la source de tous les maux, notamment le chômage et la montée de la criminalité. Jörg Haider a exposé, début septembre, dans une « Déclaration pour l'Autriche », sa stratégie à caractère nettement antiparlementaire. Il s'agit d'un *« manifeste néofasciste »*, a déclaré le secrétaire du SPOe, Josef Cap. Jörg Haider prône une réforme politique faisant la part belle à la démocratie directe et plébiscitaire aux dépens des institutions représentatives, et une dérégulation générale de la vie économique. Il souhaite transformer le Parti libéral en *« mouvement électoral »* sur le modèle de Forza Italia de Silvio Berlusconi et il fait appel à *« tous les citoyens libres »* pour adhérer à *« l'idéologie de la liberté »*.

Malgré ses tiraillements, la grande coalition peut présenter un bilan plus qu'honorable. Elle a d'abord réussi à convaincre les Autrichiens des avantages de l'adhésion à l'Union européenne, ce qui n'allait pas de soi, car l'opposition à la *« bureaucratie bruxelloise »* était extrêmement populaire. Le gouvernement a d'autre part mené à bien une réforme fiscale visant à alléger les charges sur les bas salaires et les entreprises, et la privatisation de plusieurs entreprises publiques, tout en essayant de réduire – jusqu'à maintenant sans succès – le déficit colossal des chemins de fer fédéraux. Tout cela dans une situation économique moins sombre qu'ailleurs en Europe.

L'argument principal en faveur de la reconduction de la grande coalition est la stabilité nécessaire pour affronter l'épreuve européenne. La question de la neutralité n'a pas été résolue. L'Autriche a accepté toutes les dispositions du traité de Maastricht, y compris les articles sur la politique extérieure et de sécurité commune. Si cette politique de défense entre dans une phase concrète, Vienne devra choisir. En attendant, un certain flou peut être maintenu sur la manière dont la sécurité du pays sera garantie dans une Europe élargie. Mais déjà le chancelier comme le ministre des affaires étrangères ont déclaré que l'Autriche pouvait fort bien adhérer au « partenariat pour la paix » proposé par l'OTAN aux pays d'Europe centrale et orientale comme palliatif à une adhésion à laquelle s'oppose la Russie.

## Le « partenariat pour la paix »

L'environnement n'est pas des plus stables, et l'Autriche, qui a longtemps négligé d'investir dans une armée privée de prestige auprès de l'opinion, devra se préoccuper d'assurer sa sécurité et de manifester sa solidarité avec ses partenaires européens, par exemple par une association puis une adhésion à l'Union de l'Europe occidentale, voire à l'OTAN. Les avis sont partagés quant à la compatibilité de ces participations avec la neutralité. Le chancelier Vranitzky pense que les deux sont incompatibles, contrairement à Alois Mock et aux experts du ministère des affaires étrangères. La neutralité affirmée par une loi constitutionnelle de 1955 interdit l'entrée de l'Autriche dans une alliance militaire et le stationnement de troupes étrangères dans le pays.

Aux discussions sur la défense, l'adhésion à l'Union européenne a ajouté un défi économique. Dû à la mauvaise conjoncture, le déficit commercial, qui a battu des records, ternit quelque peu le tableau des performances économiques, assez remarquables. La reprise mondiale comme l'impulsion attendue de l'accès au grand marché unique donnent confiance aux responsables, qui espèrent que la prochaine législature leur permettra de poursuivre sur la voie de l'assainissement, avec de nouvelles privatisations, la suite de la réforme fiscale et surtout la remise en ordre du système de sécurité sociale, de plus en plus difficile à financer.

WALTRAUD BARYLI

## Les avatars de la neutralité

Les sociaux-démocrates et les conservateurs autrichiens sont d'accord pour que leur pays participe au « partenariat pour la paix » proposé par l'OTAN en janvier, premier pas vers l'insertion de l'Autriche dans un système de sécurité européenne, où sa traditionnelle neutralité sera caduque. La neutralité était pourtant un sujet tabou depuis qu'une loi constitutionnelle l'avait instituée en 1955 comme complément ou contrepartie du traité d'Etat de 1954 qui permit l'évacuation des troupes soviétiques. Jusqu'en 1989, Moscou avait toujours veillé que l'Autriche n'entreprenne aucune action contraire de près ou de loin à cette loi.

Depuis l'effondrement du système communiste, cette neutralité entre l'Est et l'Ouest n'a plus le même sens. Avec l'entrée de l'Autriche dans l'Union européenne, elle est appelée, à terme, à disparaître. En ratifiant par référendum l'accord d'adhésion, les Autrichiens se sont engagés à respecter toutes les dispositions du traité de Maastricht, y compris celles concernant la politique de sécurité commune. Pour le moment, cet engagement est largement théorique, mais, si la défense commune doit vraiment voir le jour, l'UEO deviendra le « bras armé» de l'Union européenne.

De cette affirmation découlent quelques conséquences. Si l'UEO devient le « pilier européen » de l'Alliance atlantique, l'organisation militaire de l'UE, tous les membres de cette Union ont vocation à être membres de l'UEO. C'est d'ailleurs ce qui a été dit aux pays d'Europe centrale et orientale qui, en attendant d'être admis dans l'UE, ont reçu le statut de « partenaires associés » de l'UEO. On voit mal, en effet, comment les membres d'une même communauté qui, au-delà d'un grand marché unique, se targue de vouloir mener une politique extérieure et de sécurité concertée ne bénéficieraient pas du même degré de sécurité.

Cependant la sécurité proposée par l'UEO n'a pas de sens sans la « réassurance » de l'OTAN, c'est-à-dire des Etats-Unis. Autrement dit, l'adhésion à l'UEO ne pourra pas être durablement dissociée de la participation à l'OTAN. Ce qui pose des problèmes aux pays neutres en passe d'entrer dans l'Union européenne. Outre l'Autriche, la Finlande et la Suède se trouvent dans ce cas, bien que leur neutralité soit de nature différente (celle de la Finlande, comme celle de l'Autriche, était liée au conflit Est-Ouest, celle de la Suède remonte à la nuit des temps). Mais ce qui pose aussi des problèmes aux Européens et aux Américains. Ces derniers sont très réticents à étendre à de nouveaux Etats les garanties du traité de Washington et ils ne sont pas prêts à accepter que l'Union européenne décide, même indirectement, de l'élargissement de l'OTAN, sans qu'ils aient leur mot à dire. En revanche l'UE ne peut accorder aux Etats-Unis un droit de regard, *a fortiori* de veto, sur l'entrée de nouveaux membres dans l'Europe élargie.

Cette contradiction sera sans doute résolue de manière pragmatique, au fur et à mesure que ces questions, encore largement théoriques, se poseront concrètement. Les dirigeants autrichiens, comme les Suédois et les Finlandais – si les référendums d'adhésion sont positifs, – doivent habituer peu à peu leurs opinions aux changements du paysage européen. En acceptant toutes les implications d'une participation à l'UE, ils se sont engagés sur une voie qui rompt avec des traditions bien établies.

DANIEL VERNET

# Le programme communautaire Pauvreté 3 contre l'exclusion

## De l'Allemagne, où l'Etat-providence est en crise, au Portugal, où sévit une crise sans Etat-providence, Bruxelles s'intéresse aux laissés-pour-compte

A dix-sept ans, Marco a une chance d'échapper au cycle infernal de la misère. Pourtant, il vit dans le quartier le plus défavorisé de Porto, celui du centre historique de la Sé et de Sao Nicolau, qui compte 12 000 habitants. Ici, certains logements n'ont même pas l'eau courante. Le chômage touche 23 % de la population, et la moitié des familles des actifs vivent avec 65 000 escudos (2 100 F) par mois.

Les sept frères et sœurs de Marco *ont faim, et l'aîné de la famille* a connu deux fois la prison pour trafic d'héroïne. Alors, comment Marco espère-t-il encore ? Depuis deux ans, tout en préparant le baccalauréat, il travaille comme chauffeur avec l'équipe du projet européen de Porto et vit dans une résidence rénovée du quartier ancien. *« Pour que ces vieux immeubles gardent leur âme, il ne suffit pas de les restaurer, mais il faut aussi que leurs habitants y restent »*, affirme-t-il avec conviction.

C'est aussi l'objectif des responsables portugais du projet, qui montrent plus loin un bel immeuble de couleur ocre, où des familles, auparavant mal logées, se sont récemment installées. Si elles sont très émues de disposer d'un appartement neuf, elles doivent s'habituer à respecter leur nouvelle demeure et à ne pas s'entasser dans une seule pièce.

Une autre formule est proposée aux isolés. Un peu à l'écart du Douro, une résidence communautaire accueille huit personnes âgées et deux jeunes, qui payent une somme modique pour avoir enfin un toit digne de ce nom. Jusqu'alors, ils pouvaient seulement dormir dans des chambres exiguës, qu'ils devaient quitter le jour pour laisser des prostituées exercer leur profession.

*« Avant, nous étions enfermés dans la rue, car nos parents ne voulaient pas que nous fassions de bêtises à la maison pendant qu'ils travaillaient »*, expliquent deux jeunes de treize ans, qui fréquentent maintenant la Casa do Rio (la Maison du fleuve). Là, une soixantaine d'adolescents reçoivent un appui pédagogique *tout en continuant* à aller à l'école. La Casa do Rio facilite aussi leur orientation professionnelle et leur fait découvrir le Portugal par des excursions.

### « Une mentalité franquiste »

Depuis la « révolution des œillets » d'avril 1974, la condition féminine s'est améliorée au Portugal : grâce à la réforme du code civil en 1976, le mari n'est plus chef de famille. Pourtant, l'existence des femmes demeure plus difficile que celle des hommes, surtout dans les milieux défavorisés. Au Centre de développement pour les femmes de Porto, Luisa, vingt-six ans, confie qu'elle élève seule trois enfants et n'a pas de travail. Comme pour d'autres femmes de ce quartier, la durée de sa scolarité n'a pas dépassé trois ans. Le Centre les oriente vers des programmes de formation comprenant des cours d'alphabétisation et des professions d'auxiliaire de crèche ou de styliste.

Plus jeunes, Christina et Catia, seize ans, viennent depuis plusieurs mois dans un atelier vidéo ; elles ont tourné un film sur le sida, destiné à sensibiliser la population du quartier. Enfin, les personnes âgées sont dans une situation particulièrement précaire ; comme Maria, soixante-neuf ans, qui a été abandonnée par ses filles. Quel que soit leur âge, le Centre d'information et d'accueil communautaire aide les personnes sans ressources ni protection sociale par l'attribution de subventions assurant leurs besoins fondamentaux. Au-delà, le Centre essaie d'élaborer avec elles un projet de vie.

Les problèmes rencontrés en zone rurale semblent encore plus inextricables. En Espagne, à proximité de Burgos, le projet de la Comarca Montes de Oca concerne un territoire de la communauté autonome de Castille-Léon souffrant d'un haut degré de dépeuplement et de vieillissement de la population. Il compte 7 500 personnes, avec une densité très faible d'habitants par kilomètre carré. La rentabilité de l'élevage ovin est limitée par le manque d'eau. La production de céréales, le commerce des peaux, l'industrie textile et la fabrication de meubles ne peuvent fournir suffisamment d'activité à la population.

Les efforts pour favoriser l'émergence d'une identité et la stratégie de développement se heurtent à l'esprit de clocher des vingt-six maires de la Comarca. Présidente de l'association des maires, Flor Rlanco, socialiste et premier magistrat de Belorado, le village le plus important, se plaint de *« la mentalité encore franquiste de ses collègues »* (ils appartiennent presque tous au Parti populaire et ne sont pas habitués à se prendre en charge). Afin de retenir les jeunes qui quittent souvent la région, des formations sont proposées pour les aider à trouver un travail.

Outre des ateliers de soudure pour les agriculteurs, des cours de céramique, de maçonnerie et de gestion touristique sont destinés aux chômeurs. Autre initiative : la première feria d'économie rurale depuis 1940, qui a eu lieu cette année, avec exposition et vente des produits de la Comarca.

### Le poids du passé

Mais Fermin Baldazo, prêtre dans plusieurs villages de la Comarca, juge les résultats du projet décevants, *« car les professionnels de l'équipe technique ne veulent pas habiter sur place et montrent un sentiment de supériorité vis-à-vis de la population, qui elle-même participe peu au projet »*. Des propos nuancés par Jesus Presa, soixante-douze ans, secrétaire de l'association des personnes âgées de Belorado. Il souligne qu'un programme culturel comprenant du théâtre, de la danse, des conférences et du sport a rencontré un grand écho dans la population, mais sans attirer beaucoup de jeunes.

Intégré depuis septembre 1992 dans le programme Pauvreté 3, le projet de Bautzen prend aussi en compte le poids du passé. A l'époque du régime communiste, les deux prisons de cette belle cité baroque de l'est de l'Allemagne, et surtout celle réservée aux détenus politiques, faisaient sa célébrité. En coopération avec l'association Brücke (le pont), créée en septembre 1991 par d'anciens prisonniers ayant participé au Mouvement des citoyens lors de la révolution de 1989, le projet favorise leur réinsertion dans la société.

En outre, le programme Pauvreté 3 contribue au fonctionnement de la maison de Gesundbrunnen, où 200 jeunes se rencontrent régulièrement. Parmi eux, Thorsten, vingt ans, un punk aux cheveux roses, a été expulsé de l'appartement familial par ses parents qu'il provoquait continuellement. Sans travail, il doit vivre avec les 240 marks que l'administration du chômage lui verse chaque mois. Contrairement à d'autres jeunes, qui sont partis à l'ouest de l'Allemagne, il regrette le temps du régime communiste, où il était logé dans un foyer et souhaitait devenir officier de l'armée populaire. *« Je voudrais que le mur soit reconstruit, car nous sommes envahis par les marchands de l'Ouest, les gens ne pensent qu'à l'argent et la solidarité a disparu »*, explique Thorsten.

Ce n'est pas l'opinion de Sven, dix-huit ans, mécanicien dans un garage et pourtant toujours à court d'argent, car il dépense plus qu'il ne gagne. Pour échapper à l'ennui, il est heureux de venir à Gesundbrunnen, où il peut parler avec d'autres jeunes, jouer aux cartes et trouver des adultes qui l'aident.

*« En réalité, l'Allemagne connaît la crise de l'Etat-providence et le Portugal la crise sans Etat-providence »*, dit avec ironie Virginia Sousa, qui dirige le projet de Porto.

**LAURENT LEBLOND**

## 55 millions d'écus sur cinq ans

De juillet 1989 à juin 1994, le programme européen expérimental Pauvreté 3 a soutenu chez les Douze 41 projets de lutte contre l'exclusion sociale. Il a été précédé par les programmes Pauvreté 1 » (20 millions d'écus de 1975 à 1984) et Pauvreté 2 (29 millions d'écus de 1985 à 1989).

D'un montant de 55 millions d'écus, son budget est indépendant de ceux des Fonds sociaux européens. Il finance les dépenses de fonctionnement de projets répondant à trois critères : la mise en œuvre d'une stratégie globale contre toutes les formes d'exclusion (logement, emploi, santé et éducation), le cofinancement et la cogestion par des partenaires locaux, régionaux et nationaux, et la participation des exclus eux-mêmes.

Dans l'Union européenne, qui compte 55 millions de pauvres, dont 3 millions de sans-abri, l'exclusion ne cesse de croître. *C'est pourquoi la Commission a* proposé d'affecter 121 millions d'écus à un programme Pauvreté 4, qui n'a toujours pas été adopté par le conseil des ministres des affaires sociales des Douze.

L. L.

## Des étudiants des Balkans contre « la manipulation de la mémoire »

**RENNES**

*de notre correspondant*

Originaires de dix pays de l'Europe du Sud-Est (1), trente-huit étudiants en sciences humaines ont participé du 13 *au 30 septembre à l'université* d'été organisée à l'Institut d'études politiques de Rennes, en collaboration avec la ville de Rennes et le quotidien *Ouest-France*, par le Centre européen de la culture (2), sur le thème des « Perspectives de voisinage dans l'Europe du Sud-Est ».

L'objectif du CEC était de proposer à *« des étudiants choisis en fonction de leur engagement comme citoyens en dehors des mouvances nationalistes »* des références politiques, culturelles et historiques pour répondre au repli identitaire et contribuer à *« la définition des conditions de la construction d'une société démocratique »*, explique Ghislaine Glasson-Deschaumes, directrice du Centre européen de la culture, qui souhaite *« que la culture soit un vecteur d'union et d'échanges pour lutter contre la montée des nationalismes et la purification ethnique »*.

### Deux projets

L'expérience rennaise sera reconduite en septembre 1995 pour conforter le réseau qui doit *« permettre à des jeunes dont la liberté d'échange est précaire, menacée ou réduite à zéro, de comparer leurs expériences et de les confronter à celles de l'Europe occidentale »*.

Au-delà des conférences, témoignages et enseignements, l'initiative du Centre européen de la culture a abouti à la définition de deux projets concrets. L'un porte sur la création d'un groupe de surveillance des médias dans l'Europe du Sud-Est pour *« dénoncer les manipulations de la mémoire et les mythes fondateurs »*, l'autre concerne la réalisation, en collaboration avec Radio-France internationale, d'une série d'émissions qui seront le prélude d'une nouvelle radio pour les pays de l'Europe du Sud-Est, fondée sur *« la connaissance et le respect de l'autre »*.

**CHRISTIAN TUAL**

(1) *Albanie*, Bulgarie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Grèce, Macédoine, Roumanie, Serbie-Monténégro, Slovénie et Turquie.

(2) Centre européen de la culture-France, 116, *rue du Bac, 75007 Paris.*

POINT DE VUE

## L'Office franco-allemand pour la jeunesse : à Paris ou à Metz ?

par Joseph Rovan

L'ON vient d'apprendre avec étonnement dans les milieux politiques et culturels qui s'intéressent aux relations franco-allemandes l'intention du gouvernement français de transférer à Metz les services de l'Office franco-allemand pour *la jeunesse établis en France. En* même temps, Paris voudrait ramener en France (et installer également à Metz) le siège actuel du secrétariat général de l'Office, qui se trouve à Bad-Honnef, près de Bonn, depuis 1973.

De son côté, le gouvernement fédéral allemand a l'intention de transférer à Berlin dans un avenir plus ou moin lointain les services de l'OFAJ qui sont ou qui resteront en Allemagne. Pour l'ensemble de *ces décisions, il* faut cependant l'accord des deux gouvernements, et on n'est guère favorable à Bonn aux projets français, *qui ne pourraient* que gêner le fonctionnement général de l'Office.

En France, toutes les grandes organisations de jeunesse et *d'éducation populaire qui sont* les partenaires de l'Office pour la presque totalité de ses activités ont leur siège à Paris, et les dirigeants peuvent actuellement avec un minimum d'efforts se rendre dans les bureaux situés dans le 13e arrondissement. On voit mal ces responsables se précipiter à Metz dès qu'un projet commun devrait être négocié avec l'Office.

Parmi les autres inconvénients, on remarque à Bonn l'absence de liaisons aériennes entre Metz, Bonn-Cologne et Berlin. Le projet de transfert a été visiblement conçu dans un esprit de géométrie plutôt qu'avec l'esprit de finesse. Son impact économique serait extrêmement faible pour la *ville d'accueil (une trentaine de* personnes seraient « transférables »), et sans commune mesure avec les inconvénients *du projet pour le travail de* l'Office, dont les dirigeants doivent être constamment au contact des hauts fonctionnaires, des parlementaires et des *ministres des deux pays.*

Pour le gouvernement allemand, le fait de toucher ainsi profondément à la base du fonctionnement de l'Office franco-allemand pour la jeunesse aurait un inconvénient supplémentaire, car des difficultés analogues ont surgi récemment avec le gouvernement polonais à propos de l'Office germano-polonais pour la jeunesse, né il y a quelques années sur le modèle franco-allemand. Là aussi les responsables administratifs et politiques ont parfois des difficultés à admettre le statut très particulier d'institutions internationales du genre de ces offices.

▶ **Joseph Rovan est historien, journaliste et directeur de la revue « Documents. »**



**Le Monde**

Édité par la SARL *le Monde*

Comité exécutif :
Jean-Marie Colombani, gérant, directeur de la publication
Dominique Alduy, directeur général
Noël-Jean Bergeroux, directeur de la rédaction
Eric Pialloux, directeur financier
Anne Chaussebourg, directeur délégué

Directeur de l'information :
Philippe Labarde
Rédacteurs en chef :
Thomas Ferenczi, Robert Solé
adjoints au directeur de la rédaction

Bruno de Camas, Laurent Greilsamer, Danièle Heymann
Bertrand Le Gendre, Edwy Plenel, Luc Rosenzweig

Manuel Lucbert, directeur du « Monde des débats »
Alain Rollat, Michel Tatu, conseillers de la direction
Daniel Vernet, directeur des relations internationales
Alain Fourment, secrétaire général de la rédaction

Médiateur :
André Laurens

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991),
Jacques Lesourne (1991-1994)

*RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :*
15, RUE FALGUIÈRE 75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25 – Télécopieur : (1) 40-65-25-99
*ADMINISTRATION :*
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25 – Télécopieur : (1) 49-60-30-10

La rivalité entre M. Chirac et M. Balladur au sein de leur parti

# L'appareil départemental du RPR reste largement dominé par les chiraquiens

**Le contrôle de l'appareil du RPR est devenu l'un des premiers enjeux de la rivalité entre Jacques Chirac et Edouard Balladur pour l'élection présidentielle. Si les cadres du mouvement semblent acquis, au départ, à la cause de son président, les balladuriens n'en commencent pas moins à gagner du terrain, aidés localement par les parlementaires favorables au premier ministre.**

**■ PACTE – M. Chirac a accepté, jeudi 6 octobre, le « pacte » proposé, le 1er octobre, par Valéry Giscard d'Estaing, entre l'UDF et le RPR, pacte qui scellerait une alliance entre les deux chefs de parti face au premier ministre. *« Y a-t-il quelque chose de très nouveau à mettre dans ce pacte, si ce n'est la nécessité d'un candidat commun à la prochaine élection présidentielle ? »*, s'est aussitôt demandé Georges Tron, député (RPR) de l'Essonne, proche de M. Balladur.**

**■ EUROPE – Philippe Séguin (RPR), président de l'Assemblée nationale, a rappelé à l'ordre l'Hôtel Matignon à propos des modalités de mise en œuvre du traité de Maastricht. Il a adressé à M. Balladur une lettre dans laquelle il lui demande d'invoquer, lors de la prochaine réunion du conseil des ministres européens des finances, le 10 octobre, la clause de *« réserve parlementaire »* à l'occasion de l'examen d'une recommandation bruxelloise épinglant la France.**

Le contrôle de l'appareil du RPR est un élément de poids dans la concurrence entre Jacques Chirac et Edouard Balladur. *A priori*, l'appareil est acquis au président du mouvement, M. Chirac, mais les balladuriens commencent à placer leurs pions dans les structures locales, par le biais de parlementaires « convertis ». L'un de ceux-là affirme, même que, dès maintenant, le maire de Paris ne dispose plus que de la moitié des cadres du mouvement.

Nos correspondants ont effectué quelques « coups de sonde » dans des départements significatifs, qui semblent indiquer que, pour le moment en tout cas, l'hégémonie chiraquienne est incontestable, malgré une percée de M. Balladur dans les Vosges. Cependant, l'attentisme demeure la règle chez bon nombre d'élus, qui évitent de se prononcer ouvertement pour l'un ou pour l'autre.

S'IL FAUT CHOISIR, JE SOUTIENDRAI CELUI QUI EN A LE MOINS BESOIN.

PESSIN

### La Loire-Atlantique : une « bonne » fédération

Avec mille huit cents militants à jour de leurs cotisations, la fédération de Loire-Atlantique est l'une des « bonnes » fédérations du RPR : classée dans les dix premières du pays, après celles de Paris et des départements de l'Ile-de-France, elle est largement chiraquienne, à l'image de sa présidente, le député Elisabeth Hubert. Vice-présidente de la commission des finances de l'Assemblée nationale, secrétaire générale adjointe du RPR, membre du bureau politique, Mme Hubert avait, en son temps, soutenu le tandem Séguin-Pasqua (1). On la dit ministrable – à la santé – en cas de victoire de M. Chirac à l'élection présidentielle.

Forte personnalité du mouvement dans le département, Olivier Guichard n'a jamais été chiraquien. Le maire de La Baule est un ami de M. Balladur, qu'il a connu lorsque ce dernier était membre du cabinet de Georges Pompidou. L'ancien ministre, toutefois, reste discret sur le sujet et n'a pas l'intention de sortir de sa réserve. De toute façon, si M. Chirac est finalement le candidat du mouvement, il pourra compter sur ce « baron » gaulliste.

Le vrai représentant des balladuriens en Loire-atlantique est Michel Hunault, député de Châteaubriant. Parlementaire chargé d'une mission par le premier ministre, il est le fer de lance du premier ministre dans le département. Les autres personnalités sont chiraquiennes, qu'il s'agisse du député de Saint-Nazaire, Etienne Garnier, ou du seul député européen issu du département, Jean-Pierre Bazin, par ailleurs délégué national aux fédérations. Comme ailleurs, les enjeux locaux sont prioritaires. Au vu des résultats aux élections cantonales de mars, le RPR espère récupérer quelques communes aux municipales de 1995, dans la banlieue nantaise, notamment : on reste donc prudent en attendant les investitures. Mieux vaut attendre de voir où le vent va souffler, en se disant que le candidat s'imposera de lui-même, en fonction des circonstances...

### Le Finistère presque unanime

Autre fédération importante, avec quelque mille cent militants, le Finistère est, lui aussi, presque unanimement acquis à M. Chirac. L'état-major du RPR et pratiquement tous les élus font bloc derrière Charles Miossec, député, président du conseil général et maire de Landivisiau, partisan d'une candidature chiraquienne. M. Miossec lui-même a envoyé un courrier à M. Balladur pour l'informer qu'il fera campagne pour le président du RPR. Jean-Yves Cozan, député CDS de Châteaulin, président départemental de l'UDF, et premier vice-président du conseil général, est à l'unisson, ainsi que d'autres conseillers généraux UDF et divers droite.

Une voix discordante se fait entendre, malgré tout, et elle n'est pas négligeable : c'est celle du député de Brest, vice-président du conseil régional, Bertrand Cousin. En août, ce haut cadre du groupe Hersant a fait acte d'allégeance à M. Balladur. Il fait partie de la cinquantaine de députés du RPR qui ont décidé de se mettre au service du premier ministre, si bien qu'il fait figure d'isolé dans le département.

Faut-il y voir la raison de la brièveté de son passage à la fête départementale du RPR, le 24 septembre ? Les trois autres députés RPR, les deux sénateurs, les conseillers généraux du mouvement étaient, eux, de la fête. *« Nous avons la chance d'avoir un homme de cœur, de grande sensibilité, proche des problèmes du peuple »*, a souligné, devant six cents convives, le président du RPR départemental et conseiller général Jean-Michel Perhirin, avant d'ajouter : *« Evitons d'être classés chiraquiens ou balladuriens ! Evitons que le coin ne soit mis et que l'on ne tape dessus ! »* Il est vrai que, localement, la voix discordante de M. Cousin dans la « chiraquie » finistérienne peut offrir une belle occasion au PS : le député est, en effet, le candidat de la droite à la mairie de Brest, d'où il espère chasser le socialiste Pierre Maille, et la partie s'annonce serrée.

### Les fidèles du Tarn

Au sud de la Loire, dans une région – Midi-Pyrénées – plutôt favorable à Dominique Baudis et aux représentants de l'UDF, le RPR du Tarn a réussi à renverser le rapport de forces avec les socialistes lors des dernières élections législatives, en gagnant trois sièges de député sur quatre. Autour de Jacques Limouzy, député et maire de Castres, les deux jeunes loups Philippe Bonnecarrère, trente-neuf ans, et Bernard Carayon, trente-cinq ans, préparent déjà les prochaines échéances municipales de 1995 à Albi et Lavaur, afin de déloger les sortants socialistes, sans oublier les élections sénatoriales de l'automne. C'est dire l'importance des enjeux qui mobilisent ici l'appareil départemental du RPR, sur lequel pèse la forte personnalité du « Corse », Jean-Pierre Scoffoni, fidèle d'entre les fidèles de MM. Limouzy et Chirac. Le maire de Paris avait d'ailleurs choisi le Tarn pour sa rentrée politique, en octobre 1989, après son échec de l'année précédente face à François Mitterrand.

Si la rivalité Balladur-Chirac n'épargne pas les militants tarnais, le président du RPR dispose d'un net avantage dans une fédération qui ne l'a jamais désavoué : l'initiative Séguin-Pasqua n'avait recueilli, il y a quatre ans, que 27 % des mandats. Cette fidélité ne pouvait que réjouir Jean-Louis Debré, porte-parole du RPR, proche de M. Chirac. Lors d'une récente visite dans le Tarn, M. Debré assurait que ses tournées en province confirment *« que le candidat de cœur des militants est Jacques Chirac »* et qu'*« il n'y a aucune raison de remettre en cause le schéma initialement imaginé (...) un gouvernement qui gère les affaires du pays et un homme qui réfléchit et prépare un projet pour la France »*. La majorité des militants tarnais continue d'adhérer à cette répartition des tâches ; même si leurs trois élus, réputés chiraquiens, se gardent, eux, de toute déclaration sur ce sujet.

### Duel Séguin-Poncelet dans les Vosges

Dans les Vosges, enfin, le rapport de forces entre chiraquiens et balladuriens se résume aux relations entre les deux hommes forts du département : le président de l'Assemblée nationale Philippe Séguin, maire d'Epinal, et Christian Poncelet, sénateur, président du conseil général ; des relations rarement au beau fixe, souvent empreintes d'une sourde rivalité.

Avec M. Poncelet, une majorité de militants et de cadres RPR sont prêts à se ranger derrière la bannière de M. Balladur. Avec M. Séguin, qui s'est déclaré prochiraquien, se retrouvent essentiellement les adhérents au mouvement de sa circonscription d'Epinal. Pour sa part, l'UDF, à l'image de Jean-Pierre Thomas, député de Neufchâteau, trésorier du PR, est disposée à suivre comme un seul homme M. Balladur. Les derniers, et rares, hésitants se sont déterminés au lendemain des journées parlementaires UDF de Vittel.

Pour l'heure, il semble donc que la droite vosgienne se sente plus proche du premier ministre que du maire de Paris. Seule une campagne active, menée par M. Séguin, serait en mesure de renverser cette tendance locale.

**Enquête de nos correspondants**
**YVES DECAENS (Nantes)**
**GABRIEL SIMON (Brest)**
**JEAN-PIERRE BARJOU (Albi)**
**CLAUDINE CUNAT (Épinal)**

(1) A l'occasion des assises nationales du RPR, le 11 janvier 1990, MM. Pasqua et Séguin avaient déposé un texte commun. Cette proposition visait à la constitution d'un *« nouveau rassemblement »* et représentait une contestation *de facto* de l'autorité de M. Chirac.

# Démasquer le candidat

*Suite de la première page*

La corruption, la consultation des jeunes de quinze à vingt-cinq ans, l'application du traité de Maastricht ou l'hypothèse d'un pacte RPR-UDF relancé par Valéry Giscard d'Estaing : aucun sujet n'échappe à leur juste vigilance.

Jean-Louis Debré, porte-parole du mouvement, regrette que *« la recherche de la vérité »* n'ait pas donné lieu à l'ouverture d'une information judidiciaire dans l'affaire Longuet. Le ton est donné. Philippe Auberger (RPR), rapporteur général du budget ajoute que *« M. Longuet n'a plus l'autorité nécessaire pour exercer ses fonctions ministérielles »*. Après l'annonce des cinquante-sept propositions pour les jeunes, Nordine Cherkaoui, secrétaire national chargé de la jeunesse chez les néogaullistes, assure que les moins de vingt-cinq ans *« ne pourront se contenter d'un catalogue de La Redoute »* en la matière. Très en colère, Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, adresse une lettre au premier ministre pour redonner de la vigueur aux anti-maastrichtiens, après l'envoi d'une recommandation de la Commission de Bruxelles sur la réduction du déficit public de la France.

A ce puzzle, dont toutes les pièces s'emboîtent avec bonheur, s'est ajoutée, jeudi 6 octobre, l'approbation donnée par M. Chirac à la proposition de « pacte » entre les deux formations de la majorité remise au goût du jour par M. Giscard d'Estaing lors des journées parlementaires de l'UDF, à Vittel, le 1er octobre. En façade, cette initiative se présente comme devant favoriser le *« partenariat »* et la *« parité »* du RPR et de l'UDF dans *« une démarche de nature à renforcer la nécessaire union de la majorité »*, selon le maire de Paris, qui souhaite la voir *« mise en œuvre »*.

### Remarquable habileté

En réalité, cette entente, qui n'évoque pas la candidature unique de la majorité à la présidentielle, a pour but de favoriser une candidature double – celle des deux intéressés –, afin de prendre M. Balladur en sandwich. Pour cela, encore faut-il que le premier ministre soit clairement désigné comme un candidat quasi déclaré. C'est à cet exercice que s'essaie quotidiennement *la Lettre de la Nation*. Dans son numéro du 4 octobre, l'organe officiel du RPR exposait, très fidèlement, la stratégie que suit M. Chirac pour tenter de contraindre M. Balladur à se découvrir dans la course présidentielle. *« Depuis les journées parlementaires de Colmar de la fin septembre, la nouvelle stratégie des chiraquiens est, maintenant, de faire sortir le premier ministre du bois. Ils n'y parviendront pas, car Balladur, lui, ne changera pas de stratégie. Il s'occupe des affaires de l'Etat et il s'impose le silence jusqu'à la fin de l'année »*, confie-t-on dans l'entourage du chef du gouvernement. La *Lettre* n'en a cure. « Balladur : un pas de plus vers la candidature », écrivait-elle en titre.

*« En apportant, avec une remarquable habileté, son soutien au président du PR, Gérard Longuet, aux prises avec une procédure judiciaire, Edouard Balladur a franchi, aux yeux de l'opinion, une nouvelle étape sur la voie de sa candidature à l'élection présidentielle »*, estimait l'éditorialiste de *la Lettre de la Nation*, en épousant une rhétorique tout aussi curieuse qu'assassine. Il ajoutait, pour faire bon poids, que, *« récusant le rôle des partis »*, *« le premier ministre était devenu, en réalité, le candidat de la confédération* [UDF] *et surtout, bien sûr, du PR »*. Selon l'auteur de ces lignes, Georges Broussine, connaisseur incontesté du gaullisme, *« la légitimité de Jacques Chirac »* ne peut être contestée. *« Il est clair qu'il a non seulement le droit, mais le devoir d'être candidat à l'élection présidentielle »* comme unique représentant des valeurs et des principes du gaullisme humaniste, écrit-il.

Pour s'en convaincre, l'appareil du RPR va consulter les cadres et les adhérents. Officiellement, il s'agit d'interroger les militants sur les questions de fond (Europe, éducation, emploi, sécurité...), jusqu'au 15 novembre, avant la réunion du conseil national, dans la première semaine de décembre. En fait, cette très large consultation va pemettre de prendre le pouls des forces vives du néogaullisme. En recevant, jeudi, les secrétaires généraux adjoints du mouvement, M. Juppé leur a demandé de faire la tournée des popotes une ou deux fois par semaine.

*« L'élection présidentielle prévue au printemps approche. Le temps qui nous en sépare va être marqué par un grand débat national sur l'avenir du pays »*, écrit M. Juppé dans une note interne signée le même jour. Les grandes manœuvres ont véritablement commencé.

**OLIVIER BIFFAUD**

**BIBLIOGRAPHIE**

# De si bons ennemis

**LE DAUPHIN ET LE RÉGENT de Catherine Nay,**
*Grasset, 378 pages, 135 F.*

La légitimité ne se partage pas. Edouard Balladur et Jacques Chirac sont deux *« enfants de Georges Pompidou »*, explique Catherine Nay, qui ont traversé avec leur patron les épreuves de 1968 et 1969 : la révolte d'une partie de la société contre *la tutelle gaullienne* et la crise de succession ouverte entre le général et celui qui avait été son premier ministre de 1962 à 1968. De cette période ils ont gardé *chacun des souvenirs*, qui ne leur sont pas communs.

La relation entre M. Chirac et M. Balladur est devenue l'intrigue principale de la vie politique *à sept mois* de ce qui en constitue l'échéance décisive, l'élection présidentielle. Elle a attiré le regard pénétrant de Nicolas Domenach et Maurice Szafran (1) et ne pouvait qu'inspirer la plume tour à tour caressante et coupante de Catherine Nay. Sa connaissance parfaite du mouvement gaulliste ouvre au lecteur les portes de cette *famille complexe*, parcourue de fidélités et de rancœurs, partagée entre un compagnonnage tenace et des rivalités sans merci. L'auteur dresse au fil des pages un portrait de M. Chirac, artisan de la continuité du mouvement, qui montre toutes les facettes d'un personnage tantôt *imprévisible, tantôt trop prévisible*, soudain menacé d'être évincé de l'histoire au moment où il pouvait penser avoir mis tous les *atouts de son côté*.

*« Jacques Chirac était déjà Jacques Chirac »*, dit M. Balladur interrogé sur le souvenir qu'il a gardé du jeune chargé de mission de Matignon au début des années 60. Pour le président du RPR, le futur premier ministre était alors *« un très bon conseiller social »*. Tout est dit. *L'un semble être né tout armé, « sorti du cerveau de Jupiter »*, écrit l'auteur, quand l'autre s'est construit lentement, dans l'adversité dont il est familier depuis que la maladie avait *interrompu ses études*. L'un a pour lui l'évidence ; l'autre, la patience. Le pouvoir est l'attribut naturel du premier, tandis que le second le recherche, *s'en méfie*, *l'apprivoise* tout en craignant d'en devenir l'otage.

L'alliance entre les deux hommes, nouée à la fin des années 70, a sans doute pris fin avec la défaite de M. Chirac à l'élection présidentielle de 1988. Du moins a-t-elle alors changé de nature. *Catherine Nay* rappelle la phrase de Pompidou disant qu'il avait commencé à songer à l'Elysée dès qu'il avait franchi le portail de Matignon. M. Balladur ne *pouvait pas ne pas* anticiper ce moment. M. Chirac non plus, qui, dans les dernières semaines de la campagne des élections législatives *de 1993, s'est interrogé sur* les conséquences que pourrait avoir son soutien à M. Balladur pour le poste de premier ministre.

Le futur chef du gouvernement a défini, alors, les termes *du « pacte » dans lequel* il était prêt à entrer : il soutiendrait M. Chirac pour l'élection présidentielle à proportion de l'appui *que le chef du RPR lui apporte*rait dans l'accomplissement de sa tâche de premier ministre. Dès le départ, donc, l'allégeance était exclue. *Deux hommes, sur un pied d'égalité*, se préparaient à affronter les risques d'un métier que l'un croit connaître par cœur et que l'autre fait mine *de découvrir chaque jour* avec un mélange d'étonnement et de jubilation.

*« Le dauphin* [M. Chirac] *et le régent* [M. Balladur] *sont devenus des ennemis »*, écrit Catherine Nay, qui regrette de devoir conclure sur ce constat, mais juge que *l'issue était « inéluctable »*.

**PATRICK JARREAU**

(1) *De si bons amis*, éditions Plon (*le Monde* du 3 août).

La lutte contre la corruption

# M. Séguin rend publique la composition du groupe de travail de l'Assemblée

Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a rendu publique, jeudi 6 octobre, la composition du groupe de travail sur la clarification des rapports entre la politique et l'argent, dont le principe avait été entériné, le 4 octobre, au cours de la conférence des présidents. Présidée par M. Séguin, cette commission comprend trois représentants de chacun des cinq groupes politiques de l'Assemblée, dont les cinq présidents de groupe : Bernard Pons pour le RPR, Charles Millon pour l'UDF, Martin Malvy pour le PS, Alain Bocquet pour le groupe communiste et Jean Royer pour République et Liberté.

Les autres membres sont : pour le RPR, Pierre Mazeaud (Haute-Savoie), président de la commission des lois, et Raoul Béteille (Seine-Saint-Denis), tandis qu'André Fanton (Calvados) sera, le cas échéant, appelé à remplacer M. Pons ; pour le groupe UDF : François d'Aubert (Mayenne) et Georges Chavanes (Charente), Philippe Vasseur (Pas-de-Calais) pouvant suppléer M. Millon. Le groupe socialiste a désigné Claude Bartolone (Seine-Saint-Denis), Didier Migaud (Isère) et Julien Dray (Essonne), le suppléant n'ayant pas encore été choisi. Le groupe communiste sera représenté par Louis Pierna (Seine-Saint-Denis) et Rémy Auchedé (Pas-de-Calais) ; le groupe République et Liberté par Georges Sarre (Paris) et Gilbert Baumet (Gard).

La rivalité entre M. Chirac et M. Balladur au sein de leur parti

## *La maîtrise du calendrier*

L'affrontement potentiel entre MM. Chirac et Balladur, les deux anciens « amis » du RPR, rappelle la concurrence qui, par deux fois, *a mis aux prises, dans la course à* l'Elysée, les rivaux « de trente ans » que sont MM. Mitterrand et Rocard.

Lors de leur première confrontation, pour la préparation de l'échéance de 1981, M. Mitterrand, premier secrétaire du PS, « tient » solidement l'appareil du PS, mais *son image dans l'opinion* est celle d'un homme du passé, sur qui pèsent deux précédents échecs, en 1965 et en 1974. M. Rocard, lui, est déjà « l'enfant chéri » des sondages, mais il pèse beaucoup moins dans l'appareil. Au congrès de Metz, au printemps 1979, M. Mitterrand, allié aux amis de *Jean-Pierre Chevènement*, parvient à conserver le contrôle du parti. Quant à M. Rocard, il commet l'erreur d'affirmer qu'il ne se présentera pas si M. Mitterrand est candidat.

Dès lors, le premier secrétaire du PS est maître du calendrier : il fait planer le doute, laisse traîner *les choses. M. Rocard finit par se* déclarer, le 19 octobre 1980, avec « l'appel de Conflans », une déclaration télévisée – ratée sur le plan technique – enregistrée depuis sa *mairie des Yvelines*. M. Mitterrand annonce quelques jours plus tard qu'il est candidat. Parti le premier, M. Rocard n'a plus qu'à se retirer.

Deuxième manche sept ans plus tard : en dépit d'une nouvelle tactique de son concurrent, qui veut tirer la leçon de son échec, M. Mitterrand parvient encore à *jouer du calendrier* avec une redoutable habileté.

Son rival est entré en lice très tôt. Il a, cette fois, l'intention évidente de développer ce qui ressemble fort à une stratégie d'empêchement : il s'agit à la fois d'occuper le terrain, au cas où M. Mitterrand ne se représenterait *pas, et de « mettre la pression »* sur le président en se montrant déterminé à être candidat, y compris contre lui. Cependant, les efforts d'un Michel Rocard de plus en plus nerveux, tendu, ne produisent pas l'effet escompté. M. Mitterrand joue au chat et à la souris avec une gourmandise *visible, tandis que les « mitterrandolâtres »* s'activent à déblayer le terrain pour lui. M. Rocard s'épuise dans cette attente. Même les sondages lui deviennent défavorables. *A partir du début 1988*, alors que Paris bruit de rumeurs selon lesquelles le président s'est décidé à « y aller » de nouveau, le maire de Conflans-Sainte-Honorine *s'efface* presque *naturellement*, sans drame. M. Mitterrand jouera la montre jusqu'au bout : il déclare sa candidature très tard, le 22 mars 1988, à peine plus d'un mois avant le premier tour.

Ainsi, par deux fois, celui qui avait la maîtrise du calendrier l'a emporté. L'histoire peut-elle se *répéter, avec un Jacques Chirac* déjà en campagne, tandis que le premier ministre s'emploie à feindre d'ignorer l'échéance jusqu'en janvier 1995 ? De là à faire de M. Chirac le « Rocard » de M. Balladur... Comparaison pour comparaison, il convient d'observer que le maire de Paris dispose, *face à M. Balladur, de positions de* force dans le RPR, dont M. Rocard n'avait pas l'équivalent face à M. Mitterrand.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI

L'association du Parlement aux décisions européennes

# M. Séguin demande au gouvernement d'invoquer la « réserve parlementaire » face à une recommandation de l'UE

L'association du Parlement aux décisions européennes a connu, jeudi 6 octobre, un accroc qui a fourni une nouvelle occasion à Philippe Séguin de rappeler à l'ordre l'Hôtel Matignon à propos des modalités de mise en œuvre du traité de Maastricht. Le président de l'Assemblée nationale a, en effet, adressé une lettre à Edouard Balladur pour lui demander que le gouvernement français invoque, *lors du* prochain conseil des ministres européens des finances, prévu le 10 octobre, la clause de la « réserve parlementaire », à l'occasion de l'examen d'une recommandation bruxelloise épinglant la France.

Cette recommandation invite la France à *« mettre un terme à l'actuelle situation de déficit* [public] *excessif le plus rapidement possible »* et notamment de *« contenir les dépenses de sécurité sociale »*. Cette procédure d'alerte est expressément prévue par l'article 104 du traité de Maastricht afin d'inciter les Etats à se mettre en règle avec les critères de convergence *exigés* pour le passage à la troisième phase de l'Union économique et monéraire (UEM). La liste des Etats dont les *déficits publics* sont jugés « excessifs » a *été* établie d'un commun accord par les Douze lors d'une conseil des ministres de l'économie et des finances, le 19 septembre, à Bruxelles. Seuls l'Irlande et le Luxembourg échappent au rappel à l'ordre (*Le Monde* du 21 septembre).

Cependant, lorsque cette recommandation a été transmise au Parlement pour consultation, en vertu de l'article 88-4 de la Constitution qui confère aux parlementaires un droit de regard sur les affaires européennes, ce fut la fronde. Les membres de la délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne, dirigée par Robert Pandraud (RPR), ont fort mal pris d'être mis devant le fait accompli par Pascal Clément, ministre chargé des relations avec le Parlement, qui leur demandait de se prononcer précipitamment sur le texte avant le 10 octobre. *« Précipitation inqualifiable »* a tonné Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois. Les députés étaient d'autant moins enclins à s'exécuter que l'adoption, à Bruxelles, de cette recommandation sur le déficit public français devrait intervenir la veille de l'ouverture, mardi 11 octobre, de la discussion du projet de loi de finances 1996.

Dans cette affaire, M. Séguin et *la délégation de M. Pandraud* exigent que le premier ministre honore son engagement : dans une circulaire datée du 19 juillet, M. Balladur demandait aux représentants français à un conseil des ministres européens de refuser de délibérer sur un texte tant que le Parlement *n'aura pas été consulté*. La grogne était en effet allée *crescendo* ces derniers mois tant au Palais-Bourbon qu'au Palais du Luxembourg, devant les contraintes de délai imposés aux parlementaires. Dans un cas sur quatre, le Parlement était conduit à émettre des résolutions sur des textes déjà *adoptés par* Bruxelles. L'initiative de M. Balladur avait alors été salué comme une *« véritable révolution »* par M. Pandraud. Le premier ministre est maintenant invité à mettre cette circulaire en pratique.

La délégation de l'Assemblée nationale pour l'Union européenne devait examiner vendredi les conclusion du rapport de Xavier de Roux (UDF, Charente-maritime) sur cette recommandation. Si Philippe Séguin souhaite visiblement que l'Assemblée examine, en début de semaine prochaine, en séance publique une résolution sur la recommandation bruxelloise – afin de donner le maximum d'éclat à sa protestation – il est acquis que M. de Roux ne partage pas son avis : le rapporteur de la délégation nous a confié que la recommandation européenne n'a aucun caractère *« contraignant »* ni *« normatif »*. Contrairement à l'avis du Conseil d'Etat, juge M. de Roux, elle ne relève donc pas de l'article 88-4 de la Constitution qui fait référence aux *« propositions d'acte communautaires comportant des dispositions de nature législative »*.

FRÉDÉRIC BOBIN
et GÉRARD COURTOIS

# Le président du RPR et M. Giscard d'Estaing font front commun contre le premier ministre

Un pacte chasse l'autre. Puisque Edouard Balladur semble peu disposé à exclure sa participation à l'élection présidentielle, contrairement à l'engagement que les chiraquiens assurent avoir reçu de lui avant sa désignation comme premier ministre, le président du RPR a décidé de répondre favorablement à l'offre de *« pacte permanent de partenariat et de parité »* lancée le 1er octobre par Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF (*le Monde* du 4 octobre).

M. Chirac a déclaré à l'Agence France-Presse, jeudi 6 octobre, que, *« s'agissant d'une démarche de nature à renforcer la nécessaire union de la majorité »*, il *« approuve cette initiative et (...) souhaite qu'elle soit mise en œuvre »*. Jean-Louis Debré, secrétaire général adjoint du RPR, a ajouté, à la suite de son président, qu'*« en vue des prochaines échéances électorales, municipales et sénatoriales notamment, le RPR établira avec l'UDF un code de bonne entente, qui permettra ainsi de pérenniser, dans le maintien de [ses] diversités, l'union RPR-UDF »*. Ce qu'a confirmé, de son côté, Jean-Pierre Raffarin, porte-parole de l'UDF.

L'idée d'un pacte entre les deux composantes de la majorité, limitant de fait les marges de manœuvre du premier ministre, qui veut se placer au-dessus des partis, avait été lancée par Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, le 13 juin, au lendemain des élections européennes. Celles-ci s'étaient soldées pour la majorité par une demi-victoire, compte tenu du score élevé de Philippe de Villiers, que soutenait implicitement Charles Pasqua. Dans une lettre adressée à tous les députés de son groupe, M. Millon avait émis le souhait d'un *« contrat »* entre l'UDF et le RPR dans la perspective de l'élection présidentielle.

L'initiative de M. Millon avait provoqué une vigoureuse contre-attaque de députés du Parti républicain favorables, à l'instar de leurs dirigeants, à la candidature de M. Balladur et qui avaient menacé de faire sécession à l'Assemblée nationale. Rendu plus conciliant par les embarras judiciaires du PR, José Rossi, son secrétaire général, s'est contenté de rappeler, jeudi, que le pacte souhaité par les deux présidents de l'UDF et du RPR ne peut s'envisager *« que dans le cadre d'une candidature d'union de la majorité, dès le premier tour de l'élection présidentielle »*.

Georges Tron, député (RPR) de l'Essonne, ancien membre du cabinet de M. Balladur, a emboîté le pas à M. Rossi en assurant à l'AFP que *« tout ce qui va dans le sens du renforcement de l'union de la majorité est positif »*. *« Y a-t-il quelque chose de très nouveau à mettre dans ce pacte, si ce n'est la nécessité d'un candidat commun à la prochaine élection présidentielle ? »*, s'est demandé M. Tron. *Le député a moqué l'« anachronisme »* qui tend à *« faire intervenir les partis »*, alors que l'élection présidentielle consacre, selon les principes du gaullisme, le *« contact direct entre un candidat et le peuple »*.

Un constat objectif rapproche aujourd'hui M. Chirac de M. Giscard d'Estaing : l'hégémonie de M. Balladur sur la majorité réduit considérablement leurs capacités politiques. Le pacte accepté jeudi traduit la nécessité de leur entente. La bataille de l'union ne fait que commencer.

GILLES PARIS

L'examen du projet de loi sur la sécurité à l'Assemblée nationale

# Les socialistes mettent en doute la progression annoncée des crédits de la police

L'Etat a la responsabilité principale de la sécurité des personnes et des biens, mais *« il n'est pas le seul à agir »* et *« d'autres que lui concourent à la sécurité, qui est un concept global »* : c'est ce que le projet de loi sur la sécurité *« a pour but de montrer »*, selon son auteur, Charles Pasqua. Ce postulat, au cours de la deuxième séance d'examen du projet de loi sur la sécurité à l'Assemblée nationale (*le Monde* du 7 octobre), n'a pas convenu à Yves Bonnet (UDF, Manche), qui a exhorté le ministre de l'intérieur à reconnaître à l'Etat, en ce domaine, une *« responsabilité exclusive »*, car *« tout partage se heurte au principe de l'indivisibilité de la République »*.

Par ailleurs, Jacques Brunhes (PC, Hauts-de-Seine), a reproché au texte de *« déléguer »* aux polices municipales ou les sociétés de gardiennage, l'exercice de cette responsabilité, au risque, selon Patrick Braouezec (PC, Seine-Saint-Denis), d'entraîner *« une dérive vers une sécurité morcelée, à plusieurs vitesses »*.

A l'inverse, comme d'autres orateurs de la majorité avant lui, Patrick Balkany (RPR, Hauts-de-Seine) a regretté que le projet de loi actuellement débattu ne soit pas accompagné du texte en préparation sur les polices municipales. Le ministre de l'intérieur a indiqué qu'il espère le soumettre au Parlement avant la fin de l'année.

Les députés socialistes ont mis en doute la sincérité de la progression des crédits de la police nationale affichée par le texte du gouvernement pour la période 1995-1999. L'article 4 fixe ces crédits à 8 305 millions de francs pour les crédits de paiement des équipements légers et à 8 521 millions de francs pour les autorisations de programme destinées aux investissements, soit une progression totale de 7 milliards de francs par rapport à la période 1990-1994. Paul Quilès (PS, Tarn), prédécesseur de M. Pasqua place Beauvau, a accusé le ministre de l'intérieur d'avoir eu recours à des *« artifices de présentation »*, en comparant, par exemple, des francs constants à des francs courants et en adoptant une présentation des dépenses qui interdit toute véritable comparaison. Tandis que Daniel Vaillant (PS, Paris) soupçonnait M. Pasqua de *« légiférer à crédit »*, M. Quilès a affirmé qu'il *« manque, d'ores et déjà, 552 millions de francs dans le budget 1995 »* par rapport aux *prévisions du projet de loi de programmation*.

M. Pasqua s'est ensuite opposé à l'adoption de deux amendements de Georges Sarre (RL, Paris) et de M. Bonnet, tendant à interdire aux renseignements généraux la collecte et la conservation d'informations en « milieu ouvert » au sujet des partis politiques et des syndicats. Conformément à l'avis du ministre de l'intérieur, *les députés RPR se sont* opposé à la fusion des renseignements généraux et de la DST, proposée par M. Bonnet, lui-même ancien directeur de la surveillance du territoire.

CÉCILE CHAMBRAUD

COMMENTAIRE

## *L'Europe en quête de rigueur*

ON aurait tort de sous-estimer la démarche qu'entame la Commission de Bruxelles auprès des différents pays membres de l'Union pour les inciter à réduire *leurs déficits publics*. Car la proposition de recommandation de la Commission européenne n'est rien d'autre que le début d'un processus de surveillance qui aura pour conséquence de contraindre les différents Etats à rectifier leur politique au nom de l'intérêt général.

*La crise économique qu'a traversée* l'Europe au début des années 90 a été si violente, multipliant le nombre des chômeurs, que les différents gouvernements européens sont intervenus pour en atténuer les conséquences. La plupart des Etats européens ont laissé grandir *leurs déficits, en augmentant* leurs dépenses publiques en même temps qu'ils réduisaient leurs prélèvements fiscaux ou sociaux. Ces politiques de relance ont presque toujours été menées dans des cadres étroitement nationaux, sans concertations véritables au niveau euro*péen, la seule tentative* communautaire s'étant limitée fin 1993 à un Livre blanc sur la compétitivité, la croissance et l'emploi, et à l'idée – retenue – d'un programme de grands travaux et d'emprunts communautaires pour les financer.

L'Europe étant en train de sortir de la récession, les marchés financiers, s'inquiètent maintenant jusqu'à la panique des déficits publics excessifs, des risques de surchauffe économique et du retour de l'inflation.

C'est donc bien pour rassurer les marchés que la Commission de Bruxelles a entamé une procédure importante, prévue dans le traité de Maastricht, – notamment à l'article 103 – visant à coordonner les politiques économiques des Etats membres de l'Union, et à sermonner ceux qui s'éloigneraient trop des engagements pris, en matière de *finances publiques notamment*.

La proposition de recommandation de la Commission, qui doit être examinée par le conseil des ministres des Douze lundi 10 octobre, vise dix des douze membres de l'Union, seuls le Luxembourg et l'Irlande échappant à l'admonestation. C'est dire *que l'Allemagne est visée* au même titre que la France. Après avoir fustigé les Etats-Unis il y a dix ans pour leurs déficits budgétaires excessifs, voici donc l'Europe en train de se donner publiquement à elle-même une leçon de sérieux. Les marchés pourraient en être rassurés si le traité de Maastricht y trouve ses lettres de noblesse.

ALAIN VERNHOLES

Au tribunal correctionnel de Lille

# Un an de prison est requis contre le substitut général Jean-Pierre Marchi

**Le substitut Alain Lallement a demandé jeudi 6 octobre au juge de la sixième chambre correctionnelle de Lille de condamner Jean-Pierre Marchi, substitut général près la cour d'appel de Paris, à une peine d'un an de prison assortie d'une privation des droits civiques. Proche des dirigeants du Parti républicain, M. Marchi, qui fait l'objet d'une suspension provisoire de ses fonctions, ordonnée le 13 janvier, comparaît depuis le 5 octobre devant le tribunal correctionnel de Lille pour répondre de délits de « recel d'abus de biens sociaux » et « faux et usage de faux ».**

LILLE

*de notre envoyé spécial*

Une bonne justice ne s'accommode ni de cris ni de chuchotements. C'est pourtant sous le signe de ces deux excès que se trouve placé cet étrange procès où un magistrat de haut niveau figure parmi les prévenus dans une importante affaire de détournements de fonds au préjudice de l'URSSAF et du Trésor public, effectués par le biais de cinq sociétés d'intérim et portant sur un minimum de 86 millions de francs. Si l'affaire est grave, elle est néanmoins banale dans sa forme, car le procédé est désormais classique : des entreprises de travail intérimaire naissent, puis disparaissent rapidement, sans avoir jamais réglé ni les charges sociales ni la TVA. Le chiffre d'affaires fait l'objet de déclarations insignifiantes alors que la trésorerie a subi de nombreux retraits en espèces, le plus souvent convertis en devises et placés sur des comptes étrangers par l'intermédiaire de sociétés écrans.

La présence d'un substitut général dans une telle affaire est plus insolite. Mais pour comprendre cet aspect du dossier, le public doit tendre l'oreille car les débats ne sont qu'une succession de chuchotements et de murmures ne sembla pas gêner les avocats qui assistent de loin aux conciliabules. Certes l'audience est théoriquement publique, mais il faudra que la greffière se plaigne de ne rien entendre pour que le président Michel Bussière conseille à ceux qui veulent comprendre de s'approcher, car il ne semble pas question de parler plus fort.

M. Marchi s'explique. Il affirme avoir acheté 140 000 francs une XM Citroën d'occasion à son ami Jean-Paul Gossot, impliqué dans l'affaire de détournements de fonds. Il ne comprend pas pourquoi on le soupçonne d'avoir reçu gratuitement cette voiture en remerciement de conseils financiers qu'il aurait donnés à des escrocs. Son discours est parfois confus, mais il a par instant des allures de réquisitoire et sa voix monte lorsqu'il martèle : *« Cette affaire est un règlement de comptes politico-financier ! »* Promis à un bel avenir, M. Marchi était pressenti pour entrer au cabinet de François Léotard et l'on parlait de lui pour occuper le poste de directeur de la gendarmerie. Mais voilà que son nom apparaît dans les écoutes téléphoniques ordonnées dans l'affaire de détournements de fonds. Des écoutes dont il conteste une partie et il déclare tout net qu'il étudie la possibilité de déposer une plainte contre le magistrat instructeur.

### Intervention dans le dossier COGEDIM

En tout cas, il est formel : cette voiture, il l'a payée par traites et n'a donc commis aucun recel d'abus de biens sociaux. Quant aux conseils donnés par ce magistrat spécialisé dans les affaires financières, ils seraient d'une affligeante banalité. Ainsi M. Gossot lui ayant indiqué qu'une avocate lui réclamait des honoraires considérables, M. Marchi l'aurait invité à saisir le bâtonnier. Le substitut Lallement s'étonne qu'un spécialiste comme M. Marchi n'ait pas envisagé que la voiture soit un bien social, mais il n'insiste pas, et les débats s'achèvent après que M. Gossot eut confirmé d'une voix inaudible qu'il avait bien vendu la voiture à M. Marchi à crédit.

Les écoutes téléphoniques sont à peine effleurées et M. Marchi peut donc se permettre d'affirmer que ces écoutes sont *« tronquées »* en ajoutant : *« Il y a des écoutes qui sont dans le dossier disciplinaire et qui sont extrêmement intéressantes... »* La phrase est maladroite, car en saisissant la commission de discipline du parquet, la chancellerie se référait aux écoutes téléphoniques pour constater que M. Marchi était intervenu auprès de Jacqueline Chevalier, présidente de la cour d'appel de Paris, chargée du dossier des fausses factures de la Cogedim. Il s'agissait de faire bénéficier les prévenus de Michel Mauer d'une nullité de procédure. Et l'acte de saisine de cette commission relève : *« En donnant avec insistance l'impression à un tiers qu'un magistrat peut user de sa qualité pour influencer un autre magistrat quant au sort d'une procédure* [...] *M. Marchi a gravement compromis le crédit de l'institution judiciaire et porté atteinte à son image d'impartialité »* (*le Monde* du 11 janvier). Le tribunal de Lille n'est pas chargé de ce volet parisien des écoutes qui semble être définitivement resté au stade disciplinaire. Aussi les débats se terminent mais sans que les circonstances du paiement de la facture soient examinées en détail avec MM. Gossot et Marchi.



### Suspension d'audience

Solennel, M. Lallement se lève pour son réquisitoire. D'emblée, il attaque le défenseur de M. Gossot qui n'est autre que Mᵉ Pierre Lemarchand. Cet avocat au passé tumultueux fut un instant inquiété, tout comme sa fille Manuelle, car on les soupçonnait d'avoir joué un rôle dans un mécanisme destiné, selon l'accusation, à établir de fausses traites pour justifier *a posteriori* le paiement de la voiture. Il a bénéficié d'un non-lieu et occupe le banc de la défense dans une situation si déontologiquement discutable que le parquet de Lille avait demandé, sans succès, au parquet général de Paris de saisir le bâtonnier. Pour l'heure, M. Lallement accuse Mᵉ Lemarchand d'avoir, pendant l'audience, murmuré *« salaud ! »* à son égard. *« C'est faux !* hurle Mᵉ Lemarchand, *vous êtes un menteur ! »* En chœur, les avocats lancent : *« C'est une provocation ! Partons ! »* Dans le tumulte, l'audience est suspendue pendant que le procureur de Lille, Olivier Guérin, surgi de nulle part, invite fermement Mᵉ Lemarchand à quitter la salle.

Grâce aux bons offices du bâtonnier Mario Stasi, l'audience reprend après deux heures de suspension. Et M. Lallement recommence son réquisitoire comme si rien ne s'était passé. Laborieusement, il évoque les détournements de fonds au travers de nombreuses métaphores destinées à faire le parallèle entre les escroqueries et les attaques à main armée. Et brusquement il devient clair, précis et méthodique en évoquant le cas de M. Marchi. Avec une logique imparable, le magistrat démontre que les traites de M. Marchi ont été établies après coup et qu'il s'agit de faux documents. *« Elles n'ont pas de cachet et pas de timbre,* note M. Lallement, *elles sont endossées au profit d'une société de Jersey qui ne disposait pas de compte en banque au moment de l'achat supposé. »* Et reprenant chaque date significative du dossier, il explique la progression de la falsification qui s'est élaborée au même rythme que la curiosité du juge d'instruction : une fausse lettre d'abord, puis deux traites sur quatre. *« Il pensait que ça suffirait... »* s'exclame le substitut en ajoutant : *« M. Marchi ne pouvait pas ignorer que ses amis étaient des malfaiteurs. Tout indique que cette voiture lui a été donnée. On ne peut que l'appeler un corrompu. »*

MAURICE PEYROT

Présentant la contre-enquête d'un journaliste

# Les syndicats de policiers critiquent l'Inspection générale des services

**Les principaux syndicats de policiers ont décidé de profiter de la publication du livre de l'ancien inspecteur Dominique Loiseau et du journaliste Michel Naudy (1) pour mettre en cause, jeudi 6 octobre, le fonctionnement de l'Inspection générale des services (IGS), la « police des polices ». Ancien membre de la Brigade de répression et d'intervention (BRI) de la PJ parisienne, Dominique Loiseau a été condamné, en 1991, à douze ans de réclusion criminelle, convaincu d'appartenir à un gang de policiers véreux. En 1993, il a été gracié par le président de la République. Aujourd'hui, au terme d'une longue contre-enquête, il espère sa réhabilitation et accuse l'IGS d'avoir « monté » un dossier contre lui.**

En prison, Dominique Loiseau clamait son innocence. Aux yeux de la justice, il est aujourd'hui un coupable en liberté. La grâce présidentielle, obtenue le 18 mai 1993, si elle n'a pas effacé sa condamnation, a au moins ouvert la voie d'une réhabilitation. Incarcéré cinq ans, trois mois et huit jours, Dominique Loiseau a saisi la Commission de sauvegarde des droits de l'homme, à Strasbourg, et, depuis sa libération, confié à l'avocat Daniel Soulez-Larivière le soin de préparer une requête en révision, qui se fonderait sur les éléments mis au jour en une année de contre-enquête menée par le journaliste Michel Naudy.

Le récit qu'il publie montre, et de manière très convaincante, comment l'« affaire Loiseau » prit corps au lendemain d'une fusillade meurtrière, rue du Docteur-Blanche, à Paris (16ᵉ), en pleine vague de contestation de la hiérarchie policière. Alors que la BRI s'apprêtait à intercepter le « gang des postiches » en flagrant délit de hold-up, l'intervention avait mal tourné, et un enquêteur avait été tué. Des accusations de corruption contre la victime et certains de ses collègues tombèrent à point nommé. Ainsi l'inspecteur Loiseau, qui écrit avoir choisi la BRI (l'« Antigang ») par *« goût de la chasse »* est-il, devenu gibier.

Le policier et le journaliste racontent comment, dès lors, le zèle suspect du premier cabinet de discipline de l'IGS fit de lui *« un coupable idéal »* : signalements inexacts, identifications peu spontanées, témoignages sollicités, accusations tardives, alibis ignorés, interrogatoires antidatés... C'est ce dossier, que Michel Naudy et Dominique Loiseau qualifient de *« truqué »*, qui enverra l'inspecteur de police en prison.

L'ensemble des organisations professionnelles de policiers, pour une fois réunies – à l'exception de la FPIP, le syndicat d'extrême-droite –, a publiquement demandé, jeudi 6 octobre au cours d'une conférence de presse, un meilleur contrôle de l'IGS et une plus grande rigueur dans le recrutement de ses membres. *« Nous ne voulons pas remettre en cause le service lui-même, mais en faire un service au-dessus de tout soupçon »*, explique Alain Brillet, le secrétaire général de la Fédération nationale autonome de la police (FNAP), majoritaire chez les policiers en civil. *« Ce qui m'est arrivé,* confiait Dominique Loiseau, *est arrivé avant moi, et arrivera à d'autres après moi. »* Après l'édition, le cinéma pourrait aussi diffuser son message : le producteur Claude Berri a pris une option sur les droits d'adaptation du livre, et cherche un réalisateur pour raconter en images ce qui pourrait bien être l'histoire d'une implacable mise en scène.

HERVÉ GATTEGNO

(1) *Le Dossier noir de la police des polices, l'affaire Loiseau*, de Michel Naudy et Dominique Loiseau, Plon, 239 pages, 98 francs.

## ÉDUCATION

A Mantes-la-Jolie (Yvelines)

# Le lycée Saint-Exupéry refuse d'entériner la « circulaire Bayrou »

Les vingt-quatre lycéennes portant le foulard islamique qui tentaient, depuis mardi 4 octobre, de bloquer l'accès du lycée Saint-Exupéry de Mantes-la-Jolie (Yvelines), soutenues par des militants de l'organisation Jeunes contre le racisme en Europe, ont été autorisées à pénétrer, vendredi 7 octobre, peu après 8 h 30, dans l'établissement (*le Monde* du 6 octobre). La veille au soir, le conseil d'administration du lycée avait refusé d'adapter son règlement intérieur à la circulaire Bayrou qui interdit les *« signes ostentatoires »*, et avait autorisé les jeunes filles à entrer dans le lycée, se donnant jusqu'aux vacances de la Toussaint pour les convaincre de retirer leur foulard.

Par vingt-trois voix et une abstention, les membres du conseil d'administration ont également demandé au ministre de l'éducation, François Bayrou, de faire voter une loi *« univoque sur la laïcité »*, qui, selon eux, relève des lois de la République et non d'interprétations différentes d'une circulaire selon les établissements.

Les lycéennes et leurs partisans ont, de leur côté, maintenu une manifestation prévue pour le lundi 10 octobre dans le quartier du Val-Fourré. Dans cette cité, des représentants de l'UDF de Mantes-la-Jolie distribuaient, vendredi, un tract sur le thème « L'intégrisme n'a pas sa place en France », au moment même où les jeunes filles regagnaient leur lycée.

JEAN-CLAUDE PIERRETTE

L'affaire du sang contaminé

# Le professeur François Gros a été mis en examen pour complicité d'empoisonnement

Le professeur François Gros, ancien conseiller scientifique de Laurent Fabius lorsque celui-ci *était premier ministre, a été mis en* examen, jeudi 6 octobre, pour complicité d'empoisonnement, par Mme Marie-Odile Bertella-Geffroy, le juge d'instruction parisien saisi de plusieurs plaintes d'hémophiles et de transfusés (*le Monde* du 5 octobre). A cette occasion, le professeur Gros a estimé n'avoir *« été guidé dans* [sa] *réflexion et dans* [son] *action que par le souci du bien public »*. Il a affirmé avoir *« œuvré en vue d'une solution rapide au problème du dépistage systématique des dons de sang. Saisi de ce problème à la fin d'avril 1985, j'ai, immédiatement, mis en œuvre les mécanismes nécessaires et adéquats permettant une prise de décision gouvernementale dans les meilleurs délais possibles ».*

*« La première étape de ce processus,* a-t-il poursuivi, *a été la réunion par mes soins d'un comité interministériel, le 9 mai 1985, dont l'objet était de sensibiliser les ministères concernés et de recueillir leur accord indispensable sur ce problème, que j'ai, dès cet instant, qualifié d'important et urgent. Mon rôle fut alors d'insister sur cette urgence et d'aider à résoudre les difficultés, ce que je n'ai cessé de faire et ce que je démontrerai. »*

### Ni « négligence » ni « retard »

Rappelant que *« la décision du premier ministre est intervenue le 19 juin 1985 »*, le professeur Gros a indiqué que, *« par la suite,* [il n'avait] *pas été en charge de la mise en application de la décision du premier ministre. Ce délai d'un peu plus d'un mois, eu égard à la complexité du problème, au sérieux des objections de tous ordres soulevées et enfin au mécanisme même du processus de décision gouvernemental, démontre l'absence de toute négligence ou retard de ma part. »*

# Le sens des mots

*Suite de la première page*

*Le code pénal implique, en* revanche, qu'il y aît une intention homicide, laquelle ne se définit pas comme la conscience d'avoir fait courir à autrui un risque mortel, mais comme la volonté de mettre fin à ses jours. Cette volonté homicide résulte du terme *« attenter »*, car un attentat ne peut résulter que d'une action dont le but même est la destruc*tion. D'ailleurs, l'article 221-5 est* situé dans une section du code pénal intitulée « Des atteintes volontaires à la vie », alors que celui qui le suit, l'article 221-6, qui punit le fait de causer la mort d'autrui par maladresse, imprudence, inattention, négligence ou manquement à une obligation de sécurité est le premier d'une autre section dénommée *« Des atteintes involontaires à la vie»*.

En réalité, l'empoisonnement n'est qu'une forme particulière de l'assassinat, meurtre perpétré avec préméditation : si on *conçoit qu'une personne puisse* en tuer volontairement une autre sous le coup d'une émotion violente, le meurtre, on imagine mal qu'elle lui fasse ingérer un poison sans préméditation, c'est-à-dire sans s'être préalablement procuré une substance qu'on n'a généralement pas dans sa poche et sans l'avoir dissimulée sous un aspect anodin. C'est pourquoi, *logiquement, lorsque le code* pénal a été récrit, les auteurs de la réforme avaient proposé de supprimer les mentions du parricide, de l'infanticide et de l'empoisonnement, non qu'ils éprouvent de la mansuétude pour ces crimes qui sentaient *leur dix-neuvième siècle, mais* parce qu'ils n'étaient que des formes particulières du meurtre ou de l'assassinat. Le Sénat, qui s'est plus attaché à la valeur symbolique des mots qu'à leurs sens juridique, a voulu maintenir ces incriminations ; comme la discussion parlementaire est aussi affaire de compromis, parricide et infanticide ont été supprimés *en tant que tels et l'empoisonne*ment a été conservé dans notre code pénal, sans qu'il y ait de raison *logique à cela.*

### La mort, conséquence et non but de l'infraction

Il reste que, si avoir, en connaissance de cause, écoulé un stock de sang contaminé *relève d'un odieux esprit de* lucre, l'accusation d'empoisonnement semble difficile à envisager, dans la mesure où ce sang n'a pas été administré dans l'intention de donner la mort, laquelle – pour affreux que soit le sort des victimes – a été la conséquence et non le but même de l'infraction.

*Complicité*. Aux termes de l'article 121-7 du code pénal, *« est complice d'un crime ou d'un délit la personne qui, sciemment, par aide ou assistance, en a facilité la préparation ou la consommation. Est également complice la personne qui par don, promesse, menace, ordre, abus d'autorité ou de pouvoir aura provoqué à une infraction ou donné des instructions pour la commettre ». Dans l'un ou l'autre cas, pres*sions effectuées sur l'auteur principal pour le contraindre à commettre l'acte illégal – ce qui n'est, tout de même, pas allégué au cas particulier – ou assistance en ayant facilité la réalisation, il est nécessaire que le complice ait eu connaissance de l'acte, conscience de son caractère criminel et qu'il y ait volontairement prêté la main. Peut-on sérieusement imaginer que des membres du gouvernement, sachant qu'un acte commis par des personnes relevant de leur administration avait un caractère criminel, non seulement le couvriraient de leur *autorité, mais auraient agi en vue* de le faciliter ?

*Mise en examen*. Le juge d'instruction ou, dans le cas qui nous occupe, la commission d'instruction de la Cour de justice de la République *« a le pouvoir de mettre en examen toute personne à l'encontre de laquelle il existe des indices laissant présumer qu'elle a participé, comme auteur ou complice, aux faits dont il est saisi »*. Ainsi en dispose l'article 80-1 du code de procédure pénale. S'il est exact que le juge instruit sur des faits auxquels il lui appartient, en fin de compte, de donner la qualification pénale qui lui paraît conve*nir, il n'en reste pas moins que la* décision de mise en examen suppose que ces faits, c'est-à-dire la plainte ou le réquisitoire dont il est saisi, soient constitutifs d'une infraction et qu'il existe des raisons de penser que la personne mise en examen y a personnellement pris part.

### Qualifications outrancières

Dans l'esprit du législateur, la réforme de la procédure pénale opérée en 1993 n'avait pas pour seul objet de substituer la locution *« mise en examen »* : au-delà d'une terminologie effec*tivement ambiguë, il s'agissait de* changer la nature de cet acte pour qu'il n'intervienne plus presque dès le début de l'instruction, avant même que l'implication de la personne concernée dans les faits reprochés et leur éventuelle qualification pénale aient pu être réellement évaluées par le juge. Or, faute d'avoir réussi à dissocier mise en exa*men, qui devrait être tardive, et* ouverture des droits de la défense, nécessairement précoce, il faut bien convernir que, sur ce point, la réforme de 1993 n'a pas atteint son but. Cela ne concerne pas uniquement les ministres, mais toute personne impliquée dans le cours d'une instruction judiciaire et, si les mises en examen récentes de *personnalités politiques et* économiques ont eu un mérite, c'est celui d'avoir placé sous la lumière crue des projecteurs de l'actualité cette insuffisance persistante de notre procédure pénale.

Quoi qu'il en soit, le rapproche*ment de ces trois termes – mise* en examen, complicité et empoisonnement – signifie qu'il existe*rait à l'encontre de trois ministres* des indices laissant présumer qu'ils auraient, sciemment, prêté assistance à une contamination volontaire de malades avec l'intention de les tuer. Il suffit d'énoncer ainsi les choses – ce qui n'est que leur stricte signification juridique – pour voir que cette accusation ne saurait tenir.

Est-ce à dire que les ministres *n'ont pas de responsabilité* pénale dans ce drame ? Je n'en sais rien, sous la réserve que chacun n'est pénalement responsable que de ses propres actes et qu'il ne saurait avoir de comptes à rendre à la justice au seul motif qu'il est, ou a été, le chef, fût-ce celui du gouvernement ; politiquement, c'est une autre affaire. Cela signifie-t-il qu'il n'y a pas lieu *de rechercher si cette res*ponsabilité pénale existe ? Certainement pas. Mais ce n'est pas *l'engagement de poursuites sur* la base de qualifications outrancières qui fera avancer la découverte *de la vérité.*

**PIERRE MAZEAUD**

## La Cour des comptes a transmis fin juillet au gouvernement son rapport sur la gestion de la FNTS

Dans une lettre ouverte adressée jeudi 6 octobre à Pierre Joxe, premier président de la Cour des comptes, Olivier et Hervé Duplessis, *dont le père est mort d'un sida* contracté à la suite d'une transfusion sanguine et dont la mère est *devenue séropositive*, demandent que soit rendu public, *« immédiatement et dans son intégralité»*, le rapport de la Cour des comptes sur les finances de la Fondation nationale de transfusion sanguine (FNTS). La publication de ce rapport, dont l'existence avait été révélée par *le Monde* (daté 15-16 novembre 1992), avait été réclamée, le 21 juin 1993, par le sénateur Etienne Dailly, qui avait, à cette occasion, dénoncé *« la véritable conspiration du silence qui fait que, depuis seize mois, le Parlement n'obtient pas les renseignements qui lui sont dus »*. Lui répondant, le ministre délégué à la santé, Philippe Douste-Blazy, avait déclaré qu'il partageait *« la surprise »* et l'*« indignation »* de M. Dailly, et qu'il s'engageait à lui transmettre tous les éléments en sa possession sur cette affaire. A la Cour des comptes, on indique que, *« conformément à la loi »*, ce rapport a été transmis le 27 juillet dernier aux ministres concernés (budget, affaires sociales, santé).

L'enquête sur le financement du Parti républicain

# Jean-Louis Beffa, PDG de Saint-Gobain, affirme coopérer avec le conseiller Van Ruymbeke

Le PDG de Saint-Gobain, Jean-Louis Beffa, a été entendu, jeudi 6 octobre, à Rennes, pendant plus de trois heures par le conseiller Renaud Van Ruymbeke, qui l'avait *mis* en examen le 6 septembre pour *« trafic d'influence aggravé »* (*le Monde* du 8 septembre). A sa sortie, M. Beffa a déclaré qu'il avait *« répondu de façon approfondie aux questions »* du magistrat.

C'est en sa qualité de grand patron d'un groupe dont la principale filiale, Pont-à-Mousson, se trouve depuis un an dans le collimateur du conseiller Renaud Van Ruymbeke que Jean-Louis Beffa comparaissait jeudi devant lui, pour la première fois depuis sa mise en examen il y a un mois. Le magistrat rennais, qui s'efforce de retrouver la trace d'une commission de 4,4 millions de francs versées, en 1988, par Pont-à-Mousson à l'occasion d'un marché d'adduction d'eau de la ville de Nantes, a déjà mis en examen trois anciens dirigeants de Pont-à-Mousson pour « trafic d'influence aggravé ». Le 12 septembre, il avait entendu Marc de Nadaillac, actuel PDG de Pont-à-Mousson et numéro deux de Saint-Gobain. A l'issue de cette audition, le magistrat avait demandé au parquet général de poursuivre le PDG pour subornation de témoins.

Il semble que M. de Nadaillac ait donné des consignes à ses collaborateurs pour qu'ils ne révèlent pas au magistrat les secrets d'un compte numéroté ouvert par Pont-à-Mousson dans une banque de Genève. Ce compte, qui aurait vu passer la commission de 4,4 millions de francs transmise par une filiale brésilienne de Saint-Gobain, servirait notamment à rétribuer les intermédiaires facilitant l'obtention de marchés à l'étranger. Malgré ses recours devant la justice suisse, le conseiller rennais n'a toujours pas pu y avoir accès.

M. Beffa aidera-t-il le conseiller à y voir plus clair dans cet imbroglio ? *« J'ai apporté la coopération de tout le groupe à son enquête »*, a en tout cas tenu à déclarer M. Beffa à sa sortie du bureau du magistrat, ajoutant qu'il avait *« toute confiance dans la justice »* pour que cette affaire soit *« mise au clair »*. Une attitude et des propos qui tranchent avec le comportement de Marc de Nadaillac il y a moins d'un mois.

C'est à partir de la commission Pont-à-Mousson que M. Van Ruymbeke avait été conduit à enquêter sur les finances du PR puis sur le patrimoine du président et ancien trésorier de ce parti, Gérard Longuet, ministre de l'industrie.

**R.-P. P.**





**FAITS DIVERS**

Après les fusillades meurtrières de la Nation et du bois de Vincennes

# Florence Rey a été mise en examen

Une cérémonie à la mémoire des trois policiers tués mercredi 5 octobre à Paris, au cours de l'équipée sanglante d'un couple de jeunes gens (*le Monde* des 7 et 8 octobre), a eu lieu, vendredi matin, dans la cour d'honneur de la préfecture de police de Paris, sous la présidence du premier ministre Édouard Balladur et en présence du ministre de l'intérieur, Charles Pasqua. Les obsèques auront lieu lundi 10 octobre en présence du premier ministre Édouard Balladur, du maire de Paris, Jacques Chirac, et du directeur du cabinet du président de la République, Pierre Chassigneux.

### Protestation d'un otage

Après le décès de son compagnon, Audry Maupin, des suites de ses blessures, Florence Rey, 19 ans, répondra seule de la mort de quatre personnes devant la justice. Le juge d'instruction parisien Hervé Stephan l'a mise en examen, jeudi 6 octobre, pour de multiples chefs : vols à main armée, meurtres, tentatives de meurtres, ayant accompagné ou suivi un autre crime commis sur personnes dépositaires de l'autorité publique dans l'exercice de leurs fonctions, et séquestration de personnes comme otages pour favoriser la fuite des auteurs d'un meurtre.

*« C'était la fille qui menait les opérations, elle était tout à fait relax »*, a témoigné Jacky Bensimon, le chauffeur de la Renault 5 pris en otage par le couple. Ce même témoin a par ailleurs protesté publiquement contre l'attitude des policiers après la fusillade, qui l'auraient menotté et frappé, le prenant pour l'un des agresseurs.

Outre des documents signés d'une *« Organisation de propagande révolutionnaire »* jusqu'alors inconnue et qui pourraient donner des indications sur les motivations des deux jeunes gens, les policiers ont découvert, dans le pavillon qu'ils occupaient, des ouvrages sur les armes, des plans de Paris, un manuel du gardien de la paix, et quelques affiches de cinéma, dont celle du dernier film d'Oliver Stone, *Tueurs-nés*...

Suicide collectif ou crimes en série ?

# Le mystère des cinquante-trois morts de l'Ordre du Temple solaire

**Trois nouveaux cadavres, dont un bébé de moins d'un an, ont été découverts au Québec, dans les décombres de la résidence que Luc Jouret, principal dirigeant de l'Ordre du Temple solaire, partageait avec Jo Dimembro, présenté par la police canadienne comme le « maître suprême » de la secte. Cela porte à cinq le nombre de morts dans la villa québécoise, dans le sous-sol de laquelle les recherches se poursuivent. En Suisse, après l'examen par des experts des quarante-huit cadavres dans les cantons de Fribourg et du Valais, les enquêteurs n'excluent pas l'hypothèse d'une série de crimes maquillée en suicide collectif. La secte, qui aurait connu, récemment, des difficultés financières, possédait également une demi-douzaine de logements en France, près de Carpentras (Vaucluse).**

SALVAN (Suisse)

*de notre envoyé spécial*

Vingt-trois morts à Cheiry, vingt-cinq aux Granges-sur-Salvan. Vendredi 7 octobre au matin, au surlendemain de la découverte de dizaines de cadavres dans ces villages des cantons de Fribourg et du Valais, le bilan du carnage s'élevait toujours à quarante-huit victimes. Contrairement à ce qu'ils craignaient, pompiers et policiers n'avaient découvert aucun cadavre supplémentaire en fouillant, jeudi, les décombres du troisième chalet incendié près de Granges-sur-Salvan.

L'information du jour est plutôt venue de Cheiry, l'autre scène de ce double drame. A l'occasion d'une conférence de presse, le juge d'instruction André Piller a dévoilé un élément essentiel : les médecins légistes, chargés de l'autopsie des vingt-trois corps (1), ont relevé sur *« plusieurs personnes »* des *« traces d'injection et de perfusion »*. Se référant toujours aux mêmes médecins, M. Piller a ajouté que ces personnes avaient utilisé – en connaissance de cause ou à leur insu – un *« produit puissant »*, dont le nom devrait être révélé prochainement.

Devant plus d'une centaine de journalistes, le magistrat fribourgeois a également précisé que trois carabines avaient été retrouvées, mais, contrairement à ce qu'indiquait mercredi un porte-parole de la police du canton, aucune arme de poing. Or une telle arme a bien été utilisée puisque la police a récupéré cinquante-deux douilles et relevé des blessures par balle sur vingt personnes. *« Une arme a disparu »*, a conclu M. Piller.

### Des difficultés financières

Les enquêteurs affirment avoir fait d'autres découvertes. C'est ainsi que deux véhicules, immatriculés en Suisse et appartenant à des membres de la secte, étaient stationnés devant deux petites gares de la région. En outre, les auditions de témoins et de proches de l'Ordre se sont multipliées depuis mercredi. Les policiers ont désormais acquis la certitude que la secte connaissait depuis quelque temps des difficultés financières.

Ces différents éléments et la multiplication des pistes plus ou moins crédibles ont soudain avivé l'hypothèse d'une série de crimes maquillée en suicide collectif. Une hypothèse consolidée par des révélations de la télévision suisse romande. La chaîne francophone, s'appuyant sur des sources policières, affirme que les « guides » présumés du groupe, Luc Jouret et Joseph Dimembro, étaient présents à Salvan le soir du drame, quelques heures avant le déclenchement des incendies. Les autopsies devront dire si les deux hommes sont au nombre des victimes ou s'ils sont en fuite. Selon le juge Piller, *« plusieurs mandats d'arrêt »* ont été délivrés dans le cadre de cette affaire, mais il a refusé de dire s'ils concernaient MM. Jouret et Dimembro.

En fait, les enquêteurs valaisans et fribourgeois n'excluent *« aucune piste »*, pas même celle qui se situerait à « mi-chemin » entre le crime et le suicide, à savoir que certains adeptes auraient été consentants et d'autres beaucoup moins. A l'appui de la thèse du suicide prémédité, André Piller avance toutefois une lettre rédigée par l'une des victimes à l'intention d'un proche. Il y est écrit en substance : *« Je vais en Suisse pour mourir »*. D'autres types de documents, fort nombreux à en croire le magistrat, sont à l'étude.

En marge de ces investigations, l'identification des corps se poursuit. Pour ceux des deux chalets de Granges-sur-Salvan, Bernard Geiger, commandant de la police du canton du Valais, a déclaré que dix corps calcinés ne pourront être identifiés qu'avec l'aide de médecins légistes. Les quinze autres sont, d'après lui, *« identifiables de visu »*. Leurs noms ne devraient donc pas tarder à être connus.

Divers documents récupérés sur place laissent penser qu'il s'agit, comme à Cheiry, de femmes et d'hommes de nationalités suisse, canadienne et française. Les premières constatations font état de *« dix-sept corps féminins, sept masculins et un corps dont le sexe n'a pu être déterminé »*. Dans les deux chalets, les enquêteurs ont découvert des dispositifs de mise à feu. En revanche, ils n'ont pu établir si, comme à Cheiry, les victimes portaient des traces de blessures par balles ou de piqûres.

**PHILIPPE BROUSSARD**

(1) Un homme retrouvé dans sa chambre, les vingt-deux autres personnes dans une sorte de bunker aménagé en sous-sol.

Napoléon a-t-il été empoisonné ?

# *Arsenic et vieilles querelles*

A Grenoble, les électrons mènent l'enquête et les physiciens jouent les Rouletabille. Leur but : trouver l'assassin présumé de Napoléon. Pour quelques historiens et passionnés de l'empereur, celui-ci aurait été lentement conduit au trépas par un empoisonnement subtil à l'arsenic, à base de mort-aux-rats, destiné à l'affaiblir, puis achevé avec du cyanure (1).

De cette machination, l'Histoire officielle ne dit mot. Pour elle, l'empereur, déporté sur l'île de Sainte-Hélène (Atlantique sud), est probablement mort d'un cancer de l'estomac, le 5 mai 1821, à l'âge de cinquante et un ans. Mais les tenants de la thèse de l'assassinat affirment que, si crime il y a eu, on doit pouvoir retrouver dans les cheveux du défunt un excès d'arsenic dû à l'ingestion de mort-aux-rats.

### Le rayonnement synchrotron

Or, la mise en évidence de ces faibles quantités d'arsenic n'est possible qu'en ayant recours à des techniques ultramodernes. C'est ainsi que récemment des membres de la très distinguée Société napoléonienne d'Amérique, dont le siège est à Clearwater (Floride), ont pris langue avec un agent du FBI, Roger Martz, pour qu'il analyse une mèche de cheveux supposée avoir appartenu à l'empereur. A la mi-septembre, lors d'un congrès organisé à Chicago par cette société, Roger Martz a affirmé que les cheveux expertisés n'appartenaient pas à une personne morte des suites d'un empoisonnement à l'arsenic. Effectivement, un historien de Montréal, Ben Weider, coauteur d'un livre intitulé *le Meurtre de Napoléon*, a estimé que l'échantillon analysé n'était pas authentique.

René Maury, auteur d'un autre livre, *l'Assassin de Napoléon*, a donc relancé l'enquête. En effet, Jean-Abraham Noverraz, le serviteur suisse qui avait accompagné Napoléon dans son exil à Sainte-Hélène, avait, à son retour en Europe, confié une mèche de cheveux de l'empereur au Musée cantonal vaudois. Le Musée d'archéologie et d'histoire de Lausanne, qui a hérité cette relique, a donné à M. Maury quelques cheveux à des fins d'analyse.

L'Ecole polytechnique et l'Institut de la police scientifique de Lausanne en ont expertisé quelques-uns avec un spectromètre de masse et conclu à la présence de fortes concentrations d'arsenic. Prudents, les « limiers » suisses se sont pourtant refusés à tirer quelque conclusion que ce soit sur les causes du décès de l'empereur.

Prudent aussi, M. Maury a demandé à un chercheur suédois, Per Engström, d'effectuer de semblables recherches en utilisant les capacités de la toute nouvelle machine à rayonnement synchrotron de Grenoble. Les électrons et les rayons X de cette puissante machine de 850 mètres de circonférence, seule capable de sonder la matière avec un scalpel de lumière plus petit qu'un cheveu, ont fait merveille. De l'arsenic a bien été découvert, ainsi, semble-t-il, que des traces de fer, de potassium, de mercure et d'autres éléments.

La preuve est-elle apportée pour autant d'un crime contre l'empereur ? Les chercheurs de Grenoble restent sur la réserve. *« Notre travail,* disent-ils, *n'est pas achevé. Il nous faut encore calibrer la teneur en arsenic sur toute la longueur des cheveux. Mais cela ne suffira pas car les aliments et les remèdes de l'époque ont pu contribuer à augmenter sensiblement le taux d'arsenic dans l'organisme. Les experts le savent bien qui, dans certaines régions où la pollution atmosphérique est élevée, affirment que les quantités d'arsenic présentes dans les cheveux peuvent être plusieurs fois supérieures à la normale. »*

La vérité dans ce domaine ne se décrète pas. Dans les années 50, les batailles des experts du procès de la bonne dame de Loudun, Marie Besnard, ont montré combien il était difficile de conclure et combien, mon cher Watson, les faits étaient loin d'être élémentaires.

**JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU**

(1) Des composés arséniés, comme l'arséniate de mercure ou l'anhydride arsénieux, entraient autrefois dans la composition de ce qu'on appelait la mort-aux-rats.

Un projet de 45 000 mètres carrés

# M. Larché est favorable à la construction d'un centre commercial à Sénart

Le président du conseil général de Seine-et-Marne, Jacques Larché (UDF), ne joindra pas sa voix à celle des opposants à Francilia, le centre commercial de 45 000 mètres carrés prévu à Sénart et vivement contesté par les élus de droite de l'Essonne et de l'agglomération melunaise.

*« J'avais moi-même demandé l'audit de la ville nouvelle. Je me suis donc engagé implicitement à suivre les recommandations du rapport Villain »*, déclare M. Larché en se référant aux conclusions de la mission interministérielle sur Sénart (*le Monde* du 16 et du 23 septembre). *« L'Etat a pris la décision de continuer la ville nouvelle en estimant qu'il s'agissait d'une opération d'intérêt national*, ajoute-t-il. *Nous devrons bien accueillir quelque part les nouvelles populations promises au schéma directeur. »*

A propos du dossier commercial, le chef de file de la majorité départementale se démarque nettement de l'Association interdépartementale d'opposition au projet Francilia, au sein de laquelle siègent, notamment, plusieurs élus du RPR : Jean-Claude Mignon, député, maire de Dammarie-les-Lys et vice-président du conseil général, Guy Geoffroy, conseiller général de Combs-la-Ville, et Jacques Marinelli, conseiller régional et maire de Melun. *« Si Francilia ne se fait pas, il faudra faire autre chose*, affirme M. Larché. *Je comprends les réactions des commerçants et des opposants, mais je ne suis pas certain que les retombées économiques du projet soient aussi désastreuses que certains veulent bien le dire. »*

De son côté, l'association multiplie les démarches auprès des ministères et de la préfecture de région pour *« obtenir le retrait du projet Francilia, préserver le commerce de proximité et préparer les conditions d'un centre-ville valorisant pour Sénart »*. L'autorisation administrative dont Francilia fait l'objet deviendra en effet caduque si le permis de construire n'est pas déposé au plus tard le 9 novembre.

La majorité socialiste de la ville nouvelle se fait fort de respecter ce délai. Le conseil d'administration de l'Etablissement public d'aménagement de Sénart (EPAS) a d'ailleurs approuvé, le 21 septembre, le dossier de réalisation de la ZAC (zone d'aménagement concerté), comprenant la gare RER et Francilia, en présence de Claude Villain. Pour preuve de l'apparente détermination du gouvernement, cet inspecteur général des finances, qui conduisait la mission interministérielle, a été nommé administrateur de l'EPAS au titre de « personnalité qualifiée » désignée par l'Etat.

**ROLAND PUIG**

*RECTIFICATIF. – Dans l'article* consacré à la première ligne de bus parisiens accessibles aux handicapés (*le Monde* du 7 octobre), une erreur s'est glissée, nous faisant *confondre deux arrondissements*. Les deux maires, qui ont boudé cette initiative sont celui du onzième, Alain Devaquet (RPR), et celui du huitième, François Lebel (RPR).

Alors que les comptes de la ville font l'objet d'un contrôle

# Le maire de Noisy-le-Grand est mis en minorité au conseil municipal

Antoine Pontone (UDF-PR), *maire de Noisy-le-Grand, a été mis en minorité, le 5 octobre, par* le conseil municipal, qui a rejeté le budget supplémentaire par 29 voix contre 11. Le groupe PS, pour sa part, a annoncé, jeudi 6 octobre, qu'il va demander au préfet du département la mise sous *tutelle de la ville. Lors du conseil municipal, réuni mercredi soir* dans une atmosphère très tendue, les élus de l'opposition avaient reproché au maire *« un budget insincère, avec de nombreuses recettes dont on sait déjà qu'elles n'entreront jamais »*, selon les termes de Michel Pajon (PS).

L'opposition a sévèrement critiqué la gestion de la ville, qui a été mise sous le contrôle de la chambre régionale des comptes, saisie en juillet 1993 par le préfet sur demande du groupe socialiste. Cette chambre, qui doit présenter son rapport prochainement, se penche notamment sur les comptes de la SOCAREN, la société d'économie mixte de la ville, chargée de l'aménagement d'une ZAC en centre-ville.

En août, le maire avait retiré sa délégation à son adjoint chargé des finances, Pierre Ledewyn, qu'il tenait pour responsable de l'endettement important de la commune. M. Pantone avait été élu à la tête de la mairie le 23 septembre 1993 avec une large majorité de 33 voix (UDF, RPR et divers droite). Il succédait à Françoise Richard (RPR), qui avait donné sa démission pour raisons personnelles.

La fermeture d'un atelier de maintenance de la SNCF à Vitry

# Les élus communistes du conseil régional soutiennent les cheminots

Les élus communistes du conseil régional d'Ile-de-France ont demandé au début de la semaine à Michel Giraud, à la fois en tant que ministre du travail et en tant que président de l'assemblée régionale, de recevoir les cheminots des ateliers de Vitry (Val-de-Marne), avant la prochaine séance du conseil régional qui aura lieu le 13 octobre. Les ateliers de Vitry, qui assurent la maintenance du matériel roulant de la ligne C du RER, devraient être délocalisés à Saint-Pierre-des-Corps, en Indre-et-Loire (*le Monde* du 4 octobre).

Les élus communistes demandent également que la commission chargée des transports au conseil régional se rende sur le site de Vitry, pour *« prendre connaissance des véritables problèmes causés par cette fermeture »*. En attendant, pour montrer leur détermination, les cheminots ont bloqué mardi pendant une demi-heure les écluses du Port-à-l'Anglais, entre Alfortville et Vitry. Ils ont signalé à Robert Brame, président RPR de cette commission, que, selon eux, le matériel de la ligne C était *« insuffisamment révisé et réparé »*. Ils lui ont montré un système de freinage *« totalement usagé »* et réitéré leur inquiétude de voir survenir des *« incidents graves »*. Les cheminots ont aussi affirmé qu'à défaut d'un retrait du plan de délocalisation, des usagers se coucheraient sur les voies, le 26 octobre.

De son côté, le groupe communiste du conseil général du Val-de-Marne a déposé une requête, qui précise notamment : *« Depuis trois ans, le nombre d'incidents a augmenté (...), la ponctualité et le confort dus aux usagers sont remis en cause et leur sécurité est sérieusement en danger. Nous n'admettons pas qu'une fois de plus, la sécurité (...) soit sacrifiée pour des impératifs de rentabilité et de privatisation du service »*.

**FRANCIS GOUGE**

## LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

**ARISHA.** Film allemand de Wim Wenders, v.o. : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).

**FORREST GUMP.** *Film américain de* Robert Zemeckis, v.o. : Forum Horizon, 1er (36-68-51-25) ; Gaumont Les Halles, 1er (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; 14 Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12) ; Publicis Saint-Germain, 6e (36-68-75-55) ; UGC Odéon, 6e (36-68-37-62) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation 40-30-20-10) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Biarritz, 8e (36-68-48-56 ; 36-65-70-81) ; Gaumont Opéra Français, 9e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; Max Linder Panorama, 9e (48-24-88-88 ; réservation 40-30-20-10) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; Les Nation, 12e (43-43-04-67 ; 36-65-71-33) ; UGC Gobelins, 13e (36-68-22-27) ; Gaumont Parnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; UGC Maillot, 17e (36-68-31-34) ; v.f. : Rex, 2e (36-68-70-23) ; UGC Montparnasse, 6e (36-65-70-14 ; 36-68-70-14) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (43-87-35-43 ; 36-65-71-88) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55) ; Gaumont Alésia, 14e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; UGC Convention, 15e (36-68-29-31) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation 40-30-20-10).

**GIORGINO.** Film français de Laurent Boutonnat : Forum Horizon, 1er (36-68-51-25) ; Rex, 2e (36-68-70-23) ; 14 Juillet Odéon, 6e (43-25-59-83 ; 36-68-68-12) ; Gaumont Marignan-Concorde, 8e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; George V, 8e (36-68-43-47) ; Paramount Opéra, 9e (47-42-56-31 ; 36-68-81-09 ; réservation 40-30-20-10) ; 14 Juillet Bastille, 11e (43-57-90-81 ; 36-68-69-27) ; UGC Lyon Bastille, 12e (36-68-62-33) ; Gaumont Gobelins Fauvette, 13e (36-68-75-55) ; Miramar, 14e (36-65-70-39 ; réservation 40-30-20-10) ; Montparnasse, 14e (36-68-75-55) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (45-75-79-79 ; 36-68-69-24) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; Pathé Clichy, 18e (36-68-20-22) ; Le Gambetta, 20e (46-36-10-96 ; 36-65-71-44 ; réservation 40-30-20-10).

**PETITS ARRANGEMENTS AVEC LES MORTS.** Film français de Pascale Ferran : Racine Odéon, 6e (43-26-19-68) : Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; Le Balzac, 8e (45-61-10-60) ; Gaumont Grand Ecran Italie, 13e (36-68-75-13 ; réservation 40-30-20-10) ; Sept Parnassiens, 14e (43-20-32-20) ; Gaumont Convention, 15e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10).

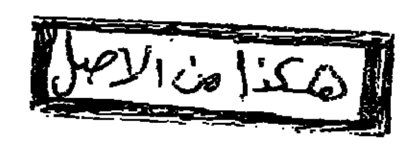
***SALÉ SUCRÉ.*** *Film américain d'Ang* Lee, v.o. : Gaumont Opéra Impérial, 2e (36-68-75-55 ; réservation 40-30-20-10) ; Rex, 2e (36-68-70-23) ; Ciné Beaubourg, 3e (36-68-69-23) ; L'Arlequin, 6e (45-44-28-80) ; La Pagode, 7e (36-68-75-07) ; Gaumont Ambassade, 8e (43-59-19-08 ; 36-68-75-75 ; réservation 40-30-20-10) ; La Bastille, 11e (43-07-48-60) ; Escurial, 13e (47-07-28-04) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (36-65-70-38 ; réservation 40-30-20-10).

**TETSUO.** Film japonais de Shinya Tsukamoto : 14 Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

**VIBROBOY.** Film français de Jan Kounen, v.f. : 14 Juillet Hautefeuille, 6e (46-33-79-38 ; 36-68-68-12).

**VOILA.** Film français de Bruno Podalydès : Action Christine, 6e (43-29-11-30 ; 36-65-70-62).





هكذا من الاصل



ARTS

La 21e édition de la Foire internationale d'art contemporain à Paris

# Cent soixante galeries quai Branly

**Pour la première année depuis sa création, la Foire internationale d'art contemporain (FIAC) s'installe sur la rive gauche de la Seine, après avoir dû quitter le Grand Palais, en travaux. Du 8 au 16 octobre, cent soixante galeries, dont soixante-sept viennent de l'étranger, devraient voir défiler quelque cent cinquante mille visiteurs. Tous attendent la reprise du marché de l'art après la profonde dépression qui l'a touché au début de la décennie. La structure provisoire qui accueille la FIAC abritera également une grande partie des manifestations culturelles, commerciales ou non, qui se tenaient sous la nef du Grand Palais.**

Pourquoi, lorsque l'on est marchand de tableaux, aller à la FIAC ? Pendant huit jours, sous cinq tentes jointives de 14 000 mètres carrés (1 000 mètres carrés de moins qu'au Grand Palais) érigées quai Branly, cent soixante galeries affronteront le regard de cent cinquante mille visiteurs. C'est cette affluence qui reste, pour beaucoup, le meilleur argument de leur présence ici : en une semaine, ils vont voir défiler plus d'amateurs qu'en dix ans (au moins) d'activité. L'autre raison, c'est le chiffre d'affaires, que, contrairement à sa concurrente de Bâle, la FIAC publie chaque année : 400 millions de francs au plus fort de la hausse, en 1989 ; quatre fois moins au creux de la vague, en 1993, et 150 millions de francs l'année dernière. Inutile de préciser que la manne est très inégalement répartie entre les vendeurs *de toiles historiques à plusieurs* millions de francs et les galeries soutenant de jeunes artistes.

De plus, s'il est précis, le chiffre d'affaires n'est pas très fiable : il est obtenu à l'estime, par les membres du COFIAC (comité *de marchands organisateurs de la* FIAC), qui vont en fin de foire interroger un panel d'une quinzaine de leurs confrères et en tirent une estimation générale.

Si le chiffre d'affaires est incertain, celui des cent cinquante mille *visiteurs prévus est si précis qu'il* contraint les habitués à fuir la soirée de vernissage et la nocturne du jeudi. *L'affluence était telle* en 1993 que certains marchands s'étaient vus obligés de fermer leur stand – que de toute manière personne ne pouvait aborder – par mesure de sécurité. Depuis quelques mois, la fréquentation des *galeries est en hausse, et celle de* la FIAC devrait l'être aussi. Ce retour des amateurs est encourageant, mais ceux-ci ne mettent pas pour autant la main au portefeuille.

Car, si la crise est finie, la reprise n'a pas encore commencé. Le marché pour les jeunes artistes est fluctuant, ce qui est absolument normal, sauf au regard de la *folie de la décennie écoulée*, qui avait vu se multiplier la cote de petits prodiges. Ceux-ci, devenus *trop chers trop vite, sont aujourd'hui sinistrés.* Les transactions pour leurs aînés, du moins ceux qui ont eu la chance d'échapper à la spéculation, redeviennent pourtant, plus actives : Denise René jure avoir vu de ses propres yeux des clients. Nello Di Meo aussi. Et d'autres encore, qui assuraient un travail de longue haleine *et ne cédaient pas aux exigences* de leurs artistes, lesquels acceptent d'ailleurs aujourd'hui, *sagement mais sans bruit*, de revoir leurs prix.

### *Dans l'attente de jours meilleurs*

Quant au « second marché », celui des œuvres *qui doublaient* de prix à chaque vente, celui des Atlan, des Poliakoff ou des Michaux, il a baissé de moitié. Un beau Ernst, acquis 1 million de francs en 1990, trouverait preneur aujourd'hui, mais à *400 000 francs. Autant dire que* les galeries qui en ont la possibilité conservent ces œuvres achetées trop cher *dans* l'attente de jours meilleurs. Les autres les vendent à perte, le plus discrètement possible, pour faire face aux échéances de leurs emprunts.

Et encore, cela ne vaut que pour des œuvres dites « de qualité ». Ce qui signifie que, en dehors des « pièces » historiques – celles que l'on peut installer dans son salon sans devoir supprimer la moquette et revendre le canapé –, l'on assiste à un assagissement, que certains n'hésitent pas à qualifier de retour à l'ordre. Les galeries les plus avant-gardistes, sans délaisser totalement les installations, *intègrent pour la plupart* au moins un peintre dans leur équipe.

Les grands bénéficiaires de cette situation sont les collectionneurs : dans toutes les foires organisées cette année, de Francfort à Bâle en passant par Chicago, ils ont pris leur temps, et les ventes ont été réalisées durant les tout derniers jours. Ils réfléchissent avant *de signer le chèque* (le plus souvent plusieurs chèques, les paiements échelonnés devenant monnaie courante), et tous les bons vendeurs savent qu'un client qui réfléchit est un client perdu. D'où de bonnes occasions possibles, en ces périodes de calme plat, pain bénit pour les amateurs, qui préfèrent sortir par beau *temps. Ils avaient* fui les galeries durant la hausse, chassés par les spéculateurs. Ils vont rencontrer *une nouvelle génération d'artistes*, les heureusement laissés pour compte du boom des années 80, qui ont pu, pour leur part, élaborer une œuvre à l'écart des projecteurs.

Les trouveront-ils à la FIAC ? *Peut-être, mais de provenance limitée* : sur les cent soixante galeries, seulement soixante-sept viennent de l'étranger. *Le principe* proclamé par les organisateurs qui consistait à réserver 50 % de l'espace aux étrangers est mis à mal, mais ce n'est pas de leur faute. Il faut plutôt y voir un effet de la concurrence acharnée à laquelle *se livrent* les différentes foires, les Américains, par exemple, préférant celle de Bâle, *plus courte, trois fois moins* visitée par le grand public, mais plus propice aux échanges professionnels, et qui permet une année sur deux de faire un saut à la Biennale de Venise. Paris peut au moins s'enorgueillir cette année de la présence de deux galeries américaines de poids : le retour de Sidney Janis et l'arrivée de Leonard Hutton.

### *Clivage entre « grands » et « petits »*

Comme les grands noms de la profession ne se battent plus pour *conquérir Paris, les jeunes galeries* font donc une entrée en force, comme elles l'avaient fait à Bâle il y a deux ans, pour *les mêmes raisons*. Ce qui augure mal du Salon qui leur était autrefois réservé, « Découvertes », dont on murmure qu'il serait supprimé. Le COFIAC, garant parfois rigide de certaines règles du jeu, voit également *ses prérogatives* bafouées : depuis que l'organisateur de la foire, l'OIP, a été racheté en 1993, *le COFIAC s'inquiétait de voir* ses choix remis en cause. Il avait raison : le système de la liste d'attente dans laquelle les galeries refusées faisaient antichambre n'est plus qu'une façade, car la condition des trois ans d'existence *imposée pour postuler* est largement oubliée. Le copinage tend à supplanter la sévérité (souvent *excessive) d'un jury professionnel*, lequel avait au moins le mérite, lui, de voter.

En attendant, les marchands regroupés sous le label « Jeunes galeries, nouvelles tendances » (lisez « petits stands car petits budgets ») *dans* un coin de la tente recréent, en terrain plat, le vieux clivage qui existait au Grand Palais entre le rez-de-chaussée et les mezzanines du premier étage, entre « grands » et « petits ». Honte aux grincheux du COFIAC ? Pas du tout, ce sont les « jeunes » qui ont réclamé un espace propre, *pensant peut-être* créer une synergie. L'idée n'est pas nouvelle : outre Bâle, elle avait déjà été suggérée il y a une dizaine d'années par la galerie Durand-Dessert. Et la liste des marchands retenus, qui était au *départ* composée des seules membres d'une association du quartier du Marais avant d'être élargie, ne reflète pas une réelle homogénéité, et n'a donc guère de justification.

Pire, les plus avisés parmi leurs anciens leur prédisent (non sans délices ni malice) une catastrophe sur le plan commercial, arguant que l'amalgame avec des galeries plus installées eût été plus profitable. Mais ce ghetto devrait satisfaire les amateurs de nouveautés, les nouveautés artistiques exceptées, hélas ! Comme le dit un spécialiste assez âgé pour avoir connu trois crises du marché de l'art en trente ans et que cette agitation ne trouble pas : *« C'est un coup médiatique de l'OIP, comme l'année dernière les photographies des lèvres de* la Joconde. *Malheureusement, ces jeunes ne sont pas très professionnels, ils veulent tout tout de suite. Alors on leur donne. Tant pis, ils vont se casser la figure. C'est aussi comme cela qu'on apprend. »*

HARRY BELLET

**▶ FIAC tour Eiffel. Espace quai Branly, Paris 75007. Métro stations Alma-Marceau, Iéna, Ecole-Militaire. Du 8 au 16 octobre, tous les jours, de 12 heures à 20 heures. Le week-end de 10 heures à 20 heures. *Nocturne le jeudi* 13 octobre, jusqu'à 23 heures. Entrée 50 francs. Vernissage public payant *(200 francs pour deux personnes)* le vendredi 7 octobre à 20 heures, au profit du Centre de recherches appliquées à la chimiothérapie.**

### *Un parapluie sur la rive gauche*

Où loger les manifestations qui se tenaient sous la nef du Grand Palais ? A la porte de Versailles, sur l'esplanade du Champ-de-Mars en face de l'Ecole militaire, dans la Grande Halle de La Villette ? Le ministère de la culture avise le terrain du quai Branly, rendu vacant par l'abandon du projet de Centre de conférence international, le dernier des grands travaux présidentiels, avorté celui-là. Actuellement des négociations sont en cours pour l'installation de l'OCDE sur cette *parcelle, face à la Seine*, à deux pas de la tour Eiffel. La lenteur des discussions a conduit le *ministère de la culture à demander* le prêt de ce terrain nu, jusqu'à la conclusion d'un accord avec l'organisme européen.

Officiellement le terrain est *concédé par les Domaines pour* un an, renouvelable. Mais, dans les circonstances actuelles, on sait qu'il faudra bien plus de deux ans avant que l'éventuelle première pierre d'un bâtiment public ne soit posée.

Pour le moment, en fait de pierre, c'est une quadruple tente de toile blanche, immense et banale parapluie, qui couvre le sol, plus une travée supplémentaire spécialement élevée pour la 21e FIAC. Générale location qui, le 13 juillet, a enlevé la concession de l'espace provisoire, a bâti l'ensemble en six semaines. La facture réglée par la Rue de Valois s'élève à 15 millions de francs. La gestion devrait être « blanche » : les Salons commerciaux – la FIAC en est un – devant équilibrer les salons purement « artistiques » comme les *Indépendants*, les Artistes français ou le Salon d'automne, dont les rotations ont *été légèrement* accélérées par rapport à celles du Grand Palais, avec des prix qui restent *imbattables (de l'ordre* de 80 000 francs pour 4 000 m²).

La somme que devra débourser *l'OIP, organisateur de la* FIAC, est bien sûr plus élevée : autour de 11 millions de francs *(équipements, électricité* et gardiennage compris). Les parkings seront, quai Branly, aussi *rares qu'au Grand Palais.*

E. de R.

Fermeture d'une exposition par le maire d' Angoulême

## *Paul McCarthy « pornographique » ?*

Vu l'émoi qu'elle provoquait dans la presse locale et parmi ses visiteurs, l'exposition des sculptures de Paul McCarthy, proposée par le FRAC Poitou-Charentes à Angoulême, a été fermée, *jeudi 6 octobre, « à titre conservatoire »*. Deux œuvres de l'artiste californien, un *Spaghetti Man* plutôt membré et un *MOCA Man* forniquant avec un arbre, pantalon baissé et moteur à l'appui, auraient provoqué *un début de scandale*, dont le maire d'Angoulême, Georges Chavannes, s'est ému.

Ayant jugé sur place de l'ampleur de la chose, et déclaré à l'AFP que *« ces œuvres, d'un réalisme très cru, portent à discussion par leur caractère obscène et pornographique »*, son représentant, Patrick Trégouet, en a avisé le président du FRAC, Alain Fouché, conseiller régional, vice-président du conseil général de la Vienne et maire de Chauvigny (où il accueille une *deuxième exposition* McCarthy), qui a fait fermer provisoirement l'exposition, en attendant la fin d'une *« discussion »* qui pourrait se solder par un arrêté municipal la fermant définitivement. Dans ce cas, les édiles d'Angoulême auraient pris le risque de trancher la question de savoir où s'arrête l'art et où commence l'obscénité. Lourde tâche à laquelle jusque-là, de Los Angeles à Venise, de New-York à Lausanne *(où les œuvres de McCarthy* ont été exposées), personne ne s'est, heureusement, risqué. L'artiste est en effet généralement admis parmi les figures de l'art d'aujourd'hui – de celles qui n'y vont pas de main morte *dans l'énoncé-dénoncé* (dans son cas, sous forme de farce de mauvais goût) de la bestialité humaine.

A *remarquer qu'afin de ne* pas *« troubler l'ordre public »*, Olivier Chupin, le directeur du FRAC qui a organisé l'exposition, avait pris soin d'avertir les visiteurs dès l'entrée de ce à quoi ils allaient faire face.

G. B.

**▶ L'exposition, initialement *prévue jusqu'au 4 décembre*, est pour l'instant ouverte sur rendez-vous. Hôtel Saint-Simon, 15, rue *de la Cloche-Verte*, 16 000 Angoulême. Tél. : 45-92-87-01.**

**▶ Paul McCarthy à Chauvigny : Bains Douches, espace *départemental d'art contemporain*, 4, rue de la Paix, 86300. Tél. : 49-46-51-31. Jusqu'au 4 décembre.**

VIDÉO

THE VIDEO PICTURE SHOW à Dijon

# Manifeste électronique

**Pendant trois jours, du 6 au 8 octobre, dans le cadre de la manifestation Nouvelles Scènes, où tous les genres de la création contemporaine sont déclinés, les vidéastes présentent leurs travaux sur un écran géant.**

DIJON

*de notre envoyé spécial*

Voici David Larcher et son grand poème du vide (*Videovoid*), Sandra Kogut et ses clips mondialistes (*Parabolic People*), Pierre Lobstein et ses portraits croisés (*Paroles d'humanité*), Lydie Jean-Dit-Panel et ses « Je me souviens » (*1968, chapitre premier*), Jean-Baptiste Mathieu et ses prises de tête (*la Tête*), Patrick De Geetere, Cathy Wagner et leur palimpseste d'histoires décousues (*En pire*). Ils ont tous *répondu* à l'appel de César Vayssié, pour tenter à Dijon, et ensemble, le grand saut.

Ils font de la vidéo, ils voudraient faire du cinéma. Alors ils ont décidé de voir si leurs images passent la barre du grand écran. Comme Picasso allant nuitamment accrocher ses toiles au Louvre pour voir si elles tenaient à côté des Delacroix. Mais on l'a vérifié déjà cent fois : en vidéo, qui peut le moins peut le plus. La surprise ne devrait donc pas venir de la taille – énorme – de l'écran, pendant ces trois jours de projections organisées à Dijon dans le cadre de la manifestation Nouvelles Scènes (qui comporte aussi du théâtre musical, de la danse, dont une création de Catherine Diverres autour de sculptures d'Anish Kapoor, de la radio expérimentale, des expositions).

*L'étonnant* de ce programme tient au trop-plein d'images que lance dans le vide chacune de ces vidéos qui se veulent des films, des films expérimentaux d'un nouveau cinéma, d'un cinéma postcinématographique, ciselé à *coups de logiciels dans* les entrailles des machines numériques. Le futur cinéma sera multiple et éclaté ou ne sera pas, proclament avec un bel ensemble toutes ces œuvres. L'image unique, centrée, homogène, n'a plus de raison d'être quand on peut à loisir afficher des dizaines d'informations sur le même écran. Mais ça, c'est tout un art, et certains le maîtrisent mieux que d'autres.

Le plus brillant de tous est à coup sûr David Larcher. Il réussit, en trente-deux minutes, à *cartographier* un espace immense, celui du vide même. Son *Videovoid* renouvelle totalement l'idée de *kaléidoscope*.

### *Le récit de demain*

Sandra Kogut, elle aussi, montre du savoir-faire pour les *compositions* enchevêtrées de textes et d'images, de graphismes géométriques et de clignotements de couleurs. Cela lui permet de brasser à toute vitesse, en un zapping mondial, les visages et les voix de centaines d'Africains, de Japonais, de Russes, de Brésiliens, de Français, etc. Mais *Parabolic People* irrite autant qu'il séduit : l'escroquerie coutumière des caméras-trottoirs, même enrobée d'un joli habillage électronique, reste une escroquerie.

*Inversement*, Lydie Jean-Dit-Panel émeut par son propos, malgré ses difficultés à maîtriser un espace complexe. Née en 1968, elle a décidé d'enterrer tous les morts célèbres depuis cette date (Gabin, Mao, Presley, etc. se succèdent dans un médaillon rond) et, simultanément, de ressusciter ses souvenirs d'enfance (puisés dans le *stock* super-huit familial, ils s'affichent dans une petite fenêtre). Le visage de l'auteur, sur un fond rose vichy, murmure des secrets, tandis qu'une pluie d'informations anonymes (guerres, titres de films, présidents, navettes spatiales, redevance télé...) déboulent entre les souvenirs à la vitesse d'un télex.

L'enjeu de tels exercices, c'est, bien sûr, la narration. Le poème *d'accord, le tableau en mouvement soit*, la vidéo est faite pour ça, mais le récit de demain... *Peut-il devoir quelque chose* à l'électronique ? César Vayssié, le responsable de ce mini-festival qui prend des allures de manifeste, fait plus que poser la question avec une mise en scène post-avertyenne de Blanche-Neige, brouillonne mais assez réjouissante (*Un jour, son prince*). *La Tête* de Mathieu pourrait devenir un personnage d'un nouveau type de fiction. Les bribes d'histoires d'*En pire* scénarisent un récit qu'on a envie de voir développer.

Que toutes ces œuvres, montrées en même temps à Dijon, aient été concoctées au Centre international de création vidéo (CICV) de Montbéliard n'est pas un hasard. Le CICV se veut le Cinecitta d'un cinéma numérique absolument nouveau. Après ces galops d'essai, plutôt satisfaisants, de grands projets y sont en cours, entre autres la comédie musicale *Journal d'un vampire de campagne*, de César Vayssié.

JEAN-PAUL FARGIER

**▶ Jusqu'au 8 octobre à l'Usine, 37, rue de Longvic, Dijon. Tél. : 80-67-16-40.**

**CULTURE**

## THÉÂTRE

**THYESTE à Nanterre-Amandiers**

# Le crime des crimes

Les érudits le disent : *Thyeste*, de Sénèque, est le texte le plus horrible du répertoire théâtral, toutes époques confondues. Du coup, les metteurs en scène y *regardent à deux fois avant de* s'y attaquer, et Jean-Pierre Vincent avoue qu'il a connu quelques moments d'effroi lors des répétitions. A voir le chemin qu'il a parcouru depuis, on se dit qu'il a eu raison de surmonter ses doutes. En compagnie de quelques mercenaires de premier ordre – Bernard Freyd dans le rôle titre, Aurélien Recoing dans celui de son frère Atrée, Yveline Ailhaud dans celui du Chœur et de la Furie –, il nous livre un spectacle risqué, torturé, quelquefois déséquilibré, mais de ces déséquilibres qui sollicitent les sens.

Thyeste appartient à une généalogie *monstrueuse, celle de son* grand-père Tantale, souverain d'Argos, qui, jadis, offrit son fils Pélops aux dieux lors d'un banquet sinistre. Ceux-ci le trouvèrent indigeste et condamnèrent Tantale à souffrir pour l'éternité de soif et de *faim* ; Atrée, *l'aîné des fils de* Pélops, aurait dû monter sur le trône si son frère, Thyeste, n'avait dérobé, par l'entremise de la femme d'Atrée, le bélier sacré recouvert d'une toison d'or, symbole de la capacité d'exercer le pouvoir. Zeus, furieux de ce forfait, inversa la course du Soleil pour livrer le pendard à son frère, qui choisit de l'exiler. Sénèque prend la plume au moment où les Furies commandent à l'ombre de Tantale de revenir à Mycènes pour que se commette un nouveau crime : la vengeance d'Atrée sur son frère.

Atrée propose à Thyeste de partager sa couronne. Il lui demande instamment d'être accompagné de ses fils, Plisthène (Licinio Da Silva) et Tantale « junior » (Vincent Schmitt). Thyeste hésite mais finit par se rendre à l'invitation. Atrée fait cuire puis dépecer les deux enfants et les sert en morceaux à leur père, lors d'un banquet plus innommable encore que celui de Tantale. En regard de ces antécédents, les crimes d'Agamemnon et de Ménélas (les deux fils d'Atrée), de Clytemnestre (épouse d'Agamemnon), d'Egisthe (fils de Thyeste), d'Electre et d'Oreste enfin (meurtriers de Clytemnestre) apparaîtront plus anodins...

### *Des hommes face à eux-mêmes*

*Thyeste*, le crime des crimes, s'achève sur la confrontation des deux frères, jour de fête pour Atrée, jour d'abomination pour *Thyeste, jour aussi où les dieux* n'ont pas paru, jour enfin où le Soleil a repris sa marche vers l'occident. Sénèque place simplement ces mots terribles dans la bouche d'Atrée, aux premiers jours du premier millénaire : *« L'avenir te regardera avec horreur / Mais l'avenir parlera de toi / Il faut oser / Un crime affreux / Un crime sanglant / Un crime contre l'humanité (...). »*

A croire que les hommes sont sourds, qu'ils ne tirent aucune leçon de leurs aînés, quand bien même cette leçon est donnée avec la force, poétique et politique, intacte d'un poète tragique. A croire que les personnages paroxystiques imaginés par celui en qui Artaud a vu le père du théâtre de la cruauté sont si clairement nous-mêmes qu'on ne veut pas les entendre et tirer de leurs douleurs, de leurs fureurs un quelconque enseignement. Sénèque, ici admirablement traduit par Florence Dupont (1), place les hommes face à eux-mêmes, hantés par leur passé, disposant des clés de leur avenir. Son théâtre est transparent, clairvoyant, humain.

Jean-Pierre Vincent n'a été rebuté par aucun des obstacles semés sous les pas de ces « héros ». Il taille sa route en se défiant des grandiloquences tragiques sinon de quelques simplifications d'une *opportunité discutable* (ainsi le pari de nous présenter d'emblée une Furie plus distrayante que captivante). Le décor unique (Jean-Paul Chambas et Lucio Fanti) est stylisé à l'extrême : en retrait d'un chemin *de sable où est planté un couteau*, il accole un gradin noir, entrée de ville et marche de palais, et une longue table blanche.

Les acteurs sont dirigés sans concession aux lois du genre : ni déclamé ni chanté, le texte est *donné dans* un rythme, une prononciation d'aujourd'hui. Quelquefois, la poésie y perd de son intensité, mais ce parti crée le plus souvent un sentiment efficace de proximité. Les costumes (Fabienne Varoutsikos) alternent le réalisme le plus contemporain et la citation classique. La lumière (Alain Poisson) joue les premiers rôles, masquant ou dévoilant des espaces de jeu insoupçonnables. La marche heurtée du Soleil devient alors un prodige de théâtre.

**OLIVIER SCHMITT**

(1) La traduction de *Thyeste* est parue aux éditions de l'Imprimerie nationale, dans le premier volume du *Théâtre complet* de Sénèque (1991), coll. « Le Spectateur français », 402 p., 149 F.

**▶ Nanterre-Amandiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 000 Nanterre. RER : Nanterre-Préfecture. Du mardi au samedi à 20 h 30. Le dimanche à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Jusqu'au 28 octobre.**

### LE PAYS DES INSECTES au Théâtre de l'Athénée

Une tablée mange un rôti de ver de terre. L'instituteur a trop de savoir : cela lui donne une répulsion à goûter. L'aveugle, lui, se délecte. Le chat et le chien refusent tout net. Ils ont tort. Bien cuit, le ver de terre ressemble à *« une fine andouillette enveloppée d'un parchemin »*. C'est en tout cas l'avis de l'instigateur de la dégustation, Jean-Henri Fabre. Ne nous méprenons pas sur ses intentions. Nul sadisme dans son invite. Seul le pousse un désir savoureusement scientifique.

Nous sommes en Provence. C'est là que Jean-Henri Fabre a *passé sa vie (1823-1915) à* observer les insectes. Avec un regard, une passion et une perspicacité qui firent l'admiration de Bergson, Darwin, Jünger. Le comédien Jacques Mazeran a voulu faire entendre des extraits des *Souvenirs entomologiques, best-seller* en son temps et aujourd'hui encore livre de chevet d'amoureux initiés.

Mis en scène par Philippe Berling, posté dans le champ de terre qui couvre la petite scène de l'*Athénée, Jacques Mazeran* parcourt quelques chapitres des *Souvenirs* de Fabre (aïeul du metteur en scène percutant Jan Fabre).

Des combats de scarabées aux amours de la mante religieuse, d'une visite de Pasteur à une pro*menade dans l'éveil du printemps* sur les bords du Rhône, l'entomologiste ne se départ pas d'une langue savoureuse jusque dans sa désuétude. A l'entendre, on se croirait redevenu écolier. Etonné que le maître sache tant de choses, et les *raconte comme une histoire* ; et distrait, avec l'esprit qui s'évade, parfois, devant un spectacle si charmant.

**B. S.**

**▶ Théâtre de l'Athénée, 4, square de l'Opéra, Paris 9e. Mardi à 19 heures. Du mercredi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 16 heures. Tél. : 47-42-67-27. 70 F et 95 F.**



## MUSIQUES

### L'ENSEMBLE ORCHESTRAL DE PARIS Salle Pleyel

Depuis quelques lustres, France-Musique diffuse, chaque dimanche matin, une cantate de Bach. La décision de l'Ensemble orchestral de Paris (EOP) de consacrer une partie de sa programmation 1994-1995 à ces cantates suscite d'emblée la sympathie. On a invité quelques connaisseurs de la bible « baroqueuse » à convertir la phalange parisienne à leur cause.

Pour le premier concert de cette série, mardi 4 octobre, le claveciniste finlandais Anssi Mattila dirige du clavier. Les deux *Concertos brandebourgeois* du programme (BWV 1048 et 1049) nous ramènent trente ans en arrière, lorsque les certitudes en matière de musique baroque tenaient à une métrique *solide, à un phrasé alternant lié et* détaché. Dans le mouvement lent du BWV 1049, les cordes jouent les « deux en deux », mais appuient inutilement chaque temps ; plus tard, dans l'air de « sommeil » de la cantate *Ich habe genug* BWV 82, elles s'appliquent à ne pas trop vibrer, mais le naturel s'effondre.

La cantate BWV 54 rate son effet rhétorique : aucune prise en compte polyphonique des dissonances du premier mouvement, lequel sautille comme s'il s'agissait d'un air gai, alors que Satan y est décrit. La basse continue et le pupitre de violoncelles, en général, jouent sans la moindre conscience du rôle fonda*mental (moteur et expressif) qui est* le leur. Dans le BWV 1049, on constate que deux flûtes traversières remplacent les savoureuses flûtes à bec, mais on regrette surtout que Clara Novakova joue la cadence finale du mouvement lent d'un trait implacable et mécanique...

L'église Saint-Germain-des-Prés était pleine, comme à chaque fois que le contre-ténor britannique James Bowman se produit dans la capitale. Mais on ne construit pas une saison de cantates de Bach en invitant des solistes célèbres et quelques « baroqueux » : Christopher Hogwood, Ton Koopman et un « ancien », Michel Corboz, pour faire bonne mesure.

**R. M.**

**▶ Prochain programme de l'EOP : *Missa Brevis*, de Philippe Hersant, *Requiem, de Mozart*, concert d'ouverture du festival Paris de la musique, sous le patronage de l'association Musique en liberté, *mercredi 12 octobre, 20 h 30*, Théâtre des Champs-Elysées, 15, av. Montaigne, 75008 Paris. Tél. : 49-52-50-50.**

## EN BREF

**RAÏ : concert d'hommage à Cheb Hasni.** – Une vingtaine de chanteurs d'Afrique du Nord donneront, vendredi 7 octobre, à la salle des fêtes de Colombes (Hauts-de-Seine), un concert d'hommage à Cheb Hasni, le chanteur de raï assassiné le 29 septembre (*le Monde* du 1er octobre). Sont notamment attendus : Khaled, Sarhaoui, Cheb Mami, Cheb Nasro, Zahouania, Remitti, Fella, et la chanteuse franco-tunisienne *Amina. Cheb Hasni devait donner* lui-même ce concert, et le conseil d'administration de la salle a décidé, *« au nom du respect des opinions et des croyances »*, de le dédier au souvenir de l'artiste disparu. Un hommage à Cheb Hasni avait déjà été rendu samedi 1er octobre à Nanterre, toujours dans les Hauts-de-Seine.

**MUSÉES : invitation pour les jeunes.** – Dans le cadre de l'opération « Invitation au musée », organisée pendant le mois d'octobre par le ministère de la culture, la Réunion des musées nationaux (RMN) et la direction des musées de France (DMF), cinquante musées nationaux ou municipaux ouvriront gratuitement leurs portes, les 8 et 9 octobre, aux adultes accompagnés d'un jeune de moins de dix-huit ans révolus. *Le programme complet est accessible* sur Minitel 3615 Culture.

**PRÉCISION : les concerts de Marie-Claire Alain.** – Dans l'entretien de Marie-Claire Alain publié dans « le Monde Arts-Spectacles » daté 6 octobre, *les dates* de la série de concerts donnés par l'organiste à Paris ont été omises. Sur le thème « De Bach à Messiaen », l'interprète sera à la tribune de l'église Saint-Germain-des-Prés mardi 11 octobre, à celle de l'église de la *Madeleine* le 8 décembre et de nouveau à Saint-Germain-des-Prés le 16 février 1995, à 20 h 30, 130 F. Tél. : 43-59-39-39.

**RECTIFICATIF : les trésors du « San-Diego ».** – Les horaires de l'exposition consacrée aux trésors du *San-Diego*, exposition qui a lieu actuellement à la Grande *Halle de La Villette*, 211, avenue Jean-Jaurès à Paris (19e), sont les suivants : tous les jours de 10 heures à 19 h 30 et les mardi de 12 heures à 22 heures. Ces horaires étaient erronés dans « le Monde Arts-Spectacles » du 6 octobre.

هكذا من الأصل



Pour promouvoir les programmes français à l'étranger

# Les producteurs de l'audiovisuel fondent un organisme d'aide à l'exportation

**L'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA) vient de mettre en place TV France international, un organisme destiné à promouvoir les ventes de programmes audiovisuels français à l'étranger. Il sera présidé par Jean-Louis Guillaud, ancien PDG de TF 1 et de l'AFP.**

Vendre de la fiction française à l'étranger ? Il y a un an, cette proposition provoquait des haussements d'épaules. Seuls les documentaires et les dessins animés français trouvaient grâce aux yeux des acheteurs étrangers. Mais désormais les choses changent. Telle est la conviction d'"Alain Modot, délégué général de l'Union syndicale de la production audiovisuelle (USPA) et secrétaire général de TV France international, nouvel organisme créé par les producteurs pour soutenir l'exportation de programmes audiovisuels français à l'étranger et présidé par Jean-Louis Guillaud, ancien patron de TF 1. *« Les ventes du « Château des Olliviers » prouvent que c'est le succès qui s'exporte*, explique Alain Modot. *Les diffuseurs étrangers achètent ce qui a marché en France, dans l'espoir de prendre chez eux les mêmes parts de marché.* » Il a donc suffi que les diffuseurs français mettent à l'honneur la fiction en série pour que les acheteurs étrangers s'y intéressent.

En 1993, selon une étude de l'Institut national de l'audiovisuel (INA) et du Service juridique et technique de l'information (SJTI, qui dépend du premier ministre), la fiction représentait 44 % des exportations (190 millions de francs) en 1993, contre 29 % en 1992 (115 millions). L'apparente faiblesse des chiffres (ceux des exportations de films sont encore moins forts) s'explique par l'importance de la coproduction : en 1992, sur les 1,7 milliard de francs d'œuvres produites (animation, fiction, documentaire), un tiers des financements venait de l'étranger. Mais comment vendre un produit audioviosuel financé par trois pays, par exemple ? En partageant les marchés à l'exportation (« à toi l'Europe, à moi l'Amérique »). C'est ce partage qui rend les ventes difficiles. *« Les coproductions correspondent à de la préexportation*, souligne Alain Modot. *Sans ces apports, une part de la fiction française n'existerait pas.* »

### « Il naît chaque jour un diffuseur »

*Mais parce que ces apports* viennent limiter les ventes une stratégie devient nécessaire pour l'exportation. Le moment est d'autant plus propice qu'« il naît chaque jour un diffuseur ». En Asie, en Amérique latine, dans les pays de l'Est, des télévisions se créent par dizaines qui viennent écumer les marchés internationaux pour approvisionner leur antenne. En quelques années, avec un minimum d'organisation, le rapport *import-export de l'audiovisuel*, très négatif aujourd'hui, pourrait être rééquilibré. Sans une structure entièrement vouée à promouvoir l'exportation, et capable de distribuer des aides pour le doublage en anglais des cassettes de démonstration, pour leur duplication, pour leur envoi... les Américains resteront en position de monopole sur les marchés internationaux de l'audiovisuel.

TV France international estime avoir besoin d'environ 25 millions de francs par an pour maintenir une présence active sur les marchés et monter des actions ciblées sur des zones géographiques données (Canada, Tchécoslovaquie, etc.). Le marché des chaînes câblées américaines pourrait être aussi prospecté régulièrement. Quand on sait qu'avec des sommes insignifiantes l'audiovisuel réalise un chiffre d'affaires à l'export supérieur à celui du cinéma – pourtant mieux doté –, un minimum d'aide publique pourrait être rentable. Nicolas Sarkozy, ministre du budget et de la communication, a d'ores et déjà promis son soutien.

YVES MAMOU

« Opération politique » selon les dirigeants de la station

# La saisie du matériel de la télévision pirate TV Moun Martinique crée une vive émotion

FORT-DE-FRANCE

*de notre correspondant*

L'émotion est toujours vive en Martinique après la saisie par les gendarmes mobiles, dans la commune de Sainte-Anne, du matériel d'une station pirate, TV *Moun Martinique*, proche d'un mouvement écologiste et « souverainiste », le Modemas. La saisie opérée mercredi 21 septembre fait d'autant plus de bruit que le maire de Sainte-Anne, Garcin Malsa, chef de file du Modemas, a été violemment bousculé alors qu'il tentait d'empêcher l'intervention ordonnée par le procureur de la République. M. Malsa estime avoir été victime d'une *« agression lâche et sauvage »* et a ajouté : *« La Martinique entière se sent humiliée. »* De nombreux groupes de la mouvance indépendantiste martiniquaise se sont solidarisés avec lui. Alfred Marie-Jeanne, maire de Rivière Pilote et principal animateur du Mouvement indépendantiste martiniquais (MIM), a qualifié l'intervention des forces de l'ordre d'*« attentatoire à notre dignité nationale »*.

Lors de l'opération de saisie, TV Moun Martinique, qui émettait par intermittence depuis le 22 février, était en train de préparer sa grille de programmes et diffusait une mire depuis trois mois. La décision du procureur de la République se fonde sur de récentes dispositions stipulant que toute radio ou télévision n'ayant pas reçu l'agrément du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) peut être saisie sans avertissement préalable. Une interprétation des textes qui n'a pas convaincu les dirigeants de TV Moun Martinique, qui évoquent *« une opération politique »*, d'autant que deux autres stations non autorisées continuent d'émettre, en plus des trois stations privées régulièrement constituées. Les promoteurs de TV Moun Martinique ont déclaré qu'ils allaient tenter de récupérer le matériel saisi et ont lancé une souscription afin de reprendre les émissions au plus vite.. La création de TV Moun avait été motivée par *« la nécessité de créer une véritable télévision martiniquaise »*, les amis de M. Malsa estimant notamment que les autres stations étaient trop perméables *« aux images et aux idées d'Europe »*.

JEAN-MARC PARTY

Grâce aux mesures prises dès 1992

# Le résultat net d'Euro-RSCG a augmenté de 8 % au premier semestre 1994

Euro-RSCG, filiale du groupe Havas et premier groupe publicitaire français, a enregistré au premier semestre un résultat net de 68 millions de francs, soit une progression de 8 % sur celui qui avait été réalisé au premier semestre 1993. Pour l'ensemble de l'année, le groupe présidé par Alain de Pouzilhac prévoit un résultat net consolidé de 135 millions de francs, ce qui traduit une progression de 22 % par rapport au résultat de l'an dernier (111 millions de francs).

Alors qu'en 1994 le décalage entre la reprise des investissements publicitaires (+ 5,5 %) et la santé des agences en publicité (de 0 à –1 % ) est patent, les bons résultats d'Euro-RSCG s'expliquent, selon la direction du groupe, par une *« politique d'assainissement et de restructuration »* mise en œuvre dès 1992 à la suite de la fusion d'Eurocom et de RSCG et alors que la récession publicitaire commençait à battre son plein. Elles s'est traduite par une *« maîtrise des frais »* (baisse des effectifs, actuellement de l'ordre de 6 500 personnes, et réduction des frais généraux).

En 1994, le chiffre d'affaires d'Euro-RSCG, devrait selon les prévisions, avoisiner celui de 1993, soit environ 30 milliards de francs. Au premier semestre, la marge brute du groupe (honoraires, commissions et différentiels sur les frais techniques) s'établit à 1,927 milliard contre 2,034 milliards en 1993. En données brutes, elle recule donc de 5 % mais elle progresse de 2 % si l'on tient compte de la variation des taux de change – Euro-RSCG est présent dans une quarantaine de pays, en Europe, en Asie du Sud-Est, aux Etats-Unis et au Canada – et de l'impact de la « loi Sapin », entrée en vigueur le 1er avril 1993. La marge brute du groupe devrait être de 3,9 milliards de francs pour l'ensemble de l'année.

## DANS LA PRESSE

# Taslima Nasreen annule sa visite en France

***Libération*** (Jacques Amalric) : « Quels qu'en soient les résultats, l'aventure est pitoyable. Les grands vainqueurs ont bien failli en être les intégristes islamiques qui, sans même piper mot, par la seule crainte qu'ils inspirent à notre ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, ont pu se targuer auprès de leurs ouailles d'avoir empêché une femme issue d'un pays musulman – une renégate, selon leur terminologie – de tenir en France un langage de liberté (...) L'autre leçon, c'est qu'insensiblement le prétexte sécuritaire est en passe d'être hissé par Charles Pasqua au rang de raison d'État. La sécurité ne gagne rien à ce genre de dévoiement, mais la France, cette fois-ci, y récolte le ridicule. »

***L'Humanité*** (Magali Jauffret) : « Quelle est donc cette France rabougrie, étriquée, qui ne sait plus reconnaître les siens ? Quel est donc ce Quai d'Orsay honteux qui, incapable d'assumer sa décision, renvoyait la balle, hier, dans le camp du ministère de l'intérieur... et réciproquement ? Quelle est donc cette terre d'asile qui ne peut rivaliser avec le Portugal, le Danemark, la Suède, tous pays où Taslima Nasreen circule et s'exprime librement ? (...) Question : cette politique, qui défigure la France, serait-elle le prix à payer pour les négociations qui ont cours dans des pays où règne l'intégrisme ? »

***France-Inter*** (Pierre Le Marc) : « La raison essentielle de cette décision est le souhait de ne pas heurter la communauté islamique (...). Un souci compréhensible s'il ne conduisait à un choix contestable... Contestable, car il apparaît comme un acte de faiblesse à l'égard du fondamentalisme musulman, une négation de la politique de fermeté adoptée très justement dans l'affaire des foulards et face à l'intégrisme. »

***Europe 1*** (Alain Duhamel) : « Un pays comme la France, qui aime bien donner des leçons au monde entier, qui se prétend toujours exemplaire, unique, exceptionnel et disposant d'un message universel(...) ; un pays comme la France ne peut pas se permettre simplement d'hésiter, de cafouiller ou de se contredire sur une décision de ce genre. »

***RMC*** (François-Henri de Virieu) : « Le problème, c'est que si la France est historiquement la patrie des droits de l'homme, elle est aussi, pour l'instant, le pays sur lequel les intégristes musulmans exercent la plus forte pression, précisément à cause de l'héritage de la Révolution de 1789. Nous avons, nous Français, une conception des rapports entre religion et société civile qui fait de nous le maillon faible de l'Occident. »

Le revers essuyé au Congrès par Bill Clinton et ses conséquences sur la ratification du GATT

# Le retard apporté à l'entrée en vigueur du cycle de l'Uruguay ouvre une période d'incertitude

**La décision prise par la Chambre des représentants, dans la soirée de mercredi 5 octobre, de repousser au 29 novembre la ratification des accords de Marrakech sur la libéralisation des échanges mondiaux constitue un sérieux revers pour le président Clinton et fait peser des doutes sur l'entrée en vigueur de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) le 1er janvier 1995.**

**■ SIGNAL INQUIÉTANT. Ce report américain envoie, d'autre part, un signal inquiétant aux très nombreux pays qui n'ont pas encore ratifié les accords du cycle de l'Uruguay et qui, comme la France, attendent des Etats-Unis qu'ils donnent l'exemple avant de se prononcer.**

WASHINGTON

*de notre correspondant*

La Maison Blanche avait espéré qu'une sorte de pacte tacite avait été passé avec les républicains au moment du vote sur la réforme du système de santé. Ceux-ci avaient menacé l'exécutif de bloquer la ratification du texte sur le GATT si le président s'obstinait à faire passer en force au Congrès la réforme de la santé. Or celle-ci a été ajournée et le projet de ratification vient de subir un sort identique. Difficile, dans ces conditions, de ne pas conclure que M. Clinton et le Parti démocrate se sont fait gruger. Du coup, les candidats démocrates se trouvent singulièrement démunis d'argumentaire électoral avant un scrutin, prévu le 8 novembre, que chacun prévoit difficile pour le parti du président.

M. Clinton subit à cette occasion un camouflet d'autant plus net qu'il avait multiplié les interventions pour exhorter les membres de la Chambre basse à ne pas suivre les sénateurs, lesquels avaient décidé de renvoyer le projet au 1er décembre. Le président avait mobilisé Mickey Kantor, le représentant américain pour le commerce, et surtout son prédécesseur, Carla Hills (nommée par le président Bush). Leur message était clair : la crédibilité de Bill Clinton en tant que *« leader mondial »* ne peut que souffrir, avait souligné Mme Hills, si la Chambre des représentants choisit de temporiser. Le département du Trésor avait renchéri : si le prochain Congrès décidait de ne pas confirmer la ratification – un *risque que l'on ne peut plus écarter* –, l'économie américaine pâtira d'un manque à gagner de quelque 70 milliards de dollars en pertes de revenus.

### *Le retour de Ross Perot*

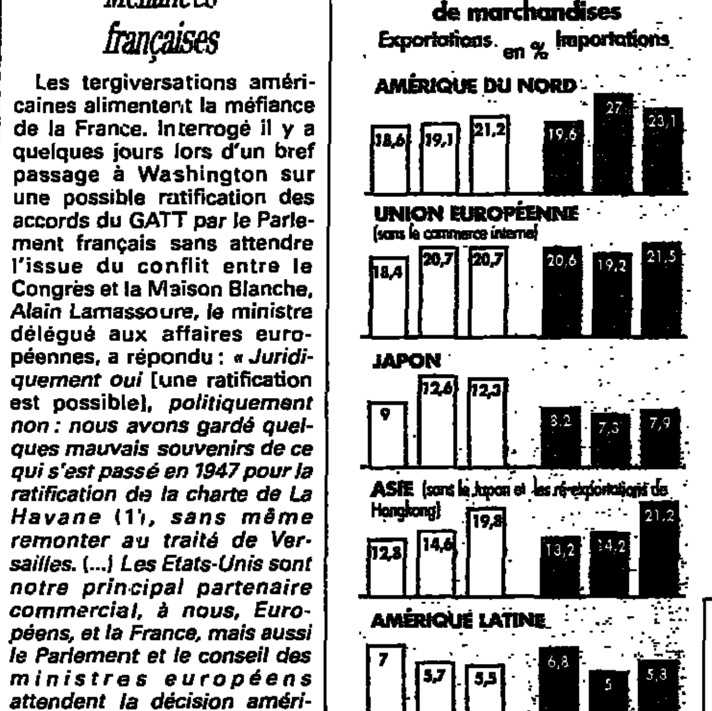
Comme ce fut le cas pour la réforme du système de santé, le président Clinton a été défait par une coalition parlementaire contre-nature, associant des élus républicains et démocrates, ces derniers étant entraînés par Ernest Hollings, président de la commission sur le commerce du Sénat. Elu de l'Etat de Caroline du Sud, M. Hollings est particulièrement soucieux d'éviter à l'industrie textile, très présente dans sa circonscription, la menace de la concurrence étrangère, conséquence de l'application de l'accord sur le cycle de l'Uruguay. Le *New York Times* a parlé de *« sabotage »*, mais M. Hollings a tenu bon. Les républicains, de leur côté, ont vu bien des avantages à *priver le président Clinton* d'un succès parlementaire avant les élections.

Newt Gingrich, le « numéro deux » de l'opposition républicaine à la Chambre, a en outre levé un « lièvre » qui, pendant quelques jours, a beaucoup desservi les défenseurs du texte : l'accord aura des retombées inattendues, dont l'une est d'abaisser les droits de licence fédéraux pour trois sociétés de télécommunications qui vont mettre sur le marché la prochaine génération de téléphones sans fil. Or, l'une d'elles, l'*American Personal Communications Inc.*, est détenue, à 70 %, par... le *Washington Post*, lequel a mené campagne, depuis bien longtemps, en faveur de la ratification. Le *Washington Post* a reconnu cette *« erreur »* et a présenté ses excuses à ses lecteurs, mais le mal était fait. Newt Gingrich et Ross Perot, le milliardaire texan, qui est aussi l'un des plus farouches adversaires du GATT, ont sauté sur l'occasion : cet accord avait décidément bien des choses à cacher.

Les républicains ont donc incontestablement marqué un point avant les échéances électorales. Il n'est pas sûr cependant qu'ils conservent longtemps cet avantage. Foncièrement favorables à une libéralisation du commerce mondial, ils viennent en effet de donner des armes à *tous ceux qui y sont hostiles et qui* ont en commun une philosophie économique nettement protectionniste : il s'agit notamment de groupes d'intérêt liés au secteur agricole et à l'environnement, des syndicats, du puissant lobby de défense des consommateurs dirigé par Ralph Nader, enfin de Ross Perot, lequel a malgré tout recueilli 19 % des suffrages lors de l'élection présidentielle de 1992. Cet assemblage hétéroclite représente aujourd'hui un groupe de pression de plus en plus puissant.

Il y a moins de deux semaines, on avait cru que le débat de ratification d'un texte qui donnera naissance à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'entraînerait aucune polémique publique. Le président Clinton avait souligné qu'entre 300 000 et 700 000 emplois pourront être créés au cours des dix prochaines années, et cet argument avait finalement eu raison des sceptiques. *Du moins le croyait-on.* Malgré le récent et intense débat qui a eu lieu en Amérique et en Europe en 1992 et 1993, la querelle du GATT *n'est pas éteinte*. Les défenseurs de ce *« mur du protectionnisme et de l'isolationnisme »*, pour reprendre l'expression de M. Clinton, disposent d'un nouveau délai de près de deux mois pour repartir à l'assaut de la ratification du cycle de l'Uruguay.

**LAURENT ZECCHINI**




## *Méfiances françaises*

Les tergiversations américaines alimentent la méfiance de la France. Interrogé il y a quelques jours lors d'un bref passage à Washington sur une possible ratification des accords du GATT par le Parlement français sans attendre l'issue du conflit entre le Congrès et la Maison Blanche, Alain Lamassoure, le ministre délégué aux affaires européennes, a répondu : *« Juridiquement oui* [une ratification est possible], *politiquement non : nous avons gardé quelques mauvais souvenirs de ce qui s'est passé en 1947 pour la ratification de la charte de La Havane* (1), *sans même remonter au traité de Versailles.* (...) *Les Etats-Unis sont notre principal partenaire commercial, à nous, Européens, et la France, mais aussi le Parlement et le conseil des ministres européens attendent la décision américaine. Nous lirons d'ailleurs attentivement les textes de droit interne américain liés à cette ratification, pour être bien sûrs qu'ils respectent la lettre et l'esprit du traité de Marrakech. »*

(1) En 1947, les Etats-Unis, hostiles aux transferts de souveraineté qu'elle prévoyait, ont refusé de ratifier la *charte de La Havane, qui devait* donner naissance à l'Organisation internationale du commerce (OIC). Un simple accord est alors entré en vigueur, le GATT.

COMMENTAIRE

## *Le trouble est jeté*

**P**OUR qui se souvient de l'extraordinaire forcing américain, en décembre 1993, pour contraindre l'Union européenne – et la France au premier rang – à accepter l'accord relatif au GATT, *la situation actuelle a quelque* chose de piquant. La libéralisation des échanges mondiaux est aujourd'hui mise en péril par ceux-là mêmes qui en furent les avocats les plus rudes.

Sans doute rien n'est encore définitivement perdu. Les deux défaites subies par Bill Clinton coup sur coup au Sénat puis devant la Chambre des représen*tants peuvent être surmontées et* les accords du cycle de l'Uruguay être ratifiés avant la fin de l'année. Hypothèse rose, qui ne doit pas faire oublier que le retard, pris fait peser un sérieux doute sur l'entrée en vigueur, le 1er janvier 1995, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le successeur du GATT. Le fait est que les tergiversations américaines ont jeté le trouble. Nombre d'Etats redoutent en effet que pour arracher le vote au Congrès, la Maison Blanche soit amenée à *donner des gages à ses adver*saires et, finalement, trahisse l'esprit des accord du GATT. La France, qui n'a jamais fait preuve d'un grand enthousiasme dans la négociation, fait partie de ceux qui ont placé les Etats-Unis sous haute surveillance. Et sont décidés à ne ratifier les accords du cycle de l'Uruguay que si Washington a fait de même au préa*lable. Alain Juppé l'a rappelé en* début de semaine, lors d'un conseil des ministres des affaires étrangères. Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, n'a pas manqué d'enfoncer le clou à Washington *(lire l'encadré).*

Ces lenteurs calculées sont d'autant plus dommageables que, à ce jour, sur les quelque cent vingt pays qui, au printemps, à Marrakech, ont signé en grande pompe les accords, moins d'une trentaine les ont fait *ratifier par leur Parlements natio*naux. C'est dire le chemin qui reste à parcourir. Le retard est immense et témoigne d'une baisse d'enthousiasme préoccupante. C'est sans doute pour renverser la vapeur que le GATT *vient de publier une nouvelle* étude sur les retombées du cycle de l'Uruguay. Jusqu'ici, l'organisation évaluait à 250 milliards de dollars environ les bénéfices à en attendre d'ici à 2005. Aujourd'hui, *elle a multiplié le chiffre par deux.* A l'évidence, cette réévaluation est tombée à plat. Les parlementaires américains n'y croient guère.

**JEAN-PIERRE TUQUOI**

La fin des discussions de Madrid sur l'avenir de l'économie mondiale

# L'assemblée du FMI a mis en relief de nouveaux rapports de forces

***La 49e assemblée annuelle du* FMI et de la Banque mondiale s'est achevée jeudi 6 octobre à Madrid. *La prochaine à se dérouler en dehors de Washington se tiendra à Hongkong à l'automne 1997,* à quelques semaines du transfert de la colonie britannique à la Chine communiste. La réunion de Madrid aura permis un rééchelonnement d'une partie de la dette commerciale russe et le versement de la première aide multilatérale à l'Ukraine. Elle aura vu, surtout, se manifester une opposition entre les Etats les plus *riches (le G7) et les pays en déve*loppement, à propos de l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS). Ce différend démontre qu'à l'avenir les pays dits riches devront compter avec l'avis du reste du monde.**

MADRID

*de notre envoyé spécial*

*« C'est la revanche de Keynes sur White ! »* Pour ce représentant de la délégation latino-américaine à l'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale, qui vient de prendre fin à Madrid, la fin de non-recevoir adressée par les pays en développement au G7, relative à l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS), est un retour de pendule. Il y a cinquante ans, la délégation conduite par l'économiste britannique Keynes dut s'incliner devant les thèses plus libérales de son homologue américain White. Les accords de Bretton-Woods étaient nés. Et Washington avait gagné.

Cette fois, l'Amérique, ou plutôt l'Occident, se voit opposer un refus. Le Sud, pour la première fois, a su fédérer une coalition d'*intérêts dont la solidité* – pour l'instant – a surpris autant ses artisans que ses adversaires. Cet épisode aura été le fait dominant de la 49e assemblée annuelle du FMI et *de la Banque mondiale.* Il aura quelque peu terni la célébration de leur cinquantième anniversaire mais ne constitue pas pour autant le retour aux affrontements Nord-Sud que la communauté internationale a connus au cours des *années 60-70, lorsque la bataille* idéologique avait encore un contenu. Il s'agit d'une simple *« tempête dans un verre de... liquidités »*, assure avec humour un haut fonctionnaire. Les opposants anglo-saxons et allemands à une allocation–importante de droits de tirage spéciaux expliquaient que *« ces liquidités supplémentaires encourageront le risque inflationniste »*. Le Sud, lui, a besoin de cet argent neuf.

### *Un dîner mémorable*

Il est probable, car tout le monde y a intérêt, que pays industrialisés et en développement parviendront à trouver un accord sur cette affaire de DTS. Sans doute avant le printemps 1995, lorsque se réunira à nouveau, de façon officielle, le Comité intérimaire du FMI, l'enceinte où est née la fronde du « tiers-monde » (*le Monde* du 6 octobre). Mais, d'ici là, il faudra que les pays du G7 tirent la leçon de *« la formidable erreur d'analyse »* qu'ils ont commise, selon l'expression d'un familier de ces réunions, et acceptent d'assouplir leur position. En face, encore ulcérés par le ton qu'a pris parfois la « discussion » (selon certains témoins, le chancelier britannique est allé jusqu'à insulter Manmohan Singh, ministre indien de l'économie, au cours d'un dîner mémorable), on s'en tient à un point de droit : les statuts du FMI ont été modifiés en 1969 pour créer ce nouvel actif de réserve que constituent les droits de tirage spéciaux. Et il n'y a aucune raison pour qu'un groupe de pays, fussent-ils industrialisés, s'arroge seul le droit de s'y opposer *ou, à défaut, de les dévier vers* une région désignée d'office – les pays de l'Est et de l'ex-URSS – au détriment des autres points du globe qui ont au moins autant besoin de reconstituer leurs réserves mises à mal par le rem*boursement de leur dette.*

Sur ce principe, l'Inde, le Brésil, l'Argentine mais aussi l'Arabie saoudite (*« moins vendue aux Américains qu'on ne l'imagine »*, assure un diplomate) ont su tenir tête au G7. Ils n'étaient d'ailleurs pas les seuls à faire valoir que le *« nouvel ordre financier international »* devra compter avec ces nouvelles puissances économiques en gestation auxquelles la réussite de l'Asie de l'Est confère une force supplémentaire. Longtemps cantonnés au rôle d'obligés, ils se posent à présent en partenaires susceptibles de rivaliser avec les Etats-Unis ou avec le Vieux Continent pour ce qui est, par exemple, de l'attrait exercé par leurs pays auprès des investisseurs étrangers.

Intervenant à la tribune de l'assemblée, le directeur général du FMI, qui, paradoxalement, sort plutôt renforcé de l'épreuve (*prôner à présent sa mise à l'écart* apparaîtrait comme un lynchage éminemment politique), a pris un *malin plaisir* à rappeler les propos tenus quelques heures auparavant par le gouverneur de la Banque de Corée sur la nécessité *« de permettre aux pays en développement, disposant de parts relativement importantes du commerce mondial, de participer plus activement aux affaires monétaires internationales »*. Une façon, pour Michel Camdessus, de souligner l'importance de ces pays qui assurent déjà le tiers de la croissance mondiale. Il a déjà proposé de remplacer le G7 par le Comité intérimaire du FMI, cet organe interne créé en 1974, qui a l'avantage de compter parmi ses vingt-quatre membres autant de pays industrialisés que de pays en développement ou en transition (ex-pays communistes européens).

L'idée ne serait pas pour déplaire à Alexandre Chokhine, vice-premier ministre russe. Il est arrivé à Madrid avec bien peu d'espoir d'obtenir gain de cause sur ses revendications : effacer ses dettes. Il est reparti de la capitale espagnole avec, en poche, un accord de rééchelonnement portant sur plus de la moitié de sa dette commerciale de 45 milliards de dollars (*le Monde* du 7 octobre). Pourtant, son audience auprès des membres du G7, le 1er octobre, lui avait valu un sourire poli et un encouragement ferme à accélérer, d'abord, le rythme des réformes économiques dans son pays.

### *Honorable compromis russe*

Quelques jours plus tard, son opiniâtreté a été récompensée par un compromis très honorable. Selon Christian Vontz, vice-président de la Deutsche Bank, qui mène les négociations au nom de l'ensemble des six cents banques intéressées, cet accord ne consacre ni plus ni moins que *« le retour de la Russie dans la communauté financière internationale »*. Pour parvenir à ce résultat, M. Chokhine n'aura rien cédé ou presque. Et surtout pas les gages sur actifs que les banques, surtout allemandes, exigeaient comme préalable. Finalement, *« la parole de la Russie suffit »*, devait affirmer M. Vontz.

Un acte de reconnaissance inattendu du monde occidental qui vaut à M. Chokhine de figurer aux côtés de M. Singh au hit-parade des personnages qui ont le mieux marqué cette réunion de Madrid. Et qui donne une première idée de la nouvelle architecture du système économique et financier mondial en construction.

**SERGE MARTI**

هكذا من الاصل



Pour protester contre l'ouverture du capital de Renault

# *La CGT entre à la Bourse sans invitation*

*« Privatiser, c'est détruire... De l'argent pour l'emploi, pas pour la finance »*, a-t-on entendu jeudi 6 octobre, sous les colonnes du Palais Brongniart où quelques centaines de manifestants CGT, salariés de Renault, Bull, la CNP, de France Télécom, sont entrés pacifiquement. En pénétrant dans l'enceinte de la Bourse, ils voulaient protester contre la *« privatisation »* de Renault et d'autres groupes publics.

Rapidement débordés, les vigiles sont restés quasiment sans réaction. Les manifestants ont occupé le rez-de-chaussée où se traitent les contrats à terme sur indice CAC et le Monep. Ils sont ensuite descendus dans les nouveaux locaux du Matif VI par une porte qui n'aurait jamais du^ être ouverte, l'entrée étant traditionnellement fermée par un sas dont le modèle a dû être copié de Fort Knox. Durant deux heures et demie, les manifestants ont occupé divers endroits : le parquet, Matif VI, ainsi que les marches du Palais où l'on pouvait voir des traders désœuvrés et des touristes étrangers égarés. Ils se demandaient quels pouvaient être ces manifestants arborant des casquettes noires avec écusson de la Régie et reprenant le slogan *« Non à la privatisation »*. Rapidement interrompues, les cotations ont été suspendues jusqu'à vendredi, les traders ayant délaissé leurs écrans de transactions au profit de ceux des cinémas voisins.

La CGT prévoit d'autres actions symboliques en octobre sur le même thème, notamment le 13 octobre au Salon de l'automobile avec les salariés de ce secteur.

F. Bn.

## SOCIAL

En déplacement à Lille

# M. Balladur souligne les efforts du gouvernement en faveur des familles

LILLE

*de notre envoyée spéciale*

Devant les présidents des Caisses d'allocations familiales réunis à Lille, jeudi 6 octobre, Edouard Balladur a exalté le rôle de la famille, *« lieu privilégié où s'exprime la solidarité »*. *« Aucun gouvernement n'a déployé autant d'efforts en faveur des familles »*, a affirmé le premier ministre, en soulignant qu'il entendait *« conforter »* la place et le rôle de la famille, qui *« joue dans l'équilibre social de notre pays un rôle à la mesure de la place qui est la sienne, au premier rang des valeurs qui fondent notre civilisation »*.

En réponse aux récentes interventions de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing sur le terrain social, M. Balladur a ajouté : *« Bien souvent, j'entends dire que la cohésion de notre société est mise à mal et que les solidarités essentielles ne trouvent plus à s'exercer. C'est méconnaître le rôle des familles (...). Ce sont elles qui ont permis à notre société de faire face aux conséquences morales et matérielles du chômage et de la récession »*.

### *Démentir les « constats alarmistes »*

Evoquant les enseignements du questionnaire adressé par le gouvernement aux jeunes, M. Balladur a souligné l'*« attachement »* de ces derniers aux valeurs de la famille, qui, selon lui, vient *« démentir les constats alarmistes trop souvent émis sur notre société »*. A propos de la loi sur la famille, le premier ministre a indiqué que son coût s'élève à 60 milliards de francs sur cinq ans. A ceux qui regrettent l'abandon du projet de salaire maternel, M. Balladur a répliqué que le gouvernement avait renoncé *« en toute connaissance de cause »*, afin de tenir compte *« de la société française telle qu'elle est, et de l'évolution des mentalités »*.

*« La politique familiale est l'une des bases de notre système de protection sociale, qui est un élément fondamental de la cohérence de notre société »*, a conclu le premier ministre en ajoutant que *« l'action de réforme engagée depuis plus de dix-huit mois s'inscrit dans la durée »* et vise à *« entraîner le pays tout entier vers la construction d'un nouvel exemple français, vers une société plus juste, plus souple, plus solidaire et plus dynamique »*.

P. R.-D.

Réunies au sein d'un comité de liaison

# Les industries de main-d'œuvre proposent un pacte pour l'emploi

Les industries de main-d'œuvre réunies au sein du Comité de liaison des industries de main-d'œuvre (CLIMO) ont proposé au gouvernement, jeudi 6 octobre, de conclure un pacte avec elles. En échange d'une exonération des cotisations d'assurance-maladie portant sur les emplois aux premiers niveaux de qualification, les douze fédérations et unions, qui représentent potentiellement *« plus d'un million d'emplois »*, se disent *« prêtes à prendre leurs responsabilités »* en matière d'emploi.

Elles s'engageraient dans trois directions : consolider l'emploi, ce qui serait rendu possible grâce à l'amélioration de la compétitivité des entreprises manufacturières françaises découlant de cet allégement ; favoriser l'emploi des jeunes par des contrats d'apprentissage ou de formation en alternance ; enfin améliorer le niveau de qualification par la mise en place de plans de formation propres à chaque profession.

### *Une réduction des charges*

Cette exonération, ajoutée à celle déjà décidée par le gouvernement sur les cotisations d'allocations familiales pour 1994 et 1995, *« représenterait une réduction des charges salariales de l'ordre de 15 % »* pour les employeurs, précise le comité. L'expérience *« pourrait être tentée au sein des industries de main-d'œuvre qui sont les plus exposées »*, comme la chaussure, la joaillerie, l'orfèvrerie, les cycles, les jouets, la sellerie, ou encore le secteur broderies et dentelles.

Mardi 4 octobre, Jacques Barrot, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, avait proposé que *« dans une ou deux branches professionnelles, la cotisation maladie patronale (12,8 % ) soit prise en charge par le budget en échange d'un engagement sur l'emploi »*. Il s'agirait, avait-il dit, d'*« un test en grandeur nature sur la politique d'allègement des charges »*.

A. B.-M.

## ENTREPRISES

La recapitalisation du constructeur informatique français

# Bruxelles demande à Paris de privatiser Bull avant la fin 1995

Un signe encourageant pour Bull et pour les pouvoirs publics français : le commissaire européen chargé de la concurrence, Karel Van Miert, a proposé à ses collègues de la Commission européenne d'autoriser la recapitalisation de 11 milliards de francs du constructeur informatique. Le dossier, instruit depuis plus d'un an, objet de négociations particulièrement serrées avec Bruxelles, est sur le point d'être clos. Une décision définitive est attendue pour la prochaine réunion de l'exécutif européen, mercredi 12 octobre.

*« C'est en bonne voie, mais tout n'est pas encore réglé »*, explique à Paris un proche du dossier. La question n'est aujourd'hui plus celle du principe. Les commissaires semblent convaincus que la privatisation annoncée du constructeur informatique signifie que les 11 milliards de francs d'aides débloquées pour renflouer le groupe informatique national depuis février 1993 sont bien les ultimes renflouements, le solde de tout compte. Les discussions portent désormais sur les garanties dont Bruxelles souhaite entourer son feu vert. Ces *« codicilles »* sont plus ou moins contraignants. Apparemment mineure, l'exigence exposée par Bruxelles de soumettre Bull à l'impôt sur les sociétés en 1995 devrait se lever d'elle-même : après plusieurs années de pertes importantes, le groupe informatique n'aura rien à verser, selon les principes du droit fiscal français.

Plus ennuyeuse, *en revanche*, est la volonté de la Commission d'obtenir une sorte de « clause de revoyure ». Bruxelles veut en effet que le dossier repasse devant les commissaires, si, pour une raison ou une autre, la privatisation n'a pas eu lieu fin 1995. Pour Paris, le feu vert, pour être véritable, doit être définitif.

Avant d'être soumis au collège des commissaires européens, le dossier Bull sera examiné d'ici à mercredi au cours de deux réunions de hauts fonctionnaires qui devraient donner une indication sur le rapport de forces au sein de la Commission.

Bull devrait approcher de l'équilibre cette année, mais le groupe a accusé en 1993 une perte nette de 5,07 milliards de francs, après un déficit de 4,73 milliards en 1992. Les pertes de 1993 ont porté à 20 milliards de francs le trou financier accumulé depuis 1989. Bull a perdu le tiers de ses effectifs depuis 1989 et n'emploie plus que 31 700 personnes, contre 45 000.

C. M.

Les conséquences du développement du RMI

# Forte progression du nombre des bénéficiaires de prestations familiales

Selon une étude réalisée par la Caisse nationale d'allocations familiales (CNAF) et publiée jeudi 6 octobre, le nombre de bénéficiaires de prestations familiales – neuf millions de personnes environ – a progressé de 5,7 % en 1993, soit la plus forte progression depuis dix ans, et de 3,4 % au premier semestre 1994, en raison notamment du nombre croissant de bénéficiaires du RMI.

Le même rapport souligne que ces prestations, qui ont représenté 247 milliards de francs l'an passé, représentent en moyenne la moitié du revenu d'une famille de quatre enfants, près du tiers de celui d'une famille de trois enfants et seulement 15 % pour deux enfants.

Ces écarts s'expliquent notamment par le fait qu'à partir de trois enfants, l'un des parent interrompt fréquemment son activité professionnelle.

Financée par les départements et la Caisse d'assurance-vieillesse

# L'aide aux personnes âgées dépendantes entrera en vigueur à titre expérimental

Après avoir renoncé sans gloire en avril à son projet de loi sur la dépendance, le gouvernement a trouvé un moyen de faire mieux que de sauver les apparences : l'expérimentation. Jeudi 6 octobre, Simone Veil, ministre des affaires sociales, a confirmé qu'à compter de janvier 1995, les départements qui le souhaiteront pourront mettre en place *« à titre expérimental »* une prestation destinée aux personnes âgées dépendantes. Financée conjointement par les conseils généraux et la Caisse nationale d'assurance-vieillesse, cette allocation plus large que les aides existantes atteindra au maximum 4 300 francs par mois et permettra de rémunérer des personnes ou des organismes s'occupant à domicile d'une personne âgée dépendante. *« La création d'une nouvelle prestation sociale, financée par les prélèvements obligatoires, ne pourra intervenir que si toutes les conditions sont réunies pour assurer son efficacité. C'est la raison pour laquelle le gouvernement a estimé indispensable que des expérimentations soient engagées avant qu'une décision définitive ne soit prise sur ce sujet »*, explique Mme Veil.

Les échéances électorales se précisant, il est tentant pour le gouvernement de faire comme s'il était contraint de convaincre ses interlocuteurs. En fait, cette expérimentation est un pis-aller, une peau de chagrin. N'est-ce pas par manque de courage politique que les pouvoirs publics ont reculé en avril devant la nécessité de mobiliser 7 milliards de francs pour généraliser sur tout le territoire une prestation unique complétant l'allocation versée par les conseils généraux ? Certes, les socialistes avaient fait voter sur le même thème une loi début 1993... sans prévoir le moindre budget.

En outre, s'agissant de la dépendance, on pourrait presque sourire devant le concept d'expérimentation. La prise en charge des personnes âgées ayant perdu leur autonomie est, comme le vérifient déjà de nombreuses familles, une donnée incontournable dont il est indispensable de prévoir le financement.

J.-M. N.

## AGRICULTURE

Après le rejet de la plainte de Bonn

# Les Allemands s'insurgent toujours contre la « banane communautaire »

BONN

*de notre correspondant*

*« Oui à la préférence communautaire »* : le syndicat des agriculteurs allemands (Deutscher Bauernverband) a bien été le seul, outre-Rhin, à saluer le maintien des barrières commerciales limitant l'entrée de « bananes-dollars » (les fruits en provenance d'Amérique latine) en Europe. *« Cette disposition doit aussi s'appliquer d'urgence aux griottes et aux autres petits fruits rouges »*, selon le syndicat, inquiet face aux importations incontrôlées en provenance des pays d'Europe de l'Est qui menacent les petits producteurs allemands.

Mais les passions ne sont pas éteintes pour autant. En rejetant, mercredi 5 octobre, la plainte de Bonn contre la nouvelle organisation du marché de la banane, les juges de la Cour européenne de justice ont réveillé les ressentiments contre la *« surréglementation »* et le *« protectionnisme »* européens (*le Monde* du 6 octobre). Les juges n'ont formulé aucune réserve contre le marché unique de la banane, adopté en février 1993 par le conseil européen contre les voix de l'Allemagne, de la Belgique et des Pays-Bas. Ils ont confirmé la mise en place de droits de douane et de contingents sur les bananes importées de la « zone dollar », afin de favoriser la « banane communautaire » en provenance d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique.

Le ministre de l'économie, Günter Rexrodt, annonce qu'il va *« continuer à se battre »* pour empêcher cette réglementation, qu'il estime contraire aux règles de la future Organisation mondiale du commerce, et qui entraîne, avec son système de licences, d'innombrables complications bureaucratiques. A Brême, la société Atlanta, le plus gros importateur allemand, qui parle au nom d'un puissant lobby, dénonce le *« scandale »*. Son président envisage de déposer une plainte devant le tribunal constitutionnel de Karlsruhe, et les dirigeants du secteur, qui n'ont pas cessé de mener campagne contre la banane communautaire, disent que 3 000 emplois sont menacés. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle organisation commune du marché, les Allemands, grands consommateurs de ce fruit, ont réduit leurs achats de 25 à 30 %. Au lieu de payer l'équivalent de 7 francs le kilo, ils déboursent aujourd'hui plus de 11 francs en moyenne.

En 1992, les Allemands dévoraient 15 kilos de bananes par an, un record ! Conscient de la passion de ses compatriotes pour ce fruit, le chancelier Adenauer avait obtenu pour son pays, au moment du traité de Rome, le droit exceptionnel d'importer des bananes sans droits de douane.

L. D.

## REPÈRES

### ARTISANAT
### Les chambres de métiers signent un accord sur l'apprentissage

Le ministre du travail, Michel Giraud, a signé, mercredi 5 octobre, avec les chambres de métiers un accord-cadre pour le développement de l'apprentissage dans l'artisanat ainsi que sa convention d'application pour 1994. Pour financer les actions de formation, la nouvelle convention prévoit un montant total de 15 millions de francs, dont 7 millions proviennent de l'Etat. Neuf actions sont prévues par la convention et notamment l'expérimentation de partenariats entre l'ANPE et les chambres de métiers. Plusieurs mesures sont également prévues en direction des apprentis : la rénovation des examens de fin d'apprentissage artisanal et le système de validation des acquis professionnels, des structures d'accueil pour les apprentis des zones rurales.

### FINANCES
### Le rendement des obligations du Trésor est fixé à 7,98 %

Les premières obligations assimilables du Trésor (OAT), d'une durée de dix ans et réservées aux particuliers, sont disponibles depuis le jeudi 6 octobre. Elles offrent un rendement net de 7,98 %, a annoncé le Trésor. Mises à la disposition des souscripteurs dans les réseaux bancaires, elles figureront dans les pages de cotation sous l'intitulé « OAT 7,50 %, échéance 25 avril 2005 ».

Pour une coupure nominale de 2 000 francs, le prix d'émission proposé est de 96,71 % (1 934,20 francs), soit un rendement net correspondant de 7,98 %. Dans un communiqué, le Trésor précise que ce prix est net de tous frais. Ce prix restera le même entre le 6 et le 24 octobre, quelles que soient les évolutions des taux de marché au cours du mois. Le coupon versé le 25 avril de chaque année sera de 150 francs. Par exception, le premier coupon versé le 25 avril 1995, correspondant à une demi-année, sera de 74,79 francs.

### TRANSPORTS
### Le copropriétaire suédois de l'« Estonia » arrête tout trafic en mer Baltique

L'armateur suédois Nordstroem och Thulin AB, copropriétaire du navire *Estonia* qui a coulé la semaine dernière au large de la Finlande, a décidé d'abandonner tout trafic maritime en mer Baltique après cette catastrophe, a annoncé, jeudi 6 octobre, la société. *« La société Estline, dont Nordstroem och Thulin AB est co-actionnaire, n'a pas assuré la sécurité de ses passagers. En conséquence, le conseil d'administration a décidé de ne plus assurer de transport de passagers vers l'Estonie »*, a déclaré le président de la compagnie suédoise, Ronald Bergman, dans un communiqué. *« Ce que personne ne croyait possible est arrivé. Je suis très choqué et j'assume la responsabilité morale de cette catastrophe. A tous, je demande pardon »* au nom de la compagnie, a ajouté M. Bergman. Fondée en 1850, la compagnie suédoise Nordstroem och Thulin AB est coactionnaire à 50 % d'Estline, les 50 % restants étant détenus par la société Estonian Shipping Company, appartenant à l'Etat estonien. – (AFP.)

Dans une communication aux cheminots

# Jean Bergougnoux annonce un développement du chiffre d'affaires de la SNCF de 25 % en trois ans

**Le président de la SNCF, Jean Bergougnoux, a annoncé un objectif de croissance de 25 % en trois ans, jeudi 6 octobre, devant 50 000 cheminots, à l'occasion d'une téléconférence, sans préciser concrètement les moyens d'y parvenir.**

L'autocritique est de rigueur dans les entreprises publiques de transport. Après Air France et la RATP, le président de la SNCF a dressé un constat dramatique et réaliste de l'état de l'entreprise devant 50 000 cheminots à l'occasion d'une téléconférence, jeudi 6 octobre, et exposé les grandes lignes de sa *« stratégie de reconquête »*. A la tête de l'entreprise depuis six mois, M. Bergougnoux entend remobiliser son personnel autour de *« l'obsession »* du client.

La SNCF est confrontée à une *« crise de confiance »*, estime-t-il. Les clients, les concitoyens ainsi que les élus s'en sont détournés. Entre 1984 et 1993, alors que l'entreprise investissait près de 150 milliards de francs sur son réseau principal, dont près de la moitié pour le TGV, le trafic voyageurs a reculé de 7 % et celui des marchandises de 20 %. La situation, déjà catastrophique (7,7 milliards de déficit et 137 milliards de francs d'endettement à la fin de 1993), risque *« d'empirer dramatiquement »*. L'existence même de l'entreprise est *« menacée »*.

Face à cette situation, Bruxelles veut jeter la SNCF dans un système concurrentiel *« pur et dur »*. Certains préconisent même *« l'explosion institutionnelle de l'entreprise »*, et sa séparation en trois entités, infrastructures, voyageurs et marchandises. Cette éventualité est inenvisageable pour le président de la SNCF qui a décidé *« de passer à l'offensive sur les questions européennes »*. Impossible également de s'en remettre à l'Etat-providence même si le gouvernement peut aider l'entreprise en subventionnant notamment les dessertes inter-régionales déficitaires. Pour redresser l'entreprise, son président compte avant tout sur ses troupes.

Il faut reconquérir des parts de marché : M. Bergougnoux vise à accroître de 25 % son chiffre d'affaires en trois ans et transformer cet accroissement en marges. Comment ? Grâce à une meilleure *« maîtrise des coûts et une qualité au service du client »*. Il faut *« décentraliser les décisions et responsabiliser les cheminots »*, préconise le patron de la SNCF pour qui les *« fusions de régions ne sont plus à l'ordre du jour »*. Il n'y aura pas de refonte tarifaire immédiate de grande ampleur mais M. Bergougnoux a annoncé une *« réforme commerciale »* avant la fin de l'année. Les cheminots risquent cependant de rester sur leur faim quant aux moyens concrets que l'entreprise va mettre en œuvre pour parvenir à l'*objectif de croissance annoncé*.

Il y aura bien la mise en service du TGV Paris-Londres. La SNCF compterait sur un chiffre d'affaires de l'ordre de 7 milliards de francs. Mais en dehors de cet effet mécanique, on voit mal comment la SNCF parviendra à ce redressement spectaculaire. La réforme commerciale sur les grandes lignes, annoncée en janvier, *n'a pas permis de ramener* les clients dans les trains. Le directeur grandes lignes, qui avait annoncé un regain de trafic de 5 % en 1994, a revu ses prévisions à la baisse et on ne parlerait plus que d'une progression de 3 %.

**MARTINE LARONCHE**

Emboîtant le pas à son concurrent Boeing

## Airbus Industrie s'attaque au marché chinois

*« Il faut être présent et investir en Chine. Nous allons installer à Pékin une équipe de vente, Airbus China. Notre objectif est de prendre 30 % de ce marché comme nous l'avons fait dans d'autres régions du monde »*, a déclaré Jean Pierson, l'administrateur-gérant d'Airbus Industrie, mardi 4 octobre. Le constructeur européen reconnaît avoir fort à faire pour rattraper l'avance prise par Boeing sur ce terrain. *« Les Américains ont débarqué en Chine, Airbus n'existait pas »*, lâche-t-il. La vente de 60 Mirage 2000 à Taïwan, en novembre 1992, a *« bloqué momentanément »* les désirs de développement du constructeur européen en Chine. A ce jour, Airbus y a vendu 30 avions contre une centaine pour Boeing. Dans l'hypothèse du lancement d'un très gros porteur, il n'exclut pas qu'une partie puisse être produite en Chine.

Pour mieux pénétrer le marché mondial, Airbus Industrie va également développer la vente des appareils d'occasion. *« Il est peut-être de plus en plus nécessaire de reprendre des avions pour en vendre »*, suppute Jean Pierson. Autre motif de satisfaction, les annulations sont en baisse et les commandes plus nombreuses. Fin août, le constructeur totalisait 76 commandes fermes contre 52 annulations, soit un solde positif de 24 commandes. En 1995, Airbus Industrie prévoit de livrer 130 appareils. Même chose en 1996. En revanche, 1997 devrait être meilleure. D'ici un an et demi, les délais de construction des avions vont être raccourcis : les petits avions seront produits en six mois au lieu de douze. L'objectif est de rattraper Boeing, qui a *« lancé la guerre des cycles de production »*, estime M. Pierson.

**M. L.**

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

### SOCIAL

**IBM FRANCE : proposition de préretraites totales ou à mi-temps.** – *La direction d'IBM* France va proposer au comité central d'entreprise du 11 octobre des départs en préretraite totale (à partir de 53 ans) ou progressive à mi-temps (à partir de 50 ans). Il en ressort que les salariés nés en 1940, 1941 et 1942 pourraient partir en préretraite totale, rémunérée à 70 % de leur salaire par l'entreprise. Les salariés nés en 1943, 1944 et 1945 pourraient opter pour une préretraite progressive (à mi-temps, payée à 70 %) financée par le FNE (Fonds national pour l'emploi).

**KIDDER PEABODY supprime 10 % de ses effectifs.** – La firme de courtage financier Kidder Peabody, *filiale du groupe diversifié* américain General Electric, a annoncé jeudi 6 octobre un programme de réduction de ses coûts d'exploitation portant sur plus de 100 millions de dollars (530 millions de francs) et la suppression de 10 % de ses emplois. Kidder Peabody va se séparer de certaines activités et réduire son bilan à un *« niveau plus semblable à celui des autres firmes de courtage financier »*, indique-t-elle dans un communiqué publié à son siège de New-York. Les actifs, déjà passés à 80 milliards de dollars contre *106 milliards* au 31 mars 1994, se situeront entre 50 et 60 milliards à la fin de l'année. Kidder Peabody va notamment se séparer de sa division chargée des opérations sur les prêts hypothécaires, dite Collateralized Mortgage Obligations (CMO). CMO devient affiliée à GE Capital, la filiale financière de General Electric.

***AMERICAN EXPRESS* : restructuration et suppressions de postes.** –Le groupe financier American Express a annoncé, mercredi 5 octobre, un plan de réduction de ses coûts d'exploitation qui entraînera la suppression de 6 000 postes en plusieurs années, ainsi que le lancement prochain de nouveaux services. La réorganisation vise notamment les activités aux Etats-Unis *de la principale division* du groupe, Travel Related Services (TRS), qui comprend l'agence de voyages et les activités de carte de crédit. TRS emploie 60 000 des 71 000 salariés du groupe. Une réorganisation du personnel dans l'ensemble du groupe, visant à supprimer les tâches doublonnées, engendrera en outre la disparition de 2 000 postes. Les coûts liés à cette *restructuration « devraient avoir un impact négligeable sur les bénéfices actuels ou à venir »*, a souligné American Express. *« L'épargne réalisée grâce à ces actions sera réinvestie dans les activités »* du groupe.

### CAPITAL

**EDF présélectionnée pour la privatisation de la compagnie régionale d'électricité argentine Districuyo.** –Un consortium mené par Electricité de France (EDF) a été présélectionné jeudi 6 octobre pour la privatisation de 51 % du capital *de la compagnie argentine régionale* de distribution d'électricité Distrocuyo. Le consortium, qui propose 20,28 millions de dollars (107 millions de francs) au comptant et en reprise de dettes, comprend EDF International (opérateur) et les firmes Banco de Galicia y Buenos Aires, Nucleamiento Inversor et Jacques Matas. Districuyo opère sur 1 245 kilomètres de lignes à moyenne tension dans les provinces de Mendoza et San-Juan (1 000 kilomètres à l'ouest de Buenos-Aires).

**SEITA : opposition des syndicats à toute privatisation.** –Tous les élus du comité central d'entreprise (CCE) et les représentants syndicaux CFDT, CGC, CGT, FO et FSAS du groupe de la Société nationale d'exploitation industrielle des tabacs et allumettes (SEITA) se sont opposés aux *« propositions de privatisation »* communiquées par le nouveau président Jean-Dominique Comolli, lors d'une réunion jeudi 6 octobre. Selon le CCE, le capital de la SEITA ne verrait le *maintien que d'« une faible participation de l'Etat »* et il serait réparti comme dans les autres privatisations *« à l'exception d'une éventuelle ouverture aux débitants de tabacs »*. Les élus et les syndicats de la SEITA ont estimé que *« ce dispositif de privatisation ne s'inscrit dans aucun projet de développement industriel et commercial de l'entreprise »*.

## MARCHÉS FINANCIERS

### NEW-YORK, 7 octobre ▼ Reprise technique

La Bourse de Paris était victime d'un nouvel accès de faiblesse vendredi 7 octobre, paralysée dans l'attente de la publication dans l'après-midi des statistiques sur le chômage américain qui, aux yeux des investisseurs, ont une grande importance et vont conditionner l'évolution des marchés de taux. En baisse de 0,52 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,74 % à 1 829,81 points. Le CAC 40 avait touché peu de temps auparavant son plus bas niveau de l'année à 1 825,36 points.

Si les chiffres du chômage américain sont « trop bons », la Réserve fédérale va donner un sérieux tour de vis au crédit pour calmer la surchauffe de l'économie américaine malgré les cinq relèvements des taux directeurs depuis février dernier, pronostiquent *les opérateurs*. Depuis quelques jours les marchés inquiets, notamment en Europe, de ce relèvement des taux, vivent des journées difficiles. La Bourse de Paris cédait 2,26 % mercredi avant de se reprendre quelque peu jeudi, gagnant 0,53 %.

Vendredi matin, les marchés obligataires étaient encore très faibles. A Paris, le MATIF abandonnait 0,22 % à 109,52, enfonçant ainsi ses plus bas niveaux depuis bientôt deux ans. Le Bund allemand était également à la dérive, cédant 0,38 %. *Jeudi*, les taux à long terme américains ont frôlé les 8 % à 7,99 % contre 7,95 % vingt quatre heures plus tôt tandis que Wall Street perdait 0,31 %.

Des *résultats* semestriels de sociétés sont à nouveau sanctionnés par le marché, notamment Sligos qui a vu son *bénéfice baisser. Le titre reculait* de 8,5 %.

### NEW-YORK, *6 octobre* ▼ Nouvelle baisse

Wall Street a encore perdu du terrain jeudi 6 octobre à l'issue d'une journée très calme, les investisseurs ayant opté pour une prudente expectative à la veille de la publication des chiffres du chômage pour septembre aux Etats-Unis. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé en baisse de 11,78 points (0,31 %) à 3 775,56 points, portant ainsi à plus de 70 points (1,8 %) les pertes enregistrées depuis le début de la semaine. L'atmosphère a été très peu active, avec quelque 268 millions de titres échangés. Les hausses ont été moins nombreuses que les baisses : 986 contre 1 112, alors que 725 actions sont restées inchangées.

Le marché obligataire est également resté calme après les turbulences des derniers jours. Le taux d'intérêt moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principal baromètre, a terminé à 7,95 % contre 7,94 % mercredi soir.

Les marchés pourraient repartir à la *baisse vendredi matin si* les chiffres du chômage sont meilleurs que prévu, ce qui pourrait entraîner la Réserve fédérale à relever ses taux directeurs, selon plusieurs analystes.

| VALEURS | Cours du 5 oct. | Cours du 6 oct. |
|---|---|---|
| Alcoa | 82 3/4 | 83 1/4 |
| Allied Signal Inc. | 33 3/4 | 33 |
| American Express | 30 | 29 7/8 |
| ATT | 52 1/8 | 51 1/2 |
| Bethlehem Steel | 19 7/8 | 19 1/2 |
| Boeing | 43 7/8 | 44 |
| Caterpillar Inc. | 53 1/4 | 52 7/8 |
| Chevron | 41 1/2 | 41 1/4 |
| Coca-Cola | 48 5/8 | 48 3/4 |
| Disney Corp. | 38 5/8 | 38 1/2 |
| Du Pont de Nemours | 57 1/8 | 57 |
| Eastman Kodak | 50 3/4 | 51 1/4 |
| Exxon | 58 3/4 | 57 1/8 |
| General Electric | 47 3/8 | 47 |
| General Motors | 45 1/2 | 43 7/8 |
| Goodyear Tire | 33 1/2 | 33 1/2 |
| IBM | 69 1/8 | 68 7/8 |
| International Paper | 77 1/2 | 78 3/8 |
| Morgan (J.P.) | 60 1/4 | 59 1/4 |
| McDonnell Douglas | 115 3/8 | 117 1/4 |
| Merck and Co. | 35 7/8 | 35 3/4 |
| Minnesota Mining | 53 5/8 | 53 3/8 |
| Philip Morris | 59 5/8 | 59 1/2 |
| Procter & Gamble | 58 7/8 | 59 7/8 |
| Sears Roeb. and Co. | 47 | 46 1/2 |
| Texaco | 59 5/8 | 60 |
| Union Carbide | 32 5/8 | 32 1/8 |
| United Tech. | 62 | 61 5/8 |
| Westinghouse El. | 12 5/8 | 12 7/8 |
| Woolworth | 16 3/4 | 16 7/8 |

### LONDRES, 6 octobre ▲ Légère progression

Les valeurs ont nettement progressé jeudi 6 octobre au Stock Exchange après leur chute de la veille, encouragées par le recul inattendu de la production manufacturière britannique qui a éloigné les craintes de hausse des taux d'intérêt.

L'indice Footsie des cent grandes valeurs a clôturé en hausse de 28,1 points (0,9 %) à 2 984,4 points, tandis que certains fonds d'Etat gagnaient plus de 3/4 de point.

La production manufacturière a reculé de 0,3 % en août par rapport à juillet, alors que les analystes s'attendaient à une progression de même ampleur.

| VALEURS | Cours du 5 oct. | Cours du 6 oct. |
|---|---|---|
| Allied Lyons | 5,59 | 5,61 |
| BP | 4,02 | 4,06 |
| BTR | 3,01 | 3,07 |
| Cadbury | 4,40 | 4,49 |
| Glaxo | 5,68 | 5,74 |
| GUS | 5,80 | 5,89 |
| ICI | 7,88 | 7,94 |
| Reuters | 4,43 | 4,48 |
| RTZ | 8,66 | 8,71 |
| Shell | 6,95 | 6,93 |
| Unilever | 11,13 | 11,01 |

### TOKYO, 7 octobre ▲ Regain

La Bourse de Tokyo a clôturé en hausse de 0,5 % vendredi 7 octobre, poussée par des achats réalisés en *début de séance par des investisseurs* étrangers. L'indice Nikkei a progressé de 89,52 points pour terminer la séance à 19 744,75 points, regagnant *ainsi la plupart de ses pertes de la* veille. Le marché a été plus actif que la veille avec 220 millions de titres échangés contre 202,5 millions la veille. *Cette tendance a été favorisée* par les signes qui montrent que la progression du yen contre le dollar est terminée et par une demande soutenue sur les obligations convertibles de *Matsushita Electric Industrial Co Ltd.*

| VALEURS | Cours du 6 oct. | Cours du 7 oct. |
|---|---|---|
| Bridgestone | 1 510 | 1 500 |
| Canon | 1 780 | 1 800 |
| Fuji Bank | 2 200 | 2 200 |
| Honda Motors | 1 760 | 1 770 |
| Matsushita Electric | 1 610 | 1 650 |
| Mitsubishi Heavy | 780 | 780 |
| Sony Corp. | 5 770 | 5 900 |
| Toyota Motors | 2 050 | 2 070 |

### CHANGES

**Dollar : 5,2650 ▲**

*Le deutschemark* varie peu à 3,4178 francs vendredi 7 octobre à Paris au cours des premiers échanges entre banques, contre 3,4170 francs dans les échanges interbancaires de jeudi en fin de journée (il s'inscrivait à 3,4176 francs, selon le cours indicatif de la Banque de France). Le dollar chute à 5,2650 francs contre 5,2750 francs. (5,2795 francs cours BdF).

| FRANCFORT | 6 oct. | 7 oct. |
|---|---|---|
| Dollar (en DM) | 1,5430 | 1,5400 |

| TOKYO | 6 oct. | 7 oct. |
|---|---|---|
| Dollar (en yens) | 99,55 | 100,02 |

**MARCHÉ MONÉTAIRE**
(effets privés)

Paris (7 oct.) ......... 5 1/4 % - 5 3/8 %
New-York (6 oct.) ......... 4 3/4 %

### BOURSES

**PARIS**

| | 5 oct. | 6 oct. |
|---|---|---|
| (SBF, *base 1000 : 31-12-87*) | | |
| Indice CAC 40 | 1 833,72 | 1 843,38 |
| (SBF, *base 1000 : 31-12-90*) | | |
| Indice SBF 120 | 1 270,54 | 1 274,31 |
| Indice SBF 250 | 1 238,08 | 1 241,06 |

**NEW-YORK** *(indice Dow Jones)*

| | 5 oct. | 6 oct. |
|---|---|---|
| Industrielles | 3 787,34 | 3 775,56 |

**LONDRES** *(indice « Financial Times »)*

| | 5 oct. | 6 oct. |
|---|---|---|
| 100 valeurs | 2 956,30 | 2 984,40 |
| 30 valeurs | 2 287,80 | 2 308,20 |

**FRANCFORT**

| | 5 oct. | 6 oct. |
|---|---|---|
| Dax | 1 968,72 | 1 962,03 |

**TOKYO**

| | 6 oct. | 7 oct. |
|---|---|---|
| Nikkei Dow Jones | 19 655,23 | 19 744,75 |
| Indice général | 1 576,27 | 1 578 |

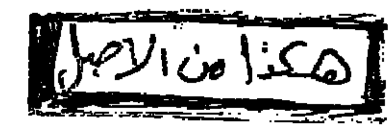
### MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

| | COURS COMPTANT | | COURS TERME TROIS MOIS | |
|---|---|---|---|---|
| | Demandé | Offert | Demandé | Offert |
| $ E.U. | 5,2760 | 5,2780 | 5,2758 | 5,2790 |
| Yen (100) | 5,2808 | 5,2882 | 5,3252 | 5,3343 |
| Ecu | 6,5283 | 6,5361 | 6,5206 | 6,5305 |
| Deutschemark | 3,4164 | 3,4189 | 3,4198 | 3,4238 |
| Franc suisse | 4,1201 | 4,1233 | 4,1348 | 4,1397 |
| Lire italienne (1000) | 3,3650 | 3,3707 | 3,3380 | 3,3451 |
| Livre sterling | 8,3835 | 8,3921 | 8,3763 | 8,3890 |
| Peseta (100) | 4,1224 | 4,1273 | 4,0983 | 4,1047 |

### TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

| | UN MOIS | | TROIS MOIS | | SIX MOIS | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | Demandé | Offert | Demandé | Offert | Demandé | Offert |
| $ E.U. | 5 1/8 | 5 1/4 | 5 9/16 | 5 11/16 | 5 13/16 | 5 15/16 |
| Yen (100) | 2 3/16 | 2 5/16 | 2 1/4 | 2 3/8 | 2 3/8 | 2 1/2 |
| Ecu | 5 5/8 | 5 3/4 | 6 | 6 1/8 | 6 1/4 | 6 3/8 |
| Deutschemark | 4 7/8 | 5 | 5 1/8 | 5 1/4 | 5 1/4 | 5 3/8 |
| Franc suisse | 3 13/16 | 3 15/16 | 4 1/16 | 4 3/16 | 4 3/16 | 4 5/16 |
| Lire italienne (1000) | 8 1/4 | 8 1/2 | 8 11/16 | 8 15/16 | 9 1/4 | 9 1/2 |
| Livre sterling | 5 3/8 | 5 1/2 | 5 7/8 | 6 | 6 5/16 | 6 7/16 |
| Peseta (100) | 7 3/8 | 7 5/8 | 7 13/16 | 8 1/16 | 8 3/16 | 8 7/16 |
| Franc français | 5 5/16 | 5 7/16 | 5 9/16 | 5 11/16 | 5 13/16 | 5 15/16 |

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la Salle des marchés de la BNP.





MARCHÉS FINANCIERS

# BOURSE DE PARIS DU 7 OCTOBRE

Liquidation : 21 octobre
Taux de report : 5,13

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : −0,77 % (1829,20)

## Règlement mensuel

| Quotité (1) | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|
| 5 | EDF-GDF 3% | 6190 | 6150 | −0,65 |
| 10 | B.N.P. (T.P) | 1030 | 1030 | — |
| 10 | Cr.Lyonnais(T.P.) | 1041 | 1042 | +0,10 |
| 10 | Renault (T.P.) | 2030 | 2020 | −0,49 |
| 10 | Rhone Poulenc(T.P) | 2175 | 2170 | −0,23 |
| 10 | Saint Gobain(T.P.) | 1150 | — | — |
| 10 | Thomson S.A (T.P) | 1078 | 1076 | −0,19 |
| 25 | Accor 1 | 603 | 599 | −0,66 |
| 10 | Air Liquide 1 | 721 | 717 | −0,55 |
| 10 | Alcatel Alsthom 1 | 461,70 | 453,20 | −1,84 |
| 10 | Alcatel Cable 1 | 583 | 580 | −0,51 |
| 50 | Alspi 1 | 340 | 338 | −0,58 |
| 10 | AGF-Ass.Gen.France | 210,30 | 210 | −0,14 |
| 5 | Axa 1 | 235,50 | 237 | +0,64 |
| 1 | Bail Invest. 1 | 855 | 859 | +0,47 |
| 25 | Bancaire (Cie) 1 | 485,80 | 483,20 | −0,54 |
| 25 | Bque Colbert C2# | 108,50 | 108,50 | — |
| 50 | Bazar Hot. Ville 2 | 620 | 616 | −0,65 |
| 1 | Berger (M) 2 | 1065 | 1110 | +4,23 |
| 25 | Bertrand Faure 2 | 505 | 500 | −0,99 |
| 25 | BIC 1 | 627 | 609 | −2,87 |
| 25 | BIS 1 | 304 | 298 | −1,97 |
| 10 | B.N.P. 1 | 247,60 | 244,60 | −1,21 |
| 25 | Bollore Techno.1 | 382,80 | 380,10 | −0,71 |
| 1 | Bongrain 1 | 2831 | 2810 | −0,74 |
| 25 | Bon Marche (Au) 1 | 792 | — | — |
| 25 | Bouygues 1 | 569 | 557 | −2,11 |
| 5 | Canal + 1 | 810 | 806 | −0,49 |
| 10 | Cap Gemini Sogeti1 | 180,10 | 179 | −0,61 |
| 50 | Carnaudmetalbox 1 | 172,80 | 174 | +0,69 |
| 5 | Carrefour 1 | 2108 | 2083 | −1,19 |
| 50 | Casino Guichard 1 | 162 | 162,90 | +0,56 |
| 50 | Casino Guich.ADP 1 | 121,40 | 119,90 | −1,24 |
| 10 | Castorama Dl (Li)1 | 713 | 710 | −0,42 |
| 10 | Caumartin Part(M)2 | 408 | — | — |
| 10 | C.C.F. 1 | 206,40 | 204,40 | −0,97 |
| 100 | CCMX(ex.CCMC) Ly 2 | 62,90 | 60 | −4,61 |
| 10 | Cegid (Ly) 1 | 469 | 469 | — |
| 50 | Centrest SDR (Ny)2 | 17,30 | — | — |
| 50 | CEP Communication1 | 476 | 485 | +1,89 |
| 5 | Cerus Europ.Reun 1 | 104,50 | 103 | −1,44 |
| 10 | Cetelem 1 | 968 | 952 | −1,65 |
| 25 | CGIP 1 | 1078 | 1072 | −0,56 |
| 25 | Chargeurs 1 | 1284 | 1274 | −0,78 |
| 25 | Christian Dior 1 | 420,20 | 417 | −0,76 |
| 25 | Ciments Fr.Priv.B1 | 290 | 287,90 | −0,72 |
| 10 | Clarins 1 | 514 | 515 | +0,19 |
| 50 | Club Mediterranee1 | 433,50 | 440 | +1,50 |
| 25 | Colas 1 | 955 | 950 | −0,52 |
| 25 | CGP (Papiers)(Ly)2 | 686 | — | — |
| 100 | Comptoir Entrep. 1 | 219 | — | — |
| 5 | Comptoir Moder. 1 | 1328 | 1320 | −0,60 |
| 25 | CPR Paris.Reasc. 1 | 315 | 310,50 | −1,43 |
| 10 | Cred.Fon.France 1 | 804 | 795 | −1,12 |
| 10 | Credit Local Fce 1 | 386,20 | 378,80 | −1,92 |
| 25 | Credit Lyonn.CIP 1 | 413,90 | 411 | −0,70 |
| 10 | Credit National 1 | 390 | 386 | −1,03 |
| 25 | CSEE 1 | 542 | 533 | −1,66 |
| 1 | Damart 1 | 6040 | 5960 | −1,32 |
| 10 | Danone (ex BSN) 1 | 698 | 689 | −1,29 |

| Quotité (1) | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|
| 10 | Dassault-Aviation1 | 419,90 | 405 | −3,55 |
| 5 | Dassault Electro 1 | 348 | 339,80 | −2,36 |
| 1 | De Dietrich 1 | 2470 | 2490 | +0,81 |
| 10 | Degremont 1 | 484 | 480 | −0,83 |
| 50 | Dev.R.N-P.Cal(Li)2 | 61,60 | 61,50 | −0,16 |
| 25 | Dev.R.Sud-Est(Ly)2 | 72,90 | 70 | −3,98 |
| 50 | DMC (Dollfus Mi)1 | 345 | 340 | −1,45 |
| 25 | Docks France 1 | 704 | 694 | −1,42 |
| 25 | Dynaction 1 | 176,30 | 172,50 | −2,16 |
| 10 | Eaux (Gle Des) 1 | 488 | 478 | +0,43 |
| 25 | E.B.F 1 | 833 | 825 | −0,96 |
| 25 | Ecco 1 | 643 | 646 | +0,47 |
| 10 | Eiffage 1 | 903 | 903 | — |
| 10 | Elf Aquitaine 1 | 365,50 | 365 | −0,14 |
| 50 | Eridania Beghin 1 | 747 | 736 | −1,47 |
| 25 | Essilor Intl 1 | 740 | 722 | −2,43 |
| 25 | Essilor Intl ADP 1 | 514 | 516 | +0,39 |
| 50 | Esso 1 | 730 | 726 | −0,55 |
| 5 | Eurafrance 1 | 1761 | 1790 | +1,65 |
| 100 | Euro Disney 1 | 7,50 | 7,45 | −0,67 |
| 10 | Euro RSCG W.W 1 | 630 | 601 | −4,60 |
| 1 | Europe 1- 1 | 1702 | 1670 | −1,88 |
| 50 | Eurotunnel 1 | 21,75 | 20,90 | −3,91 |
| 10 | Filipacchi Medias1 | 935 | 935 | — |
| 100 | Finextel 1 | 108,50 | 109,90 | +1,29 |
| 50 | Fives-Lille 1 | 558 | 550 | −1,43 |
| 1 | Fromageries Bel 1 | 5210 | 5210 | — |
| 1 | Galeries Lafayet.1 | 2185 | 2185 | — |
| 10 | GAN 1 | 248,50 | 245,20 | −1,33 |
| 50 | Gascogne (B) 1 | 510 | 505 | −0,98 |
| 1 | Gaz Eaux(Fin.Ind)1 | 1850 | 1830 | −1,08 |
| 50 | Geophysique 1 | 358 | 358 | — |
| 10 | G.F.C. 1 | 392 | 392 | — |
| 10 | Groupe Andre S.A.1 | 545 | 540 | −0,92 |
| 10 | Groupe De La Cite1 | 820 | 811 | −1,10 |
| 50 | GTM-Entrepose 1 | 440 | 438 | −0,45 |
| 5 | Guilbert 1 | 434,50 | 424 | −2,42 |
| 5 | Guyenne Gascogne 1 | 1400 | 1397 | −0,21 |
| 25 | Havas 1 | 418,50 | 416,50 | −0,48 |
| 50 | I.D.I.A 1 | 179,10 | 178 | −0,61 |
| 25 | Imetal 1 | 532 | 528 | −0,75 |
| 10 | Immobl.France 2 | 440 | 440 | — |
| 100 | Immob.Phenix 1 | 53 | 52,30 | −1,32 |
| 25 | Ingenico 1 | 110 | 110 | — |
| 25 | Interbail 1 | 373 | 375 | +0,54 |
| 10 | Intertechnique 1 | 630 | 630 | — |
| 10 | Jean Lefebvre 1 | 384 | 381,50 | −0,69 |
| 25 | Klepierre 1 | 560 | 550 | −1,79 |
| 25 | Labinal 1 | 678 | 680 | +0,29 |
| 10 | Lafarge Coppee 1 | 390,20 | 388 | −0,56 |
| 25 | Lagardere (MMB) 1 | 125,60 | 126 | +0,32 |
| 25 | Lapeyre C1 | 290 | 275 | −5,17 |
| 25 | Lebon 2 | 254 | — | — |
| 5 | Legrand 1 | 6800 | 6570 | −3,38 |
| 5 | Legrand ADP 1 | 4420 | 4440 | +0,45 |
| 50 | Legris indust. 1 | 335 | 331 | −1,19 |
| 25 | Locindus 1 | 854 | 850 | −0,47 |

| Quotité (1) | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|
| 10 | LVMH Moet Vuitton1 | 829 | 833 | +0,48 |
| 5 | Lyonnaise Eaux 1 | 478,50 | 479,20 | +0,15 |
| 50 | Marine Wendel 1 | 351 | 350 | −0,28 |
| 50 | Matra-Hachette 1 | 104,90 | 104,50 | −0,38 |
| 100 | Metaleurop 1 | 85,50 | 84,50 | −1,17 |
| 1 | Metrologie s ech.1 | 1,52 | — | — |
| 1 | Metrologie Inter.1 | — | — | — |
| 50 | Michelin 1 | 216,50 | 212,60 | −1,80 |
| 100 | Moulinex 1 | 119,40 | 121,80 | +2,01 |
| 25 | Navigation Mixte 1 | 890 | 887 | −0,34 |
| 100 | Nord-Est 1 | 116,30 | 116,40 | +0,09 |
| 25 | Nordon (Ny) 2 | 449,90 | 436,50 | −2,98 |
| 10 | NRJ # 1 | 598 | 593 | −0,84 |
| 100 | Olipar 1 | 17,50 | 16,55 | −5,43 |
| 10 | Oreal 1 | 1062 | 1076 | +1,32 |
| 5 | Paribas 1 | 318,30 | 316,40 | −0,60 |
| 50 | Pechiney CIP 1 | 380 | 377,30 | −0,71 |
| 100 | Pechiney Intl 1 | 145,60 | 146,20 | +0,41 |
| 5 | Pernod-Ricard 1 | 293,60 | 291,30 | −0,78 |
| 25 | Peugeot 1 | 775 | 766 | −1,16 |
| 5 | Finaxit-Prin.Red.1 | 900 | 898 | −0,22 |
| 25 | Plastic-Omn.(Ly) 1 | 598 | 600 | +0,33 |
| 25 | Poliet | 387,90 | 382,90 | −1,29 |
| 25 | Primagaz 1 | 950 | 941 | −1,06 |
| 10 | Promodes 1 | 986 | 982 | −0,41 |
| 10 | Publicis 1 | 424 | 430 | +1,42 |
| 25 | Radiotechnique 1 | 508 | 510 | +0,39 |
| 25 | Remy Cointreau 1 | 210 | 211 | +0,48 |
| 25 | Rexel 1 | 684 | 684 | — |
| 10 | Rhone Poulenc A 1 | 123 | 122,50 | −0,41 |
| 100 | Rochette (La) 1 | 56 | 55,90 | −0,18 |
| 25 | Roussel Uclaf 1 | 581 | 574 | −1,20 |
| 1 | Rue Imperiale(Ly)1 | 3601 | 3580 | −0,58 |
| 50 | Sade (Ny) 1 | 156,50 | 157 | +0,32 |
| 1 | Sagem 1 | 2650 | 2565 | −3,21 |
| 10 | Saint-Gobain 1 | 612 | 619 | +1,14 |
| 25 | Saint-Louis 1 | 1478 | 1474 | −0,27 |
| 10 | Salomon (Ly) 1 | 2105 | 2110 | +0,24 |
| 25 | Salvepar (Ny) 2 | 445 | 433 | −2,70 |
| 5 | Sanofi 1 | 235,70 | 233 | −1,15 |
| 1 | Sat 2 | 2310 | — | — |
| 25 | Saupiquet (Ns) 1 | 1161 | 1170 | +0,78 |
| 25 | Schneider 1 | 380 | 373,20 | −1,79 |
| 25 | SCOA act.regroup | 108 | 108 | — |
| 10 | SCOR S.A 1 | 113 | 111 | −1,77 |
| 10 | S.E.B.1 | 520 | 516 | −0,77 |
| 5 | Sefimeg 1 | 377 | 378 | +0,27 |
| 100 | Selectibanque 1 | 154 | 153,10 | −0,58 |
| 1 | SFIM 2 | 930 | 947 | +1,83 |
| 100 | SGE 1 | 288,50 | 289 | +0,24 |
| 5 | Sidel 1 | 973 | 965 | −0,82 |
| 25 | Simco 1 | 412,80 | 418 | −0,68 |
| 10 | S.I.T.A 1 | 741 | 737 | −0,54 |
| 10 | Skis Rossignol 1 | 2075 | 2035 | −1,93 |
| 25 | Sligos 1 | 352 | 318,30 | −9,57 |
| 10 | Societe Gale A 1 | 532 | 533 | +0,19 |
| 50 | Sedecco (B) 2 | 51,60 | — | — |

| Quotité (1) | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|
| 50 | Sodero (Ns) 2 | 36 | 35 | −2,78 |
| 10 | Sodexho 1 | 905 | 910 | +0,55 |
| 25 | Sogenal (Ny) 2 | 127 | — | — |
| 1 | Sommer-Allibert 1 | 2090 | 2100 | +0,48 |
| 25 | Sophia 1 | 410 | 402 | −1,95 |
| 10 | Sovac 1 | 403 | 399 | −0,99 |
| 25 | Spie Batignolles 1 | 285,10 | 271 | −4,95 |
| 10 | Strafor Facom 1 | 616 | 630 | +2,27 |
| 25 | Suez 1 | 239,50 | 235 | −1,88 |
| 25 | Synthelabo 1 | 206,20 | 200,10 | −2,96 |
| 100 | Thomson-CSF 1 | 138,30 | 135,10 | −2,31 |
| 25 | Total 1 | 306,10 | 307 | +0,29 |
| 10 | UAP 1 | 132,40 | 132 | −0,30 |
| 10 | UFB Locabail 1 | 381 | 380 | −0,14 |
| 25 | USG DA (M) 1 | 192,50 | 190 | −1,30 |
| 10 | UIC 1 | 303,90 | 295 | −2,93 |
| 25 | UIF 1 | 406 | 406,80 | +0,20 |
| 10 | UIS 2 | 229,80 | 229,80 | — |
| 25 | Unibail 1 | 447 | 450 | +0,67 |
| 10 | Valeo 1 | 268 | 264,30 | −1,38 |
| 100 | Vallourec 1 | 289,60 | 283,10 | −2,24 |
| 25 | Via Banque 1 | 365 | 360 | −1,37 |
| 10 | Worms & Cie 1 | 231 | 229,90 | −0,48 |
| 10 | Z.Gr.Zannier (Ly) 1 | 250 | 234 | −10 |
| 1 | Zodiac 1 | 2310 | 2300 | −0,43 |
| 25 | Elf Gabon 1 | 1035 | 1060 | +2,42 |
| 50 | ABN AMRO Holding 1 | 165,30 | 167,80 | +1,51 |
| 100 | American Barrick 1 | 132,30 | 136 | +2,80 |
| 50 | American Express 1 | 158,80 | 159,90 | +0,69 |
| 50 | Anglo American 1 | 293 | 290 | −1,02 |
| 50 | Amgold 1 | 572 | 580 | +1,40 |
| 100 | A.T.T. 1 | 275,50 | 272 | −1,27 |
| 50 | Banco Santander 1 | 193,70 | 195 | +0,67 |
| 25 | B.A.S.F. 1 | 1018 | 1005 | −1,28 |
| 25 | Bayer 1 | 1133 | 1142 | +0,79 |
| 100 | Blenheim Group 1 | 21,45 | 21,43 | −0,23 |
| 100 | Buffelsfontein 1 | 68,45 | 69 | +0,80 |
| 50 | Chase Manhattan 1 | 180,40 | 178 | −1,33 |
| 10 | Daimler Benz 1 | 2532 | 2499 | −1,30 |
| 100 | De Beers 1 | 128 | 126,10 | −1,48 |
| 10 | Deutsche Bank 1 | 2300 | 2286 | −0,61 |
| 10 | Dresdner Bank 1 | 1273 | 1263 | −0,79 |
| 100 | Driefontein 1 | 82,75 | 82,50 | −0,30 |
| 50 | Du Pont Nemours 1 | 300,90 | — | — |
| 50 | Eastman Kodak 1 | 289 | 289,40 | +0,15 |
| 500 | East Rand 1 | 8,20 | 8,35 | +1,83 |
| 100 | Echo Bay Mines 1 | 70,50 | 70,50 | +0,14 |
| 100 | Electrolux 1 | 258,90 | 255 | +1,53 |
| 100 | Ericsson 1 | 281 | 279,80 | −0,43 |
| 100 | Exxon Corp. 1 | 300,20 | 300,10 | −0,03 |
| 100 | Ford Motor 1 | 148,90 | — | — |
| 100 | Freegold 1 | 89,50 | 90,20 | +0,78 |
| 500 | Gencor Limited 1 | 17,50 | 17,45 | −0,29 |
| 50 | General Electric 1 | 252 | 247 | −1,98 |
| 50 | General Motors 1 | 240 | 232,90 | −2,96 |
| 50 | Generale Belgique1 | 350 | — | — |
| 100 | Grd Metropolitan 1 | 33,35 | 33,20 | −0,45 |

| Quotité (1) | VALEURS | Cours précéd. | Dernier cours | % + − |
|---|---|---|---|---|
| 100 | Guinness Plc 1 | 37,30 | 37,35 | +0,13 |
| 500 | Hanson Plc 1 | 19,40 | 19,35 | −0,26 |
| 100 | Harmony Gold 1 | 51,05 | 53,10 | +4,02 |
| 50 | Hewlett-Packard 1 | 453,60 | 452,80 | −0,18 |
| 500 | Hitachi 1 | 51 | 51,75 | +1,47 |
| 25 | Hoechst 1 | 1055 | 1047 | −0,76 |
| 25 | I.B.M 1 | 365 | 361,50 | −0,96 |
| 100 | I.C.I 1 | 68,60 | 68,10 | −0,75 |
| 50 | I.T.T. 1 | 428,40 | 429,30 | +0,21 |
| 100 | Ito Yokado 1 | 276,50 | 276,20 | −0,11 |
| 500 | Matsushita 1 | 84,20 | 85,80 | +1,90 |
| 100 | Mc Donald's 1 | 138,70 | 139,50 | +0,58 |
| 25 | Merck and Co 1 | 189 | 188 | −0,53 |
| 50 | Minnesota Mining 1 | 282,10 | — | — |
| 100 | Mitsubishi Corp. 1 | 64,70 | 64,60 | −0,15 |
| 100 | Mobil Corporat. 1 | 410,10 | — | — |
| 25 | Morgan J.P. 1 | 316 | 315 | −0,32 |
| 5 | Nestle SA Nom.1 | 4749 | 4730 | −0,40 |
| 100 | Nippon MeatPacker1 | 74,20 | — | — |
| 100 | Norsk Hydro 1 | 193 | 191 | −1,04 |
| 25 | Petrofina 1 | 1594 | 1553 | −2,57 |
| 50 | Philip Morris 1 | 313,40 | 311,60 | −0,57 |
| 100 | Philips N.V 1 | 159,30 | 158,70 | −0,38 |
| 100 | Placer Dome Inc 1 | 126 | 127 | +0,79 |
| 25 | Procter Gamble 1 | 310 | 316 | +1,94 |
| 50 | Quilmes 1 | 282,10 | — | — |
| 100 | Randfontein 1 | 66 | 66,40 | +0,61 |
| 50 | Rhone Poul.Rorer 1 | 197,90 | 195,50 | −1,21 |
| 25 | Royal Dutch 1 | 585 | 570 | +0,88 |
| 100 | R T Z 1 | 75 | 75 | — |
| 100 | Saatchi & Saatchi1 | 12,75 | 12,90 | +1,18 |
| 10 | Sega Enterprises 1 | 299 | 299 | — |
| 100 | Saint-Helena 1 | 61 | 61,60 | +0,98 |
| 100 | Schlumberger 1 | 290 | 287,80 | −0,76 |
| 500 | Shell Transport 1 | 39,80 | — | — |
| 10 | Siemens 1 | 2106 | 2115 | +0,43 |
| 100 | Sony Corporation 1 | 302,70 | 308,20 | +1,82 |
| 100 | Sumitomo Bank 1 | 99,50 | — | — |
| 100 | T.D.K 1 | 231,20 | 232 | +0,35 |
| 100 | Telefonica 1 | 69,30 | 69,30 | — |
| 500 | Toshiba 1 | 38,50 | 39,80 | +3,38 |
| 50 | Unilever 1 | 594 | 586 | −1,35 |
| 50 | Uni Technologie 1 | 325 | 323,40 | −0,49 |
| 50 | Vaal Reefs 1 | 564 | 569 | +0,89 |
| 10 | Volkswagen A.G 1 | 1460 | 1490 | +2,05 |
| 50 | Volvo (act.B) 1 | 94,10 | — | — |
| 100 | Western Deep 1 | 271,90 | — | — |
| 50 | Xerox Corp. 1 | 551 | — | — |
| 100 | Yamanouchi 1 | 99,75 | 99,30 | −0,45 |
| 500 | Zambia Copper 1 | 4,75 | 4,73 | −0,42 |

## Comptant (sélection)

### Obligations

| VALEURS | % du nom. | % du coupon |
|---|---|---|
| BFCE 9% 91-02 | 104 | 8,310 |
| CEPME 8,5% 88 CB | 102,45 | 2,282 |
| CEPME 9% 89 CA# | 103,74 | 1,280 |
| CEPME 9% 92-06 TSR | 101,50 | 2,614 |
| CFD (CCCE)9,7%90CB | 105,90 | 6,484 |
| CFD exCCCE8,6%92CB | 100 | 5,631 |
| CFF 10% 88-98 CA# | 106,95 | 9,589 |
| CFF 9% 88-97 CA# | 103,30 | 0,899 |
| CFF 10,25% 90 CA# | 108,95 | 5,785 |
| CLF 8,9% 88 CA# | 103,38 | 3,219 |
| CLF 9%88-93/98 CA# | 103,45 | 6,115 |
| CNA 9% 4/92 CB | 101,15 | 3,947 |
| CRH 8,6% 92-93 CB | 100 | 2,356 |
| CRH 8,5% 87-88 CA# | 101,81 | 5,030 |
| EDF 8,6% 88-89 CA# | 101,88 | 5,513 |
| EDF 8,6% 92 CA# | 100,81 | 4,265 |
| Em.Etat10,26%86 CA | 104,40 | 5,875 |
| Emp.Etat 6%7/93 CA | 96,72 | 1,384 |
| Finansder 9%91CB# | 101,58 | 7,767 |
| Finansd.8,6%92 #CB | 100,65 | 3,981 |
| Flora9,75% 90 CA# | — | 2,003 |
| OAT 8,70%5/95 CA# | 101,60 | 3,218 |
| OAT 9,8% 1/96 CA# | 103,71 | 6,712 |
| OAT 8,50% 6/97CA # | 102,89 | 2,422 |
| OAT 9,90%12/97 CA# | 106,50 | 8,083 |
| OAT 88-98 TME CA | 101,19 | 4,428 |
| OAT 9/1998 TRA | — | 0,128 |
| OAT 9,50%88-98 CA# | 105,71 | 2,707 |
| OAT TMB 01/99 CA | 99,35 | 4,100 |
| OAT 8,125% 99 CA# | 101,20 | 3,005 |
| OAT 8,50%90/00 CA# | 102,47 | 4,495 |
| OAT 9/00 TRA CA | 103,85 | 0,490 |
| OAT 10% 5/00 CA# | 108,76 | 3,644 |
| OAT 01 TME CA | 101,10 | 4,428 |
| OAT 8,5%11/02 CA # | 101,33 | 7,359 |
| OAT 8,50% 19 CA # | 97,50 | 8,081 |
| OAT.8,50%92-23 CA# | 97,50 | 3,842 |
| PTT 11,2% 85 CB# | 105,46 | 8,727 |
| SNCF 8,8% 87-94CA | 102 | 5,955 |
| Lyon.Eaux 6,5%90CV | 842 | — |
| | — | — |
| | — | — |

### Actions

| VALEURS | Cours Préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Arbel 2 | 480 | 475 |
| Bains C.Monaco 2 | 700 | 695 |
| B.N.P.Intercont.2 | 291,10 | 291,10 |
| Bidermann Intl | 110 | — |
| B T P (la cie) 2 | 18,30 | 18,90 |
| Cambodge | 935 | — |
| Carbone Lorraine 2 | 665 | — |
| Case Poclain 2 | 2,50 | — |
| Case Poclain | 25,90 | — |
| CBC 1 | 288 | 289 |
| Cessenaire Blanzy | 325 | — |
| Ceragem Holding | 29,10 | — |
| Champex (Ny) | 20,20 | 20,20 |
| CIC Un.Euro.CIP 1 | 255 | 252 |
| C.I.T.R.A.M. (B) | 3300 | — |
| Cpt Lyon Alem 2 | 341 | 341 |
| Concorde-Ass Risq2 | 815 | 800 |

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| Gpe Valfond ex.CMP | 20,35 | — |
| Credit Gen.Ind. | 38 | — |
| Derbly | 450 | 440 |
| Didot Bottin | 620 | 610 |
| Eaux Bassin Vichy | 2182 | — |
| Ecia 1 | 700 | 700 |
| Eaux Mag. Paris | 4000 | — |
| Eridania Beghin CI | 653 | — |
| Fidei(exImmofice)2 | 193 | 191 |
| Finalens | 335 | 335 |
| F.I.P.P. | 201 | — |
| FNAC 2 | 3330 | — |
| Fonciere (Cie) | 551 | 550 |
| Fonciere Euris | 295 | 295 |
| Foncina | 460 | 459 |
| France I.A.R.D | 495 | 470,60 |
| France S.A 1 | 971 | 965 |
| From. Paul-Renard | 2050 | — |
| Gaumont 1 | 343 | 340 |
| Gascofin | 269 | — |
| Gevelot | 840 | — |
| G.T.I (Transport)2 | 434 | 428 |
| Immobail 2 | 363 | — |
| Immobanque 2 | 725 | 730 |
| Im.Marseillaise 2 | 6050 | — |
| Invest.(Ste Cie.) | 1690 | — |
| Lille Bonnieres | 1278 | — |
| Locafinanciere | 430 | — |
| Louvre 1 | 280 | 198 |
| Lucia | 103,90 | — |
| Machines Bull 2 | 22,10 | — |
| Mag.Uniprix | 188 | — |
| Metal Deploye | 340 | 335 |
| Mors 2 # | 25,15 | 25 |
| Navigation (Nle) | 120 | 115 |
| Oreal (CI) | 1000 | — |
| Origny-Desvroise | 1231 | 1236 |
| Monoprix | 1311 | — |
| Paluel-Marmont | 309 | — |
| Parfinance 2 | 196 | 188,20 |
| Paris Orleans | 265 | 260 |
| Piper Heidsieck | 678 | — |
| Porcher | 269,90 | — |
| Promodes (CI) | 648 | — |
| Rochefortaise Com. | 214 | 209 |
| Rosario 2 | 228 | — |
| Rougier # | 755 | 750 |
| S.A.F.I.C Alcan | 375,10 | 380 |
| Saga | 590 | 515 |
| Salins du Midi 2 | 465 | 460,10 |
| Savoisienne M. | 182 | — |
| Silic 2 | 710 | 710 |
| S.I.P.H. | 193 | 188 |
| Sofal | 328 | 320 |
| Soffo | 219 | 210 |
| Softam | 78,10 | 79 |
| Sofragi | 3632 | — |
| Soudure Autogene | 850 | 836 |
| Sovabail | 410 | 410 |
| Taittinger 1 | 2750 | 2750 |
| Tour Eiffel | 291,70 | — |
| Elyo(ex.Ufiner) 2 | 332 | 328 |
| Vicat 2 | 808 | 590 |
| Virax | 120 | — |

### Étrangères

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| A.E.G. AG | 795 | — |
| Akzo Nobel Nv | 615 | 611 |
| Alcan Aluminium | 139,10 | — |
| Arbed | 618 | — |
| Asturienne Mines | 135,40 | — |
| Banco Pop. Espanol | 640 | 626 |
| Banque Regl.Inter. | 39400 | — |
| Chrysler Corp. | 236 | 236 |
| C.I.R SPA | 6,60 | — |
| Commerzbank AG | 1075 | — |
| Dow Chemical Co.1 | 393 | 390 |
| Fiat Ord. | 21,50 | 21 |
| G.B.L (Brux.Lamb.) | 650 | 659 |
| Gevaert | 1322 | — |
| Glaxo Holdings Plc | 49,35 | 49,40 |
| Goodyear T.& R.Cy | 180,90 | — |
| Honeywell Inc. | 180 | — |
| Johannesburg Cons. | 130 | — |
| Kubota Corp. | 32,80 | — |
| Noranda Mines | 108,20 | — |
| Pfizer Inc. | 380,20 | 352 |
| Ricoh Cy. | 42,50 | — |
| Robeco | 349,30 | 342 |
| Rodamco N.V. | 155,90 | 152,10 |
| Rolinco | 351 | 350,50 |
| Saipem SPA | 8 | — |
| Sema Group Plc | 37 | — |
| SKF Aktiebolaget | 92,70 | — |
| Tenneco Inc. | 225 | — |
| Terny Ind. | 48 | — |
| West Rand Cons. | 6,65 | 6,48 |

## Hors-cote (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| American Brands | 183,20 | — |
| Bque Hydro Energie | 342,10 | — |
| Bqua Hypoth.Europ. | 48,60 | — |
| Benedictine* nom. | 5950 | — |
| Blanzy-Ouest* | 989 | — |
| Brasseries Maroc | 350 | — |
| Calciphos* | 95 | — |
| Canadien Pacifique | 85 | — |
| CGH Cogenhor ech.* | 7 | — |
| Coparex Inter.* | 552 | — |
| Cr.Universel (Cie) | 558 | — |
| Cycoos | 9,55 | — |
| CEAC.* | 74,85 | — |
| Fiat Fce nom. | 142,50 | — |
| Grace and Co | 204 | — |
| Table France* | 350 | — |
| Koninkl. Pakhoed | 99,20 | — |
| Lectours Monde * | 193,60 | — |
| Moinx | 171,10 | — |
| Oil.Com.Phan. * | 870 | — |
| Olivetti Priv. | 9,90 | — |
| Partic.Percier * | 200 | — |
| Rorento | 248 | — |
| Safaa | 215 | — |
| St-Dominique(Fin)* | 151 | — |
| St Gobain Emball.* | 1780 | — |
| Schlumberger Ind.* | 573 | — |
| SEPR * | 986 | — |
| SPR "B" nom. | 287 | — |
| Waterman * | 1879 | — |

## Second marché (sélection)

| VALEURS | Cours préc. | Dernier cours |
|---|---|---|
| B.A.C. | 23,70 | — |
| Boiron (Ly) 1 # | 432 | 443 |
| Boisset (Ly)# | 266 | 270 |
| C.A. Paris IDF 1 | 895 | 894 |
| Calberson | 369 | — |
| Cardif SA 1 | 780 | 780 |
| CEGEP # | 163 | 163 |
| CFPI | 230 | 228 |
| C.N.I.M 1 | 1190 | 1200 |
| Codetour | 195 | — |
| Creeks | 145 | — |
| Dauphin OTA | 335 | 335 |
| Devanlay 2 | 980 | 1025 |
| Labor.Dolisos | 181 | — |
| Editions Belfond | 90 | 90,10 |
| Europ Propulsion 2 | 305 | 308 |
| Finabail 2 | 150 | 146 |
| Finacor 2 | 140,10 | 142 |
| GLM S.A. | 420 | 413 |
| Gravograph | 195 | 195 |
| I.C.C. 2 | 188 | 180 |
| Idianova | 66,40 | 67 |
| Immob.Hotel. 2 # | 222,90 | 225,10 |
| Int. Computer # | 144,90 | 144,90 |
| IPBM 2 | 71 | 73 |
| M6-Metropole TV 2 | 307 | 303,70 |
| N.S.C Schlum.2 Ny | 1102 | 1095 |
| Rallye(Cathiard)Ly | 194,80 | 194 |
| Saribo CB | 510 | 506 |
| Sylea 2 | 428 | 420 |
| Sofco (Ly) | 180 | 179,90 |
| Sopra 2 | 310 | 281 |
| TF1-1 | 520 | 520 |
| Thermador Hold(Ly) | 392 | 373 |
| Unilog 2 | 283 | 283 |
| Union Assur.Fdal | 559 | 553 |
| Vial et Cie # | 217,30 | 218,90 |
| Vilmorin et Cie#2 | 384 | 364 |

## Sicav (sélection) 6 octobre

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Acsinonétaire C | 33960,49 | 33960,49 |
| Actimonétaire D | 32376,24 | 32376,24 |
| Amiri-gan | 7948,31 | 7640,68 |
| Amplia | 108238,03 | 108238,03 ◇ |
| Amplitude Monde D | 749,34 | 727,51 |
| Antigone Trésorerie | 781407 | 781407 |
| Arbitr. Court Terme | 8650,01 | 8650,01 |
| Associe Première | 34194,97 | 34194,97 |
| Associc | 1131,81 | 1131,81 |
| Atout Amérique | 101,51 | 99,63 |
| Atout Asie | 108,91 | 106,25 |
| Atout Futur C | 531,08 | 518,13 |
| Atout Futur D | 523,05 | 510,29 |
| Aurecic | 1721,50 | 1671,36 |
| Avenir Alizes | 1955,62 | 1917,27 |
| Axa Capital | 199,39 | 193,58 |
| Axa Court Terme | 9585,52 | 9585,52 |
| Axa Cro.Ex.Dr.Inve | 1036,28 | 996,39 |
| Axa.Ep.Fr.Ex Agepar | 862,24 | 837,13 |
| Axa Europe | 123,70 | 120,10 |
| Axa Investiments | 117,85 | 114,42 |
| Axa NPI | 161,44 | 156,74 |
| Axa Ob.Fr.Extrans | 148,70 | 144,37 |
| Axa.Ob.In.Ex Mu.U.Se | 135,47 | 131,52 |
| Axa Prem.Ex.Agepre | 115,25 | 111,89 |
| Axa Sél.Ex.Dr.Sele | 151,03 | 146,63 |
| Axa Valeurs PER | 152,15 | 147,72 |
| Cadence 1 | 1042,83 | 1031,71 |
| Cadence 2 | 1031,89 | 1020,88 |
| Cadence 3 | 1022,54 | 1012,42 |
| Capimonetaire | 7412,25 | 7404,85 |
| Capiobli | 7283,46 | 7211,35 |
| Capitacic | 1511,77 | 1489,43 |
| Cicamonde | 1157,97 | 1124,24 |
| Convis | 1530,34 | 1501,81 |
| Comptavalor | 4192,50 | 4186,22 ◆ |
| Crédit Mutuel Capital | 1437,23 | 1409,05 |
| Créd.Mut.Ep.Cour.T | 778,29 | 778,29 |
| Créd.Mut.Ep.Ind. Cap | 98,56 | 95,92 |
| Créd.Mut.Ep.Ind. Dis | 96,12 | 93,55 |
| Créd.Mut.Ep.J | 20852,74 | 20852,74 |
| Créd.Mut.Ep.long.T | 225,89 | 219,07 |
| Créd.Mut.Ep.Monde | 1272,14 | 1238,69 |
| Créd.Mut.Ep.Quatre | 1060,52 | 1032,14 |
| Dieze | 1588,43 | 1550,98 |
| Drouot France | 977,67 | 949,19 |
| Drouot Sécurité | 216,11 | 209,82 |
| Ecocic | 1204,37 | 1169,29 |
| Ecupar | 124,41 | 120,79 |
| Ecur. Actions futur | 188,89 | 183,39 |
| Ecur. Capicourt | 197,83 | 197,34 |
| Ecur. Capitalisation | 193,65 | 191,73 |
| Ecur. Expansion | 290507,57 | 289358,17 |
| Ecur. Géovaleurs | 2782,97 | 2624,24 |
| Ecur. Investissement | 157,45 | 152,86 |
| Ecur. Monepremière | 10039,41 | 10039,41 |
| Ecur. Monétaire | 23420,98 | 23420,98 ◆ |
| Ecur. Trésorerie | 2882,37 | 2882,37 |
| Ecur. Trimestriel | 1936,05 | 1918,89 |
| Elanciel D | 117,94 | 114,59 |
| Elicash | 840344,59 | 840344,59 ◇ |
| Emergence Poste D | 100,46 | 97,53 |
| Energia | 366,87 | 358,23 |
| Eparcic | 4331,27 | 4331,27 |
| Eparcourt-Sicav | 208,20 | 189,70 |
| Epargne-Unie | 1457,79 | 1422,23 |
| Esfi Cash capi. | 9323,89 | 9323,89 ◆ |
| Eurco Solidarité | 1166,89 | 1155,14 |
| Eurocic Leaders | 1221,52 | 1185,94 |
| Eurodyn | 1386,54 | 1352,72 |

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Euro Gan | 7758,58 | 7458,25 |
| Fonsicav | 17381,96 | 17347,27 ◆ |
| France-gan | 13308,95 | 12798,83 |
| France Garantie | 255,71 | 255,20 |
| France Obligations | 450,13 | 445,87 ◆ |
| Francic | 495,53 | 481,10 |
| Francic Pierre | 114,27 | 110,94 |
| Francic-Regions | 1423,14 | 1381,69 |
| GAN Rendement | 4970,94 | 4887,48 |
| Gestilion | 17513,17 | 17513,17 |
| Horizon | 1477,36 | 1434,33 |
| HLM Monétaire | 16713,20 | 16713,20 |
| Indicia | 1892,85 | 1065,22 ◆ |
| Indust.Fse.Court.T | 1779,89 | 1770,95 |
| Intensys D | 108,35 | 106,88 |
| Interepar | 103367,41 | 103358,71 |
| Interobli | 5462,96 | 5488,87 |
| Interselection Fce | 534,13 | 523,66 |
| Japacic | 192,25 | 176,94 |
| Jeunepargne | 323,08 | 318,31 |
| Latitude C | 2670,10 | 2668,10 |
| Lion Association | 11257,52 | 11257,52 |
| Lion Institution | 34758,65 | 34669,98 |
| Lionplus | 1146,28 | 1123,78 |
| Lion Trésor | 2108,78 | 2097,90 |
| Livret Bourse Inv. | 593,47 | 576,18 ◆ |
| Livret Portefeuil | 774,25 | 751,70 ◆ |
| Méditerranée | 214,58 | 208,72 |
| Mensuel CIC | 10112,05 | 10011,93 |
| Monedan | 81813,42 | 81813,42 |
| Mone.J | 10706,13 | 10706,13 ◇ |
| Monévalor | 49129,75 | 49129,75 |
| Mutualité dépôts | 16876,90 | 16044,81 |
| Natio Court Terme | 37803 | 37689 |
| Natio Court Terme2 | 341943 | 341943 |
| Natio Epargne | 20984,50 | 20776,73 |
| Natio Ep. Capital | 12814,75 | 12807,87 |
| Natio Ep. Croissance | 1931,25 | 1893,38 |
| Natio Ep. Obligations | 201,55 | 197,60 |
| Natio Epargne Retraite | 126,30 | 123,82 |
| Natio Epargne Trésor | 9166,33 | 9148,03 |
| Natio Epargne Valeur | 473,41 | 464,13 |
| Natio France Index | 1007,49 | 987,74 |
| Natio Immobilier | 1254,59 | 1229,99 |
| Natio Inter | 1655,56 | 1623,10 |
| Natio Monétaire | 9912,34 | 9912,34 |
| Natio Opportunités | 147,71 | 144,81 |
| Natio Patrimoine | 1448,16 | 1419,76 |
| Natio Perspectives | 1183,36 | 1160,16 |
| Natio Placements | 70429,12 | 70429,12 |
| Natio Revenus | 1015,46 | 1005,41 |
| Natio Sécurité | 12086,42 | 12086,42 |
| Natio Valeurs | 902,75 | 885,05 |
| Nippon-Gan | 7309,15 | 7028,03 |
| Nord Sud Dévelop | 1865,03 | 1861,31 |
| Oblicic-Mondial | 3013,29 | 2968,78 |
| Oblicic-Régions | 1063,06 | 1047,35 |
| Obliblur | 3203,25 | 3143,52 |
| Oblig. tres cat. | 203,32 | 200,32 |
| Oblifon | 1585,44 | 1569,74 |
| Oblisécurité Sicav | 15488,68 | 15488,68 ◆ |
| Oblitys D | 586,48 | 498,91 |
| Oraction | 1599,19 | 1580,15 |
| Parvalor | 605,76 | 593,88 |
| Plénitude D | 148,67 | 144,34 |
| Poste Croissance C | 3212,58 | 3209,37 |
| Poste Gestion C | 39484,30 | 39484,30 ◆ |
| Première Oblig. C | 11527,15 | 11527,15 |
| Première Oblig. D | 10729,32 | 10723,96 |
| Prévoy. Ecureuil | 98,57 | 96,81 |

| VALEURS | Emission Frais incl. | Rachat net |
|---|---|---|
| Priv'Associations | 34979,29 | 34979,29 |
| Proficius | 899,53 | 882,76 |
| Rentacic | 163,03 | 160,62 |
| Revenus Trimestr. | 5189,11 | 5137,73 |
| Revenu-Vert | 1123,42 | 1102,47 |
| St Honoré Vie & Santé | 1161,11 | 1108,46 |
| St Honoré Bons du Tr. | 13339,28 | 13271,92 |
| St Honoré Invest | 951,57 | 908,42 |
| St Honoré Pacifique | 847,44 | 809,01 |
| St Honoré Real | 17855,85 | 17784,71 |
| Sécuricic | 2055,05 | 2055,05 |
| Sécuri-Gan | 13028,99 | 12773,42 |
| Sécuritaux | 1650,18 | 1650,18 |
| Sensivalor | 31130,15 | 31130,15 |
| SEVEA | 105,15 | 102,59 ◆ |
| SFI-CNP Assur | 724,32 | 703,22 ◆ |
| S.G. France opport. C | 1457,90 | 1429,31 |
| S.G. France opport. D | 1444,62 | 1416,29 |
| S.G. Monde opport. C | 1024,55 | 1004,48 |
| S.G. Monde opport. D | 1024,55 | 1004,46 |
| Sicav Associations | 2183,15 | 2183,15 ◆ |
| Sicav 5.000 | 475,18 | 462,48 |
| S.I. Est | 1338,30 | 1299,32 |
| Silvafrance | 772,83 | 752,15 |
| Silvam | 430,39 | 418,87 |
| Silvarente | 209,34 | 205,24 |
| Silvinter | 516,02 | 502,21 |
| Sogenfrance C | 1329,56 | 1303,49 |
| Sogenfrance D | 1254,19 | 1239,40 |
| Sogéparque | 313,26 | 310,16 |
| Sogevar | 1100,25 | 1078,68 |
| Soginter | 1584,87 | 1553,79 |
| Soleil Investissements | 670,91 | 645,11 |
| Solstice D | 2251,46 | 2245,85 |
| State Street Act. Eur | 11897,26 | 11494,94 |
| State Street Act. Frce | 11211,79 | 10885,73 |
| St. Str. Act.Japon | 1519,43 | 1468,05 |
| State Street Emer. Mts | 2023,27 | 1926 ◆ |
| St.Street OAT Plus | 12114,48 | 11976,94 |
| Stratégie Actions | 978,09 | 940,47 |
| Stratégie Rendement | 1597,30 | 1547,02 |
| Synthesis | 12589,76 | 12342,90 |
| Techno-Gan | 6442,87 | 6195,07 |
| Thésora D | 771,44 | 763,88 ◆ |
| Trésor Plus | 1506,18 | 1491,27 |
| Trésor Trimestriel | 1003,61 | 993,67 |
| Trésoricic | 158605,40 | 156605,40 |
| Trilion | 5046,04 | 4981,28 |
| Uni-Associations | 124,01 | 124,01 ◇ |
| Uni-Foncier | 1265,85 | 1234,98 |
| Unifrance | 601,35 | 586,68 |
| Uni-Garantie C | 1379,19 | 1353,47 |
| Uni-Garantie D | 1285,28 | 1261,24 |
| Uni Régions | 1550,27 | 1512,46 |
| Univar | 277,04 | 277,04 ◇ |
| Univers Actions | 1568,52 | 1530,26 |
| Univers Obligations | 1686,27 | 1651,10 |
| Valorg | 2368,16 | 2365,79 |
| Valreal | 31755,12 | 31739,25 |
| Winterthur St-Honoré | 248,24 | 238,98 |

## Marché des Changes

| Cours indicatifs | Cours préc. | Cours 06/10 | Cours des billets achat | Cours des billets vente |
|---|---|---|---|---|
| Etats Unis (1 usd) | 5,2740 | 5,2795 | 5 | 5,60 |
| Ecu | 6,5325 | 6,5320 | — | — |
| Allemagne (100 dm) | 341,6900 | 341,7600 | 329 | 353 |
| Belgique (100 F) | 16,6070 | 16,6100 | 16 | 17,10 |
| Pays-Bas (100 fl) | 305,0700 | 305,2100 | 292 | 314 |
| Italie (1000 lires) | 3,3635 | 3,3725 | 3,13 | 3,60 |
| Danemark (100 krd) | 87,2300 | 87,2700 | 82 | 90,30 |
| Irlande (1 iep) | 8,2790 | 8,2770 | 7,85 | 8,60 |
| Gde-Bretagne (1 L) | 8,3675 | 8,3690 | 7,90 | 8,75 |
| Grèce (100 drachmes) | 2,2410 | 2,2395 | 2,05 | 2,60 |
| Suisse (100 f) | 412,1900 | 412,5600 | 397 | 421 |
| Suède (100 krs) | 71,4900 | 71,6000 | 65 | 75 |
| Norvège (100 k) | 78,4000 | 78,4900 | 73 | 82 |
| Autriche (100 sch) | 48,5500 | 48,5610 | 47 | 50,10 |
| Espagne (100 pes) | 4,1210 | 4,1205 | 3,85 | 4,45 |
| Portugal (100 esc) | 3,3500 | 3,3500 | 3 | 3,70 |
| Canada (1 $ can) | 3,9110 | 3,9122 | 3,65 | 4,25 |
| Japon (100 yens) | 5,3005 | 5,2954 | 5,15 | 5,50 |

## Marché libre de l'or

| Monnaies et devises | Cours préc. | Cours 06/10 |
|---|---|---|
| Or fin (kilo en barre) | 66500 | 66400 |
| Or fin (en lingot) | 66800 | 66650 |
| Napoléon (20f) | 384 | 381 |
| Pièce Fr (10 f) | 325 | 328 |
| Pièce Suisse (20 f) | 391 | 386 |
| Pièce Latine (20 f) | 387 | 385 |
| Souverain | 485 | 486 |
| Pièce 20 dollars | 2850 | 2850 |
| Pièce 10 dollars | 1350 | 1350 |
| Pièce 5 dollars | 625 | 630 |
| Pièce 50 pesos | 2490 | 2490 |
| Pièce 10 florins | 402 | 402 |



## Matif (Marché à terme international de France)

6 octobre 1994

NOTIONNEL 10 %
Nombre de contrats estimés : 126 561

| Cours | Mars 95 | Juin 95 | Déc. 94 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 109,06 | 108,24 | 109,88 |
| Précédent | 108,92 | 108,18 | 109,66 |

CAC 40 A TERME
Volume : 6 109

| Cours | Oct. 94 | Nov. 94 | Déc. 94 |
|---|---|---|---|
| Dernier | 1861 | 1863,50 | 1876 |
| Précédent | 1841 | 1849 | 1858,50 |

**RÈGLEMENT MENSUEL (1)**
Lundi daté mardi : % de variation 31/12 - Mardi daté mercredi : montant du coupon - Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi daté vendredi : compensation - Vendredi daté samedi : quotités de négociation

**ABRÉVIATIONS**
B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

**SYMBOLES**
1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
■ coupon détaché - ● droit détaché - ◇ cours du jour - ◆ cours précédent
o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - # contrat d'animation

DÉFENSE

Selon le PDG de GIAT industries

# La France commencera de livrer aux Émirats les premiers chars Leclerc en novembre

**Le PDG de GIAT industries a démenti, jeudi 6 octobre, des informations de source syndicale (« le Monde » du 23 septembre) selon lesquelles son groupe n'était pas en mesure de respecter les termes du contrat signé avec les Emirats arabes unis (EAU) et portant sur la commande de trois cent quatre-vingt-dix chars Leclerc. Qualifiant ces assertions d'« inexactitudes dépassant l'imagination », Pierre Chiquet a affirmé que, comme prévu, les cinq premiers exemplaires seront livrés à la fin de 1994 aux conditions fixées par le client.**

D'un montant de 20,6 milliards de francs, le marché avec les EAU concerne, outre les trois cent quatre-vingt-dix chars de combat Leclerc, quarante-six chars de dépannage. A ce jour, les EAU ont versé environ 45 % du montant global du contrat en acompte. Compte tenu de la crise du GIAT, qui s'est traduite par une perte de 1 250 millions de francs en 1993 et de 946 autres millions probablement en 1994, « *ce sont les Emiratis*, a expliqué M. Chiquet, *qui font actuellement nos fins de mois* ».

Pour emporter ce marché contre la concurrence américaine, GIAT *industries* a dû, sur ses fonds propres, investir 700 millions de francs nécessaires à l'adaptation du Leclerc aux besoins de son client moyen-oriental – le remplacement du moteur initial par *une turbine allemande* et l'obligation de « tropicaliser » le blindé. – et le groupe a dû aussi organiser un système de compensations – à hauteur de 60 % du montant du contrat – par lequel il aidera, avec l'appui de Total, à la création d'entreprises et de sociétés de services aux EAU.

M. Chiquet affirme que son groupe livrera aux Émirats les deux premiers Leclerc à la fin novembre et trois autres, au début décembre, à l'école d'application des blindés de Saumur où seront formés les officiers émiratis, instructeurs, chefs de peloton et chefs d'escadron dans l'armée des EAU. En 1995, trente-neuf chars seront livrés et, à partir de 1996, le rythme sera de quatre-vingts à quatre-vingt-dix par an.

Le PDG de GIAT industries a reconnu que, compte-tenu du lancement du programme émirati, il avait été décidé, en accord avec la délégation générale pour l'armement, de réduire à trente – au lieu de trente-quatre – le nombre des chars livrés en 1994 à la France depuis juillet dernier et « *avec un risque de glissement des livraisons de décembre sur janvier 1995* ».

A propos des commandes de l'armée de terre française, M. Chiquet espère que l'objectif reste de six cents exemplaires au total, dont la moitié avant l'an 2000. Les livraisons devraient porter sur quarante-deux chars en 1995 et, chaque année suivante, à la cadence moyenne de quarante-cinq. Le prix d'un Leclerc sorti d'usine est de 30 millions de francs. A l'origine, la France avait prévu de commander mille cent à mille trois cents chars au rythme annuel d'une centaine. La chute des commandes nationales est telle que GIAT industries devra *considérablement accentuer son* effort à l'étranger, avec un chiffre d'affaires à l'exportation de 16 % par rapport au chiffre d'affaires global en 1994 et de 63 % prévu pour 1999.

Le PDG de GIAT industries a révélé à cette occasion qu'il était en négociation avec le Qatar, qui vient de commander à Dassault douze avions Mirage 2000-5. L'émirat du Golfe, dont l'armée de terre s'est presque exclusivement approvisionnée en France, estime avoir besoin d'une centaine de chars Leclerc.

J. I.


Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75501 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Télex : 206.806F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 49-60-30-10
Télex : 261.311F

Edité par la SARL *le Monde*
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme des lecteurs du *Monde*
Le Monde-Entreprises,
Jean-Marie Colombani, gérant.

Imprimerie du « Monde »
12, r. M.-Gunsbourg
94852 IVRY Cedex

Commission paritaire des journaux et publication, n° 57 437, ISSN : 0395-2037



*Le Monde sur* CDROM : (1) 43-37-66-11.
Microfilms : (1) 40-65-29-33

Le Monde PUBLICITE SA
Président-directeur général : Jean-Marie Colombani
Directeur général : Gérard Morax
Membre du comité de direction : Dominique Alduy
133, av. des Champs-Elysées
75409 PARIS CEDEX 08
Tél. : (1) 44-43-76-00
Téléfax : 44-43-77-30
Société filiale de la SARL *le Monde* et de Médias et Régies Europe SA

Le Monde TÉLÉMATIQUE
Composez 36-15 - Tapez LEMONDE
Le Monde - Documentation
36-17 LMDOC ou 36-29-04-56


## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 *IVRY-SUR-SEINE CEDEX.*
Tél. : (1) 49-60-32-90 (de 8 heures à 17 h 30)

| TARIF | FRANCE | SUISSE-BELGIQUE LUXEMB.-PAYS-BAS | Voie normale y compris CEE avion |
|---|---|---|---|
| 3 mois | 536 F | 572 F | 790 F |
| 6 mois | 1 038 F | 1 123 F | 1 560 F |
| 1 an | 1 890 F | 2 086 F | 2 960 F |

Pour les autres pays, nous consulter.

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Se renseigner auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie aérienne, tarif sur demande.
*Pour vous abonner,* renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LE MONDE, code d'accès ABO


« LE MONDE » (USPS = pending) is published daily for $ 892 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine France, second class postage paid at Champlain N.Y. US, and additional mailing offices.
POSTMASTER : Send address changes to IMS of NY Box 1518, Champlain N. Y. 12919 - 1518.
Pour les abonnements souscrits aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 3330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach VA 23451 - 2983 USA


Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonné.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

401 MQ 01 — PP. Paris RP

Durée choisie : 3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐
Nom : ____________ Prénom : ____________
Adresse : ____________
____________ Code postal : ____________
Localité : ____________ Pays : ____________
*Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.*

CARNET

## Décès

– Mme Nelly Castro,
sa veuve,
Mlles Vénus et Delphine Castro,
ses enfants,
M. Raymond Castro,
avocat honoraire à la cour de Paris
et son épouse, née Iglesis,
ses parents,
Ainsi que toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

**Olivier CASTRO,**

survenu à Paris, le 2 octobre 1994, dans sa quarante-huitième année.

Le service religieux sera célébré le lundi 10 octobre, à 10 h 30, en l'église *Sainte-Marie des Batignolles, 63*, rue Legendre, Paris-17e.

*« Mais ce soir tu ne peux plus rien, je suis au quai du lendemain. »*
Olivier Castro.

Cet avis tient lieu de faire-part.

43, cours de Vincennes,
75020 Paris.
18, rue Guersant,
75017 Paris.

– Sa famille,
Et ses amis de toujours,
ont la tristesse de faire part du décès de

**J.-François DECOUX,**
*ingénieur général de l'armement,*

survenu le 2 octobre 1994, dans sa soixante-troisième année.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Maurice Degros,
Mlle Jacqueline Degros,
M. et Mme André Lévi,
font part du décès de

**M. Maurice DEGROS,**
conservateur en chef honoraire
des archives du ministère
des affaires étrangères,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 6 octobre 1994.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien du Montparnasse, le lundi 10 octobre.

On se réunira à l'entrée principale à *15 h 15, boulev*a *DEGROS,*
conservateur en chef honoraire
des archives du ministère
des affaires étrangères,
officier de la Légion d'honneur,

survenu le 6 octobre 1994.

L'inhumation aura lieu au cimetière parisien du Montparnasse, le lundi 10 octobre.

On se réunira à l'entrée principale à *15 h 15, boulevard Edgar-Quinet,* Paris-14e.

80, rue Marc-Sangnier,
94700 Maisons-Alfort,
29, square Edison,
94000 Créteil.

– Ingeburg Lachaussée,
son épouse,
Sébastien et Béatrice,
ses enfants,
Henri et Monique Lachaussée,
Isabelle Lachaussée,
Lucile et Thibaut Roy
et leurs enfants,
Fritz et Klara Müller-Strauss,
Hans-Georg Müller et ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de

**Patrick LACHAUSSÉE,**
professeur de philosophie,
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,

survenu le 29 septembre 1994, dans sa trente-huitième année.

*Le service religieux aura lieu le lundi* 10 octobre, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre du Gros-Caillou, 92, rue Saint-Dominique, Paris-7e, suivi de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, Paris-14e.

*« Nah ist*
*Und schwer zu fassen der Gott.*
*Wo aber gefahr ist, wächst*
*Das Rettende auch. »*

*« Tout proche*
*et difficile à saisir, le Dieu !*
*Mais aux lieux du péril croît*
*aussi ce qui sauve. »*
Hölderlin.

11, rue Sédillot,
75007 Paris.

– Le proviseur du lycée Michelet (92170 Vanves),
Les conseils d'administration du lycée et du collège,
Ses collègues,
Ses élèves,
ont la douleur de faire part du décès, le 29 septembre 1994, de

**Patrick LACHAUSSÉE,**
ancien élève
de l'Ecole normale supérieure,
professeur de philosophie
au lycée Michelet depuis 1984.

– Pierre Launey
a la tristesse de faire part du décès, le *5 octobre* 1994, *de sa femme*

**Luce LAUNEY.**

On se réunira le lundi 10 octobre, à 15 h 15, au crématorium du Père-Lachaise.

10, rue des Canettes,
75006 Paris.

– Le 6 octobre 1994, le Seigneur a rappelé à lui

**André-Jean MENDEL,**

dans sa quatre-vingt-troisième année.

De la part de
Mme André-Jean Mendel,
née Javotte Burnand,
M. Jean-Marc Mendel
et Mme Nicole Bon,
Anne-Sophie Mendel
et Gilles-Eric Mendel,
La famille
de M. et Mme Emmanuel Rain,
Mme Jacques Burnand et sa famille,
La famille
de M. et Mme Daniel Fraissinet,
Mme Pierre Marican et sa famille.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité à Ermenonville.

Un service d'action de grâces sera célébré le samedi 8 octobre, à 14 h 30, en l'église réformée du Saint-Esprit, 5, rue Roquépine, Paris-8e.

*« L'Eternel est ma force et le sujet de mes louanges. C'est Lui qui m'a sauvé. »*
Psaume 118-2.

– Michèle,
son épouse,
Emmanuelle,
sa fille,
Sa famille,
Ses amis,
font part du décès de

**M. Claude ORRIEUX,**
professeur à l'université de Caen,

survenu à Angers, le 1er octobre 1994, à l'âge de soixante-six ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le samedi 8 octobre, à 16 heures, en l'église de Rochefort-sur-Loire (Maine-et-Loire), suivie de l'inhumation dans son village d'adoption.

Nous gardons en mémoire l'amour qu'il nous a donné, et sa foi dans l'humanité.

Michèle Orrieux,
23, rue de l'Abbaye,
49190 Rochefort-sur-Loire.

– Ses frères, sœurs et leurs conjoints,
Toute la famille,
font part du décès de

**M. Robert VANBESELAERE,**
adjoint au maire
du vingtième arrondissement de Paris,
directeur au Centre culturel
de Tourcoing,
officier dans l'ordre
des Palmes académiques,

survenu à Wattignies (Nord), le 30 septembre 1994.

Ses funérailles ont eu lieu dans la stricte intimité familiale, le lundi 3 octobre.

76, rue de l'Yser,
59139 Wattignies.
Chambre funéraire,
Pompes funèbres et fleurs Faucomprez,
182, rue Clemenceau,
59139 Wattignies.

## Remerciements

– Anne, Jean M., Martine, Marc remercient toutes les personnes qui ont assisté aux obsèques de

**Thomas SANQUER,**

ainsi que celles qui leur ont fait parvenir des marques de sympathie en cette cruelle épreuve.

*« ... Plus que ne couvre le vol d'un milan. »*
*Aulus Persius Flaccus.*

## Conférences

**Initiation à la Kabbale**

Réunion d'information le dimanche 9 octobre 1994, à 19 heures, au Centre de la Kabbale, 20, passage Turquetil, Paris-11e. Métro Nation. Rens. : 43-56-01-38 ou 43-56-67-97.

## Communications diverses

– Pour la restauration, la restitution et la création de broderie et de tapisserie,

**Philippe CÉCILE**

a le plaisir d'annoncer l'ouverture de son atelier, 47-49, avenue du Docteur-Arnold-Netter, Paris-12e.

Ouvert du lundi au vendredi, de 14 heures à 19 heures. Renseignements au 44-67-92-02.

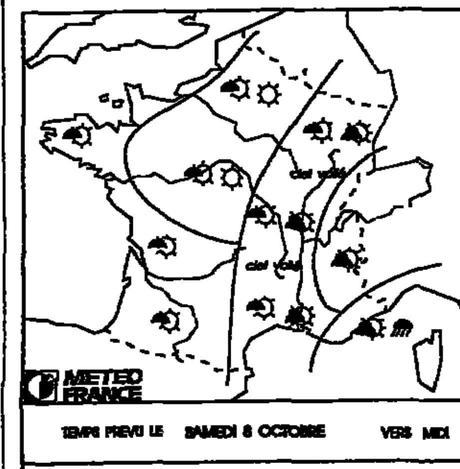
*Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.*

**CARNET DU MONDE**
Télécopieur : 45-66-77-13
Téléphone : 40-65-29-94
40-65-29-96



DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO
Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## MÉTÉOROLOGIE



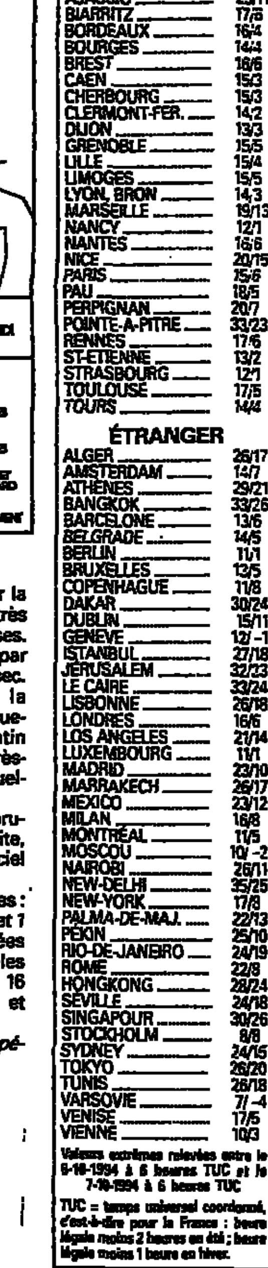

**Samedi : soleil à l'ouest, nuages à l'est.** – Sur la Provence, la Côte d'Azur et la Corse, le ciel sera très nuageux le matin avec quelques ondées éparses. L'après-midi, une amélioration se fera sentir par l'ouest avec quelques éclaircies et un temps plus sec.

Sur l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne, la Franche-Comté, la région Rhône-Alpes et le Languedoc-Roussillon, les nuages abondants le matin n'empêcheront pas une certaine luminosité. L'après-midi, la couverture nuageuse laissera filtrer quelques éclaircies.

Sur le reste du pays, de rares formations brumeuses se formeront au petit jour. Par la suite, l'impression de beau temps dominera dans un ciel parcouru par des nuages élevés.

Les températures minimales resteront fraiches : *comprises entre 3 et 6 degrés sur la moitié ouest* et 1 à 3 degrés sur la moitié est avec des petites gelées sur un quart nord-est. Près de la Méditerranée, elles avoisineront 11 à 12 degrés sur le Nord-Est, 13 à 16 sur le reste de la moitié nord d'est en ouest, et jusqu'à 20 degrés sur les régions méridionales.

*(Document établi avec le support technique spécial de Météo-France.)*



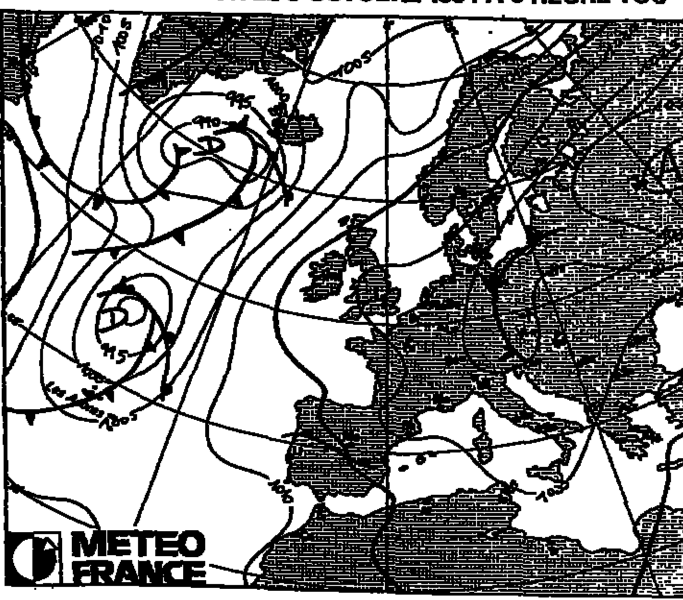
TEMPÉRATURES maxima - minima

| | |
|---|---|
| **FRANCE** | |
| AJACCIO | 23/11 |
| BIARRITZ | 17/5 |
| BORDEAUX | 16/4 |
| BOURGES | 14/4 |
| BREST | 16/6 |
| CAEN | 15/3 |
| CHERBOURG | 15/3 |
| CLERMONT-FER. | 14/2 |
| DIJON | 13/3 |
| GRENOBLE | 15/5 |
| LILLE | 15/4 |
| LIMOGES | 15/5 |
| LYON, BRON | 14/3 |
| MARSEILLE | 19/13 |
| NANCY | 12/1 |
| NANTES | 16/6 |
| NICE | 20/15 |
| PARIS | 15/6 |
| PAU | 18/5 |
| PERPIGNAN | 20/7 |
| POINTE-A-PITRE | 33/23 |
| RENNES | 17/6 |
| ST-ETIENNE | 13/2 |
| STRASBOURG | 12/1 |
| TOULOUSE | 17/5 |
| TOURS | 14/4 |
| **ÉTRANGER** | |
| ALGER | 26/17 |
| AMSTERDAM | 14/7 |
| ATHÈNES | 29/21 |
| BANGKOK | 33/26 |
| BARCELONE | 13/6 |
| BELGRADE | 14/5 |
| BERLIN | 11/1 |
| BRUXELLES | 13/5 |
| COPENHAGUE | 11/8 |
| DAKAR | 30/24 |
| DUBLIN | 15/11 |
| GENÈVE | 12/ -1 |
| ISTANBUL | 27/18 |
| JÉRUSALEM | 32/23 |
| LE CAIRE | 33/24 |
| LISBONNE | 26/18 |
| LONDRES | 16/6 |
| LOS ANGELES | 21/14 |
| LUXEMBOURG | 11/1 |
| MADRID | 23/10 |
| MARRAKECH | 26/17 |
| MEXICO | 23/12 |
| MILAN | 16/8 |
| MONTRÉAL | 11/5 |
| MOSCOU | 10/ -2 |
| NAIROBI | 26/11 |
| NEW-DELHI | 35/25 |
| NEW-YORK | 17/8 |
| PALMA-DE-MAJ. | 22/13 |
| PÉKIN | 25/10 |
| RIO-DE-JANEIRO | 24/19 |
| ROME | 22/8 |
| HONGKONG | 28/24 |
| SÉVILLE | 24/18 |
| SINGAPOUR | 30/26 |
| STOCKHOLM | 8/8 |
| SYDNEY | 24/15 |
| TOKYO | 26/20 |
| TUNIS | 28/18 |
| VARSOVIE | 7/ -4 |
| VENISE | 17/5 |
| VIENNE | 10/3 |

Valeurs extrêmes relevées entre le 6-10-1994 à 6 heures TUC et le 7-10-1994 à 6 heures TUC

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

PRÉVISIONS POUR LE 9 OCTOBRE 1994 A 0 HEURE TUC



هكذا من الأصل



## VENDREDI 7 OCTOBRE

### TF 1

13.35 Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30 Série : Côte Ouest.
16.20 Série : Le Miel et les Abeilles.
16.50 Club Dorothée. Salut les Musclés ; Arnold et Willy ; Les Infos de Cyril Drevet ; Clip ; Jeux.
17.55 Série : Les Filles d'à côté.
18.25 Série : Hélène et les garçons.
19.00 Série : Beverly Hills.
19.50 Divertissement : Le Bébête Show (et à 0.45).
20.00 Journal, La Minute hippique et Météo.
20.50 Feuilleton : *Les Yeux d'Hélène.* Les Cœurs brûlés 2, de Jean Sagols, avec Mireille Darc, Jean-Pierre Bouvier (6e épisode). *Hélène recouvre la vue mais le testament d'Arnaud ne lui est pas favorable...*
22.30 Magazine : Tout est possible. Présenté par Jean-Marc Morandini. Invité : Lagaf. Les vieilles dames indignes ; Le justicier du stade ; Je me suis échappée d'une secte.
23.40 Série : Agence tous risques.
0.40 Journal et Météo.
0.50 Jeu : Millionnaire.

### FRANCE 2

13.50 Série : Un cas pour deux.
14.55 Série : Dans la chaleur de la nuit.
15.45 Variétés : La Chance aux chansons (et à 5.05). Emission présentée par Pascal Sevran. Mélodie pour tous. Avec Régine Deforges, Patrice Delbourg, Claude Dejacques.
16.50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.15 Série : *Le Prince de Bel-Air.*
17.40 Série : La Fête à la maison.
18.15 Jeu : *Que le meilleur gagne* (et à 3.35).
18.50 Magazine : Studio Gabriel (et à 19.25). Présenté par Michel Drucker.
19.20 Flash d'informations.
19.59 Journal, Journal des courses, Météo et Point route.
20.55 Série : RG.
22.30 Magazine : Bouillon de culture. *Présenté par Bernard Pivot.* Emission consacrée à Taslima Nasreen qui vient d'annuler son séjour en France. Invités : Elisabeth Chemla, Moufida Tlatli, *Jorge Semprun, Monique* Nemer, Ferhat et Antoinette Fouque.
23.40 Variétés : Taratata. Emission présentée par Nagui. *Invité* : Charles Aznavour. Avec Native, Tonton David, les Négresses vertes.
1.15 Journal et Météo.

### FRANCE 3

13.00 Magazine : Vincent à l'heure.
14.50 Série : La croisière s'amuse.
15.40 Série : Magnum.
16.30 ▶ Les Minikeums. Les Aventures de Tintin : les *Cigares du pharaon ; Albert,* le cinquième mousquetaire ; Il était une fois les découvreurs : Armstrong.
17.45 Magazine : *Une pêche d'enfer.*
18.25 Jeu : Questions *pour un champion.*
18.50 Un livre, un jour. *Poussin,* de Jacques Thuillier.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Fa si la chantez !
20.35 Tout le sport.
20.45 INC.
20.50 *Magazine : Thalassa.* Présenté par Georges Pernoud. Mémoire profonde, de Bernard Rebatel.
21.50 Magazine : Faut pas rêver. *Présenté par Sylvain Augier. Invitée* : Micheline Dax. France : le marché de Saint-Christophe ; Sri-Lanka : Suni, le plongeur de pierres ; Espagne : Viva Cuevas.
22.50 Météo et Journal.
23.15 Magazine : Pégase. Everts Air fuel ; Portrait de Catherine Maunoury ; Le temple sacré du vol à voile.
0.10 Court métrage : Libre court. Lucille et le Photomaton, de *Sébastien Nuzzo.*
0.30 Continentales. L'Eurojournal : l'info en v.o.

### CANAL +

13.35 Cinéma : Fortress. ■ Film américain de Stuart Gordon (1992).
15.05 Le Journal du cinéma du mercredi (rediff.).



15.35 *Cinéma : Fausto.* □ Film français de Rémy Duchemin (1993).
16.55 Sport : Football. France-Roumanie. Match de championnat d'Europe espoirs, en direct du Puy.

*En clair jusqu'à 20.35*

18.55 Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi, *puis à 19.10, par Philippe Gildas* et Antoine de Caunes.
19.20 *Magazine : Zérorama.*
19.55 Magazine : Les Guignols.
20.30 *Le Journal du cinéma.*
20.35 Téléfilm : Dette de sang. De Stuart Gordon.
22.20 Documentaire : Les Grands Crimes du XXe siècle. Le calvaire du docteur Samuel Sheppard, de Philip Nugus.
22.45 Flash d'informations.
23.00 Cinéma : Impitoyable. ■■■ Film américain de Clint Eastwood (1992).
1.05 *Cinéma : L'Esprit de Caïn.* □ Film américain de Brian De Palma (1992) (v.o.).

### ARTE

*Sur le câble jusqu'à 19.00*

17.00 Documentaire : Histoire parallèle. Actualités françaises et américaines de la semaine du 1er octobre 1944 *(rediff.).*
17.50 Magazine : Macadam. Les Cigales et la Fourmi (rediff.).
19.00 Magazine : Confetti. Présenté par Alex Taylor et Annette Gerlach.
19.30 Documentaire : Les Pionniers de l'Amazonie. De Denis Ruellan et Philippe Hamelin. *Le drame et l'opiniâtreté des paysans sans terre du Brésil dans la course au développement de l'Amazonie.*
20.20 Court métrage : Le Palestinien. *De Horst Orlich.*
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Téléfilm : *L'Héritage.* De Rüdiger Sünner.
22.15 Documentaire : Enfants de Manille. De Johannes Schäfer. *Trois adolescents qui vendent leur corps aux touristes.*
23.00 Cinéma : Missouri Breaks. ■■ Film américain d'Arthur Penn (1976) (v.o., 126 min).

### M 6

13.30 Série : Deux flics à *Miami.*
14.40 Magazine : Allô Cauet.
17.00 Magazine : Hit Machine.
17.35 Série : Croc-Blanc.
18.00 Série : Highlander.
19.00 Série : Code Quantum.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Magazine : *Vu par Laurent Boyer (et à 0.15).* L'actualité du spectacle.
20.05 Série : Notre belle famille.
20.35 Magazine : Capital.
20.45 Téléfilm : Haute protection. De Sam Pillsburg.
22.35 Série : Mission impossible. *Le Faux Témoin.*
23.35 Magazine : Sexy Zap.
0.05 Six minutes première heure.
0.20 Série : L'Exilé.

### FRANCE-CULTURE

20.00 *Musique :* Le Rythme et la Raison. Promenades musicales dans un jardin anglais (5).
20.30 Radio archives. Bachelard, l'imagerie.
21.32 Musique : Black and Blue. *Le parcours de Chautemps.* Avec Jean-Louis Chautemps.
22.40 Les Nuits magnétiques.
0.05 Du jour au lendemain.
0.50 Coda. Horace Silver (5).

### FRANCE-MUSIQUE

20.05 Concert (donné le 1er octobre à *Radio-France*) : Atmosphères, de Ligeti ; Lonely Child pour soprano et orchestre, de Vivier ; Grabstein für Stefan pour guitare et ensemble instrumental, de Kurtag ; Sinfonietta, de Janacek, par l'Orchestre symphonique de Radio-France, dir. Zoltan Pesko.
22.35 Ainsi la nuit. Soliste : Idil Biret, piano. A 23.00, Sonate pour violon et basse continue de Tartini ; Sonate en trio pour deux dessus et basse continue en si bémol majeur, de Locatelli ; Sonate pour violon et basse continue en sol mineur op. 5, de Corelli.
0.05 Jazz club. Par Claude Carrière. *En direct de la Villa à Paris : Shirley Horn, chant et piano avec* Steve Williams, batterie.

#### Les interventions à la radio

France-Inter, 19 h 20 : « Infarctus : chaque minute compte... », (« Le Téléphone sonne »).

## IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMANN

# Sous le voile

DEVANT les grilles closes du collège, une jeune fille voilée crie. Elle crie qu'elle veut porter le voile, qu'elle l'a elle-même décidé, elle et personne d'autre, que nul ne l'y obligeait, ni père, ni grand frère. Un voile, un cri, un visage : *au premier regard, on* n'enregistre que le voile ; *ensuite, on entend le cri ; enfin,* intrigué, on rencontre le visage.

*Ces dernières années, quelle* image offraient les lycéennes voilées ? Des ombres qui glissaient le long du trottoir, silencieuses, évitant de parler aux caméras. Elles allaient par deux, par trois, sœurs, cousines, copines, ballottées par la foule des journalistes. Ni cris, ni visages : on ne distinguait que les voiles, volant dans le petit *matin des banlieues,* anodins et menaçants, sournoisement *conquérants. Derrière les voiles* se profilaient les silhouettes *des poursuivants de Salman* Rushdie, des preneurs d'otages *au Liban, des auteurs d'attentats.* Aggravant le soupçon, les jeunes filles se taisaient. Leurs pères, leurs frères, parlaient pour elles.

Elles ne se contentent pas, aujourd'hui, de parler : elles crient. Elles ne sont plus trois, mais vingt, trente. Elles tiennent des piquets de grève, négocient avec le principal, *concluent parfois des compromis.* Jour après jour, elles *s'approprient le vocabulaire et* les rituels de la contestation lycéenne. *Et dans leurs cris,* devant les caméras, qu'entend-on ? Une revendication adolescente, comme pour d'autres le rimmel ou des postes d'enseignants supplémentaires. Les accents des manifestants de l'an dernier contre le SMIC-jeunes étaient-ils si différents ?

Le regard descend alors sur leurs visages. *Quelle surprise :* sous le voile, on rencontre des *jeunes filles comme les autres.* On remonte au voile, en un va-*et-vient désorienté entre ce* visage si ordinaire et ce tissu *qui l'emprisonne. Mais l'emprisonne-t-il vraiment ?* Par une ironie inattendue du Coran et de la circulaire Bayrou conjugués, le voile, au moins pour certaines d'entre elles, n'est-il pas en train de se retourner contre sa fonction initiale ? Gigantesque pied de nez aux pères, aux grands frères, aux barbus, ne sont-elles pas, par la *revendication, en train* d'acquérir à grands pas une autonomie *inattendue* ?

Pour éclairer la mystérieuse *dialectique de l'asservissement* et de la libération qui se joue sous ces bouts de tissu, une solution simple consisterait à leur consacrer émissions et débats, à les confronter à leurs professeurs, à leurs copines, à leurs grands frères, à les écouter un peu plus longtemps que les dix secondes d'une séquence de journal télévisé. *Mais c'est sans doute trop* demander à la télévision, et *notamment au service public,* qui préfère entretenir le pays de *la fidélité conjugale* et des muselières des pitbulls.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ▶ Signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ Film à éviter ; ■ On peut voir ; ■■ Ne pas manquer ; ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## SAMEDI 8 OCTOBRE

### TF 1

5.55 Série : Intrigues (et à 1.20).
6.25 Club mini Zig-Zag. Pif et Hercule : Polochon ; Clyde.
7.20 Club mini. Bof ; Adorable Creamy ; Candy ; Le Jardin des chansons.
8.25 *Télé-shopping.*
8.55 Club Dorothée. Bicker Mice : Nicky Larson ; Goldorak ; Jet Man ; L'Ecole des champions ; Jeux ; News ; Tests vidéo.
10.43 Météo (et à 12.18).
10.45 *Ça me dit et vous ?* Avec les séries : Dinosaures, La Maison en folie.
11.55 Jeu : Millionnaire.
12.20 Jeu : Le Juste Prix.
12.50 Magazine : A vrai dire.
12.55 Météo et Journal.
13.15 Magazine : Reportages. Le Roi des émeraudes, de Tony et Paul Comiti.
13.50 Série : Sydney Police.
14.45 Série : Paire d'as.
15.45 Série : Chips.
16.40 Série : Tarzan.
17.05 Magazine : Trente millions d'amis.
17.35 *Série : 21, Jump Street.*
18.35 Divertissement : Vidéo gag.
19.05 Série : Beverly Hills.
20.00 Journal et Météo.
20.35 Sport : Football. Eliminatoires Euro 96, en direct de Saint-Etienne : France-Roumanie ; à 21.30, mi-temps, Tiercé et La Minute hippique ; à 21.45, 2e mi-temps.
22.40 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. Les enfants d'Icare ; Le *Dukun* et le Mérapi, de Philippe Jamain ; Nés pour voler, d'Alain Tixier ; Robert et les loups, d'Antoine Lassaigne ; Les derniers flotteurs sur bois, d'Inaki *Zabala.*
23.45 Série : Chapeau melon et *bottes* de cuir.
0.40 Journal et Météo.
0.50 Magazine : Les Rendez-vous de l'entreprise (rediff.).
1.10 TF 1 nuit (et à 1.45, 2.50, 3.50, 4.30).
1.55 Documentaire : *Histoires naturelles* (et à 4.00, 5.05). Silak ou les grands espaces ; Un champion de pêche au coup ; L'Alsace, la nature et les enfants.
3.00 Documentaire : Histoire des inventions. *Inventer pour le plaisir.*
4.40 Musique.

### FRANCE 2

6.05 *Documentaire :* Cousteau à la redécouverte du *monde.* Au pays des totems vivants (rediff.).
6.50 Dessin animé.
7.00 Les Matins de Saturnin. Caroline et ses amis ; *Les Animaux du Bois de quat'sous ;* Les Aventures de Saturnin.
7.50 Hanna Barbera Dingue Dong. Les Pierrafeu : Bêtes comme chiens ; Wally Gator ; Tom et Jerry Kids ; Droopy et Dripple.
8.50 Sam'di mat'. Les Tortues Ninja ; La Famille *Addams.*
10.10 Dessin animé : Warner Studio. Tiny Toons.
10.50 Expression directe. PS.
11.00 Magazine : La Revue de presse de *Michèle* Cotta (et à 4.05).
11.55 Jeu : Pyramide.
12.25 Jeu : Combien tu paries ?
12.55 Météo (et à 13.30).
12.59 *Journal.*
13.35 Emission spéciale : Attention drogue ! Présentée par Claude Sérillon à l'occasion de la Semaine européenne de la prévention des toxicomanies.



14.35 Magazine : *Samedi, aventure et sport.* A 14.40, Wanka Tanka, le magazine hors pistes : la mer Rouge-Israël ; à 15.35, Gymnastique rythmique et sportive : *championnat du monde* en direct du Palais omnisports de Bercy ; à 16.40, Tiercé, en direct d'Evry ; à 17.40, Cyclisme : Tour de Lombardie.
18.50 INC.
18.55 Magazine : Chéri (e), j'ai un truc à te dire. Présenté par Christine Bravo. Thème : un jour, mon prince viendra. *Invitée : Emmanuelle* Laborit.
19.50 *Tirage du Loto* (et à 20.50).
19.59 Journal, Journal des courses et Météo.
20.50 Divertissement : Surprise sur prise. Présenté par Georges *Beller. De* drôles de dames. Avec Claudia *Cardinale,* Ophélie Winter, Judith Godrèche, Régine, Maurane.
22.35 Sport : Boxe. Championnat d'Europe des super-moyens : Frédéric Seillier (France)-Bernard Bonzon (Suisse).
23.55 Magazine : La 25e Heure. Présenté par Jacques Perrin. Adieu et merci Tonkin, de Ber*nard Malice.*
1.30 Journal et Météo.
1.50 Variétés : Taratata (rediff.).
2.55 Dessin animé.
3.10 Magazine : Bouillon de culture (rediff.).
4.50 Documentaire : Un avion sous la mer.
5.15 Documentaire : Opéra sauvage. Zimbabwe.

### FRANCE 3

6.00 *Euronews.*
7.00 Bonjour Babar. L'Ours, le tigre et les autres ; Les Moomins ; Oui-oui ; Calculin ; Mine de rien ; Les Aventures de *Tintin : le Secret de la Licorne.*
8.30 Magazine : Terres francophones.
9.00 Magazine olympique.
9.30 Magazine : Rencontres à XV. Le stage de l'équipe de France à Font-Romeu ; Guirlande *d'essais ; Les Italiens préparent* la Coupe du monde ; Joutes et rugby à Sète ; Agenda et actualité de la semaine.
10.00 Magazine : D'un soleil à l'autre.
10.30 Magazine : Outremers.
11.00 Magazine : Le Jardin des bêtes. *Présenté par* Pierre Rousselet-Blanc.
12.00 Flash d'informations.
12.05 Télévision régionale. Témoins. Invité : Dalil Boubakeur (recteur *de la Mosquée de Paris).*
12.45 Journal.
13.00 Samedi chez vous (et à 14.50, 16.45).
14.00 Série : New-York District. Brebis galeuse, de Dick Wolf, avec George Dzundza, Christo*pher Noth.*
17.45 Magazine : Montagne. Vagabonds des airs, de Daniel Despin et Benoît Aymon.
18.20 Expression directe. UNAPL.
18.25 Jeu : Questions pour un champion.
18.50 *Un livre, un jour. Rendez-vous avec Paris,* de Gérard Bauër.
19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.09 à 19.31, le journal de la région.
20.05 Jeu : Fa si la chantez !
20.35 *Tout le sport.*
20.50 ▶ Téléfilm : Balle perdue. D'Etienne Périer.
22.25 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson et *Patricia Martin. Comment allons-*nous vivre la fin de siècle ? Invités : le docteur Xavier Emmanuelli *(Dernier avis avant la fin du monde)* ; Rony Brauman *(Devant le mal, Rwanda - un génocide en direct)* ; Jacques Ruffié *(les Epidémies dans l'histoire de l'homme).* Jean Delumeau, à propos du livre de *Jurieu, l'Accomplissement des prophéties,* qu'il a préfacé ; Paule Constant, *(la Fille du gobernator)* ; François-Régis Bastide, *(l'Homme au désir d'amour lointain).*
23.30 Météo et Journal.
23.55 Magazine : Ruban rouge. Emission interactive sur le sida. Pourquoi faut-il faire le test du *sida ? Invité : Patrice Chéreau.*
0.55 Magazine : Musique et compagnie. Présenté par Alain Duault. Portrait de Claire Gibault, chef d'orchestre.
1.55 Musique : Cadran lunaire. *Sonatine, de Béroff, par Dinu* Lipati, pianiste (15 min).

### CANAL +

*En clair jusqu'à 7.30*

6.59 Pin-up (et à 7.28, 12.29, 1.05).
7.00 CBS Evening News. Journal américain présenté par Dan Rather et Connie Chung.
7.23 Le Journal de l'emploi.
7.30 Les Superstars du catch.
8.20 Surprises (et à 10.05, 16.35, 23.20, 4.15, 5.45).
8.35 Cinéma : Wayne's World. ■ Film américain de Penelope *Spheeris (1992). Avec* Mike Myers, Dana Carvey, Rob Lowe.
10.15 Le Journal du cinéma.
10.20 Cinéma : Beignets de tomates vertes. ■ Film américain de Jon Avnet (1991). Avec Kathy Bates, Jessica Tandy, Mary Stuart Masterson. *Quatre portraits de femmes, quatre performances d'actrices.*

*En clair jusqu'à 14.00*

12.30 *Flash d'informations.*
12.35 Magazine : 24 heures. *Présenté par* Erik Gilbert. Mosquée de Lyon.
13.30 Le Journal du cinéma du mercredi.
14.00 Sport : Basket. *Pau-Antibes.*
15.45 Sport : Football américain. San Francisco 49 ers/Philadelphia Eagles.
16.55 Documentaire : Animaux de toutes les Russies. La Caspienne, volière de la Rus*sie, de Gérard Calderon et Jean-*Claude Cuttoli.

*En clair jusqu'à 20.30*

17.25 Dessin animé : Léa et Gaspard.
17.30 Décode pas Bunny.
18.30 *Dessin animé : Les Simpson.*
18.55 Flash d'informations.
19.00 Magazine : L'Hebdo. Présenté par Michel Field. Les grands patrons.
20.00 Série : Absolument fabuleux. Joyeux anniversaire.
20.30 Téléfilm : Répétition d'un enlèvement. De Tom Fyrell, avec Michael Sheeb, Paul Rhys. *Thriller à l'atmosphère étouffante.*
22.35 Documentaire : *Voodoo Stones.* De Philippe Manœuvre. *L'histoire des Rolling Stones à travers des interviews et des documents.*
23.15 *Flash d'informations.*
23.30 Cinéma : Les Vies de Loulou. ■ Film espagnol de Bigas Luna (1990). Avec Francesca Neri, Oscar Ladoire, Maria Barranco.
1.10 Cinéma : Mediterraneo. □ *Film italien de Gabriele Salvatores* (1991). Avec Diego Abatantuono, Claudio Bigagli, Giuseppe Cederna (v.o.). *Grosse farce.*
2.35 *Cinéma :* L'Homme sur les quais. ■■ Film germano-franco-canadien de Raoul Peck (1992). Avec Jen*nifer Zubar, Toto Bissainthe,* Jean-Michel Martial. *Haïti dans les années 60. Le film de la mémoire d'une île.*
4.30 Cinéma : C'est arrivé à Aden. ■■ Film français de Michel Boisrond (1956). Avec Dany Robin, Jacques Dacqmine, André Luguet. *Adaptation en forme de comédie légère, ironique, d'un roman de Pierre Benoit.*
5.55 Documentaire : Land Art, retour au paysage. De Brigitte Cornand (52 min).

### ARTE

*Sur le câble jusqu'à 19.00*

17.00 Magazine : Archimède. Les biotopes de l'avenir ; La génération des robots ; Merveilles sous-marines ; Le portrait ; La carte du cerveau ; La lutte contre l'attaque cérébrale ; *« A la recherche de la langue parfaite »,* d'Umberto Eco ; La classification périodique des éléments (rediff.).
18.00 Magazine : Mégamix. Bangkok, la cité des anges ; Chico Science et Naçao Zumbi ; Sonic Youth ; Lokua Kanza ; Internet ; L'Apollo de New-York ; Les Compagnons de la chanson ; *Carles Santos (rediff.).*
19.00 Série : Hale and Pace.
19.25 *Chronique :* Le Dessous des cartes. Les conséquences de l'indépendance du Québec.
19.35 Histoire parallèle. *Actualités allemandes et américaines de la semaine du 8 octobre 1944, commentées par* Marc Ferro et Wichert Ten Have.
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Documentaire : Le Fil de la mémoire. *Le centenaire de l'abolition de* l'esclavage, d'Eduardo Countinho. *40 % des Brésiliens sont d'origine africaine.*
22.00 ▶ *Téléfilm :* Le Meilleur de la vie. De Ger Poppelaars, avec Loes Wouterson, Victor Löw.
23.35 Magazine : Snark. Somersault (extrait), de Steina Vasulka ; Acéra ou le Bal des sor*cières (extrait),* de Jean Painlevé et Geneviève Hamon ; Martial Part II, de Thomas Born ; Variations sur le sport, de *Jeanne* Lortat-Jacob ; Caprice en couleurs, de Norman McLaren et Evelyn Lambart.
0.00 Concert : Keith Jarret Trio. Enregistré à Tokyo le 25 juillet 1993 (2e partie, 40 min.).

### M 6

8.00 M 6 Kid. Info Kid ; Kilitout ; Kidimot. Peter *Pan ; Hurricanes ; Christophe* Colomb ; Cadillacs et dinosaures.
10.00 M 6 boutique. Télé-achat.
10.30 Infoconsommation.
10.35 Magazine : Hit Machine.
11.45 *Série : Loin de ce monde.*
12.20 Série : Mariés, deux enfants.
12.55 La *Saga des séries.* Invité : Francis Huster.
13.00 Série : Les Rues de San-Francisco.
14.00 Série : V.
15.00 Série : Berlin antigang.
16.00 Série : Thunderbirds.
17.00 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
18.15 Série : Le Saint.
19.15 Magazine : Turbo. Mondial de l'automobile.
19.54 Six minutes d'informations, Météo.
20.00 Série : Classe mannequin.
20.35 Magazine : Stars et couronnes. Arielle Dombasle.
20.45 Téléfilm : Le Clan du sang. *De Giacomo Battiato, avec Brad* Davis, Tony Lo Bianco. *Pour sauver son père prisonnier de la Mafia, un ingénieur américain d'origine italienne doit retourner à Palerme pour assassiner son cousin juge d'instruction.*
0.55 Six minutes première heure.
1.05 Danse : Philippe Decouflé. Les Petites Pièces montées.
1.30 Musique : Boulevard des clips *(et à 6.50).*
2.55 Rediffusions. Fax'O ; Culture pub ; Espagne, ardente et mythique ; Arles, le secret des pierres ; Fréquenstar.

### FRANCE-CULTURE

20.00 Musique : *Le Temps de la danse.*
20.30 Photo-portrait. Henri et Bruno Gaudin, architectes.
20.45 Fiction. Nous, les héros, de Jean-Luc Lagarce.
22.35 *Opus.* Catherine Sauvage.
0.55 *Clair de nuit.* Rencontre avec Alexandre Castant, critique d'art.

### FRANCE-MUSIQUE

20.05 Opéra (donné les 29 septembre, *1er, 4 et 6 octobre à l'Opéra* national de Paris) : Madame Butterfly, de Puccini, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra national de Paris, dir. Maurizio Benini ; sol. : Miriam Gauci, Sylvie Brunet, Giacomo Aragall, Anthony Michaels-Moore, Steven Cole, Vincent Le Texier, Alexandre Anisimov, Constance Fee.
23.00 *Les Magiciens de la Terre.* Par Daniel Caux.
0.05 Musique pluriel. Par Cécile Gilly. Concert (donné le 3 septembre à Royaumont) : On Tom Pathways, de Redgate ; *Once* Upon a Time, de Dillon ; Nacht*strahl,* de Bonnet ; On Stellar Magnitude, de Ferneyhough ; Chants, de Blank, par l'Ensemble Contrechamps, dir. Zsolt Nagy.

Le Monde

PIERRE GEORGES

## La boîte de chocolats

IL était assis sur les marches d'escalier, métro Montparnasse. Il tendait la main en silence. Sur sa poitrine était *accroché un carton. Avec ces* mots : *« J'ai honte. Mais j'ai faim. »* Et tout était dit dans la sobriété et la violence d'un message presque culpabilisant pour ceux qui passaient et qui avaient honte de n'avoir pas faim.

Curieuse association d'idées. En voyant cet homme, peut-être *pour une vague ressemblance* physique, on a pensé à Forrest Gump, l'idiot du grand village *américain* qui débarque sur nos écrans. Et à l'un de ses aphorismes favoris qui chavire de bonheur une société repue : *« La vie, c'est comme une boîte de chocolats. On ne sait jamais sur quoi on va tomber. »* On tombe parfois sur une boîte vide.

Mais ces considérations sont *un peu hors de mode, puisque,* c'est dit et écrit partout, la gumpmania fait des ravages. Et pourquoi pas, après tout. L'idiot du village, faute de vie villageoise, était devenu une espèce en péril. Il est donc normal que sa réhabilitation éclatante participe de ce grand souci nostalgique qu'une société a d'elle-*même. Au même titre que le* barbecue à l'ancienne, les vertus de la nation, ou le mythique *rêve américain,* cher au délicieux Capra.

Aux Gump, les mains pleines. Le précepte n'est pas nouveau. Mais il est inusable, ce vieux filon de l'innocence déjouant tous les pièges, du naïf triomphant du et des malins, du gentil demeuré superman malgré lui. Il est inusable et rassurant comme la revanche éclatante *d'un QI en berne, de l'ignorance* béate sur le monde des surdoués, des affaires, des sales guerres, des raiders, du sida. Comme dirait Gump : *« L'ignorance est la clef de tout dans la vie. Une personne ignorante est constamment surprise. »* Et constamment victorieuse.

Et si, après les Etats-Unis, la *France s'offre une petite cure de* « gumpisme », pour rêver un instant, entre deux soucis de *chômage, deux affaires,* pour s'arracher un peu à l'ordinaire morose du temps, tant mieux. Si cette fiction, en somme un vrai conte de niais, tyrannise un peu la réalité, la ridiculise, la renvoie à sa propre bouffonnerie, qui ira s'en plaindre ?

Nos Gump d'antan à nous, ceux de Pagnol, ceux de nos *mémoires et de nos villages, ne* connaissaient pas ainsi des trajectoires radieuses et inconscientes. La vie leur était cruelle de tant de sollicitude moqueuse, de tant de cruautés enfantines, d'une si assignée place dans le jeu social. Chacun a grandi avec son Gump préféré. Mon Gump à moi, pauvre *innocent et bossu de surcroît,* vivait de maison en maison sa quête de tendresse, la main tendue vers un peu de chaleur humaine, sa boîte de chocolats à lui. Il n'eut jamais de lendemains hollywoodiens. Mais, dans l'ignorance où il resta que cela pût exister, il s'en accommoda fort bien.

D'après la revue américaine « The Nation »

# La CIA aurait financé le principal mouvement paramilitaire anti-Aristide

Le Front pour l'avancement et le progrès en Haïti (FRAPH, principal mouvement paramilitaire néo-duvaliériste) est-il une création des services de renseignement américains ? La revue américaine *The Nation* croit pouvoir l'affirmer, jeudi 6 octobre, dans sa dernière édition, faisant état de *« preuves documentées »*. Selon ce magazine libéral, Emmanuel Constant, chef du FRAPH, a dévoilé le nom de son « correspondant » américain, le colonel Patrick Collins, des services de renseignement militaires en Haïti.

D'après la revue, au lendemain du putsch contre le président élu Jean-Bertrand Aristide en 1991, cet officier américain a invité Emmanuel Constant à créer un mouvement susceptible de *« contre-balancer »* celui du président Aristide. *The Nation* fait aussi état de « preuves », confirmées en partie par le président du FRAPH, montrant que les Etats-Unis ont financé durant plusieurs années un groupe d'« attachés », des supplétifs de l'armée et de la police, souvent membres du FRAPH. L'ambassade des Etats-Unis à Port-au-Prince a aussitôt démenti ces informations. Opérant un spectaculaire revirement, Emmanuel Constant avait appelé mardi ses partisans à déposer leurs armes.

Le quotidien *New York Times* a révélé la semaine dernière, sans être démenti, que le président Clinton a signé une autorisation de dépenses de quelque 5 millions de dollars permettant à la CIA de mener des *« actions politiques »* en Haïti, visant cette fois à neutraliser les opposants du président Aristide.

En outre, la Chambre des députés haïtiens a voté jeudi une loi d'amnistie concernant les auteurs du coup d'Etat militaire de 1991, condition fixée pour leur départ à la retraite, et pour le retour, le 15 octobre, du président légitime, aux termes de l'accord obtenu par l'ancien président américain Jimmy Carter. Le texte adopté ouvre la voie à une amnistie plus large que prévu : son article premier l'accorde à *« tous crimes et délits accessoires à des délits politiques »*.

Le texte, qui doit encore recevoir l'aval du Sénat, a été voté par une cinquantaine de députés sur les cinquante-deux présents. La création d'une *« commission de vérité »* sur le coup d'Etat et d'un *« fonds de compensation »* pour les victimes de la répression doit faire l'objet d'un vote ultérieur.

Le projet de loi a été présenté par René Prosper, ministre de l'intérieur du gouvernement du premier ministre démissionnaire Robert Malval. Ce dernier avait été nommé par le président Aristide en juillet 1993 mais avait démissionné cinq mois plus tard. Selon plusieurs sources diplomatiques, M. Aristide aurait l'intention de proposer la candidature de M. Malval pour former un nouveau gouvernement. – *(Reuter, AFP.)*

# La République dominicaine refuse d'accueillir les chefs des putschistes haïtiens

SAINT-DOMINGUE

*de notre correspondant*

La République dominicaine n'accordera pas l'asile politique et interdira l'accès de son territoire aux généraux Raoul Cédras et Philippe Biamby, les deux chefs putschistes haïtiens qui se sont engagés à démissionner avant le 15 octobre. Le ministre dominicain des affaires étrangères, Carlos Moralès Troncoso, a annoncé jeudi 6 octobre que son gouvernement a pris cette décision *« afin de ne pas affecter le processus de démocratisation dans le pays voisin »*.

*« La République dominicaine a déjà donné en accueillant Michel François, chef de la police de Port-au-Prince,* a ajouté le responsable de la diplomatie dominicaine. *Que les autres chefs militaires cherchent ailleurs où se réfugier »*. Mardi, Michel François, qui fut l'un des cerveaux du coup d'Etat contre le président Jean-Bertrand Aristide, s'est réfugié à Saint-Domingue. Selon M. Moralès Troncoso, les autorités dominicaines lui ont accordé *« un permis d'entrée temporaire, à la demande des Nations unies et pour des raisons humanitaires »*.

Evans François, *qui réside à* Saint-Domingue, a pour sa part affirmé que le responsable des violations des droits de l'homme commises depuis le coup d'Etat n'était pas son frère, Michel François, mais le général Cédras. *« Mon frère a toujours agi sous les ordres du général Cedras, son supérieur hiérarchique »,* a-t-il déclaré, niant qu'il ait jamais été « l'homme fort » du régime putschiste.

La décision du gouvernement dominicain est de bon augure pour l'avenir des relations bilatérales *entre les deux Républiques se partageant* l'île d'Hispaniola. Ces relations s'étaient rapidement détériorées lors des sept mois de présidence de Jean-Bertrand Aristide. Après le coup d'Etat du 30 septembre 1991, qui avait bénéficié de complicités dominicaines, les autorités de Saint-Domingue avaient maintenu de discrètes *relations* avec les *militaires haïtiens*. Le président Joaquin Balaguer s'était publiquement opposé aux sanctions contre le régime putschiste et au retour du président Aristide au pouvoir. Carlos Moralès Troncoso, qui a été son vice-président jusqu'en août, avait en revanche noué des relations cordiales avec le président haïtien en exil.

De nombreux responsables politiques et éditorialistes dominicains ont pris position contre la présence des putschistes haïtiens à Saint-Domingue. Beaucoup de chefs d'entreprise souhaitent également une normalisation rapide des relations entre les deux pays, considérant qu'ils sont les mieux *placés pour profiter des retombées* de l'aide internationale promise pour la reconstruction d'Haïti.

JEAN-MICHEL CAROIT

Provoquant une brusque remontée de la tension en Bosnie

# Une incursion musulmane derrière les lignes serbes à Sarajevo fait vingt morts

La découverte, jeudi 6 octobre, par les « casques bleus » des *cadavres, mutilés pour certains,* de vingt combattants serbes bosniaques, dont quatre infirmières militaires, victimes d'une embuscade tendue à l'aube par les forces gouvernementales bosniaques sur le mont Igman, au sud-ouest de Sarajevo, a fait brusquement remonter la tension autour de la capitale bosniaque.

*La veille, le leader* des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, avait averti l'ONU qu'il lancerait une contre-offensive si les forces bosniaques poursuivaient leurs *« provocations »*, dans cette zone stratégique placée sous surveillance de la Force de protection de l'ONU (FORPRONU) depuis août 1993 et où passe l'unique cordon ombilical reliant, sous la menace constante des canons serbes, la capitale assiégée au reste de la Bosnie.

Jeudi soir, M. Karadzic haussait le ton et annonçait depuis son fief de Pale qu'il envisageait désormais de demander le retrait des « casques bleus » de Bosnie, *« incapables,* selon lui, *de faire respecter les accords entre combattants »*. Son armée déclarait pour sa part que *« cet acte criminel de la partie musulmane a transformé Sarajevo en poudrière qui pourrait embraser toute la région »*.

*« Il ne fait aucun doute que cela assombrit les perspectives du processus qui s'engageait »*, a estimé, jeudi, le représentant spécial de l'ONU en ex-Yougoslavie, Yasushi Akashi, qui s'est entretenu dans la journée avec le président bosniaque, Alija Izetbegovic. L'accord sur la réouverture de l'aéroport de Sarajevo, arraché *mercredi par M. Akashi,* est sérieusement remis en cause. Selon la FORPRONU, des représailles de la part des Serbes bosniaques contre Sarajevo sont à craindre. Après l'annulation de plusieurs vols, deux appareils de *ravitaillement* de la FORPRONU ont tout de même pu atterrir et deux autres décoller de l'aéroport de Sarajevo, qui était resté fermé en raison des menaces serbes pendant deux semaines.

**La Chine a procédé à un essai nucléaire.** – L'agence Chine nouvelle, rapportée par l'agence Reuter, a annoncé que la Chine avait procédé, vendredi 7 octobre, à un essai nucléaire dont la puissance n'a pas été indiquée. Cette expérience a eu lieu sur le site habituel de Lop Nor, dans l'ouest du pays, selon la détection enregistrée par un centre sismologique australien.

**AU COURRIER DU « MONDE »**

Les lettres de nos lecteurs ; L'avis du médiateur, par André Laurens : « Messages personnels » *(page 2)*.

**INTERNATIONAL**

### Italie : le conflit entre le gouvernement et les juges milanais

Après deux jours de conflit ouvert entre les juges milanais et le gouvernement italien, ce dernier a choisi de jouer l'apaisement, *afin de ménager l'opinion,* qui souhaite avant tout une magistrature indépendante *(page 4)*.

### Brésil : M. Cardoso annonce de nouvelles privatisations

Crédité d'une large victoire à l'élection présidentielle alors *même* que le *décompte* des voix n'est pas terminé, Fernando Henrique Cardoso, qui devrait prendre ses fonctions le 1er janvier 1995, a, lors d'une conférence de presse, annoncé une transition *« en douceur »* et son *intention de privatiser* plusieurs grandes entreprises d'Etat *(page 6)*.

**ESPACE EUROPÉEN**

### Les Autrichiens aux urnes

5,8 millions d'électeurs désignent leurs députés, dimanche 9 octobre. La grande coalition des sociaux-démocrates *et des conservateurs* a de bonnes chances d'être reconduite. L'Autriche mise sur la stabilité pour son entrée, le 1er janvier, dans l'Union européenne *(page 7)*.

**SOCIÉTÉ**

### Napoléon a-t-il été empoisonné ?

Pour quelques fidèles de Napoléon, l'empereur ne serait pas mort d'un cancer de l'estomac, comme l'affirme l'Histoire officielle, mais aurait été empoisonné. *Pour vérifier cette hypothèse,* ils ont eu recours à des techniques ultramodernes en faisant analyser des cheveux de l'exilé de Sainte-Hélène : de l'arsenic a ainsi été découvert... *(page 13)*.

**CULTURE**

### « Thyeste », de Sénèque, au Théâtre des Amandiers

Jean-Pierre Vincent a osé mettre en scène *Thyeste,* de Sénèque, texte le plus horrible, par sa cruauté, du répertoire théâtral. Un spectacle risqué, torturé, quelquefois déséquilibré, mais de ces déséquilibres qui sollicitent les sens *(page 16)*.

**ÉCONOMIE**

### La fin de l'assemblée annuelle du FMI

L'assemblée annuelle du FMI et de la Banque mondiale à Madrid à permis un rééchelonnement d'une partie de la dette commerciale russe. Mais elle a surtout vu monter une opposition entre le G7 et les pays en *développement à propos de* l'allocation de droits de tirage spéciaux (DTS), un différend qui démontre qu'à l'avenir les pays dits riches devront compter avec l'avis du reste du monde *(page 18)*.

**SERVICES**



La *télématique du Monde :*
36 15 LEMONDE
36 17 LMDOC
et 36-29-04-56

**DEMAIN**

### *Heures locales*

Dans les grandes villes, la pollution liée à la circulation automobile ne cesse de progresser, provoquant un accroissement des maladies respiratoires et des risques pour les habitants. Pour améliorer la qualité de l'air, les élus le savent, il faut impérativement limiter la circulation des véhicules dans les centres urbains, une décision souvent difficile à prendre.

*Ce numéro comporte un cahier « Terres d'Asies » folioté de I à XVI*

**Le numéro du « Monde » daté vendredi 7 octobre 1994 a été tiré à 470 232 exemplaires**

Le Monde
VOYAGES

# Terres d'Asies

SRI-LANKA

## Des fleurs pour Bouddha

Ils roulent, par villages entiers. Le cœur joyeux. Ils ont rendez-vous avec une ville, une montagne et la pleine lune de juin. Chaque année, des milliers de pèlerins s'en vont ainsi rendre hommage au fils d'un roi.

Page IV

VILLES

## L'envers du décor

Trois mégalopoles. A vivre au quotidien. Trois promenades pour découvrir, sous la conduite de nos correspondants, l'envers du décor. A Pékin, la ville caméléon qui change au fil des saisons. A Tokyo, où l'on réapprend l'art de flâner. A Ho-Chi-Minh-Ville, une cité à boire et à manger.

Pages XII et XIII

INDONÉSIE

## Un voilier aux Moluques

A bord d'un grand bateau blanc, 1 000 milles marins entre Célèbes et Nouvelle-Guinée, au royaume de la noix de muscade et du clou de girofle. Dans le sillage de ces navigateurs portugais qui, il y a cinq siècles, parcouraient les océans en quête des épices dont raffolait l'Occident.

Page XIV

HONGKONG

## My tailor is chinois

En 1997, Hongkong la britannique redeviendra chinoise. A la Bourse comme dans les ruelles grouillantes, l'heure est, plus que jamais, aux spéculations.

Page X

ET AUSSI...





CONCEPTION ET COORDINATION : Patrick Francès et Florence Evin
CONCEPTION GRAPHIQUE ET RÉALISATION : Hani Boutros
ICONOGRAPHIE : Sophie Malexis
CARTOGRAPHIE : Patricia Coyac, Christian Le Gall
CHEF DE PUBLICITÉ : Stéphane Moullé-Berteaux



PHILIPPE GONTIER

Au bord du lac Er Hai, dans le nord-ouest du Yunnan.

YUNNAN

## Portraits chinois

**Sur la route qui mène au Tibet. Rencontres.**

La légende voulut qu'un empereur se réveillât un matin en apercevant un nuage coloré, symbole de félicité. Il le fit suivre par ses cavaliers, et ces derniers chevauchèrent à travers de nouveaux paysages, au Yunnan, littéralement *« au sud du nuage »*. L'actualité, elle, dicte un appel *« aux travailleurs de la route »*, cette nouvelle route, toute neuve, étroite et sinueuse, menant au Tibet et à la Birmanie à travers les Roches rouges, le Fils du Ciel, la chaîne du Tsan Chan : *« Faites vite ! Pour la prospérité et l'entente entre les peuples. »* Le Tibet est à deux cents kilomètres de là. Le Tibet est tabou.

Les camions s'enlacent au-dessus des précipices, avancent – et on dirait qu'ils s'immobilisent –, transportent des jeunes gens somnolents, des arbres tropicaux, des bois précieux venus de Birmanie. Plusieurs fois, les policiers vérifient les papiers, et les taxes que les chauffeurs doivent payer. D'autres, mitraillettes à la main, recherchent les ballots d'opium. Tous les ans, on fusille en public une poignée de trafiquants. Et l'on raconte qu'au début du siècle les paysans récoltaient les fleurs interdites, la nuit, dans la précipitation et la peur des brigands qui venaient leur voler les moissons. L'opium, désormais, ne pousserait qu'en Birmanie...

Au début, on est frappé par la lenteur du paysage à se composer. Rien ne ressemble à cette terre rousse, à ces collines pelées. Les champs, la paille, le rouge et l'or, les vents. Est-ce la fatigue, les mirages qui dansent entre les courbes, dans les plis, sur les terrasses des rizières et donnent à croire que la terre avance, recule, que les maisons elles-mêmes sortent de ces ondulations, de cette boue séchée qui remplace les pierres ? Il faut attendre les montagnes, franchir les cols et un canal que des hommes creusent en remplissant des paniers, passer les rivières et s'habituer aux arbres solitaires, eucalyptus géants, hauts et fins, au feuillage vertical, irrégulier comme des lignes d'écriture. Quitter la « Chine », et faire halte là où tout, en apparence, prédispose à ce que s'applique le précepte : *« Ici, le pouvoir de l'empereur s'arrête aux portes du village »*, atteindre le lac Er Hai où viennent mourir des veines de marbre et s'adoucir des montagnes qui volent à la lumière le rose, l'orange et le turquoise. Le lac *« et rien d'autre »*, dit Tsao, vingt-quatre ans. Nous sommes en « pays baï (1) ».

Le jeune homme à la tignasse épaisse, gueule de voyou et chapeau de paille brodé de fleurs, n'est jamais allé ailleurs. Né d'une famille de sept enfants, au bord de cette eau métallisée, il est devenu batelier, pêcheur, vivant avec son patron à bord d'une jonque que, chaque jour, il charge et décharge du sable qu'il a tiré du fond du lac.

De notre envoyé spécial
DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

(Lire la suite page II.)

(1) Le Yunnan est la province qui réunit la plus grande diversité de peuples. On y trouve vingt et une des cinquante-cinq minorités ethniques reconnues en Chine, dont les Baïs, les Daïs, les Naxis, les Yis, etc.

## LA PART DU RISQUE

*« Aujourd'hui, la terre respire en même temps et souffre en même temps : à tous les coins des longitudes et des latitudes, la misère, pressée de faire le tour du globe, nous montre une seule et même face. »*

*Au moment d'aborder nos « Terres d'Asies » (un pluriel justifié par l'extrême diversité d'un territoire s'étendant du Pakistan au Japon), comment ne pas citer ces lignes de Paul Morand (1), rédigées en 1927, mais plus que jamais d'actualité.*

*Pour notre « une », nous avions en effet choisi l'Inde. Une Inde soudain victime de la peste. Victime aussi, et surtout, d'un pilonnage médiatique aussi intense que sommaire et fugace. Le tort est fait. Le ressort, momentanément, brisé. Nous avons donc, à contrecœur, remisé notre Rajasthan. Dans l'attente de jours meilleurs.*

*Est-ce pour lutter contre l'obsession « sécuritaire » et son cortège de voyages balisés et aseptisés que nos « Terres d'Asies » privilégient, comme par hasard, des contrées méconnues (les îles Andaman, le Yunnan chinois, l'archipel des Moluques, l'I-San thaïlandais, le Sarawak), contrées que les brochures réservent aux voyageurs « avertis »... Autrement dit, à ceux qui savent que l'authenticité se paie souvent d'un certain inconfort ?*

*Hasard, mais aussi nécessité de réhabiliter ce qu'un voyage à l'étranger peut avoir de déroutant (« On voyage pour se défixer », écrivait Morand) et d'enrichissant, pour peu que l'on sache regarder et écouter. Et redécouvrir que, dans la volupté du départ, se mêlent l'excitation et un petit pincement au cœur. La part du risque.*

PATRICK FRANCÈS

(1) *Le Voyage* (Editions du Rocher).

### La Chine *en forum*

Appréhender sur le vif une Chine millénaire en route vers le XXI[e] siècle, c'est ce que propose le Forum Chine organisé à Pékin, du 28 octobre au 7 novembre (vacances de la Toussaint), par l'association Arts et Vie (tél. : (1) 40-43-20-21). Au programme, des conférences, deux jours à Xian pour la visite des célèbres fouilles archéologiques, une vision inédite de la Grande Muraille et un séjour hors du commun dans la capitale avec l'ouverture exceptionnelle de salles à la Cité interdite, une balade en vélo dans le Vieux Pékin sur les traces de Pierre Loti et une initiation à la gymnastique matinale, le taï ji quan. Prix : 16 300 F par personne Paris/Paris, tout compris, en pension complète, hébergement haut de gamme, spectacle de l'Opéra de Pékin et danses Tang. A noter qu'un second Forum Chine se déroulera en France, du 29 octobre au 5 novembre (2 350 F par personne), à Confolent, au cœur de l'Auvergne.

### Une Chine insolite

Filiale d'un des géants du *tourisme chinois*, China Travel Service, premier voyagiste chinois en France, dispose de *plusieurs atouts* : sa connaissance du continent asiatique (sa brochure couvre également *l'Indochine et la* Birmanie), son réseau dans toute l'Asie et un bon rapport qualité/prix. Sans oublier son habilitation à délivrer directement et rapidement des visas collectifs pour la Chine. A côté de circuits classiques (une Chine de l'essentiel en 15 jours, à partir de 15 900 F), ce voyagiste propose également des approches plus pointues (« Chine religieuse », « Histoire de Bouddha », « Sur les traces de Confucius »), ainsi que des inédits (le delta de la rivière des Perles avec le triangle Hongkong, Macao et Canton, 9 *jours*, à *partir* de 12 900 F Paris/Paris) et un éventail de stages et de circuits thématiques *regroupés sous l'appellation* « Chine insolite » : du marathon de Pékin (dernier dimanche *d'octobre*) à *une Chine à vélo* (Pékin-Shanghaï en 22 jours), en passant par une initiation à la *peinture sur soie*, à la calligraphie, aux thérapeutiques traditionnelles ou aux arts martiaux. Dans les agences de voyages et au (1) 44-51-55-66.

### Une Chine à la dure

Un circuit de 19 jours en Chine du Nord pour 11 900 F de Paris (départs les 29 décembre, 9, 16 et *23 février, 12 900 F en avril) en* pension presque complète avec les visites et trois spectacles ; *c'est ce que propose Promotion* Voyages (tél. : (1) 48-78-82-22) aux « jeunes » voyageurs, c'est-à-dire *ceux que n'effraie pas la* perspective de longs trajets en train et de nuits en couchettes *« dures » ou en hôtels modestes*. Au menu, outre Pékin et la Grande Muraille, Chengde, Xian et son armée de terre cuite, Luoyang, le monastère de Shaolin, Suzhou et ses jardins, Shanghaï, la ville natale de Confucius et le mont Taishan.

### Vols buissonniers

A défaut de trouver un paquebot collectionnant les escales asiatiques, on peut choisir la voie *des airs et progresser à son* rythme vers l'Orient. Nouveau Monde (tél. : (1) 43-29-40-40), *spécialiste des billets d'avion* circulaires, propose ainsi, à des prix attractifs, de multiplier les *étapes, sur vols réguliers. Citons* les Tours du monde baptisés « Capitales asiatiques » avec étapes à Islamabad, Pékin, Hongkong, Hô-Chi-Minh-Ville, Bangkok et Katmandou (à partir de 8 750 F) ; la « Route de la soie », qui commence en Ouzbékistan pour se terminer aux *Philippines (à partir de 11 560 F)*, le « Pays des dragons » (à partir de 13 440 F), invitation à visiter la Birmanie, la Thaïlande, la Chine, le Vietnam, le Cambodge, le Laos et le Japon. Billets valables un an, avec ou sans réservation. On peut y ajouter (en consultant la brochure que ce voyagiste consacre à l'Asie) réservations de chambres d'hôtel, excursions guidées, location de moto ou de voiture (avec ou sans chauffeur). Les billets Tours du monde sont également commercialisés par Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58) et par La Compagnie des voyages (tél. : (1) 45-08-44-88), spécialiste de la vente de billets d'avion à prix réduit (long-courrier sur vols réguliers) et qui publie *Fréquence Vols*, un guide gratuit dévoilant les qualités et les défauts de 35 compagnies aériennes, avec une étude comparative sur neuf destinations-clés.

### Des guides au présent

Voyagiste, distributeur (avec, au cœur de la capitale, une Cité des *voyages de 1 500 m²) mais aussi* éditeur, Voyageurs du Monde (55, rue Sainte-Anne, 75002 Paris, tél. : (1) 42-86-16-00) enrichit régulièrement une collection de guides originaux. Une vingtaine de titres *actuellement destinés* à mieux préparer son voyage mais aussi à « voyager plus vrai ». En vedette, l'actualité, traitée sous tous ses angles : politique, économique, culturel, sans oublier la société, abordée dans des rubriques « air du temps », vie quotidienne et faits divers. Sont ainsi évoqués les grands débats du moment, les courants de pensée, les personnalités dont on parle, les modes et tout ce qui permet de mieux approcher un *pays et de le comprendre* « au présent ». Le monde change. Ces guides aussi, grâce à une *actualisation gratuite envoyée* au lecteur qui en fait la demande. Egalement au sommaire, les sites *à visiter, des itinéraires, des* rappels historiques ainsi que les informations pratiques *classiques : formalités, transports*, budgets, calendrier des fêtes, hôtels, restaurants, achats. Fiables, elles aussi, puisque remises à jour fréquemment par les auteurs, des journalistes, des spécialistes des pays traités ou des professionnels du voyage. Derniers titres parus : *le Vietnam, l'Equateur* et *la Corée*. Diffusion PUF, 80 F.

### Objectif Vietnam

*Quand on donne carte blanche*, sept jours durant, à une soixantaine de photographes (et non des moindres, puisqu'on relève les noms de Bruno Barbey, David Hume Kennerly, prix Pulitzer, ou Mike Yamashita, du National Geographic) pour capter un pays, ce dernier en sort comme neuf. Aussi neuf et imprévisible que la liberté qui leur fut accordée, au Vietnam, de se rendre dans des zones interdites. Le survol est aussi complet que possible : la région nord, limitrophe de la Chine, avec les tensions que cette proximité entraîne ; la menace écologique qui pèse sur le delta du Mékong ; China Beach, la plage qui vit débarquer les premiers « marines » américains. Ces visions croisées, complémentaires, ont donné un livre, *le Vietnam à travers le regard de soixante-dix photographes*, aux éditions Altinéa (224 pages, plus de 200 photos couleur, 350 F). En librairie le 21 octobre.

YUNNAN

# Portraits chinois

*(Suite de la page I.)*

Deux cents yuans par mois (140 F). *« Pourquoi penser au passé, à l'avenir, pourquoi partir ? »* Sur le bateau d'à côté vivent la belle Yun Siu, vingt ans, et son mari Siao Yen, vingt-deux ans. Dans la chambre aménagée à l'avant de l'embarcation, il n'y a rien, seulement un miroir miniature, une bassine de brocolis, une balayette faite de branches séchées, un sac de riz. Un petit papier, accroché au plafond, souhaite *« bon vent, bonne pluie »*. Un poster représente un bébé fumant une pipe. Yun Siu manœuvre avec sa petite fille d'un an et demi ligotée contre son dos. *« On ne lui a pas encore donné de prénom. En attendant, on l'appelle Twen Ting, ça ne veut rien dire mais c'est joli à l'oreille. »* Twen Ting est née sur le bateau que son père a construit de ses propres mains en espérant, un jour, quitter l'eau et ce commerce de sable dans ce paysage désert.

Sur le lac, une femme rame tandis que son mari, perche à la main, se contorsionne comme un gondolier. La pêche est finie, et les huit cormorans qu'ils ont dressés se tiennent debout sur la barque, un fil de fer autour du cou les empêchant d'avaler les poissons qu'ils viennent de capturer. Plus loin, à *« la source du lac »*, des hommes extraient des algues en croisant deux baguettes géantes avec la même dextérité qu'au restaurant. D'autres tendent des filets entre des branches de bambou tandis que des femmes, le dos courbé, s'affairent sur les rivages, dans le vent qui fait des vagues sur les blés verts, l'orge et les rizières.

### « Orient rouge » et « Cheval d'Or »

Une vieille paysanne, bracelet de jade au poignet, inspecte les travaux d'une maison qu'elle fait construire, réplique d'architecture ancienne avec des murs d'enceinte en marbre, des toits relevés en aile de faisan et des poutres sculptées qui se terminent en tête de dragon. *« Mon fils est maçon... »*, dit-elle presque en s'excusant. Un voisin, retraité, membre du parti, fait l'éloge de la libre entreprise, de l'enrichissement individuel, du *« progrès concret »* et insinue, dans la conversation : *« Les gens deviennent plus égoïstes qu'avant. »*

Dans les ruelles du village, à Xizhou, on a étalé les gousses de fèves à même le sol, afin qu'elles soient foulées par les passants qui s'en vont au marché. Au milieu des bruits de sonnette des bicyclettes, des charrettes tirées à bras et des tracteurs qui s'appellent « Orient rouge » ou « Cheval d'Or », on entend les détonations d'un curieux canon constitué d'un brasero chauffant une toupie et qui, grâce à un système d'air comprimé, expulse, dans un bidon, fèves, maïs et amandes grillées. A côté, une boulangère prépare des petits pains à la ciboulette et aux oignons, une échoppe de vêtements propose, sous les robes et les manteaux, des poissons encore vivants qui frétillent dans une bassine d'eau. Les vieux hommes se promènent, lunettes anciennes et cols Mao, des femmes battent les récoltes au fléau. Un artisan fabrique des chaussures en paille ou en caoutchouc, un autre photographie des enfants devant un poster de la Grande Muraille. Des machines à coudre dessinent des chats sur des tee-shirts, un adolescent débite, dans un micro, une « réclame » pour des ampoules d'insecticide. Les poules, les coqs donnent des coups de bec, les pattes attachées. Un rat séché gît à côté de plantes médicinales dont certaines servent à *« chasser la chaleur du corps »*, d'autres à purifier le sang. Les paysannes passent des heures à rafraîchir – et à alourdir – les légumes en les aspergeant d'eau tandis que les clientes s'emploient à les égoutter avant la pesée, provoquant colères et discussions.

Gingembre frais, peau de tofou, escargots, têtes de cochon... M. Wan, soixante-dix-huit ans, a mis une heure et demie pour venir à pied avec son panier de laitues. *« J'ai tout vendu »*, dit-il en soupesant la recette de sa journée, 3 yuans (2,10 francs). *« Je fais ce que je peux dans mon jardin. Je tresse des paniers, je cultive mon tabac »*, explique-t-il en roulant entre ses doigts des feuilles dures comme des écorces.

### « Je ne sais toujours pas lire »

Wan a toujours été paysan, *« sauf en 1931 »*, quand, à l'âge de quinze ans, il est monté à bord d'une carriole, pour se rendre à Kunming, la capitale de la province du Yunnan. *« Pendant un an, j'ai ramassé la poussière de charbon ; j'en faisais des boulets. La fabrique a fait faillite et je suis revenu. »* Dans les champs, Wan dit : *« La vie était pareille pour tout le monde, dure. Maintenant, il y a les pauvres et les très riches. Moi, je ne sais toujours pas lire. »* Yang Li Pi, sa petite-fille de dix-huit ans, qui l'accompagne, est allée à l'école de huit à douze ans, mais elle était, dit-elle, *« trop petite pour étudier »*. Yang Li Pi s'est retrouvée, elle aussi, à travailler dans les champs, à arroser à la main, à bêcher la terre. Six ans déjà... et Yang Li Pi aimerait *« être ailleurs, faire autre chose, être dans une ville, peut-être... »*.

A la sortie du marché, les palais des familles Dong et Ying, ouverts au public, ne sont pas encore des musées, mais les touristes – chinois – viennent y admirer la délicatesse des boiseries sculptées, des jardins d'azalées, des peintures de « souris volantes » et de phénix, tous ces vestiges de deux dynasties qui, pendant un millénaire, ont régné sur le commerce de l'étain, de la soie et du thé avant de quitter le pays, en 1949.

*« Il paraît que les Ying* [qui sont à Hongkong et aux Etats-Unis] *vont revenir ! »* assure le gardien, un ancien domestique qui se souvient encore du *« maître »* et de la passion que celui-ci nourrissait pour sa quatrième femme, une *« Française »*, pour laquelle il fit bâtir un pavillon. Sur le fronton, une prière : *« Que la richesse coule comme la rivière. »* Une femme, universitaire à Pékin, achève sa visite, appareil photo en bandoulière. Détachée ici pour quelques semaines, elle réalise une étude sur *« l'impact des nouvelles réformes économiques auprès des populations reculées »*. Mais de son étude elle ne dira rien.

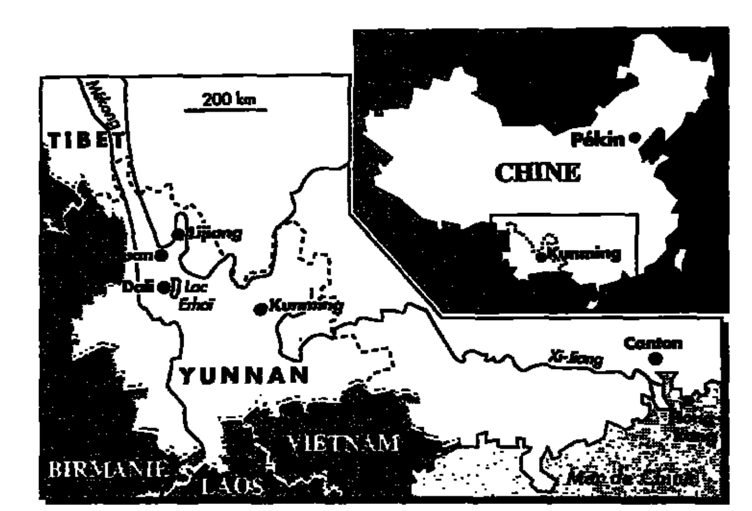
Quelques mètres plus loin, à l'intérieur du temple, *« M. Zhao »*, l'ancêtre du village, est un colosse en plâtre peint. Il tient un couteau au-dessus d'un tigre, épaulé par la *« Dame des fils et des petits-fils »* et, surtout, du *« Dieu noir venu du ciel »*, qui, malgré les six serpents qui l'enroulent, est mort empoisonné : *« Les venins n'ont servi à rien »*, regrette le prêtre. De vieilles femmes toutes ridées déposent devant les statues des verres d'alcool et des feuilles de riz, découpent à la hachette des œufs cuits et du gras de viande. Elles prient, font des révérences, brûlent de l'encens et donnent à « bénir » des grains de blé qu'elles s'efforcent de glisser dans la gorge d'un coq. Le prêtre saigne la bête en murmurant des formules secrètes. Les femmes parlent entre elles, rient et ne sont pas très solennelles dans les actions de grâce qu'elles rendent au « secrétaire », lequel, avec sa tête de buffle et un corps d'humain, inscrit sur un carnet les bonnes et les mauvaises conduites des *« seize équipes de travail »* du village. A ses pieds, on a découpé un extincteur que l'on a rempli de fleurs. On a laissé aussi des papiers de couleur que l'on achète au marché, argent fictif dont les morts ont besoin...

M. Long – en français, M. Dragon – est bouddhiste, *« mais juste un peu »*. Sa maison est à Dali, dans une cour où l'herbe pousse sur les toits. Une *« vésicule biliaire de cochon »* trône à l'entrée et, dans un grand bocal, macèrent dix-neuf plantes. M. Long fait chauffer sur une résistance électrique un peu de poudre grise mélangée à de l'alcool. Des ex-voto en lettres d'or tracées sur une soie rouge louent *« l'efficacité de M. Long, qui soigne les os comme un dieu »*. *« La faiblesse du foie et des reins retarde la calcification »*, diagnostique-t-il, face à un patient qui se remet d'une fracture.

M. Long tient de son père et de ses ascendants *« le secret de sept plantes »* qui, associées, composent des pommades orange *« qui vont chauffer »*. *« Dans les années 60, Zhou Enlai avait invité les familles à offrir leurs secrets au peuple. L'une d'elles avait donné sa « poussière blanche », une autre son anti-venin. Chez nous, on a toujours tout gardé. »* M. Long aimerait bien avoir un fils...

### Un jour de bonheur

Son voisin, M. Tsan, a une fille, et l'angoisse qu'il décrit dans l'idéogramme, à l'entrée de sa maison, est un mensonge : *« Depuis près de vingt ans, ma fille a vécu près de moi. Un jour, elle sera obligée de partir... »* En fait, M. Tsan a réussi à retenir celle-ci, après son mariage, en obligeant son gendre à s'installer à ses côtés. M. Tsan est soulagé pour autre chose. Voilà quelques heures qu'il a fait crépiter des pétards et brûler de l'encens. Sa femme, elle, avait accroché des guirlandes aux murs et disposé, un peu partout, des coupes remplies de gingembre confit. Deux prêtres taoïstes ont récité des préceptes, et M. Tsan s'est promené, un turban blanc autour de la tête, en savourant *« ce jour de bonheur »* : la fin de trois ans de deuil. *« La belle-mère, le beau-père, le père, on en a profité pour les regrouper et faire ce qu'il fallait pour eux. Nous leur avons choisi de belles tombes, là-haut, dans la montagne, avec un bon appui contre la pente et, devant, rien : le grand vide. En bas coule une rivière, ce qui est bien pour le bonheur de la descendance. Nos morts sont contents, et nous, les vivants, nous sommes en bonne santé... »* M. Tsan dirige une équipe de maçons qui, actuellement, bâtit un musée consacré




### CARNET DE ROUTE

**CIRCULER.** Malgré la dénomination officielle d'« autoroute », la nouvelle route *qui relie Dali à Kunming n'est qu'un simple* – et parfois étroit – axe à deux voies, de plus très encombré par les poids lourds. Prendre son mal en patience et prévoir entre 8 heures et 10 heures pour parcourir ces 400 km. Compter également 4 heures entre Dali et Lijiang (190 km). De retour à Kunming, *il faut également accepter de* confier sa voiture à un lavomatique municipal, disposition obligatoire qui permet de contribuer de quelques *yuans* à l'économie locale...

**SÉJOURNER.** A Xizhou, à 18 km de Dali, ne pas manquer l'hôtel Tianzhuan, une très belle demeure ancienne (poutres sculptées et revêtements en marbre) construite autour de deux cours. A Kunming, *Dali ou Lijiang, hôtels sans charme* apparent mais plutôt propres : confort minimum et asepsie occidentale. Ne pas hésiter à tester les petits restaurants locaux pour y goûter une cuisine simple et rustique à base de légumes poêlés et de poissons frais.

**PARCOURIR.** La route empruntée à l'occasion de ce périple dans le Yunnan correspond à l'un des circuits « en individuel *sur mesure » programmé* en Chine par Asia (1, rue Dante, 75005 Paris, tél. : 44-41-50-10, et dans les agences). Ce voyagiste se charge des réservations d'avion, d'hôtel (pension complète à chaque étape) et de la location d'une voiture particulière avec chauffeur et guide parlant français. Baptisé « Estampes parfumées : *les minorités du Yunnan* », ce périple de 12 jours (12 065 F de 2 à 5 personnes, 9 895 F de 6 à 9 personnes) commence à Kunming. Possibilité de prolonger le séjour à Lijiang (750 F par journée supplémentaire, par personne en pension complète, avec voiture et chauffeur). Le vol Paris-Kunming A/R (7 990 F) sur Cathay Pacific, en correspondance avec Dragon Air, comporte un *changement d'appareil à Hongkong. Départ* les mercredis et samedis, retour les jeudis et dimanches. Une région qui est également proposée par Peuples du monde et d'autres spécialistes mentionnés par ailleurs.

**LIRE.** Parmi les guides, ceux publiés par Hachette/Guides bleus (histoire, culture), M. A. (une intelligente approche thématique), Voyageurs du monde (des *informations pratiques mais aussi un* survol de l'actualité du pays remis à jour annuellement), Guides Contacts (*la Vie en Chine*) et Lonely Planet (en anglais avec un excellent volet pratique). Ainsi que deux ouvrages de référence : *l'Etat de la Chine et de ses habitants* (éditions La Découverte), où cent trente-deux auteurs présentent un panorama complet du pays, et *Chine, culture et traditions*, de Jacques Pimpaneau (éditions Philippe Picquier), encyclopédie illustrée des mœurs et coutumes de la Chine traditionnelle.



MAX JACOB/TENDANCE FLOUE

Famille de pêcheurs au lac Er Hai, dans le Yunnan.

### Rendez-vous chinois

Entièrement vouée, comme son nom l'indique, à une seule *destination*, la *Maison de la Chine* (tél. : (1) 40-26-21-95) entend démontrer que l'empire du Milieu, longtemps hors de portée, est *désormais accessible au plus* grand nombre. Grâce, notamment, aux prix « hors saison » de séjours et de circuits permettant de parcourir la Chine classique en hiver, dans un froid sec et sous un ciel bleu. Aux amateurs d'insolite sont proposés deux *itinéraires : l'un des confins de la* Chine du Sud-Ouest, peuplée de minorités ethniques, à la Birmanie ; l'autre des pagodes dorées du Laos à la Chine des plateaux sculptés en terrasses. Avec, en préface parisienne, une série de conférences, de rencontres, de projections, *d'expositions et de séances de* préparation au voyage (arts, histoire, architecture, vie quotidienne et actualité) par des *spécialistes, artistes, historiens et* chercheurs.

aux papillons. *« Au commencement, en 1965, nous étions quatre chômeurs qui réalisions de petits travaux pour le quartier. Nous avions mis quelques yuans en commun. Aujourd'hui, nous sommes cent cinquante salariés avec un capital estimé à 5 millions de yuans ! »* Dehors, un orage a surpris les passants. Ahmin, vingt-quatre ans, s'est réfugié dans l'échoppe d'un tailleur et regarde tomber la pluie en disant : *« Allah is raining ! »* Ahmin est l'un des cent cinquante élèves d'une école coranique installée à Dali.

*Sur la route qui mène* à Lijiang, dans la petite ville de Jianchuan, une fillette est adossée contre un pylône électrique, silencieuse, les yeux *tournés vers le ciel*. Non loin, des vieillards s'amusent, accroupis, à observer des rouges-gorges qui sautillent à l'intérieur d'une cage. L'enfant a écrit sur une pancarte qu'elle n'a plus ni parents ni logement. Une passante marmonne : *« Elle n'a qu'à travailler comme tout le monde »*, et finit par lui demander : *« Pourquoi tu ne travailles pas ? »* La fillette ne répond pas, regarde le ciel. Les camions passent devant elle, et elle reste immobile sous le soleil, dans la poussière. Les camions filent à Lijiang.

### Pétroleuses, belles et fières

Lijiang est un répit dans le soulèvement himalayen, un « district autonome », une immense étendue que la lumière des hautes altitudes surexpose au pied du Dragon de jade (5 596 mètres), dieu minéral pour les 300 000 Naxis qui vivent ici. Une ville où l'eau court le long des maisons et où les taxis roulent comme dans une BD de science-fiction, side-cars rutilants conduits par des filles de vingt ans, pétroleuses hargneuses, belles et fières, insultant les clients entreprenants en leur jetant à la figure l'argent de la course, klaxonnant les lambins comme des chauffeurs napolitains. La nuit tombée, la jeunesse s'échauffe au carrefour de « New-Road », où des garçons éméchés effleurent des adolescentes peu farouches. Les musiques, les guirlandes électriques, les dancings et les billards en plein air tourbillonnent dans une envie de s'amuser, les ombres et les fumées. On danse pour 1 yuan (70 centimes) l'entrée. Et l'on rêve de l'ouverture prochaine d'un aéroport ou de cette rumeur qui prête à des milliardaires sud-américains l'intention d'investir dans une station de sports d'hiver, là-haut, quelque part dans les neiges éternelles du Dragon de jade.

Selon Sun Shao, c'est de la gueule du Dragon qu'est né l'Univers, il y a des millions d'années. Conservateur de l'Institut de recherche sur la culture naxie, l'homme montre des pictogrammes rouge et turquoise qu'il *ne comprend pas. La création du* monde est racontée sur un papier qui ne pourrit pas, avec une encre faite de bile de truie, de suie et de *plantes. Les dessins représentent* des oiseaux avec de « longs nez », des yeux séparés du corps et des *coquillages ailés. Dans ces signes* étoilés, on devine un bras qui saigne, une mâchoire, des cornes et des croix qui s'envolent. Un *homme monte* au ciel, demande une femme, puis la parole pour ses trois enfants.

### Les derniers « Dongba »

He Kai Xiang, soixante-quatorze ans, et He Si Cheng, quatre-vingt-cinq ans, présentent des fables qui racontent, avec les mêmes hiéroglyphes, des destins de prospérité. Ce sont les derniers capables de lire et de dessiner les pictogrammes naxis. *« Ils sont peut-être quarante, aujourd'hui, hommes de lettres, qu'on appelle les* Dongba », explique le conservateur. Et les vieux hommes occupent le crépuscule de leur vie à traduire en chinois près de neuf cents volumes de prières, de romans et de traités de médecine écrits dans une langue dont ils sont les ultimes dépositaires. Un lit, une table, des pinceaux : les sages à la longue barbe travaillent chaque jour dans de minuscules chambres près d'un *jardin*. Dans l'une d'elles, un maître dongba a accroché un calendrier qui représente des autoroutes, des ponts et des gratte-ciel, en Australie, aux Etats-Unis...

Dans sa maison, le chef d'orchestre Xuan Ke ironise sur Lijiang et ses femmes qui travaillent pendant que les hommes *« rêvent, s'adonnent à la peinture, la lecture et la calligraphie »*. Un *léger signe de tête et une trentaine* d'hommes, très âgés, font entendre une musique mélancolique où se mêlent cymbales, flûtes, cloches et violons. Le vétéran He Yi Han, qui pendant la guerre *« fit vingt fois la route de Birmanie à la tête d'une caravane, sous les bombardements japonais »*, a les yeux ailleurs et les lèvres qui font *« pom-pom »* pendant qu'il joue d'un instrument à cordes. Après le concert, He Hui Hen et Yang Jian, quatre-vingt-un ans, préfèrent boire un verre dans une des échoppes de la vieille ville plutôt que de rentrer chez eux. Assis l'un contre l'autre, frères siamois épousant les mêmes mouvements d'épaule, ils disent qu'ils ne peuvent imaginer ce qui leur est arrivé. Eux, les petits paysans de la vallée de Lijiang, ayant appris, sans réfléchir, cette musique de *leurs pères et de leurs grands-*pères, ayant caché leurs instruments centenaires pendant toutes les années de la révolution culturelle, *eux qui ont persisté à répéter* clandestinement, les voici tout d'un coup invités à Pékin pour *« jouer devant les dirigeants et les entendre expliquer qu'il fallait garder tout ça, ne rien mettre de moderne là-dedans, tout transmettre aux enfants »*. He Hui Hen et Yang Jian se sont dit : *« Notre vie a de la valeur. »* Et ils parlent, les yeux émerveillés, de *« Pékin, qui est vraiment, quand on la voit, la cité de l'Empereur »*, de Kunming, la capitale du Yunnan, qu'ils n'avaient pas vue depuis vingt ans et qui vit son grand chambardement : *« On y a renversé le ciel et retourné la terre ! »*

A Kunming, en effet, les gratte-ciel et leurs échaffaudages de bambou poussent un peu partout et, comme dans toute métropole sous pression, la ville poursuit son expansion dans la pagaille. On y a détruit les belles maisons. Les voitures et les néons ont, depuis longtemps, fait leur apparition. Une étudiante de l'Ecole des beaux-arts, qui distribue des prospectus publicitaires dans la rue, explique qu'elle a participé aux manifestations de Tiananmen *« uniquement pour s'amuser »*. Un autre étudiant (en médecine), lui, détourne la tête quand on aborde le sujet. Xu, un garçon de vingt ans, ne se pose même pas la question. Sa seule préoccupation est de se faufiler entre les voitures et d'échapper aux policiers. Les autorités ont interdit le vélo-taxi qu'il conduit toutes les nuits. Chaque matin, Xu tue *« des petits cochons »* pour un restaurant. Vêtu de haillons, pédalant comme un forcené, Xu dit pourtant gagner deux fois plus qu'un fonctionnaire, et puis *« la ville l'amuse »*... Un jour, il reviendra dans sa campagne, comme un riche, à la tête d'un *« commerce de céréales »*... C'est son rêve. En attendant, il faudrait que l'inflation s'arrête, parce que, si ça continue, *« il n'y aura plus de petits cochons »*.

*De notre envoyé spécial*
**DOMINIQUE LE GUILLEDOUX**



TAÏPEH

# Trésors impériaux

## *La longue marche des chefs-d'œuvre chinois.*

DANS le hall d'entrée du Musée national du palais de Taïpeh, une photo accueille les visiteurs : celle de Tchiang Kaï-chek, premier président de la République de Chine. Une *inscription précise* qu'il *fut* à l'origine de cet édifice, construit en 1965. Est également évoquée l'incroyable odyssée qui permit au chef nationaliste de réunir ici, à Taïwan, des milliers d'œuvres d'art chinoises, sélectionnées parmi les collections constituées, de 960 à 1911, par quatre dynasties impériales.

Le moins qu'on puisse dire est que pour mener à bien son entreprise Tchiang Kaï-chek a bénéficié d'un exceptionnel concours de circonstances. L'histoire commence en 1911, avec l'instauration de la République, à Pékin, suivie, en 1924, de l'expulsion de l'empereur Pou-Yi de la Cité interdite. Deux événements qui allaient permettre aux nouveaux *dirigeants de « nationaliser »*, en quelque sorte, les collections particulières des empereurs, puis d'exposer ces dernières au Musée national du palais créé, à cette époque, dans l'enceinte de la Cité interdite. Pour le plus grand plaisir des Pékinois qui, *toutefois, n'en profiteront que* quelques années.

En 1931, la guerre sino-japonaise voit les trésors impériaux transférés en toute hâte vers Shanghaï puis, trois ans plus tard, vers Nankin où, pour les accueillir, était créé le Musée national central. Répit de courte durée puisque, en 1937, l'avance japonaise se poursuivant, les précieux objets étaient évacués vers l'intérieur du pays avant de regagner Nankin, à la fin de la seconde guerre mondiale. C'est alors que la guerre civile éclatait. Vaincus par les communistes de Mao Zedong, les nationalistes de Tchiang Kaï-chek étaient contraints de se réfugier à Taïwan. Non sans emporter avec eux les plus belles pièces des collections impériales. Inestimable trésor qui devait être complété, au fil des ans, par diverses acquisitions et autres donations.

Le résultat est impressionnant. Sont ainsi aujourd'hui rassemblées, dans l'écrin du Musée national de Taïpeh, quelque 700 000 pièces représentant la quintessence de la *culture chinoise, des bronzes aux* céramiques, de la calligraphie à la peinture sur soie, en passant par des émaux, des objets en jade et en laque, *diverses étoffes et des livres rares*. Collectionneurs raffinés et mécènes avisés, les empereurs qui se succéderont tout au long de l'histoire de la Chine auront chacun leur domaine de prédilection. C'est ainsi qu'à partir du X[e] siècle les Sung redonneront ses lettres de noblesse à la porcelaine, matière précieuse inventée par les Chinois, et qu'à partir du XIV[e] siècle les Ming y imprimeront leur *signature* avec la *création d'une* manufacture impériale.

Autre spécialité chinoise : le jade, que prêtres et militaires, qui, jadis, lui prêtaient des pouvoirs surnaturels, utiliseront *sous forme d'objets rituels* destinés à communiquer avec les dieux. Séduites par l'éclat discret de cette pierre verte, les femmes en feront plus tard des bijoux, avant que les Sung n'encouragent à leur tour l'art du jade, qui servira à la fois à fabriquer des objets utilitaires (des bois et des sceaux, par exemple) et à réaliser des œuvres d'art raffinées. Il en ira de même de la calligraphie, art noble, au même titre que la peinture. Ainsi, à partir d'un besoin usuel, celui de l'écriture, allait-on déboucher sur une recherche esthétique, essais, poèmes, chansons et missives se muant en de véritables tableaux grâce à la composition savante de traits, de courbes, de déliés et de ponctuations.

Une exceptionnelle diversité qui voit le visiteur ébloui ne plus savoir où donner du regard. Un musée-*miroir aux mille et une facettes qui*, chacune à sa façon, reflète les mille et un visages de la perfection.

**NGOC LOAN LAM**

### CARNET DE ROUTE

*Le Musée national du palais est situé à* Wai-Shuang-Hsi, dans la banlieue nord-est de Taïpeh, à un quart d'heure en taxi du centre de la ville. La capitale de Taïwan est notamment desservie par Air France Asie, China Airlines et Eva Air. Se renseigner dans les agences de voyages, où l'on trouvera également les brochures des voyagistes programmant cette destination, notamment Akiou et Asia.

Pour ce qui est des circuits, consulter l'Association française des amis de *l'Orient (tél. : (1) 47-23-64-85) et Forum* Voyages (tél. : (1) 42-61-86-66). Requis pour se rendre à Taïwan, un passeport valide *six mois après la date de retour et un visa* (pour les séjours supérieurs à 5 jours) délivré par l'ASPECT (Association pour la *promotion des échanges commerciaux et* touristiques avec Taïwan), auprès de laquelle on peut se procurer diverses bro*chures touristiques au 78, rue de l'Univer*sité, 75007 Paris ; tél. : (1) 44-39-88-20.

SRI-LANKA

# Des fleurs pour Bouddha

***En juin, quand la lune est ronde, des milliers de pèlerins vont rendre hommage au fils d'un prince.***

ILS roulent, par villages entiers. Assis à l'intérieur des cars, secoués sur la plage arrière des camions, pédalant sous le soleil. Ils vont tous dans la même direction, heureux : ce sont des pèlerins. Et, pour le signifier à la terre qui ne peut l'ignorer, ils ont attaché, à l'avant du véhicule, une fleur de cocotier.

Derrière les vitres ouvertes, tous les âges de la vie : des bébés dans les bras de leur mère, des enfants, des vieillards. Arrimés sur le toit des véhicules, baluchons, corbeilles, chaudrons : tout ce qu'il faut pour apprêter le riz.

Ils roulent, le cœur joyeux. Ils ont rendez-vous avec une ville, une montagne et la pleine lune de juin. Anuradhapura fut la plus ancienne capitale de l'île. Mihintale, la colline où elle embrassa le bouddhisme. La pleine lune de juin commémore l'événement.

Aux abords des lieux saints, ils se baignent tout habillés dans les lacs, les étangs. Les saris collent au corps en plis mouillés. Les bras arrondis en l'air, des jeunes filles tordent leurs cheveux noirs et refont leur chignon. De jeunes garçons sautillent dans l'eau, le visage épanoui. Des hommes rajustent leur sarong trempé. Les yeux de jais brillent de bonheur.

## Du pain, de l'eau, des bonbons de lait

Assises sur l'herbe, de vieilles femmes, cheveux dénoués, sourient, contentes de leur bain, de la propreté retrouvée. Une foule éprise de pureté se lave avant de revêtir la robe blanche. Tout à l'heure, le corps revigoré, l'âme légère, ils iront prier Bouddha.

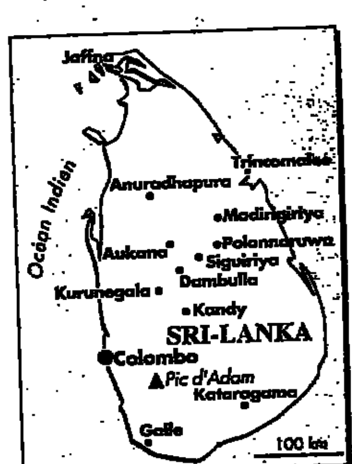
Mais qui donc est celui-ci qui les a jetés sur les routes ? Ils sont, en effet, plus d'un million à avoir laissé leur village, leurs bêtes et leurs champs pour venir rendre hommage à ce fils de roi. Découvrant un jour ce qu'on voulait lui cacher – la souffrance des hommes –, le prince Siddharta quitta son royaume, sa femme et son enfant, afin de découvrir le moyen de les en délivrer.

En souvenir de son immense compassion, les colonnes de pèlerins défilent sur les buttes de terre bordant les réservoirs. A leur droite un bassin recouvert de feuilles de lotus, à gauche un petit lac où nagent des baigneurs. Eparses sur la rive ou suspendues aux branches, des pièces de tissu colorées.

Ils marchent au bord des routes, sous le soleil, dans la chaleur, la poussière, allant de l'un à l'autre des monuments sacrés. S'arrêtant pour faire la queue devant une *dansela* – cabane à aumônes où l'on prépare et distribue gratuitement des aliments – et recevoir ici de la nourriture enveloppée dans des feuilles, ailleurs du pain, de l'eau, des bonbons de lait caramélisé. A côté d'un comptoir, des acolytes pilent du riz, le font cuire dans des marmites et le servent sur des feuilles de bananier. Des pèlerins se reposent sur une natte ou un morceau de plastique. Foule paisible malgré les haut-parleurs.

Au campement, les chaudrons mijotent sur les feux de branchages. Des torchons sont jetés sur les fils enroulés autour des troncs et tendus d'un arbre à l'autre. De jeunes garçons assis en cercle battent le tambour et chantent en marquant la cadence. Au loin, un stupa blanc émerge de la masse sombre des arbres.

Le stupa Ruwanweliseya ou Mahathupa, le Grand Stupa, s'élève sur une plate-forme portée par des éléphants de pierre. A l'inverse du temple qui est creux, le stupa est un monument plein contenant un reliquaire où sont déposées, comme dans toutes les antiques pagodes de cette période (ils furent construits au IIe siècle avant notre ère), des reliques du Bouddha






**Anuradhapura. Pèlerins déposant une offrande de fleurs devant un stupa.**

B. BARBEY / MAGNUM

envoyées par les rois de l'Inde, l'ambivalente voisine. Il a la forme exacte de la feuille de l'arbre bo : lisse et rond comme une cloche, avec une pointe effilée. Quand il est entouré de piliers en pierre qui, à l'origine, soutenaient un toit en bois, c'est un *vatadage*.

Autour du stupa déambulent les pèlerins. Ils manifestent la piété la plus sincère. Les bustes s'inclinent. Certains restent prosternés. Deux jeunes filles tournent, tenant haut un bâton d'encens. Des femmes plus âgées prient, assises sur les talons. Des vieillards gardent les mains jointes devant leur front. Un groupe s'avance en chantant : voix jeunes, aiguës, des dévotes en sari blanc. Un moine passe, sac de tissu en bandoulière et parapluie noir. Des volées de moineaux crient et se balancent dans le ciel. Les quinquets s'allument de place en place.

La nuit descend. Les torrents humains convergent vers le Sri Maha Bodi, l'arbre bo. Cet arbre sacré est un rejeton du *Ficus religiosa* sous lequel, en 528 avant Jésus-Christ, à Bodhgaya, en Inde, le prince Siddharta atteignit l'Illumination et devint pour ses disciples le « Bouddha », l'« Eveillé ». Ce rejeton, apporté à Ceylan au IIIe siècle précédant notre ère par la fille de l'empereur indien Ashoka, fut planté par le roi très pieux Devanampiyatissa. Un homme reçut pour mission de veiller sur lui, charge toujours assumée par ses descendants. Quand, en 1950, le *Ficus religiosa* donna des signes de fatigue, un expert du Smithsonian Institute de Washington vint le soigner. C'est l'arbre le plus ancien et le plus vénéré au monde.

La lune monte dans le ciel. Elle éclaire le déferlement continu de pèlerins qui gravissent les marches en rangs serrés, élevant leur offrande de fleurs de lotus ou d'encens, et redescendent du côté opposé. La terre, blanche et mouvante, les happe. Ils passeront la nuit autour de la grille dorée qui délimite l'enceinte de l'arbre sacré.

## Le châle plié du solitaire

L'aube venue, ils reprennent leur pérégrination. Les grottes du monastère rupestre Vessagiri, dont les ruines du IIe siècle avant Jésus-Christ dominent un paysage de rizières, la grande flaque du lac Tissaweva et, au loin, le stupa Jetavana, étaient habités par des moines d'un haut niveau spirituel. Une tradition qui se perpétue : sur un replat abrité, une natte, une lampe-tempête, un gobelet et un châle plié attestent la présence d'un solitaire. Et voici que débouchent en silence une dizaine de méditants, hommes et femmes en blanc, à la recherche d'un endroit propice.

L'après-midi, ils plient bagage. Rassemblent leurs effets, chargent les chaudrons sur le toit des véhicules, montent dans les camions. Sur le sol, les traces de leur campement : noix de coco vides, pelures, petits tas de cendre fumants.

Ils gagnent Mihintale. Au IIIe siècle avant l'ère chrétienne, au cours d'une partie de chasse sur cette colline, le roi Devanampiyatissa fut converti au bouddhisme par le moine Mahinda. D'où le nom : « rocher de Mahinda ». Mille huit cent quarante marches conduisent au sommet. De chaque côté, des vendeurs de graines de lotus, de thé, de tisanes médicinales, de paquets de sirop de palme caramélisé enveloppés dans des feuilles de palmier, de mangues et de cacahuètes grillées. L'heure est matinale et pourtant déjà chaude. Une fleur de lotus à la main, les pèlerins montent sous les frangipaniers.

Madirigiriya. La rupture. Dans un lieu solitaire habité par les singes, fouetté par le vent, les vestiges du plus beau *vatadage* de l'île (VIIe siècle). Sur une plate-forme ronde ceinte d'un muret, soixante-huit colonnes tendues vers le ciel en trois cercles concentriques. Aux quatre points cardinaux, un Bouddha en pierre noire, usé par les pluies. Lignes pures, proportions parfaites. L'attitude de la méditation : buste droit, épaules déployées, jambes en demi-lotus, la main droite posée sur la main gauche. Les yeux grands ouverts, le regard baissé. Loin au dedans.

Le Bouddha géant – 13 mètres de hauteur – d'Aukana est de facture classique : grosses lèvres, longues oreilles, flamme de l'illumination sur le sommet du crâne. La main droite levée en un geste d'apaisement. Les doigts de sa main gauche retiennent avec délicatesse sa robe sur son épaule. Aukana signifie « nourri de soleil ». Sur les tables à ses pieds s'amoncellent des fleurs aussi colorées que les saris des femmes.

Polonnaruwa succéda à Anuradhapura comme capitale de l'île. Les pèlerins lèvent les yeux vers quatre statues taillées dans le roc. Le Bouddha aux moments significatifs de son existence. Deux Bouddha assis en méditation, yeux mi-clos, narines dilatées. Le Bouddha debout est saisi à l'instant suprême de l'illumination. La tête légèrement penchée, les bras croisés sur la poitrine, doigts tendus. Visage paisible, rayonnant de sérénité. Sa robe – un voile fluide qui moule ses jambes – tombe de son épaule gauche, soulignant par contraste le léger déhanchement du corps. Le Bouddha couché quitte ce monde. Allongé sur le côté droit, la tête sur un coussin, ce qui donne une belle ligne aux vallonnements du corps.

Dambulla, continuation du pèlerinage. Ils pénètrent dans l'ombre humide des quatre grottes colorées, défilent sous les mille Bouddha peints sur la voûte, devant la paroi rocheuse qui tombe sur toute sa longueur comme un rideau trop lourd. Au dehors, des singes se grattent le menton sur les murs de nuages.

Ultime étape : Kandy, la ville-jardin dévalant des collines, le lac-miroir et le temple de la Dent sur fond de forêt tropicale. La trompette acidulée résonne, les tambours battent, ils avancent lentement, pieds nus, et gravissent les marches en bois conduisant à la galerie. Au fond d'une chambre haute, le reliquaire d'or. Ils déposent avec dévotion leur fleur rafraîchie à la fontaine, s'écartent et s'abîment en prière.

Le son des tambours leur parvient, étouffé, tandis qu'ils tournent à l'intérieur de l'Octogone-bibliothèque. Les tambours se sont tus, ils défilent toujours.

*De notre envoyée spéciale*
**DANIELLE TRAMARD**

## CARNET DE ROUTE

**Vols.** Paris-Dubaï-Colombo avec Emirates, à partir de 5 500 F A/R (dans les agences de voyages), tri-hebdomadaires, au départ de Paris et de Nice. La compagnie aérienne des Emirats arabes unis a reçu, en novembre 1993, le prix de la meilleure classe économique (repose-pieds, écran vidéo personnel, menu avec deux plats au choix et vin servi au verre). Egalement, vols Air Lanka (tél. : (1) 42-97-43-44), tri-hebdomadaires, au départ de Paris, à partir de 5 500 F A/R (agences de voyages) et classe affaires à 8 685 F A/R.

**Voyagistes.** Le Sri-Lanka est programmé depuis longtemps par Kuoni (renseignements au (1) 42-82-04-02). D'où le soin apporté aux différents itinéraires et formules, à la carte ou en groupes, dont un « archéologie et nature » très complet (13 jours, à partir de 9 000 F environ en pension complète) qui rend justice à des sites méconnus parmi les plus beaux de l'île, Madirigiriya au premier chef. La destination est bien entendu proposée par d'autres bons voyagistes – la Route des Indes (tél. : (1) 42-60-60-90), le Monde de l'Inde et de l'Asie (tél. : (1) 46-34-03-20) – et par des généralistes (agences de voyages).

**Haltes.** A Anuradhapura, Tissawewa Resthouse, proche des ruines, fréquentée le soir par les macaques, peu chère, nourriture excellente. La Nuwarawewa Rest-House, moins pittoresque, aux chambres plus confortables. Les habitués logent dans la seconde et déjeunent dans la première. Se régaler de *kiri*, lait caillé de bufflesse arrosé de sirop de palme, et, au petit déjeuner, de *helepa*, crêpe de farine de mil avec sirop de palme et noix de coco.

A Polonnaruwa, préférer, au confort sommaire de la resthouse au bord du lac, l'Habarana Lodge : magnifique architecture des maisons, pelouses tondues par les ânes. Notons, à ce propos, l'excellente qualité de l'hôtellerie ceylanaise et ses prix raisonnables.

A Kandy, soigner sa nostalgie par un thé au Queen's ou à l'Hôtel Suisse qui regardent le temple de la Dent chacun sous un angle différent et loger à quelques kilomètres de là, au Citadel : belles chambres donnant sur la rivière où les villageoises se baignent et lavent leur linge tandis que des roucoulements puissants montent de la forêt tropicale.

A Colombo, le Taj Samudra (face à la mer et au Galle Face Hotel, où l'on ira prendre un rafraîchissement) sert, certains soirs, une délicieuse cuisine locale.

Sur la route Colombo-Anuradhapura, déjeuner à l'hôtel Diya Dahara (7, North Lake Road, 037-23452), au bord d'un lac, à Kurunegala. Sur la route Dambulla-Kandy, goûter à la cuisine locale des Aluwihare Kitchens de l'artiste sri-lankaise Ena de Silva (833, Dambulla Road, Aluwihare, tél. : 066-2343).

**Fêtes.** *Poson Poya*, la pleine lune de juin, décrite ici (agoraphobes s'abstenir), la *Pérahera* (procession) de Kandy (pleine lune d'août), l'ascension du Pic d'Adam (pleines lunes de décembre à avril).

**Lectures.** *Sri-Lanka* (Olizane, 1994) ou *le Grand Guide de Ceylan* (Gallimard, « Bibliothèque du Voyageur », 1993) et *Sri Lanka*, de Yannik Voight (Voyageurs du monde, 1993), excellent. Un album, *Polonnaruwa, Renaissance à Ceylan*, de Gilles Béguin (Findakly, 1991). *Journal d'Asie*, du moine cistercien américain Thomas Merton (Criterion, 1990), contient des pages sur le Sri-Lanka. Dans *le Poisson-Scorpion* (Payot, 1991), Nicolas Bouvier se tend à lui-même un miroir.

**Sésame.** Office du tourisme du Sri-Lanka, 19, rue du Quatre-Septembre, 75002 Paris, tél. : (1) 42-60-49-99.

### Cambodge : la Fête des eaux

En novembre, à la pleine lune, Phnom-Penh est en liesse pour le Bon Om Touk. La Fête des eaux marque la fin de la saison des pluies et annonce la récolte du riz. Courses de pirogues et offrandes de fleurs honorent le fleuve nourricier, le Mékong, « la Mère des eaux », dont le débit, grossi par les crues de mousson, quadruple en quelques semaines, ce qui provoque un renversement spectaculaire du courant dans le lac Tonlé Sap, véritable mer intérieure située au sud d'Angkor. Les eaux montent si haut que les poissons, dit-on, restent accrochés aux branches des arbres. Orients (tél. : (1) 46-34-29-00), qui programme chaque mois un voyage d'une semaine à Angkor, sera présent pour l'événement, du 12 au 28 novembre (17 jours, 23 750 F) en compagnie de spécialistes de la civilisation khmère. Après une étape à Ho-Chi-Minh-Ville, pour découvrir, au musée, les salles consacrées au Champa (empire rival des Khmers), on rejoint Phnom-Penh par la route (270 km). A noter qu'Assinter (tél. : (1) 45-44-45-87 et agences de voyages) consacre également une semaine de visites (15 900 F), minutieusement guidées, aux vestiges des anciennes capitales khmères d'Angkor, enfouies dans la jungle.

### Trio khmer

Découvrir, en un même voyage, les vestiges de l'empire khmer, ces anciennes cités hydrauliques et leurs sanctuaires sculptés dans le grès entre le IXe et le XIIIe siècle, et aujourd'hui dispersés au Cambodge, au Laos et en Thaïlande, tel est l'objectif d'un périple de 20 jours proposé par Asika (tél. : (1) 42-80-41-11) pour 15 900 F par personne, de Paris, en pension complète. Limité à 18 personnes, ce circuit guidé peut être effectué en individuel, avec voiture, chauffeur et guide interprète. L'itinéraire conduit en Thaïlande, notamment sur le site de Prasat Muang Sing, au bord de la rivière Kwaï, à Korat, pour voir le grand temple de Muang Tam dédié à Shiva, à Phimaï, la ville bâtie par le roi fondateur d'Angkor Vat, Suryavarman II, et au spectaculaire Preah Vihear perché sur un piton. Il se poursuit (par la route) au Laos, avec la visite du romantique Vat Phu, le temple de la montagne, adossé au rocher, et se termine au Cambodge (en avion) par quatre jours à Siem Reap, pour explorer les innombrables sanctuaires.

### Au fil du Mékong

Embarquer à Saïgon, remonter le fleuve mythique de Ho-Chi-Minh-Ville jusqu'à Phnom-Penh en un périple exceptionnel d'une semaine, à bord d'une jongue traditionnelle aménagée en hôtel flottant. La Song Sai Gon (« Rivière Saïgon »), 26 mètres, possède 5 cabines aménagées pour 10 passagers. Elle multiplie les escales, permettant ainsi une découverte paisible de la campagne du Sud-Vietnam, de ses bourgades et de ses villes demeurées à l'écart des flux touristiques. Deuxième attrait de ce voyage (16 jours en pension complète avec vol sur la Thaï, à partir de 21 990 F) programmé par Orients (tél. : (1) 46-34-29-00), une étape de 5 jours au Grand Hôtel de Siem Reap afin de visiter les principaux sanctuaires khmers d'Angkor, ainsi que l'exceptionnel Banteay Srei, situé à une trentaine de kilomètres au nord.

هكذا من الأصل



INDE

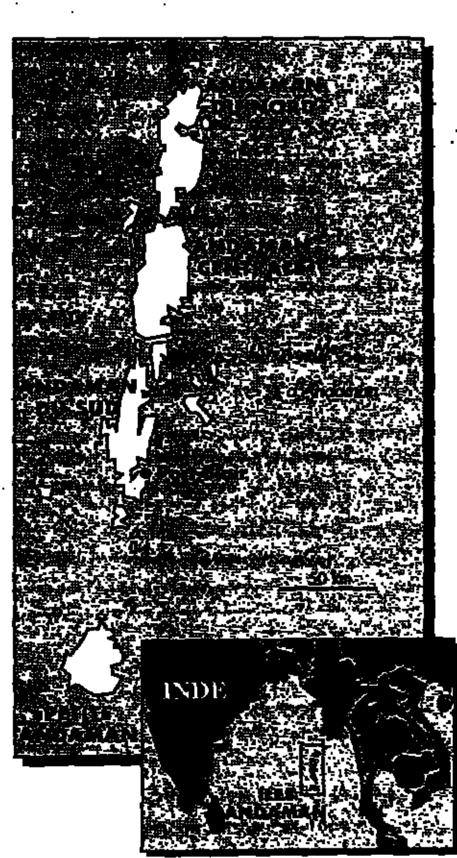
# Les « eaux noires » du paradis

***Au large de la Birmanie, les îles Andaman.***

PLUS aucun officier de Sa Gracieuse Majesté ne danse la valse dans la *ball room* de Ross Island. Les biches gambadent dans la demeure du gouverneur. Les racines des banyans enserrent les briques rouges. Elles crèvent le plafond de l'église, maintenant son clocher dans une étreinte fatale. Les ruines de l'ancienne capitale britannique des îles Andaman retournent à la jungle. Les Anglais, toujours méfiants, s'étaient installés en effet sur la minuscule île de Ross, à quelques encablures de la grande Andaman et de sa nouvelle capitale : Port-Blair. Près du port, un panneau indique : *« Madras 853 miles, Calcutta 812, Bangkok 228 »*. Les îles Andaman, au large de la Birmanie, sont dirigées depuis New-Delhi. Pour les Indiens, elles évoquent les *black waters*, ces eaux noires synonymes de l'exil. Une réputation justifiée par le principal édifice légué par l'ancien colonisateur : la *cellular jail*, c'est-à-dire la prison locale. Comme tous les premiers ministres indiens, Indira Gandhi puis son fils Rajiv s'étaient recueillis dans la cellule de Savarkar, l'un des plus connus des deux mille prisonniers politiques qui y furent détenus. Un passé douloureux qui, ajouté à l'éloignement de ces lieux, a contribué à préserver l'archipel d'une colonisation massive. Et si, aujourd'hui, trois cent cinquante mille habitants (des Tamouls, des Bengalis, des Punjabis et des Birmans) peuplent ces îles, rares sont les femmes du continent qui acceptent de s'y installer.

Au-delà des fantasmes qu'il suscite, l'archipel, pour qui débarque des ruelles poussiéreuses de Madras ou de Calcutta, évoque une Inde de rêve. Une Inde qui n'a rien à voir avec le sous-continent et qui, pourtant, d'une certaine manière, en est la quintessence. Une Inde qui juxtapose les forêts profondes, les lagons oubliés, les rizières et ces petites maisons où les paysans prennent le thé à l'ombre de leurs vérandas. A Port-Blair, il ne manque ni la mosquée, ni le bonze, ni le temple, ni la trentaine de communistes qui y manifestent en vélo.

Huit mille touristes abordent, chaque année, cet archipel qui égrène, sur cinq cents kilomètres, trois cent vingt-huit îles, dont vingt-huit, seulement, sont habitées. Dans les rues étrangement calmes de la capitale, des femmes, des paniers en osier ondulant sur leur tête, se dirigent vers le port où elles guetteront les barcasses chargées de poissons bleus, jaunes et rouges. Des barques qui n'ont qu'un aviron en guise de mât et, pour toute voile, un *patchwork* multicolore.




### Les gardiens de l'au-delà

D'un coup de scooter, on quitte Port-Blair. Direction les plages de Chiriyatapu, bordées de cocotiers et de récifs coralliens, le jardin de Sippighat ou les rizières entre lesquelles des buffles, enfouis dans la boue, se vautrent allègrement. Au bout de ces chemins pavés de paddy (riz non décortiqué), la forêt. Vierge, elle recouvre 80 % de l'archipel. Impénétrable, on s'y fraye un chemin à dos d'éléphant. Près de deux cents de ces pachydermes, venus de l'Assam, y déforestent les parcelles destinées aux futurs colons. Spectacle dantesque que ces bêtes enfoncées dans la mangrove et qui poussent, de leur front et de leur trompe, des troncs imposants. Agé de vingt ans, Niranjan, leur cornac, en paraît quarante. Couvert de boue, il hurle : *« Aggay ! Aggay ! »* (*« Avance ! Avance ! »*).

Près de l'eau, une simple hutte : un « poste » de l'armée. Trois soldats veillent sur l'au-delà, là où s'étend le domaine des Negritos. Ces derniers, de type négroïde et de la taille des Pygmées, vivent essentiellement de chasse et de cueillette. Ils quittent parfois leurs forêts, histoire de chaparder bananes ou noix de coco. En retour, quelques Indiens se risquent jusqu'à leurs campements pour y voler l'ambre. Les plus farouches, les Sentineleses, ont été approchés, pour la première fois, en 1991. Afin de protéger ces ethnies en voie d'extinction (quelque cinq cents Sentineleses, Onges, Jarawas et Great Andaman), l'accès à leurs territoires a été interdit.

Reste, heureusement, bien d'autres îles offertes à la découverte telles Jolly Buoy ou Red Skin, deux îlots enfouis dans le Marine National Park et auxquels on accède par un dédale de bras de mer clos par des récifs coralliens et bordés de mangroves.

A Jolly Buoy, on ne se lasse pas d'admirer, depuis la plage, le ballet phosphorescent des coraux dont la lente gestuelle semble répondre aux balancements des cocotiers. De quoi comprendre le singe-guerrier mythique Hanuman qui, lancé à la recherche de Sita, épouse du roi Rama, trouva, dit-on, un repos bien mérité sur cet archipel dont le nom s'inspirerait de celui de l'animal divin.

**JEAN-PIERRE REYMOND**

## CARNET DE ROUTE

**A SAVOIR.** Un permis spécial est requis. On peut l'obtenir au moment de la demande de visa ou directement à l'aéroport de Port-Blair. De nouvelles îles ont été ouvertes au tourisme et la durée du séjour autorisé a été portée à trente jours. Meilleure saison : d'octobre à mars.

**VOLS.** Indian Airlines dessert Port Blair les mercredi, vendredi et dimanche, à partir de Madras ; les mardi, jeudi et samedi, depuis Calcutta. Il en coûte environ 750 F.

**HALTES.** Le meilleur hôtel de l'archipel est le Welcomgroup Bay Island Hotel. Deux atouts : une belle vue et une piscine d'eau de mer. Compter environ 550 F. Autre établissement agréable, l'Andaman Beach Resort a l'avantage d'être situé face à la meilleure plage de l'île. Environ 250 F. Enfin, à deux pas de la mer, le Horn Bill Nest est une guest house gouvernementale bien tenue. Environ 40 F.

**A LOUER.** Sur place, la location d'un scooter (environ 25 F par jour) est une bonne idée, de même que celle du matériel nécessaire à la plongée, service proposé dans les deux hôtels mentionnés ci-dessus.

**EN SAVOIR PLUS.** En s'adressant à l'Office national indien de tourisme, 8, boulevard de la Madeleine, 75009 Paris, tél. : (1) 42-65-83-86. Ou en consultant le Minitel : 3615 Inde.

### Un mois en Birmanie

La Birmanie, l'un des plus beaux *pays de la planète, encore* préservé des méfaits du tourisme de masse, a porté la durée de son visa à un mois. Bon et mauvais présage. Bon, car il indique un relatif assouplissement de la junte au pouvoir ; mauvais, car les investisseurs sont aux portes du pays. Reste à utiliser au mieux ces *quatre semaines en ne manquant* aucun motif d'enchantement : le site de Pagan (voir le supplément « Temps libre » du 5 mars 1994), Mandalay la descente de l'Irrawady en bateau (de Mandalay à Pagan), le lac Inle.
Et, partout, les *stupas* (que l'Occidental nomme improprement *pagodes), les temples, les ethnies.*
Et la tolérance bouddhique qui *imprègne cette terre de douceur.*
Tant de beautés méritent les meilleurs spécialistes :
Artou (8, rue de Rive, 1204 Genève, tél. : 19-41-22-311-84-08) ; Assinter (tél. : (1) 45-44-45-87) ; l'Association française des amis de l'Orient (tél. : (1) 47-23-64-85) ; Explorator (tél. : (1) 42-66-66-24) ; Orients (tél. : (1) 46-34-29-00) ; *Peuples du monde* (tél. : (1) 42-72-50-36) et Akiou (agences de voyages). Asika (tél. : (1) 42-80-41-11) mérite une mention spéciale pour ses « minorités du nord de la Birmanie et de la vallée *des rubis de Mogok »*, inédit et sans doute l'un des plus riches en découvertes
(relire *la Vallée des rubis*, de Joseph Kessel).

### Un hiver au Tibet

Il est désormais possible d'apaiser sa faim de Tibet en hiver. Si les *cols sont infranchissables*, il ne fait pas plus froid à Lhassa que dans *une station des Alpes. Le ciel est* clair. La lumière qui convient pour découvrir les prestigieux édifices de ce bouddhisme tantrique qui rayonna sur les pays voisins. Deux spécialistes, amoureux de l'Asie en général et du Toit du monde en particulier, ont préparé les voies Asika (tél. : (1) 42-80-41-11) avec un *séjour très libre de 9 jours* (11 980 F) à répartir entre deux *capitales*, Katmandou, la *népalaise* (d'où l'on s'envole pour le Tibet), et Lhassa. Un voyage individuel, aux dates de son choix,
avec un départ
le 23 février, pour le Nouvel An tibétain. Orients (tél. : (1) 46-34-29-00) avec 8 jours (12 770 F) dont trois à Lhassa, et un *allongement (inutile) de la durée* des vols, Hong-Kong (une journée libre) et Chengdu étant préférés à Katmandou. En petits groupes de 5 à 15 personnes, avec options pour le Nouvel An, français ou tibétain.

### Les pistes du Tonkin

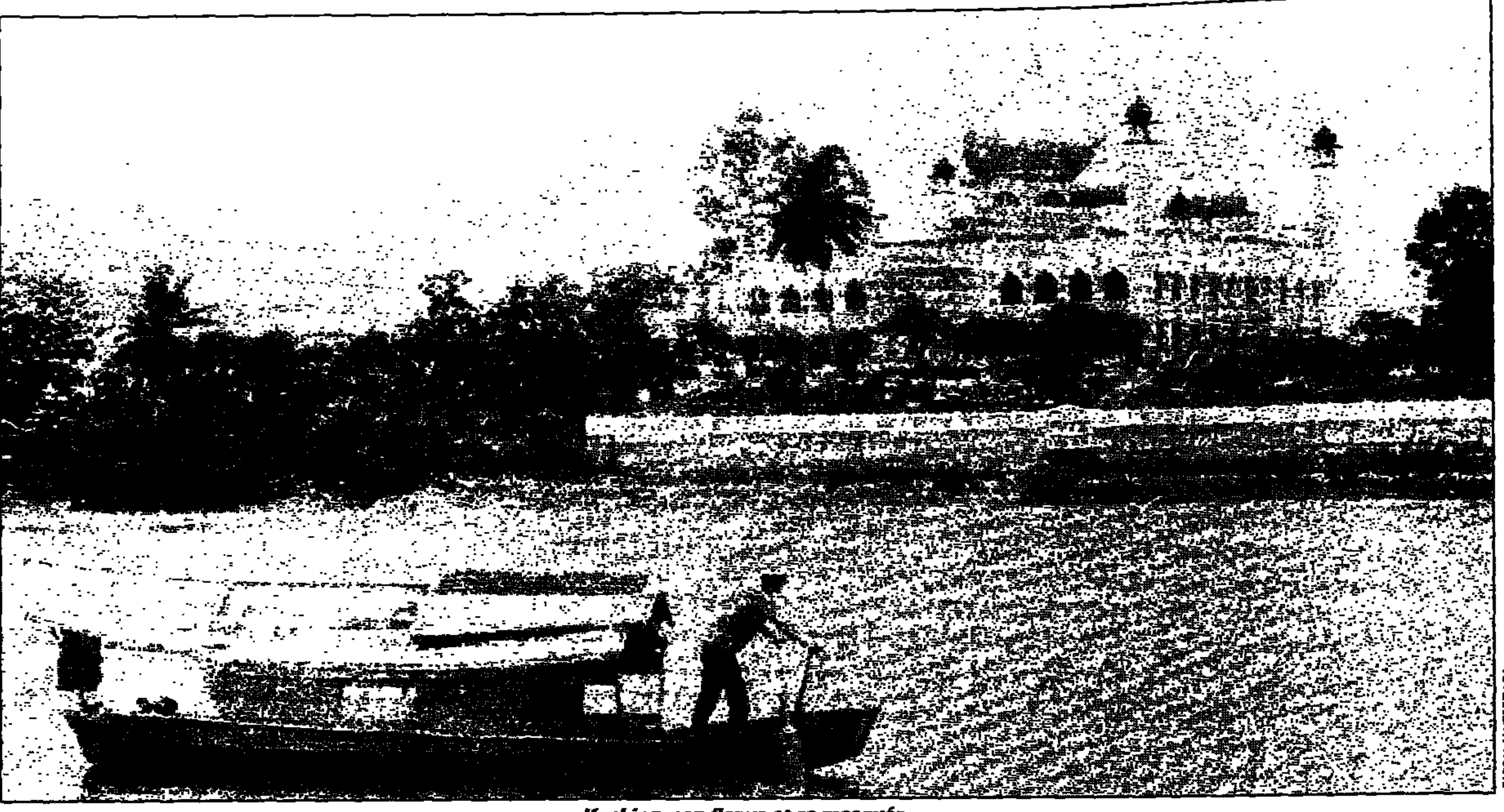
Destiné aux voyageurs que ne *rebutent ni le confort modeste de* l'hébergement hors des grandes *villes, ni les longs et laborieux* déplacements en 4 x 4, notamment sur la piste menant de Dien-Bien-Phu à Hoa-Binh, ni les éventuels changements de programme, le circuit individuel de 14 jours proposé par Akiou (de 15 400 F à 19 200 F par personne en chambre double et pension *complète sauf 5 repas à Hanoï*, prix dépendant du nombre de *voyageurs et de la compagnie* aérienne choisie, Thaï ou Air France) permet d'explorer en profondeur le nord du Vietnam, tant au niveau de ses paysages (parmi les plus beaux du pays) que des minorités (Lao, Muong et Thaï) qui y habitent. Meilleure saison : d'octobre à avril. *Egalement un circuit de 12 jours,* en groupe ou en individuel (de *14 450 F à 17 150 F selon le* nombre de personnes). A signaler, parmi les « plus » proposés par le voyagiste, le préacheminement aérien gratuit vers Paris, au départ de certaines villes de province. Renseignements dans les agences de voyages.

### L'Asie à petits prix

Grand spécialiste du moyen-courrier (Espagne, Maroc et Tunisie), le voyagiste toulousain FRAM programme *également, outre les Antilles et* l'océan Indien, des destinations *lointaines, dont l'Asie, proposées* à des prix attractifs compte tenu de la qualité des prestations offertes et de la formule « tout compris ». Des prix qui, en 1994, ont séduit plus de 40 000 personnes. Exemples, les *circuits de 9 à 12 jours en Inde*, à Ceylan et en Thaïlande, pour moins de 7 000 F au départ de Paris. Parmi les nouveautés, un circuit de 15 jours au Vietnam (de 14 750 F à 17 000 F de Paris, en pension complète), de Saïgon à Hanoï, avec final à Singapour et transport par Singapore Airlines.

### De Makassar à Java

Ce long périple de trois semaines *hors des sentiers battus balaie,* d'ouest en est, sur 5 000 km, *l'archipel indonésien, à l'initiative* du Monde de l'Inde et de l'Asie (tél. : (1) 46-34-03-20). Il commence chez les Dayaks à Bornéo, dans la jungle de Kalimantan, se poursuit sur la côte nord de Célèbes, à travers le *pays Minahasa, fait escale dans* l'archipel des Moluques sur les *îles aux épices (Ternate, Tidore,* Ambon), et se termine à Java Central, dans les anciens sultanats de Jogjakarta, la capitale des arts et des lettres, et de Solo, la cité du batik. Au programme, également à Java, la *visite de temples hindous dédiés* à Vishnu et à Shiva et celle de *l'impressionnant stupa bouddhiste* de Borobudur. Découverte et culture, deux approches toujours mêlées chez ce voyagiste qui propose aussi des itinéraires et séjours à la carte en Inde, au Pakistan, en Chine et dans toute l'Asie du Sud-Est.



Kuching, son fleuve et sa mosquée.

BORNÉO

# Le royaume des rajahs blancs

***Pendant plus d'un siècle, une dynastie d'Européens a régné sur le Sarawak, une jungle peuplée de coupeurs de têtes. Histoire d'un gentleman qui voulait être roi et qui le fut.***

DEPUIS le lever du jour, la chaleur presque cotonneuse n'a pas desserré son étreinte sur Kuching. Dans la torpeur équatoriale, la capitale du Sarawak sommeille, fidèle à l'image de Bornéo, cette île mystérieuse, tout à la fois menaçante et pleine de promesses, dont le nom fit longtemps rêver les explorateurs.

Bornéo ! Avec ses coupeurs de têtes, ses rajahs et ses sultans, ses naturalistes fourbus cherchant à échapper aux sangsues, ses montagnes aux formes étranges où s'accrochent des nuages chargés de pluie tropicale, sa forêt vierge impénétrable et ses grottes mystérieuses, elle conjugue tous les attributs du récit d'aventures. Trop vaste, trop hostile ou trop sauvage ? Cette île verte, sombre et brumeuse, hérissée de montagnes abruptes et striée d'une multitude de fleuves boueux allant se perdre en mer de Chine ne pouvait se livrer à une seule puissance. Par les hasards de l'histoire, la Fédération de Malaisie partage aujourd'hui cette terre avec l'Indonésie et Brunei. Au nord-ouest de Bornéo, le Sarawak – le plus vaste des deux Etats malaisiens qui enserrent le sultanat de Brunei – semble encore échapper au monde. Une sorte de Far-West asiatique suant l'humidité.

Tapie dans les méandres d'un fleuve large et boueux qui serpente à travers les palétuviers de la mangrove, Kuching a tous les traits d'un avant-poste sur l'équateur. Solitaire et moite. Un peu poussiéreuse, souvent anarchique, elle a l'indolence de ces villes de pionniers perdues au bout du monde et a gardé, malgré ses 130 000 habitants, des allures de *kampong*, ces villages posés sur l'eau du Sud-Est asiatique. Noyées dans une végétation touffue, les maisons de bois blotties le long du fleuve semblent avoir arraché leur espace vital à la jungle. Sous la lumière blanchâtre de midi, tout semble livide, comme dans un mauvais rêve. Rien ne bouge : ni les sampans sur le fleuve assoupi, ni les fidèles à la mosquée, ni la rue au pied des échoppes chinoises.

C'est là pourtant qu'un jour s'est posée l'aventure. Car ce territoire sauvage s'est donné un héros à sa mesure : James Brooke. Le seul Occidental à être devenu roi en Asie. Né à Bénarès en 1803, cet ancien officier de l'armée des Indes, démobilisé après avoir été blessé pendant la guerre indo-birmane, rêve d'un destin magnifique. A la mort de son père, en 1833, il investit ses 30 000 livres d'héritage dans un schooner de 140 tonnes, le *Royalist*, et décide de s'embarquer pour l'Orient et ses îles, qui lui semblent une invitation à l'aventure... Car, au XIX[e] siècle, l'Asie est encore une terre de légende et d'épopée attirant tous les coureurs de mer. D'un port à l'autre, son admiration pour Sir Stamford Raffles l'amène à Singapour, où son allure de gentleman, tout à la fois flegmatique et intrépide, lui assure un succès sans pareil auprès de la petite société coloniale. Mais il se voit avant tout comme un découvreur, le nouveau prince de contrées mystérieuses, et se montre avide des récits des voyageurs. Le destin va lui donner rendez-vous à Brunei. Le sultan, qui règne alors sur tout le nord de Bornéo, y est confronté depuis deux ans à une rébellion des tribus indigènes dans le territoire du Sarawak et n'arrive pas à rétablir le calme. Le *Royalist* met donc le cap sur Bornéo, un pays de fleuves et de forêts, réputé difficile à pénétrer, auquel les Britanniques n'ont jusque-là porté que peu d'intérêt. On raconte même aujourd'hui que James fut le premier Blanc à mettre le pied au Sarawak, en 1839.

La suite se raconte comme un scénario hollywoodien. James propose ses services au sultan de Brunei, lance une expédition victorieuse contre les tribus, et, en 1841, se voit récompensé avec le titre de « rajah » de Sarawak. A trente-huit ans, le voilà monarque absolu. La dynastie des rajahs blancs, à laquelle il donnera naissance, durera plus de cent cinq ans.

C'est que ce diable d'homme va prendre son rôle au sérieux. Et tomber amoureux de ce pays perdu. Premier objectif : débarrasser la région des pirates qui infestent les côtes et ravagent les villages, pillant et massacrant sans vergogne. A la tête d'une redoutable armée de coupeurs de têtes, il leur livre plusieurs batailles mémorables et en sort victorieux. Il entre dans la légende. Et dans la jungle, on murmure son nom avec respect, comme celui d'un dieu. Deuxième tour de force : décourager les redoutables guerriers dayaks de couper trop de têtes !

#### Un héros romantique

Sur son portrait, peint en 1847 par Francis Grant, aujourd'hui exposé à la National Portrait Gallery à Londres, il ressemble à un héros romantique de lord Byron, cheveux au vent, l'air conquérant, le regard tourné vers l'avenir, et le fleuve Sarawak, frangé de palmiers, coulant à ses pieds. Un mélange de noblesse et d'aventure, de grâce et de volonté sans faille.

Etrange parenthèse que le règne, de 1841 à 1946, de ces trois souverains de nationalité britannique dont la devise fut toujours de servir le pays qui, par un hasard du destin, était tombé entre leurs mains. Adulés par des peuplades qui suspendaient chez eux les crânes de leurs adversaires comme des guirlandes de fleurs, les trois rajahs éprouvèrent la même fascination totale pour l'univers de la jungle et les coutumes de ses tribus. S'ils régnèrent d'une main de fer sur ce territoire sauvage qui les avait complètement adoptés, ce fut avec justice et tolérance. Jamais ils ne laissèrent le Sarawak tomber sous la coupe des intérêts commerciaux étrangers, et ils cultivèrent jalousement l'indépendance de leur fief avec drapeau, timbres et monnaie. Seule la défense du territoire était partagée avec le protecteur britannique.

Lorsque, le soir, le soleil couchant rougit le fleuve, Kuching aime à se raconter ses souvenirs et la splendide épopée des Brooke. Blanchi à la chaux, le Fort Margherita, construit pour protéger la ville, semble toujours attendre l'attaque des pirates du haut de sa tour carrée, canons tournés vers l'embouchure du fleuve. Et, sur les

pelouses de l'Astana, l'ancien palais des rajahs, se promènent les fantômes du passé.

Lorsque James prend sa retraite en Angleterre, en 1863, c'est son neveu Charles Brooke qui lui succède, faute d'héritier. A James le Brave, succède Charles le Sage, un homme secret et austère, qui se lève chaque matin au son du canon de 5 heures. Pendant quarante-neuf ans, il va régner sans partage. Sous sa férule, les coupeurs de têtes s'assagissent, et le Sarawak devient un havre de paix.

## Pythons empaillés

Plus à l'aise avec ses amis dayaks qu'avec le décorum du pouvoir, Charles a été très marqué par les longs séjours qu'il a effectués dans la jungle, quand il était officier de district. Son ami Alfred Russel Wallace, cofondateur de la théorie de l'évolution, qui a déjà publié *l'Archipel malais*, n'a aucun mal à le persuader de créer un musée consacré au monde étrange de la forêt et à ses habitants. Miroir de cet étonnant appétit de découverte et d'observation, doublé de naïveté, qui faisait le charme des explorations du XIX[e] siècle, le Musée de Kuching est aujourd'hui célèbre dans toute l'Asie. Dans de vieilles armoires en bois qui semblent tout droit sorties d'une leçon de choses, s'entassent cobras, pythons géants, orangs-outans, chats sauvages, nasiques – tous empaillés – et un invraisemblable catalogue d'insectes, de chauves-souris, de scorpions, de scolopendres, de sangsues séchées et de papillons démesurés pour un œil occidental, patiemment collectés pendant un siècle par le corps de fonctionnaires du rajah au cours de leurs déplacements à travers le Sarawak.

Quand Vyner, le fils aîné de Charles, lui succède en 1917, Kuching est encore un cul-de-sac colonial. Le vapeur qui vient de Singapour met deux jours et trois nuits pour faire la liaison, et on ne compte que quelques femmes parmi la centaine d'Européens expatriés dans ce bout du monde. Les jours s'écoulent paisiblement. La guerre va mettre un terme à cette vie tranquille. Douze jours après Pearl-Harbor, dix mille Japonais déferlent sur le Sarawak pour s'emparer des installations pétrolières qui se sont développées depuis 1929 à Miri. A Noël 1941, Kuching tombe entre leurs mains. Britanniques et Japonais vont s'entr'égorger dans la jungle pendant tout le conflit, tandis que les Dayaks, reprenant du service, font valser quelques têtes nippones.

Lorsque Vyner revient, en 1945, c'est un pays dévasté qu'il retrouve. Impossible pour le Sarawak de se relever sans l'aide financière de la Grande-Bretagne. La mort dans l'âme, le dernier rajah se résout à mettre un point final à la saga romanesque en remettant son territoire au Royaume-Uni, en juillet 1946. Paradoxe dans les annales de l'Empire britannique : la Couronne acquiert une nouvelle colonie au moment même où elle s'apprête à liquider les autres ! L'épisode britannique ne sera qu'un simple intermède avant que le Sarawak ne rejoigne, en 1963, la Fédération de Malaisie, indépendante depuis 1957.

Le monde de carte postale des rajahs a, aujourd'hui, bel et bien disparu. Mais la forêt vierge qui les fascinait couvre encore les trois quarts du Sarawak. Et, à Kuching, elle exerce toujours son irrésistible pouvoir d'attraction. Est-ce le rythme lent du fleuve ? L'imagination ne peut s'empêcher de remonter le courant vers la jungle et les coupeurs de têtes aux noms étranges des récits d'aventures. Ibans, Penans, Bidayuhs, Melanaus ou Kenyans : une vingtaine d'ethnies se partagent la forêt, souvent isolées au milieu d'un entrelacs de rivières qui ne figurent parfois sur aucune carte. A eux seuls, les Ibans représentent 40 % de la population du Sarawak. Est-ce le résultat d'un face-à-face avec une nature puissante et menaçante ? Ce peuple de la jungle vit dans de longues maisons de bois construites sur pilotis, les *longhouses*, qui peuvent rassembler, sous un même toit, jusqu'à quarante familles. Chacune a son propre « appartement », mais les fêtes, les réunions et les interminables conversations se déroulent sous une véranda commune, parfois longue de 200 mètres.

Là-bas, sous les arbres immenses qui se perdent vers le ciel, le temps a couru moins vite qu'ailleurs. Et la plupart de leurs villages, aujourd'hui encore, ne sont accessibles qu'en pirogue, après quatre ou cinq heures de route en 4×4 sur des pistes défoncées. Une véritable expédition.

Mais c'est au bord d'un de ces fleuves larges et silencieux qui sillonnent Bornéo que le voyage commence. Très vite, la pirogue plonge dans l'obscurité de la forêt qui se referme au-dessus de la tête et qui étouffe tous les bruits, comme si elle s'employait à effacer vos traces. Rien ne bouge sur les rives, impénétrables.

De chaque côté, enserrant les eaux brunes et boueuses, une jungle vert émeraude, épaisse et enivrante. Une jungle, baignée d'une lumière laiteuse, qui paraît sans fin, obsédante, vertigineuse, secrète et hostile. L'humidité est écrasante ; l'air collant, presque poisseux. L'averse tropicale, si lourde qu'elle transperce le rempart naturel des feuillages, augmente encore l'impression d'étuve. L'odeur des fleurs, de l'humus et du bois pourrissant prend à la gorge. Une heure ou une matinée de trajet ? Quelle importance ! Le bateau glisse, toujours plus loin, au-delà d'une invisible frontière. Le temps et la distance s'effacent.

## Sarbacanes et images pieuses

L'accostage sur un petit banc de cailloux, au pied d'une longue maison à demi enfouie dans les bambous et les bananiers, met fin aux rêveries. Des grappes d'enfants rieurs accourent vers la pirogue et se jettent à l'eau. Bientôt suivis par les hommes, plus circonspects. Souvent tatoués sur tout le corps, les plus âgés ne portent qu'un pagne et une étoffe enroulée autour de la tête pour se protéger du soleil. A la ceinture, bien sûr, un *parang*, le sabre court de Bornéo. Les plus jeunes portent des jeans et des tongs.

Sur la véranda de la longue maison, les femmes tressent des nattes, bavardent par petits groupes et trient le poivre qui sèche au soleil – le Sarawak est le premier exportateur mondial de poivre. Aux murs, des sarbacanes, des photos de mariage et des images pieuses : de nombreux Ibans ont été christianisés par les missionnaires.

Leurs ancêtres ne pouvaient prendre épouse qu'après avoir montré leur courage en ramenant le crâne d'un ennemi, mais aujourd'hui les Ibans mènent la plus paisible des existences au rythme de la forêt, une intarissable source d'occupation, de mystère et d'étonnement. Un rendez-vous nécessaire. Dans le matin frais et brumeux qui embaume les fleurs qui s'éveillent, on part à la chasse, chercher un peu de bois, surveiller les poivriers et les cacaoyers plantés dans une clairière, ou encore déposer des offrandes – quelques grains de riz – sur la tombe des anciens : une simple pierre au plus profond de la jungle, entourée de fleurs carnivores. Un univers insouciant, grignoté peu à peu par la déforestation. Car l'exploitation forestière constitue un enjeu économique énorme au Sarawak, qui produit, à lui seul, des millions de mètres cubes de bois tropical. Et sur ce territoire dont le ministre du tourisme et de l'environnement n'est autre que James Wong, l'un des grands industriels du bois, l'abattage est encore peu réglementé.

Ici, la visite d'un étranger est toujours une excellente occasion de faire la fête. Le soir venu, à la lumière du générateur, tout le monde se rassemble pour chanter, danser et parler jusque tard dans la nuit sous la véranda de la longue maison, les plus infimes détails de la journée fournissant le prétexte d'interminables conversations, toujours ponctuées de nombreux éclats de rire. Les crânes qui pendent au plafond ? Une période bien révolue, mais dont on est plutôt fier. Décapiter son adversaire, c'était reconnaître sa bravoure et lui permettre de continuer à vivre dans l'âme du vainqueur. Et pour vous assurer de son amitié et de son hospitalité, le chef du village éloignera les mauvais esprits en vous bénissant avec le sang d'un coq, sacrifié devant vous d'une main experte. L'alcool de riz peut commencer à circuler, tandis que les hommes partagent les cigarettes, les gâteaux et les bonbons : les cadeaux traditionnels que se doit d'apporter tout visiteur. Place à la musique ! Coiffés d'un casque de plumes ou d'un diadème, vêtus de gilets et de pagnes ou de jupes rouge et orange, parés de colliers et de bracelets d'argent enserrant leurs mollets, hommes et femmes entament à tour de rôle, une danse lente et sensuelle imitant le vol du calao, l'oiseau mythique des légendes ibanes, sous les regards admiratifs et les rires un peu gênés des plus jeunes. La moindre des politesses, pour l'étranger, sera bien sûr de s'exécuter à son tour devant tout le village, volontiers rigolard.

A 23 heures, rideau. Le générateur s'arrête. Ne restent alors que l'obscurité totale et les bruissements nocturnes de la jungle, le chant lancinant des cigales et les cris rauques et stridents des crapauds. Longtemps, dans la nuit, on entend les jappements des chiens et les grognements des cochons sauvages poursuivant les coqs sous les lattes disjointes de la véranda. Dans la forêt vierge de Bornéo, le silence n'a pas droit de cité.

**PASCALE WATTIER**


Les Penans et dix-neuf autres tribus et groupes ethniques peuplent le Sarawak.
P. DE VALLOMBREUSE/RAPHO

### La Malaisie version Club

Adepte du « grand bleu » et champion des « villages », le Club Méditerranée invite également ses G. M. à explorer, en sa compagnie, « *le plus vert des pays d'Asie* » : la Malaisie. Un pays parcouru en 12 jours (14 500 F tout compris depuis l'Europe, départs le 11 novembre puis une fois par mois de janvier à avril), dans le cadre d'un des circuits originaux proposés, en petits groupes, dans sa brochure « Découverte ». Autant de « *petits périples secrets* » privilégiant « *l'art de vivre, de voir et de comprendre* ». Une approche illustrée par cette promenade à travers la plus vieille forêt du monde avec, pour temps forts, la descente en pirogue de la rivière Skrang, la rencontre avec les tribus Dayaks et les deux nuits dans les *longhouses* (maisons communautaires) du Sarawak, au cœur de la jungle de Bornéo. Sans oublier Kuala-Lumpur, Malacca et Penang. Un circuit à prolonger éventuellement par un séjour au village de Cherating, ou par un mini-circuit à Singapour. Renseignements à Paris au (1) 42-96-10-00, à Marseille au 91-77-20-00 et par Minitel au 3615 CLUB MED.

### Un train dans la jungle

Une fois par semaine, l'Eastern and Oriental Express emporte ses 132 passagers le long des quelque 2 000 km qui séparent Singapour de Bangkok. Deux nuits et une journée pour, *via* Kuala-Lumpur et Butterworth, franchir la frontière thaïlandaise et atteindre les temples étincelants de la « cité des anges ». Pour le plaisir des yeux : plages de sable blanc, forêts tropicales, rizières et cocoteraies. Pour le bien-être : un personnel polyglotte et trois types de cabines climatisées. Pour le plaisir du palais : deux voitures-restaurants où alternent le meilleur de la cuisine asiatique et le meilleur de la cuisine européenne. Un art de voyager proposé par la brochure Jet Tours « prestige » dans le cadre d'une fugue de 9 jours incluant deux nuits à Singapour, au très « british » Raffles (entièrement rénové en 1991), et deux nuits à l'Oriental de Bangkok, considéré par certains comme le meilleur hôtel du monde. Pour 20 000 F, avec vols A/R sur Air France.

### La Thaïlande au fil de l'eau

S'écarter des circuits touristiques et inviter le voyageur curieux à adopter, au cœur même de la campagne thaïlandaise, le rythme lent de la vie quotidienne, tel est le parti pris d'Asia (tél. : (1) 44-41-50-10). Au nord du pays, au centre du Triangle d'or, à 50 km de Chang-Maï, le Lisu Lodge, une maison sur pilotis avec quatre chambres. Etape privilégiée pour découvrir la jungle voisine : en bateau sur la rivière Mae Taeng, en 4×4 ou à dos d'éléphant. Sur la rivière Chao Praya, deux jonques, basées à Bangkok, ont été aménagées en hôtels flottants qui naviguent vers Ayuthaya, l'ancienne capitale royale, et le long du Klong Manhora. Une variante permet de visiter les temples khmers de Phimaï, de Phanom-Wan et de Phanom-Rung, ainsi que le parc national de Khao-Yai, peuplé d'éléphants.

## CARNET DE ROUTE

**Préambule.** Etat sauvage de 125 000 km², situé au nord de l'île de Bornéo, le Sarawak est, depuis 1963, l'un des treize Etats de la Fédération malaisienne. Parcouru de rivières, torrents, cascades et marécages, tapissé de jungles profondes, et creusé de grottes spectaculaires, ce territoire est peuplé d'une vingtaine de tribus et groupes ethniques qui vivent en harmonie avec leur milieu naturel. On s'y déplace en avion d'une région à l'autre, en véhicule tout terrain et en pirogue. Et on séjourne dans les *longhouses*, les maisons communautaires des tribus ibanes.

**La couleur du ciel.** Mieux vaut éviter la saison des pluies, d'octobre à février. Températures moyennes de 22 à 33 degrés. Des moustiques toute l'année : un traitement préventif contre le paludisme est donc vivement conseillé.

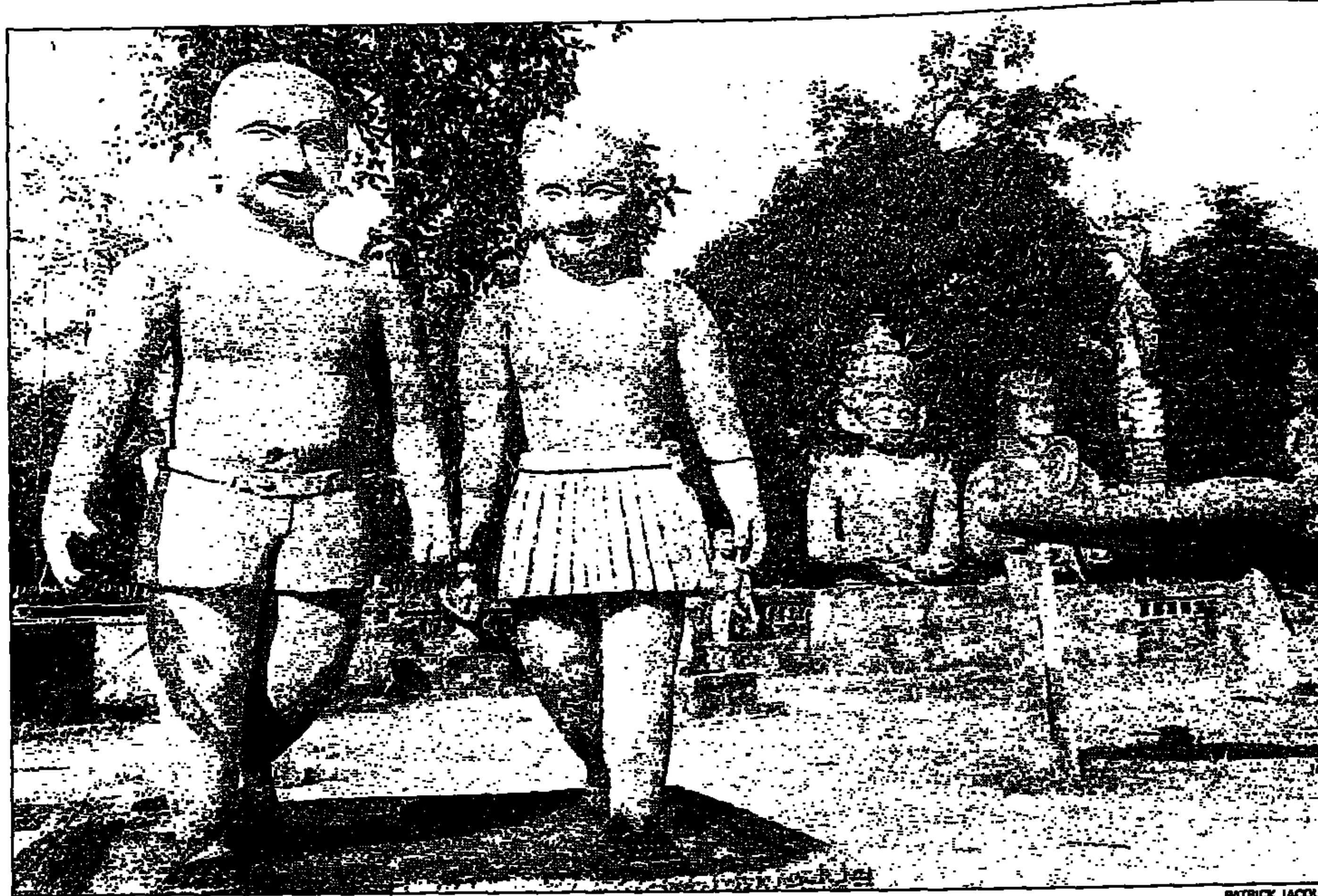
**Les bons conseils.** A Paris, à l'office du tourisme (29, rue des Pyramides, 75001, tél. : (1) 42-97-41-71) et à Kuching : Sarawak Tourist Information Center (Main Bazar, tél. : 082-410944) et National Parks and Wildlife (premier étage, Wisma Sumber Alam, tél. : 082-442180).

**Les vols.** Billets à tarifs réduits sur la compagnie nationale Malaysia Airlines (tél. : (1) 44-51-64-20) qui propose, dans le cadre de l'Année de la Malaisie 1994, des billets circulaires permettant, avec un tarif unique, d'effectuer plusieurs escales en Malaisie et, notamment, à Bornéo, au Sarawak. En vente chez Air Asia (tél. : (1) 44-41-50-10), 5 380 F, jusqu'au 31 décembre, de Paris à Kuching, *via* Kuala-Lumpur.

**Les périples.** Au départ de Kuching des escapades « sur mesure » pour partir en voiture privée avec chauffeur et en pirogue. Avec Asia (voir ci-dessus), qui propose deux formules de 5 jours (de 2 665 F à 3 600 F) pour partager dans la jungle la vie des tribus Ibanes (nuits en *longhouse*) ou une découverte des grottes de Niah et du parc national de Mulu (liaison en avion) avec balade en pirogue, visite des grottes de Clear Water et du Cerf (nuits dans la *guest-house* du parc). Ce voyagiste programme également un circuit de 15 jours au départ de Paris (« Borneo Explorer », 15 935 F, en partant à deux) associant les deux précédentes balades avec, en sus, une prolongation au Sabah, à Kota-Kinabalu (randonnée à travers rizières et plantations d'hévéas sur les flancs du Kinabalu), à Sandakan (liaison en avion) et Selingan, l'île des tortues géantes. Notez que Pacific Holidays (tél. : (1) 45-41-52-58) dans sa brochure consacrée à l'Asie, propose également, au départ de Kuching, une « Aventure chez les Ibans » (3 jours, à partir de 1 875 F, en partant à deux).

Des circuits guidés en groupe sont programmés notamment par Asika (tél. : (1) 42-80-41-11, 15 jours, 15 950 F, 16 personnes maximum, possibilité de partir à deux) avec remontée de rivières en pirogue, randonnées dans la jungle pour voir les orangs-outangs, visites des grottes et continuation au Sabah. Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58, 15 jours, 18 950 F) ajoute à sa découverte du Sarawak, une traversée de la péninsule malaise, de Kuala-Lumpur à Singapour, et un séjour sur l'île de Penang. D'autres formules chez Malaysia Tours (agences de voyages), Allibert (tél. : (1) 48-06-16-61), Fleuves du Monde (tél. : (1) 43-25-54-19), Forum Voyages (tél. : (1) 42-61-20-20), Le Monde de l'Inde et de l'Asie (tél. : (1) 46-34-17-39), Nouveau Monde (tél. : (1) 43-29-40-40), Voyageurs (tél. : (1) 42-86-16-88).

**Les livres.** *Au Cœur de Bornéo*, de Redmond O'Hanlon (Voyageurs Payot) : l'humour anglais dans la moiteur de la jungle. A lire absolument sur place. Ainsi que les guides consacrés à la Malaisie, chez Olizane, Gallimard (« Bibliothèque du voyageur ») et Lonely Planet, en anglais.



Conclave de divinités tirées des mythologies bouddhiste et hindouiste au grand parc de Sala-Kaeo-Ku.

PATRICK JACQUES

THAÏLANDE

# Sur la route de l'Amitié

***Entre Laos et Cambodge, une région longtemps oubliée, l'I-San.***

AU bord d'une rizière fraîchement labourée, sous un bosquet d'acacias, un buffle rumine, statufié dans une gangue de boue cendrée. Scène ordinaire de la vie des champs en Thaïlande. Paysage familier de l'I-San, ce haut plateau du nord-est du royaume, à demi encerclé par le Laos et le Cambodge, et qui, à *lui* seul, recouvre un tiers du pays. En *thaï, I-San signifie « le cadeau* d'Indra », dieu qui apporte la pluie. *Un paradoxe* car, ici, la terre est aride. En fait Indra, divinité fantasque, ouvre toujours les vannes du ciel, soit avec excès, soit trop chichement. Les dieux, chacun le sait, sont si capricieux. Alors, entre sécheresse et inondations, les années sont souvent celles des buffles maigres...

L'I-San n'a inspiré aucun écrivain. Injuste oubli à l'égard de cette région qui a le charme secret des lieux voués à la lenteur, où la vie s'écoule au rythme du temps et où l'on conserve encore les gestes de savoirs ancestraux. D'un monde longtemps demeuré, il est vrai, enclavé. Jusqu'à l'arrivée des Américains, à l'époque de la guerre du Vietnam. Ce *sont eux* qui, en Thaïlande, ont construit le *premier réseau routier*. Notamment cette longue voie, presque rectiligne, qui traverse perpendiculairement tout le Nord-Est : la route de l'Amitié. De Korat, la capitale du district oriental, à Nong-Khai, tranquille bourgade sur les bords du Mékong qui, ici, sert aussi de frontière. Une frontière hermétiquement fermée jusqu'à il y a cinq ans. En face, c'est le Laos, et Vientiane n'est qu'à 14 *kilomètres*. Après plusieurs années de guerre froide, *la reprise des relations entre* les deux pays s'est concrétisée, en avril 1994, par l'inauguration du pont de l'Amitié, colossal ouvrage en béton de 1 170 mètres de long, largement financé par les Australiens. Une passerelle d'autant plus symbolique qu'il s'agit de l'unique pont jamais construit sur le Mékong, en dehors du territoire chinois.

Tout au long des dix derniers kilomètres qui mènent à Nong-Khai, la route se faufile entre une double haie, véritable bestiaire végétal sculpté dans le feuillage des arbres dont beaucoup ont été taillés, courtoisie thaïe oblige, en forme de kangourou afin d'honorer la nation australienne. Depuis que cette tradition a été introduite à la cour d'Ayutthaya, au début du XVII[e] siècle, par le roi Ekathotsarot, les Thaïs sont passés maîtres dans l'art topiaire.

## Cet inquiétant sourire du Bouddha

*Univers bucolique auquel* s'oppose, à la sortie de la ville, *celui, bizarre et sulfureux*, du parc de Sala-Kaeo-Ku avec son étrange conclave de divinités tirées des mythologies bouddhiste et hindouiste pour être figées dans le béton. On en compte une bonne trentaine, pour la plupart monumentales. Elles pourraient n'être que l'œuvre d'un artiste mégalomane si ne se dégageait de chacune d'elles quelque chose de maléfique. La plus gigantesque représente le Bouddha trônant sous un reptilien *baldaquin de sept* terrifiantes têtes de cobra. L'ensemble *s'élève à près de 30 mètres de hau*teur. Ici, même le sourire du Bouddha *est inquiétant*.

Nakhon-Ratchasima au sud, Khon-Kaen au centre et Udon-Thani au nord. Trois cités qui, établies le long de la route de l'Amitié, manifestent une ardeur évidente à s'élancer dans la course à la consommation. Dans un décor où l'architecture traditionnelle a déjà cédé la place à un chaos de constructions cubiques en béton. *Une modernité illustrée également* par l'invasion automobile et, le soir *venu, par celle des spectacles où le* karaoké remplit salles publiques ou salons privés. Mais la vraie vie est ailleurs. Dans ces milliers d'échoppes qui déversent leurs marchandises sur les trottoirs et où l'on commerce sous les regards bienveillants de leurs majestés, le roi Bhumibol et la reine Sirikit, dont les portraits sont accrochés, en chromo, *au-dessus de toutes les* caisses. Au grand marché couvert de *Nakhon-Ratchasima*, le spectacle est permanent. Un régal pour les yeux, les papilles et l'odorat. Un plaisir qui, la nuit tombée, se prolonge au fil des cantines-cuisines installées sur la chaussée et où l'on prépare, en un tour de main, un *pa tay* (plat de nouilles frites) ou un *som tam*, salade de papayes crues, de cacahuètes grillées et de crevettes séchées parfumées à la coriandre.

Dès que l'on s'écarte du grand axe routier, la tradition reprend *ses* droits aux abords des vieilles mai*sons de teck bâties sur pilotis, entre* rizières et champs de manioc, à *l'ombre de banyans centenaires*, de palmiers borassus et de manguiers. Ici, la vie quotidienne se déroule sous l'habitation, entre les pilotis, sur les lits-banquettes où s'accomplissent la plupart des tâches domestiques. Avec, toujours à portée de main, le métier à tisser. Une vie rythmée par le cycle des cultures, le pas nonchalant des buffles et les offrandes que l'on va déposer dans les temples casqués d'or et peints de couleurs éclatantes. *Dans certains villages*, potiers et tisserands répètent, *depuis la nuit des* temps, les mêmes gestes immuables. A chaque hameau sa technique pour travailler soie ou coton. Des techniques parfois très compliquées, comme celle de la soie *mut-mee* qui consiste à teindre les fils, après les avoir noués par paquets, *pour obtenir des* motifs géométriques ou zoomorphes aux contours hachurés.

Sur ce haut plateau, l'implantation humaine remonte à plusieurs millénaires ainsi qu'en témoignent les vestiges archéologiques mis au jour, en particulier dans le Nord, à Ban-Chiang, et qui datent de 5 600 ans avant J.-C. Parmi ces derniers, des poteries ocres soulignées de dessins noirs que des artisans du village de Ban-Kham-Or, voisin du site, continuent de reproduire fidèlement. Plus au sud, dans la nécropole de Ban-Prasat, ce sont des squelettes vieux de 3 000 ans qui *ont été découverts. Qui étaient-ils*, ces lointains ancêtres dont la taille était nettement plus élevée (jusqu'à 1,79 mètre pour les hommes et 1,67 mètre pour les femmes) que celle de la population actuelle ? Nul, jusqu'à présent, n'a percé leur secret.

L'I-San a eu son âge d'or. A l'époque de la domination des Khmers. A vivre ainsi enclavé entre deux autres peuples, il faut s'attendre à voir, un jour ou l'autre, déborder ses voisins. Tel fut le cas des Laos qui, venus de la rive opposée du Mékong, débarquèrent au XIII[e] siècle. Sans faire d'éclats. *Beaucoup moins pacifiques, en* revanche, les guerriers khmers, *ennemis* héréditaires des Thaïs, avaient, pour leur part et trois siècles plus tôt, largement entamé leur expansion. Leur pouvoir définitivement établi (au XI[e] siècle), ils se sont mis à l'ouvrage, couvrant toute la région orientale de « châteaux » de pierre : Phimaï, Phanom-Rung et *Muang-Tam (entre* Angkor et Phimaï) ou encore *Khao-Phra-Viharn*, aujourd'hui sur l'autre versant de la frontière, en territoire cambodgien.

Etablie à la confluence de la rivière Mun et de son affluent la Khem, la cité-sanctuaire de Phimaï devait être un grand centre du bouddhisme mahayana. Restent, aujourd'hui, *les vestiges imposants* de son temple principal, construit à la fin du XI[e] siècle par le roi Jayavarman VI. Quelque vingt-cinq ans avant celui d'Angkor-Vat auquel Phimaï, dit-on, aurait servi de modèle. De ce grandiose ensemble, constitué d'une enceinte carrée percée de quatre portes monumentales (la principale, orientée au sud, face à l'ancienne route qui menait à Angkor), jaillissent trois hautes tours. Au centre, trône en majesté le grand « prang », couronné de sa tiare de grès blanc. Avec ses 28 mètres, il est le plus élevé de tous les édifices khmers de Thaïlande.

Dans les coursives fraîches du sanctuaire déchu, deux bonzes, jaune tournesol, déambulent, silencieux et recueillis. Trois autres, blottis entre les pierres rongées par les siècles, méditent. Peut-être rebâtissent-ils, en songe, les splendeurs évanouies d'un vieil empire depuis longtemps défunt.

*De notre envoyée spéciale*
**MARIE-NOËLLE HERVÉ**

## CARNET DE ROUTE

**Vols.** Avec *Thaï Airways International* (réservations au (1) 44-20-70-80) et Air France (44-08-24-24) qui proposent un vol quotidien Paris-Bangkok sans escale. De là, vols intérieurs jusqu'à Nakhon-Ratchasima (alias Korat) pour 235 F A/R ou Udon Thani pour 540 F A/R. A noter qu'au départ *de Thaïlande on doit acquitter une taxe* d'aéroport de 200 bahts.

**Cicérones.** Plusieurs voyagistes programment des circuits dans l'I-San, en particulier Asia, Jet Tours, Voyageurs en Thaïlande, Clio, Ikhar, Top Asie, Kuoni, Sirocco, Rev'Vacances, Voyages pour tous, le Monde de l'Inde et de *l'Asie, Forum* Voyages..

**Haltes.** Encore à l'écart des grands courants touristiques (c'est d'ailleurs l'un de ses principaux charmes), l'I-San est essen*tiellement fréquenté par des voyageurs* aventureux que n'obsèdent guère la fuite du temps. Longtemps sous-équipée sur le plan de l'hébergement, la région bénéficie actuellement d'une hôtellerie en plein développement avec, en particulier, la nouvelle cuvée des grands hôtels de la chaîne Thani : le Jareon Thani (à *Nakhon Ratchasima*), le Chareon Thani Princess (à Khon-Kaen), le Charoen Hotel (à Udon Thani) et le Grand Thani Hotel (à Nong Khaï). Chambre double, à partir de 350 F.

***Saveurs.** Les restaurants locaux* s'appellent des *locals*. Il en existe deux types : le normal et le classique, plus chic et qui offre généralement un spectacle. Deux « locaux » très typiques : le restaurant flottant Haï Sok, sur le Mékong, à Nong-Khaï, et le Paesan Saetae, sur Faom Platoo Thong, à Korat, réputé pour ses spectacles de « crooneuses ». Goûter la *bière locale*, la *Singha Beer (la bière du lion)*, délicieuse et moins chère que les bières étrangères. Parmi les spécialités, citons le plat *samoï yam mem uang* (poisson-chat aux mangues frites) et le *lap (salade pimentée de concombre, papaye et* œuf dur).

***Artisanat.*** Celui de cette région est particulièrement renommé pour les tissages en soie des villages de *Pak-Thon-Chaï (au sud* de Korat), Chonnabot et Na-Kha. Autres bonnes adresses : le centre d'exposition-vente (Northeastern Promotion Center) sur Mitraphad Road, à la sortie de Khon-Kaen *(vêtements, vannerie, poteries, bijoux) et*, en ville, au Prathamakant Local Goods Center (79, Ruenrom Road). Derrière ce magasin, une vieille maison en teck a été restaurée puis transformée en un passionnant *petit* musée où l'on peut voir des textiles anciens, la reconstitution d'une pièce d'habitat traditionnel, *ainsi que* de nombreuses collections d'antiquités. A visiter également les villages de potiers de Dan-Kwien et de Ban-Kham-Or (près du site de Ban-Chiang). Nong-Khaï, de son côté, est *réputé* pour son marché vietnamien et ses boutiques d'argentiers.

***Lectures.** Chambre avec vue sur le Triangle d'or*, d'Eve Sivadjian (éd. First) ; *En Thaïlande*, guide Visa (Hachette) ; le guide Découverte (Gallimard) et le guide Arthaud.

**Sésame.** L'Office national du tourisme de Thaïlande au 90, avenue des Champs-Elysées, 75008 Paris, tél. : (1) 45-62-86-56.

هكذا من الأصل



LAOS

# Chefs-d'œuvre en péril

***Sacrilège ! A Luang-Prabang, l'ancienne capitale royale, des moines badigeonnent un patrimoine inestimable.***

« F*AIRE le bien vous donne des couleurs. Faire le mal ouvre le chemin de la douleur »*, insiste le vieux bonze, tout en désignant, d'un doigt menaçant, le gouffre béant ouvert sur les entrailles de la terre. Evoquant la légende de cette grotte sacrée, honorée par un fils repenti qui voulait racheter le mal fait à son père, le moine désigne alors l'ex-voto : un Bouddha filiforme, visage émacié, yeux mi-clos, robe de bois doré rongée par les termites, debout, les mains levées, dans le geste de l'apaisement. Sublime beauté à laquelle nul ne songe à se soustraire, malgré l'odeur âcre de la grotte livrée aux chauves-souris. Par dizaines et de toutes tailles, massés à ses côtés, de graciles Bouddha, les bras le long du corps, appellent la pluie.

A Luang-Prabang, ces ex-voto ont été déposés au fil des siècles par des fidèles anonymes. Ils peuplent, dans un fouillis de salle des ventes, les innombrables sanctuaires et les chapelles des trente monastères en activité. Ouverts à tous les vents comme l'étaient autrefois nos églises.

A l'ombre des manguiers centenaires, des jacquiers et des cocotiers, la petite pagode de Vat Long Khoun, située sur la rive droite du Mékong, recèle des fresques naïves bleu, rouge et or, de jolie facture, illustrant les scènes des vies antérieures du Bouddha. Sur le point de s'effondrer, la toiture a été déposée, et les artisans du quartier, aidés des six novices et du bonze, réparent l'édifice dans les règles de l'art sous la direction de Mme Sou Nan Tha, architecte. *« Pas question*, explique-t-elle, *de toucher aux fresques. Il faut changer la charpente, consolider les murs extérieurs et le portique, redorer les piliers à la feuille d'or ainsi que le bas-relief du tympan. »* Un budget considérable cofinancé par des mécènes français et par les autorités lao (1), et fortement gonflé par le prix de la dorure : 20 000 feuilles d'or (3 cm sur 3) coûtent environ 2 millions de kips, soit 18 000 F.

## Acrylique sur bas-reliefs

*Cet exemple témoigne* de la difficulté de préserver le patrimoine inestimable, *car unique* en Asie, de Luang-Prabang. Et de la menace pesant sur l'ensemble des bas-reliefs qui, dorés à la feuille et incrustés de verroteries multicolores, ornent les vantaux des portes et des fenêtres, les tympans, frontons et façades des innombrables sanctuaires et annexes constituant l'architecture religieuse de la ville.

*Soucieux de l'entretien de leur* patrimoine, les moines (la communauté bouddhique compte environ 500 moines et novices) ont entrepris, dans plusieurs monastères, de recouvrir les bas-reliefs de peinture acrylique dorée, souvent offerte par des fidèles thaïlandais.

Ce grossier badigeon gomme le trait délicat des sculptures, le raffinement des arabesques, masque les pierres incrustées et donne à l'ensemble des bâtisses un air kitch tristement uniforme. Déjà, au Vat Xieng Thong, le monastère le plus prestigieux, le fronton et la façade de la chapelle abritant le char funéraire royal ont été enduits de ce gel synthétique, de même que l'ensemble des vantaux du grand sanctuaire et des petites chapelles dressés dans la cour.

Constat désolant, d'autant que Luang-Prabang, l'ancienne capitale du Lan-Xang, le royaume du « million d'éléphants et du parasol blanc », demeure épargnée par les méfaits du tourisme. Un miracle ! *« La charmante petite ville »* décrite, en 1861, par l'explorateur et naturaliste français Henri Mouhot, a conservé l'allure d'un gros village assoupi sous les frangipaniers. Mais le pire est à craindre et les projets en cours font frémir. Ne parle-t-on pas d'hôtels imposants, d'aéroport moderne équipé pour accueillir les vols internationaux (en particulier un vol en provenance de Chiang-Maï, la capitale du nord de la Thaïlande, *défigurée par le tourisme*), de descente du Mékong en aéroglisseur ? Foin de ces rumeurs, il faut garder espoir : Luang-Prabang a été décrétée « Patrimoine national ». Acceptons-en l'augure.

*De notre envoyée spéciale*
**FLORENCE ÉVIN**

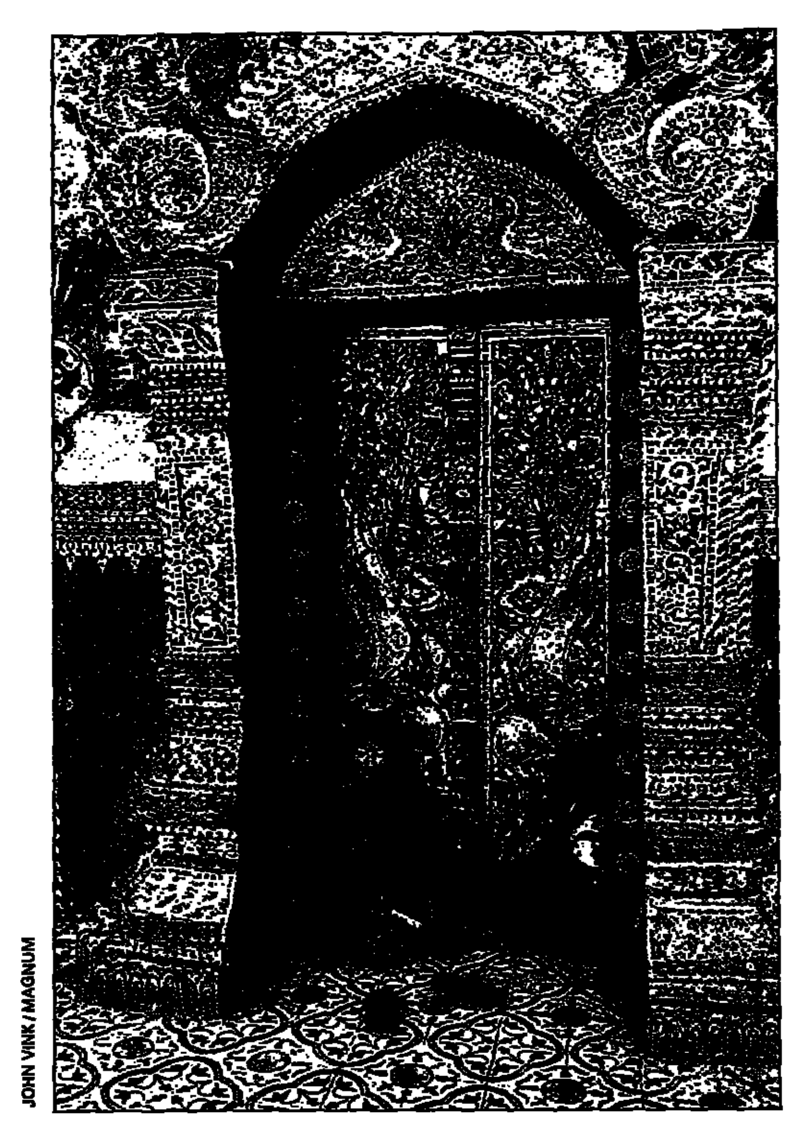
(1) Une souscription a été lancée par la Maison de l'Indochine à Paris, avec le soutien de l'Ecole française d'Extrême-Orient, pour financer les 350 000 F de travaux.

### CARNET DE ROUTE

**La couleur du ciel.** Saison sèche d'octobre à mai. A la mi-avril, les très fortes chaleurs annoncent les premières pluies, juste avant le *Pimaï*, le nouvel an lao, fêté en grande pompe à Luang-Prabang.

**L'avion et l'hôtel.** *Vols sans escale*, jusqu'à Bangkok sur Air France, Corsair et la Thaï, avec correspondance pour Vientiane. Billets à partir de 5 500 F à la Maison *de l'Indochine (sur la Thaï, tél. : (1) 40-28-43-60)* avec, en sus, le vol pour Luang-*Prabang (560 F). Ce voyagiste se charge* des réservations d'hôtels, de guide et de voiture avec chauffeur pour les excursions ; et propose un forfait de 4 jours à Luang-Prabang, avec visites guidées pour 2 980 F (chambre double et petits déjeuners à l'hôtel Vanasa, vol et transferts). Sur place, une chambre à la Villa Princesse, une ancienne demeure rénovée de la famille royale, à deux pas du palais, et du Vat Xieng Thong, se paie 40 dollars par jour. Moins luxueux, le Phousi est à moitié prix.

**Les lectures.** *Voyage dans les royaumes de Siam, de Cambodge et de Laos*, Henri Mouhot (Olizane). *Voyage d'exploration en Indochine, 1866-68*, Francis Garnier (La Découverte). *Deux guides* en Français chez Lonely Planet et Artaud.



JOHN VINK / MAGNUM

**Sur les pagodes, la dentelle dorée des bas-reliefs.**

### Palette japonaise

Le Japon reste une destination peu programmée. Et pour cause : c'est un pays onéreux en raison de la valeur du yen et d'un niveau de vie élevé. D'où l'intérêt du circuit de 10 jours proposé par Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58) pour 14 950 F avec vol A/R sur Japan Airlines (qui diffuse un précieux guide « Parlons un peu japonais »), hébergement avec petit déjeuner, transferts et transports intérieurs, visites et accompagnateur. Compter environ 1 500 F pour les repas. En automne (le 25 octobre, les 1er et 8 novembre) pour les paysages rouge et or, et au printemps (en avril et mai) pour les cerisiers en fleur. Au menu, les hauts lieux du pays : Tokyo, Nikko, Kamakura, Nara, Himeji, Hiroshima et Kyoto. Nouvelles Frontières programme également un circuit étoffé de 3 semaines pour 24 950 F ainsi qu'un « circuit aventure » d'un mois Japon-Corée (24 650 F en pension complète). Duo à l'affiche d'un circuit de 17 jours (37 750 F en demi-pension au Japon et pension complète en Corée) du Tourisme français (agences de voyages). De son côté, Jet Tours (agences) propose un circuit de 11 jours (23 850 F à 24 900 F, avec 8 repas), tandis qu'un autre généraliste, Kuoni (agences), programme deux circuits de 14 ou 18 jours (40 000 F et 50 000 F en demi-pension). Quant à Ikhar (tél. : (1) 43-06-73-13), il explore la survivance des traditions dans le cadre d'un circuit de 16 jours (43 900 F) à la découverte du Japon millénaire. A noter la substantielle offre de Voyageurs au Japon (tél. : (1) 42-61-60-83). Consulter également la liste des voyagistes programmant cette destination, liste diffusée par l'Office national du tourisme japonais (8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, tél. : (1) 42-96-20-29).

HONGKONG

# My tailor is chinois

***A l'embouchure de la rivière des Perles, une forêt de gratte-ciel hantée par les fantômes de l'Empire britannique.***

Il y a des instants qu'un voyageur ne doit pas gaspiller. La plongée d'un Boeing-747 sur Hongkong est de ceux-là. L'exceptionnel destin de la cité se lit, en effet, dans le livre ouvert de sa géographie. Sur la rive gauche de l'estuaire de la rivière des Perles, les collines de la Chine profonde s'effondrent dans la mer, où elles se prolongent par une multitude d'îles bosselées. Au centre du dédale, de part et d'autre d'un profond chenal, à l'abri de tous les vents, se blotissent des docks et des appontements. Alentour, sur des plaines littorales grandes comme des mouchoirs de poche, se dresse une forêt serrée de gratte-ciel. Les eaux sont constellées de navires, à l'ancre ou en mouvement. Les terres sillonnées de voies où courent des processions de véhicules.

### Une seule obsession : faire du dollar !

Voici un siècle et demi, ce promontoire, situé à l'orée de l'immense Chine, lui a été arraché par les Anglais, qui entendaient ainsi assurer la tranquillité de leurs commerçants. Autour des comptoirs se sont amassés, au fil du temps, près de six millions de réfugiés chinois habités d'une obsession : faire du dollar !

L'avion se faufile entre les bâtisses et se pose en pleine ville sur une piste entièrement gagnée sur un bras de mer. Sitôt débarqué, le voyageur européen est saisi par l'atmosphère tropicale (30 degrés, 90 % d'humidité) et l'agitation frénétique. Aucun aéroport au monde n'est, à ce point, encombré de gros porteurs et de machines roulantes. Tout à l'heure, en ville, ce sera pire encore. Dans un vacarme étourdissant, chacun se hâte comme si les jours de l'enclave, où se mêlent le style un peu raide d'une colonie britannique, l'inlassable activité asiatique et l'américanisme le plus agressif, étaient comptés. Ils le sont. Dans trois ans, en 1997, Hongkong reviendra à la Chine, pour le meilleur ou pour le pire. Et l'on comprend alors qu'il y avait urgence à venir observer ce Chinatown géant mais en sursis.

Cultivons d'abord la nostalgie. De la tutelle de Sa Gracieuse Majesté, reste, évidemment, l'anglais, baragouiné au moins par la plupart de ceux qui, employés dans les secteurs du tourisme ou du commerce, sont en contact quotidien avec les « barbares ». Signalisations et enseignes parlent claires, elles aussi, ce qui facilite la vie. Plus archaïque, en revanche, est la circulation à gauche. Mais comme il est quasiment impossible, et inutile, de se déplacer en voiture individuelle, cela n'est guère gênant.

Autres images, très « british » : les bus à étage qui cabotent au long des avenues, les policiers sanglés dans des tenues de toile sortant du pressing et quelques pubs, aux plafonds bas, où les derniers sous-off de la garnison gurkha noient leur ennui. Côté architecture, on ne déniche plus que de rares vestiges, généralement en brique rouge et noyés dans une marée de béton, façon Manhattan. D'un casernement d'antan, il reste pourtant, à l'ombre des palaces américains du quartier central, un charmant bâtiment blanc, ceint d'une double colonnade. Blotti dans un jardin, il abrite le Musée du thé, oasis de grâce dans cet enfer urbain. Sur l'autre rive du Channel, côté continent, à Kwoloon, ne subsiste plus, du terminus de l'Orient Express, qu'une tour d'Horloge, presque incongrue dans sa solitude. A quelques pas de là, le touriste harassé peut, s'il est décemment vêtu, rêver un instant en prenant le thé dans le hall de l'hôtel Peninsula, somptueux vestige des années 30 qui se pique de transporter ses meilleurs clients... en Rolls.

### Le dernier village flottant

Ces ultimes confettis de l'Empire britannique n'ont de charme et de saveur que parce qu'ils contrastent avec une soupe asiatique encore très consistante. Inutile, cependant, de chercher à Hongkong une Chine de carte postale. Il y a des décennies que les jonques à voile de bambou ont disparu, et, si quelques pousse-pousse proposent encore leur service, à l'embarcadère des ferries, c'est pour effectuer, au prix fort, le tour du pâté de maison. Pousser plus loin tiendrait, en effet, du suicide. Il faudra donc se résoudre, pour découvrir un village fortifié du siècle dernier, à sauter dans le RER local et s'infliger Shatin, ville satellite de style Sarcelles. Là-bas, entre deux grands ensembles s'élève encore, mais pour combien de temps, la maison forte où l'honorable Tsang, mandarin de son état, logeait jadis sa copieuse famille. Une merveille d'architecture couvrant près de 1 hectare avec des murs percés d'embrasures, des tours d'angle et des cours intérieures. Mais l'ensemble abrite une population de banlieusards qui se moquent pas mal de l'harmonie des lieux.

La même impression de monde en mutation se dégage du port d'Aberdeen, dans le sud de l'île de Hongkong. Mme Leong, une vigoureuse brune, de la tribu Tanka, qui vit sur l'eau depuis des siècles, vous fera faire le tour du propriétaire à bord de sa jonque à moteur Diesel. Son mari est en mer, sur l'un de ces gros chalutiers noirs en bois entre lesquels on se faufile. Il y en a des centaines, amarrés côte à côte, en attendant la prochaine campagne.

La rive opposée résonne de coups de marteaux. Sur des chantiers de fortune, les artisans en construisent encore par dizaines, exactement comme autrefois. Entre les flotilles de pêche, s'agglutinent d'antiques sampans où l'on vit en famille. Certains, passablement pourris, sont soutenus par une ceinture de bidons en plastique. Le tout constitue le dernier des villages flottants. « Dans cinq ans, affirme la nautonnière, tout cela aura disparu. » Et elle montre du doigt les barres de HLM destinées à accueillir les enfants de la mer.

Mieux vaut, finalement, revenir faire son marché dans les rues grouillantes de l'île de Hongkong et de Kwoloon. Voici la rue de l'alimentation et son bestiaire vivant, que l'on sacrifiera dès que vous aurez fait votre choix. Ainsi, à deux pas des cotations électroniques de la Bourse, on saigne, à même la chaussée, poulets, anguilles, grenouilles, crabes et tortues. Etes-vous curieux de goûter une soupe au serpent ? Des reptiles venimeux sont aussitôt extraits de leur cage et ouverts d'un coup de lame. Leur venin, mélangé à une pinte d'alcool de riz constitue, paraît-il, le plus revigorant des cordiaux. Etes-vous un gourmet fortuné ? On vous proposera alors des ailerons de requin séchés ou des nids d'hirondelles à 20 000 F le kilo.

Plus loin, votre cicérone vous fait les honneurs d'une pharmacie traditionnelle où se côtoient bois de cervidés, poudre de perles, alcool de souris, dents fossiles présentées comme des crocs de dragon, champignons récoltés dans les caveaux funéraires, etc. Des bizarreries qui sont autant de médications ou d'aphrodisiaques. Hâtez-vous également d'aller parcourir les bruissantes allées du marché aux oiseaux, encore en plein air. Bientôt, en effet, il sera enfermé dans une banale galerie commerciale. Des businessmen en complet croisé viennent gravement y faire l'emplette d'un minuscule volatile vert, aux yeux cerclés de blanc : le iung-si, c'est-à-dire l'oiseau d'amour, qui chantera pour leur bien-aimée. Son prix dépend de la qualité de ses vocalises, et il ne se nourrit que de sauterelles vivantes qu'il faut éventrer et pendre dans sa cage. Elles sont là, grouillantes dans des sachets en plastique que les heureux propriétaires déposent avec précaution dans le coffre de leur Mercedes.

Le vieil homme qui promène les oiseaux d'amour.

YAUN LEUNG« PHOTOGRAPHERS », ÉDITION ANGLO-CHINOISE

### Superstitions et guerre financière

A la nuit tombée, il faut gagner les abords du temple de Tin Hau, dans le quartier de Yaumatei. Là, se tient chaque soir, une sorte de marché de la bonne aventure. Alignés sur le trottoir, les devins attendent le chaland. A la lueur des lampes à pétrole, ils lisent dans les lignes de la main ou sur les traits du visage. Certains s'aident d'oiseaux dressés qui choisissent eux-mêmes, d'un coup de bec, le papier sur lequel figure la prédiction correspondant à la question posée. Alentours, des mini-troupes d'opéra, avec chanteuses et musiciens, se produisent à l'abri de méchantes bâches. Quelques pièces lancées par les passants seront leur seul salaire.

Demain, il ne faudra pas manquer le pèlerinage au temple de Wong Tai Shin. Erigé, il y a seulement vingt ans, à la sortie de la station de métro du même nom, ce vaste ensemble est dédié à un philosophe taoïste. Les malades viennent y chercher la guérison, les turfistes, un bon tuyau pour les prochaines courses. Des milliers de croyants, souvent accourus de Taïwan ou de Chine populaire, s'y pressent. Les corbeilles de fruits et les porcelets grillés qu'ils apportent en offrande s'amoncellent sur le parvis de la pagode principale, tandis que monte vers le ciel un nuage d'encens. Chacun agite la boîte rituelle d'où va tomber le bâtonnet numéroté que l'on ira aussitôt faire interpréter par l'un des quatre-vingts devins installés dans une galerie spécialement construite à cet effet.

Croyances et superstitions fleurissent en tout lieu et à tout instant dans la vie quotidienne du moderne Hongkong. Ainsi, les milliardaires paient-ils une petite fortune pour obtenir de l'administration un numéro d'immatriculation automobile sensé apporter la prospérité, l'amour ou la longévité. La même effigie du dieu Mo, une divinité martiale, orne les murs des commissariats de police et ceux des officines louches. Pas un gratte-ciel qui, ici, n'ait été minutieusement orienté selon les directives d'un géomancien dûment appointé pour cela. Et si la superbe tour que l'architecte Yo Ming Pei a dessinée pour la Banque de Chine pointe ses angles sur les banques privées qui l'entourent, ce n'est l'effet ni de l'art, ni du hasard. C'est l'application de la géomancie à la guerre financière. De plus, comme toutes les autres, elle a été bâtie à l'aide de simples et vertigineux échafaudages de bambous s'élevant dans le ciel jusqu'à 240 mètres de haut.

Tradition britannique, singularités chinoises et modèle américain, le tout au service de l'empereur dollar, telle est la subtile alchimie qui fonde l'extravagante réussite de Hongkong.

*De notre envoyé spécial*
**MARC AMBROISE-RENDU**

### CARNET DE ROUTE

**A la carte.** Hongkong figure en bonne place dans la nouvelle brochure concoctée par le voyagiste Kuoni (renseignements au (1) 42-65-29-09 ou 47-42-83-14), qui y propose une « Asie à la carte » (également au menu Thaïlande/Birmanie/Laos, Vietnam/Cambodge, Chine, Malaisie/Singapour/Indonésie et Ceylan/Maldives) avec quatre modules combinables permettant de construire son voyage, *« avec le maximum de liberté et de souplesse, en toute sécurité et aux meilleurs prix »*.

**Addition.** Pour un séjour de 8 jours, Paris-Paris (5 nuits sur place), il suffit d'additionner une « approche » Hongkong sur vols directs d'Air France, avec transferts et 2 nuits d'hôtel) au Conrad (5 étoiles) en chambre double et petit déjeuner américain (de 9 000 F à 9 300 F) et une « étape » pour 3 nuits supplémentaires (de 655 F à 780 F la nuit) au même hôtel. Avec un forfait (500 F par personne) de trois excursions guidées (tour de l'île de Hongkong et montée à Victoria Peak, croisières dans la baie et jusqu'à l'île de Lamma), l'addition finale se situe, selon la période, entre 11 500 F et 12 000 F, hors période de Noël. On peut choisir son hôtel et effectuer diverses « escapades », notamment à Macao et en Chine.

**Savoir.** Les cieux sont plus favorables d'octobre à décembre et en janvier-février. La plupart des hôtels affichent complet pour le 30 juin 1997, date à laquelle la colonie deviendra chinoise.

**Un guide récent.** Le Visa (Hachette) consacré à la Chine, à Hongkong et à Macao. Et les guides Berlitz et Gallimard

**Un téléphone.** Celui de l'office du tourisme de Hongkong (47-20-39-54), qui diffuse dépliants et renseignements. Egalement par Minitel au 3615 HONG-KONG.

هكذا من الاصل



PAKISTAN

# Belles de Lahore

***Dans l'ancienne capitale moghole, de coquettes émancipées choisissent soies et satins dans un bazar au nom de courtisane.***

DANS la *nuit* parfumée, la belle Imbasat reçoit, en sa demeure, ses élégants et fort cosmopolites invités. D'un *jardin* à l'autre, sous la lumière jaillissant des appartements du maître, son époux, circule la jeune femme. Vêtue d'une robe d'apparat noire rehaussée de broderies rouge et or. *« J'ai découvert cette tenue, portée traditionnellement pour le mariage, dans nos montagnes »*, explique cette dessinatrice d'art.

A l'affût des richesses de son pays, Imbasat voyage inlassablement dans les cinq provinces pakistanaises. Elle ramène de ces périples solitaires – émancipation oblige –, des trésors qu'elle dispose ensuite subtilement dans une pièce ou un recoin de son immense maison. Musée imaginaire d'une femme de Lahore, parmi les plus raffinées de la ville, et source d'inspiration d'une artiste qui crée objets et habits. Son *design* se nourrit de la tradition. Imbasat, menue sous son caftan, *n'a que vingt-huit* ans. Après des études universitaires à l'étranger, elle est revenue dans sa ville de Lahore où elle a épousé un architecte de renom, de vingt ans son aîné. Elle vit seule avec lui, sans enfants, *« du moins pour le moment »*.

### Ni passéistes ni occidentalisées

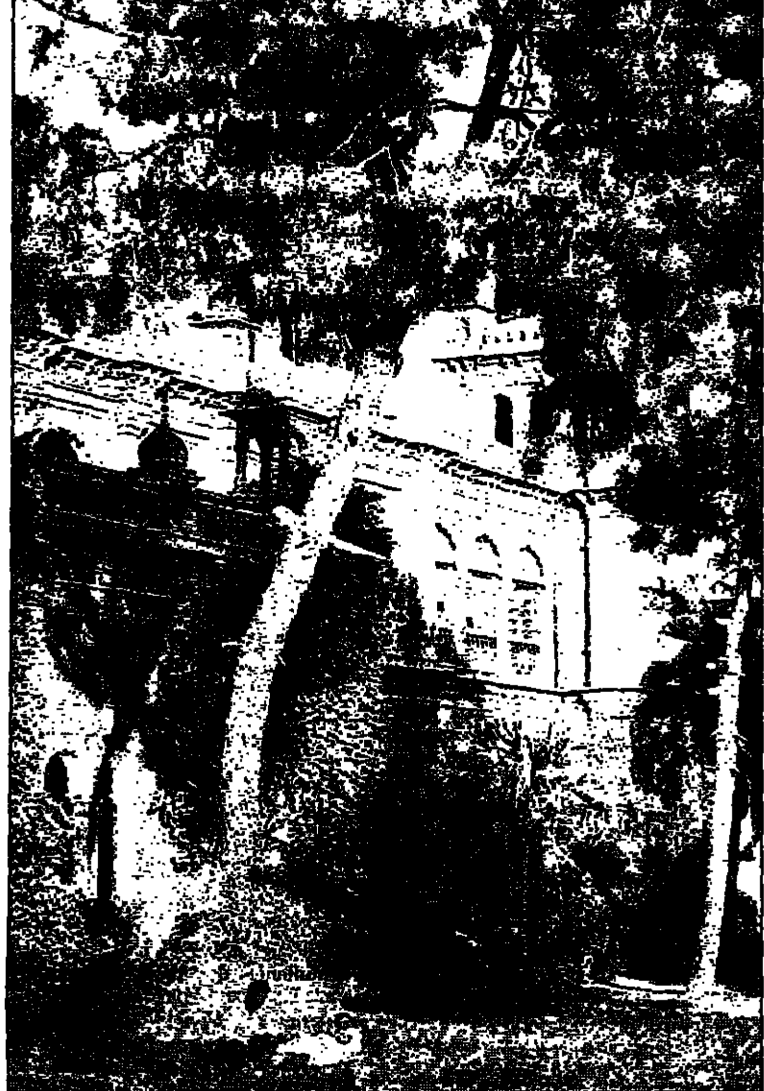
Imbasat aime à faire découvrir sa demeure. Tapis aux soies rares, lampes anciennes habilement posées sur des coffres de bois précieux, nombreux outils utiles à la vie quotidienne, habitent les vastes pièces. Trônant dans le jardin, un voluptueux jasmin tend ses branches, lourdes de senteur, vers la chambre conjugale. Suivre les pas feutrés d'Imbasat, c'est découvrir un Pakistan aux multiples splendeurs. Ainsi Lahore, capitale culturelle du pays, ancienne capitale d'un empire défunt, livre-t-elle son âme secrète, la source de ses mythes, ceux où des héroïnes de rêve initient à l'amour.

Tehmina Durani, écrivain de renom, est l'amie d'Imbasat. Son ouvrage intitulé *My Feudal Lord*, traduit en France, témoigne de la force de caractère nécessaire pour inventer un mode de vie où le besoin de libération se conjugue avec les valeurs de *l'éthique islamiste « que l'on estime fondées »*. Pour ces femmes de Lahore, pas question, en substance, de jeter le bébé avec l'eau du bain. Ni passéistes *ni occidentalisées, elles tracent* leur route vers *« un monde qui unit le meilleur de chacune des cultures »*. En cela, elles honorent les héroïnes d'un passé *mythique*, un passé où Lahore brillait de tous ses feux.

### Les jardins de Shalimar

Celui où Zeb Oun Nisa, la divine princesse, se promenait dans les allées des jardins de Shalimar. *Construits par son grand-père*, au début de ce siècle-là (le XVIIe), ils formaient, sur le pourtour de la ville, une oasis de calme volupté. Quatre cents jets d'eau jaillissaient des bassins de marbre blanc. Des fleurs en parterre *étoilé*, des arbres fruitiers ainsi que des cascades ornaient la parfaite géométrie de l'art moghol. Les deux axes étaient orientés selon les points cardinaux, et le plan carré respectait les règles de la cosmologie hindouiste. Zeb Oun Nisa, accompagnée de sa suite, sortait d'un pavillon de grès et descendait, lentement, les *trois terrasses successives*, en empruntant les allées de brique qui couvraient le savant système d'irrigation. Puis la jeune princesse faisait halte au bord d'une *fontaine. « Pourquoi pleures-tu, fontaine ? De quel visage as-tu gardé le souvenir ? »*

Les jardins de Shalimar n'ont pas oublié le souvenir de Zeb *Oun Nisa. Les cascades se sont* tues, les jets d'eau se sont taris et les massifs fleuris se sont fanés. L'entretien des lieux est aujourd'hui délaissé, parce que trop coûteux. *Mais une lumière* dorée brille toujours sur les splendeurs passées de Shalimar. Lahore, cité moghole d'un siècle flamboyant, reste la capitale *culturelle du Pakistan. Au harem* d'Akbar, créateur de la cité, grand empereur moghol, vécurent jusqu'à cinq mille occupantes. Aujourd'hui encore, dans les riches bazars de Lahore, *les belles citadines choisissent* leurs soies et leurs satins.



CYRIL LE TOURNEUR

Anarkali Market, le plus fameux des bazars de Lahore, porte le nom d'une courtisane *d'Akbar baptisée « Fleur de grenade »*. La belle infidèle eut une aventure avec un des fils de l'empereur. Ce dernier, ivre de jalousie, la fit emmurer vivante. Dans les allées d'Anarkali, les pousse-pousse croisent des chars à bœuf et des mobylettes pétaradantes. Aux étals, les bijoux de verre et les tissus chamoirés retiennent les clientes coquettes. Les nombreuses librairies aux enseignes en urdu offrent livres saints et ouvrages érudits. A deux pas, une boutique moderne propose de l'électroménager.

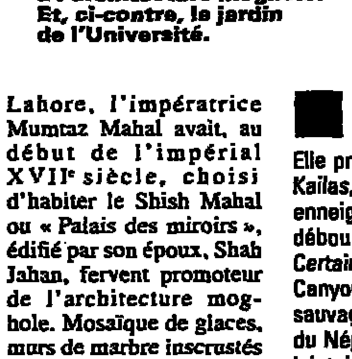
### Le cycliste et le pousse-pousse

Au Shahi Mohalla, dans la *vieille ville aux étroites ruelles*, le pousse-pousse se jette sur le bas-côté pour laisser passer le cycliste pressé. Dans l'odeur de santal et les cris des enfants qui *jouent à se poursuivre*, deux élégantes choisissent leur *duppata*, cette écharpe de mousseline que l'artisan brodera de makash au fil d'argent. En attendant qu'elles fassent leur choix, il leur offre un thé parfumé à la cardamome. *Silence et concentration : ici*, prendre son temps est un art. Pour les fortes passions comme pour les moindres faits et gestes. *« Il faut avoir vu Lahore pour être né »*, dit le proverbe.

Lorsque le grand Akbar mourut, son fils Jehangir put enfin épouser Nour Jehan, fille d'un aventurier persan et dame de son cœur depuis des lustres. La souveraine, enfin établie à Lahore, *régna alors sur les arts*, encourageant poètes et peintres, s'intéressant à la décoration des chambres ou au dessin original d'un tapis. Et c'est pour les beaux *yeux de Nour Jehan* que la peinture miniature envahit la capitale moghole où, dans les ruelles du bazar, l'on vénérait l'impératrice et l'on s'appliquait à devancer *ses goûts*.

Aujourd'hui encore, guérisseurs musulmans et hindous – les *Hakim* et les *Vaid* –, *garantissent*, dans les échoppes du Shahi Mohalla, un beau teint blanc ou des plaisirs îaphrodisiaques grâce à leur « huile du *dimanche* », une potion à base de venins de serpents et de scorpions. Amour, toujours...





GILLES RIGOULET

**Au balcon du Shish Mahal, ou Palais des miroirs, à l'architecture moghole. Et, ci-contre, le jardin de l'Université.**

Autre célébrité féminine de Lahore, l'impératrice Mumtaz Mahal avait, au début de l'impérial XVIIe siècle, choisi d'habiter le Shish Mahal ou « Palais des miroirs », édifié par son époux, Shah Jahan, fervent promoteur de l'architecture moghole. Mosaïque de glaces, murs de marbre inscrustés de pierreries disposées en forme de fleurs, jalousies ciselées masquant les fenêtres aux regards *indiscrets, rien ne fut trop* beau pour les yeux soulignés de khôl de Mumtaz Mahal.

Quant à l'empereur Jahangir, *époux d'une* autre dame célèbre, il avait, pour sa part, fait construire une « Maison des rêves », maison dont on peut toujours, au hasard de la flânerie, admirer les riches miniatures.

Sur les traces de ses belles endormies, Lahore se décline au féminin. *Avant toute autre aventure* ou découverte, qu'elles soient architecturales ou historiques, incursion au royaume sikh qui succéda en ces murs au règne *moghol, promenade sur les pas* du jeune Kipling qui, des siècles plus tard, vécut en ces demeures, ou plongée au cœur de ce business feutré caché dans les buil*dings d'acier et de verre du quar*tier d'affaires. Lahore, encore et toujours...

*De notre envoyée spéciale*
**DANIELLE ROUARD**

### Une rivière au Népal

Elle prend sa source sur le mont *Kailas, dévale les sommets* enneigés de l'Himalaya et débouche dans la plaine du Teraï. *Certains la comparent au Grand* Canyon du Colorado. En plus sauvage. Située à l'extrême ouest du Népal, dans une région lointaine, ouverte aux étrangers *depuis peu, la Karnali se mérite* : une journée de bus à partir de Katmandou, puis une marche de *4 jours jusqu'au départ de cette* chevauchée fantastique au cœur de canyons tropicaux. Le paysage est spectaculaire, la région peu peuplée. Un rafting proposé par *Atalante (CP 701, 36/37, quai* Arlong, 69256 Lyon Cedex 09, tél. : 78-64-16-16) dans le cadre *d'un circuit de 16 jours*. Mieux vaut savoir nager, être en bonne forme, aimer les bivouacs et avoir une expérience du rafting, les rapides franchis étant sportifs, *voire très difficiles. Prix* : 11 900 F de Paris, avec matériel et encadrement par des « pros » anglophones. Départs les 17 mars, 7 et 28 avril, et 2 mai.

## CARNET DE ROUTE

**Ciel et terre.** De Paris, Karachi est à *environ huit heures d'avion. Liaison* directe, deux fois par semaine, avec Air France. Vols quotidiens également assurés par Pakistan Airlines. Sur place, vols quotidiens pour Lahore que l'on peut aussi rallier par le train (allure imprévisible) ou, pour les adeptes de sensations fortes, en empruntant, rythme endiablé garanti, un « disco-bus » coloré. La voiture est peu recommandée, du moins sans chauffeur. La conduite est échevelée et on parle surtout l'urdu, et non l'anglais...

***A la carte.*** *Le voyagiste Nouvelles* Frontières, avec le concours duquel a été organisé *ce reportage*, y *propose* des séjours à la carte avec vols, hôtels et location de voiture, *avec ou sans chauffeur*. Ainsi que des circuits dont un voyage de 3 semaines au pays des Kalashs et deux safaris en jeep de 18 jours, l'un dans le sud du Pakistan, l'autre au Baloutchistan. Renseignements au 87, boulevard de Grenelle, 75015 Paris (tél. : 41-41-58-58), par Minitel 3615 code NF et dans toutes les agences NF.

Il va de soi que d'autres voyagistes, dont la plupart des bons spécialistes de l'Asie cités par ailleurs, programment cette destination, de manière organisée ou « à la carte ».

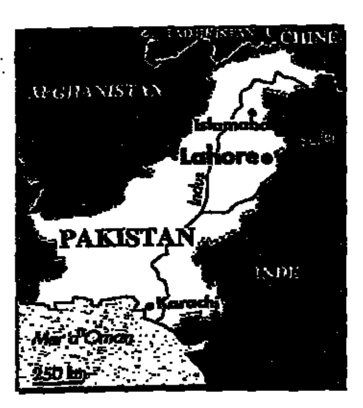
**Haltes.** L'agence nationale pakistanaise *Indus, installée à Lahore* (Indus Tours, 7E Egerton Road, tél. : 304-190-304-196), recense *les possibilités d'hébergement* (pour toutes les bourses), en ville ou dans les environs.

**Saveurs.** Nourriture variée, proche de la cuisine indienne. Evitez les plats cuits sur des chauffe-plats. Fréquentez, de préférence, les restaurants des hôtels inter*nationaux mais, également*, les multiples dabbas, petites gargotes. Dans certains établissements, les hommes sont d'un *côté, les femmes et les enfants de l'autre*. Quant à l'alcool, il n'est pas en odeur de sainteté, *sauf dans les chambres*, et encore discrètement...

**Atours.** Si elle tient à sa tranquillité, une visiteuse étrangère portera, à l'occasion de ses flâneries dans les bazars, l'ample costume national que l'on peut acheter sur tous les marchés. Rien n'y dépasse, hormis le visage... N'oubliez pas de vous déchausser à l'entrée des mosquées.

**Excédents.** Ceux qui trouvent leurs valises trop légères pourront les lester de *brocarts, parfums* (les traditionnels *attar*), objets en ivoire ou en laiton, articles en *peau de chameau, bois sculptés*, bijoux incrustés de lapis-lazuli, voiles (*chunni*) et *saris. Plus facile à porter*, le kajaal ou khôl local.

**Lectures.** *Le Grand Guide du Pakistan* (Gallimard) est à la fois à jour, complet et abondamment illustré. A Lahore, l'agence Indus diffuse une ample documentation, remise à jour chaque année.



**PÉKIN**

# La ville caméléon

**Trois cités à vivre au quotidien, au rythme de leurs habitants. Trois promenades pour découvrir avec nos correspondants, l'envers du décor.**

## *Au fil des saisons, elle change.*

Il y a, à Pékin, deux villes qui alternent au fil des saisons. Au point qu'elles ne semblent pas situées sur le même parallèle. *L'été,* une ville du Sud dont la population flâne dans la rue jusque tard dans la soirée. *L'hiver, une ville du Nord,* refermée sur elle-même, pelotonnée dans ses courettes ou dans ce qu'il en *reste, les quartiers traditionnels* fondant comme neige au soleil au rythme du développement économique. *Un manichéisme climatique* qui conditionne la vision qu'on peut avoir de cette ville, *a fortiori* si l'on *entend sortir des sentiers battus,* à la recherche d'un Pékin plus humain, autre que celui des monstres sacrés *types* Cité interdite, Grande Muraille et autre Temple du Ciel.

L'été, avant 7 heures, Pékinois et Pékinoises se rassemblent autour de la moindre tache de verdure pour y pratiquer leur « mise en jambes » favorite. Ce peut être, selon les âges, diverses gymnastiques s'apparentant aux arts martiaux ou, plus paisiblement, une promenade pour aérer les oiseaux, dans leurs cages recouvertes d'un tissu bleu opaque et secouées par une main experte, histoire de faire perdre aux occupants le sens de l'équilibre. Il suffit, *en effet, d'ôter le tissu et de* cesser de balancer la cage pour qu'aussitôt les oiseaux sifflent de bonheur. *Cruauté esthétique ou* esthétisme cruel, à chacun de juger.

Scènes d'un matin pékinois peuplé de petits vieux marchant à reculons (c'est bon pour certains muscles, paraît-il), de gymnastes amateurs *contemplant la circulation, jambe* posée à l'horizontale sur la balustrade ou de masochistes se cognant *ou se frottant le dos sur l'écorce* d'un arbre et s'infligeant, avec délectation, toutes sortes de *supplices.*

### Un tango au Temple du Soleil

Toujours le matin et dans tous les parcs de la ville (essayez le Temple du Soleil, proche des hôtels à touristes), on observera également un coin où, au son d'une radiocassette, des couples s'exercent à l'art de la valse, du tango ou du disco dans une version très édulcorée. Peu convaincant sur le plan corporel, l'exercice en dit long sur la psychologie collective d'un peuple qui, dans la vie sociale, consacre une énergie mentale fabuleuse à contrôler son attitude et à s'abstenir de tout geste risquant de laisser croire à l'autre quelque chose qu'on ne veut surtout pas signifier. Même absence de complexes, le soir venu, et toujours en été, sous nombre de voies automobiles surélevées où se tiennent des bals moins improvisés qu'il n'y paraît à première vue, le comité de police du quartier en étant généralement l'instigateur. Essayez, par exemple, le carrefour de Guanghua lu avec le tronçon est du troisième périphérique, près du China World.

En hiver, hormis pendant le Nouvel An lunaire, où tous les Pékinois se rendent en famille dans les parcs voués aux divertissements, il faut pousser les portes. Celles, par exemple, de toutes sortes de bars, le plus souvent minuscules, qui s'ouvrent et se ferment selon l'humeur de la police, du fisc ou... du patron. Impossible, par conséquent, de conseiller l'un plutôt que l'autre. La bonne formule consiste à repérer les façades décorées, sans trop d'ostentation, de guirlandes de lumières électriques. Puis, à l'oreille, de distinguer le bar nanti d'un *karaoke,* cet appareil japonais qui permet de chanter en bénéficiant d'un accompagnement musical et en visionnant un clip vidéo. Insupportable pour le mélomane, le spectacle amusera l'observateur, confronté, *là* encore, au même décalage par rapport à des inhibitions sociales dont on pourrait croire qu'elles *dictent la vie de ce* pays.

### L'Histoire et l'imaginaire

Pékin, ou la ville des doubles lectures. Ainsi, même les lieux sacrés peuvent être découverts sous des angles imprévus. Etant entendu que les aficionados étrangers du Vieux Pékin se répartissent en deux camps : les *citéistes,* qui ne jurent que par la Cité interdite et les *templistes,* pour qui le Temple du Ciel occupe le pinacle. Pour ma part, j'appartiens au premier camp mais en franc-tireur. L'ordonnance parfaite (trop parfaite ?) des cours et des pavillons du Palais impérial m'amuse moins, en effet, que la frange du décor et, notamment, ces douves à l'eau un tantinet crapoteuse qui enserrent sa muraille extérieure. Ici, se déroulèrent tant de drames et de tractations liés à la césure sociale qui séparait ceux qui étaient admis dans le Grand Dedans (le Palais) et ceux qui ne l'étaient pas. En été, allez flâner dans ces lieux, à la tombée de la nuit. Quand les amoureux oublient une bonne part de leur retenue, quand le soliste *d'opéra vocalise face au mur* d'enceinte à l'acoustique appréciée et quand, à défaut d'en avoir été *témoin,* on peut imaginer toutes les sombres machinations qui s'ourdirent alentour. Pékin – Segalen l'a *montré* – est une ville faite pour l'imaginaire. Heureusement, d'ailleurs, pour qui entend oublier la pollution, les embouteillages et le ciel qui fait souvent grise mine.

Autre angle inhabituel, pour *admirer, de préférence en fin* d'après-midi (pour le soleil), la Cité interdite : la colline du Charbon *(Jingshan en chinois), au nord du* site. C'est de son sommet, en effet, que l'on découvre l'aspect le plus *signifiant de la Cité des empereurs,* celui d'un camp militaire. Fastueux, certes, mais d'abord militaire et tou*jours aussi impressionnant, en dépit* d'un environnement singulièrement enlaidi par des constructions prétendument *modernes.*

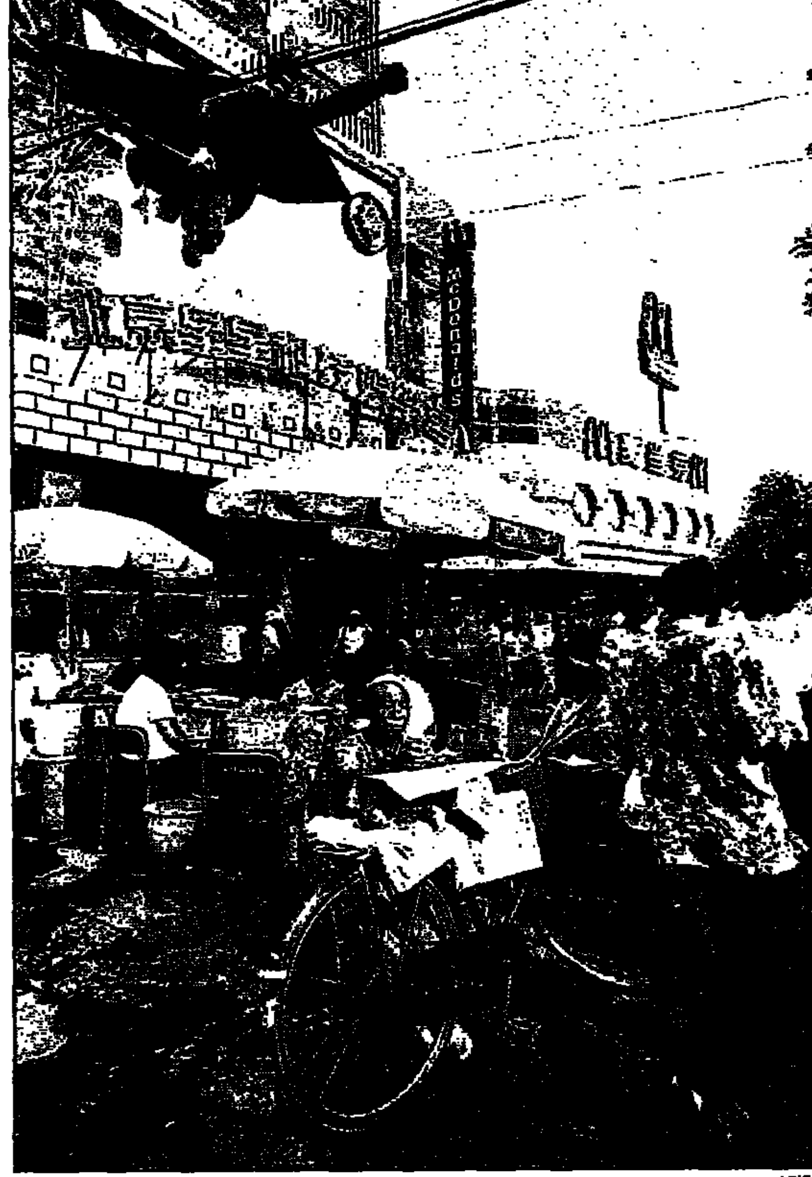
S'il fallait choisir trois perles parmi tous les monuments de second plan que recèle Pékin (ceux que, finalement, on préférera aux stars), je citerais sans hésitation la *tour du Tambour (à gravir absolument pour admirer son alter ego,* la tour de la Cloche et le quartier environnant), le *Wutasi (temple aux cinq* pagodons), près du zoo et presque indien, et l'Observatoire des *jésuites (à deux pas du Magasin de* l'amitié de Jianguomenwai), symbole sinisé mais éclairant de *l'influence intellectuelle occidentale.* Pour la nostalgie, et avant que ce lieu ne soit complètement défiguré, faire également un tour dans le Quartier des anciennes légations, au sud de l'Hôtel de Pékin, et dans l'ancien « quartier chaud » de Dashalan, où se dressent encore quelques-unes des façades de ces maisons closes où, vers la fin de la dynastie mandchoue, tant de mandarins passaient la nuit avant de regagner le Palais, à l'aube. Quant à l'amateur d'architecture stalinienne, il ne manquera pas de jeter un coup d'œil au ministère de la radio (carrefour du deuxième périphérique ouest et de l'avenue Chang'an) ou au Palais des expositions (près du zoo).

### Le temps des lieux secrets

Pékin n'arrêtant pas de changer, inutile de donner *une bonne* adresse, notamment celle d'un bon restaurant. Demain, en effet, il aura déménagé... ou sera devenu médiocre. Utiles, en revanche, certaines précautions. Notamment *celle consistant,* en raison des diverses formes d'hépatite sévissant localement et si l'on tient néanmoins *à se risquer* dans les échoppes alignées le long des trottoirs, à se munir de ses propres *baguettes. Conseil également* valable pour le quartier ouighoure, ruelle de restaurants où l'on sert la *cuisine (sommaire mais bonne)* du Xinjiang, le Far West chinois. Pour ce qui est de la gastronomie locale, un jugement personnel : la marmite mongole (tranches fines de mouton) est un plat d'hiver infiniment plus savoureux que le canard laqué, même du meilleur cru.

Reste un certain nombre de lieux *ultra-secrets, et d'autant plus précieux* dans une cité qui fut magique, mais que le communisme puis la modernisation débridée ont irrémédiablement défigurée. Des lieux dont le résident de Pékin ne révélera l'existence qu'à ses proches. *Qu'on* se console : ils ne sont guère accessibles dans le cadre d'une brève visite, *autrement dit,* le temps comptant si peu ici, à ceux qui ne séjournent à Pékin qu'un mois ou deux. *Un tuyau, cependant. Si vous* avez l'occasion de vous rendre sur le site des tombeaux de la dynastie *mandchoue (Qing), à trois heures* de route, à l'est de la ville, ne manquez, à aucun prix, la visite de la *chambre funéraire* de Qian Long, un des plus grands empereurs de Chine. Et observez bien les bas-*reliefs* qui recouvrent les murs. Le journaliste du *Monde* est prêt, à votre retour en ville, à vous en *dévoiler le secret...*

*De notre correspondant*
**FRANCIS DERON**



LING FEI

**Vélos, journaux et McDo à Pékin, le matin.**



MAGNUM

**Terrasse à la française, à Hô-Chi-Minh-Ville, par Raymond Depardon.**

# Des ailes et un toit

Dénicher billets d'avion et chambres d'hôtel à prix réduits n'est plus une gageure. Les voyagistes sont, en effet, de plus en plus nombreux à vendre « l'Asie à la carte ». Encore convient-il de comparer les prix, lesquels non *seulement évoluent au fil* des saisons ou, ponctuellement, en fonction du remplissage des avions, *mais varient souvent d'un* revendeur à l'autre pour des propositions pourtant similaires. N'hésitez pas, *par conséquent,* à *confronter* les formules proposées dans les agences de voyages qui commercialisent les voyagistes programmant ces destinations, notamment Asia, Kuoni, Jet Tours, Planète, Rev'Vacances, Sirocco, le Tourisme français, etc. Interrogez également les généralistes disposant de leur propre réseau de distribution, comme Forum Voyages (tél. : (1) 42-61-20-20), Nouvelles Frontières (tél. : (1) 41-41-58-58), Voyageurs (tél. : (1) 42-86-16-28), etc.

Sans oublier, bien entendu, de consulter les spécialistes de l'Asie, mentionnés, pour la plupart, au fil des pages de ce supplément et qui proposent, régulièrement, des forfaits propres à séduire ceux qui envisagent des séjours « en ville ». Ainsi, cet hiver une semaine à Pékin (billet d'avion sur ligne régulière, transferts, hôtels 4 ou 5 étoiles, voire, parfois, visites guidées) fait l'objet de forfaits spéciaux à la Maison de la Chine (tél. : (1) 40-26-21-95), chez Orient (tél. : (1) 46-34-29-00) et chez Voyageurs (à partir de 6 000 F), ainsi que chez Asika (tél. : (1) 42-80-41-11) qui, pour 1 500 F de plus, ajoute des escapades à la campagne.

En revanche, aucun forfait hebdomadaire n'est proposé pour Tokyo ou Hô-Chi-Minh-Ville. A chacun de construire son séjour en fonction des suggestions des uns et des autres. Pour Tokyo, par exemple, un billet d'avion à 5 800 F (sur *SAS* ou *Sabena*) est proposé par Voyageurs qui suggère également des hôtels, à partir de *500 F la chambre double,* en « 2 étoiles » ou en auberge traditionnelle. A noter que pour séjourner à Tokyo, *comme dans la plupart des* grandes capitales asiatiques, les chambres proposées aux prix négo*ciés par les voyagistes et réservées* directement à Paris sont souvent moins chères que lorsqu'on les *paie sur place. A l'exception du* Vietnam, qui, disposant d'un parc hôtelier insuffisant et donc toujours *saturé, n'accorde aucune réduction* aux voyagistes, lesquels ajoutent leurs commissions aux prix affi*chés. Dans ce cas, la meilleure* solution consiste à réserver les premières nuits (pour être sûr d'avoir une chambre) puis à se débrouiller sur place, en choisissant parmi les « mini- hôtels » qui, toujours plus nombreux, fleurissent dans la ville.

Quelques exemples de prix. Un billet d'avion pour Hô-Chi-Minh-*Ville est facturé 5 540 F, à certaines* dates, chez Nouvelles Frontières (vol charter hebdomadaire et direct sur Corsair jusqu'à Bangkok, auquel on peut ajouter un forfait de 1 690 F pour 3 nuits au Continental ou dans un hôtel équivalent, avec les transferts et le visa), 5 580 F sur Lufthansa chez Air Asia (tél. : (1) 44-41-50-10) ou à partir de 7 740 F avec 2 nuits au Rex) et jusqu'à 6 600 F sur Air France avec Voyageurs (vol direct, plus forfait de 560 F pour 2 nuits au Métropole, hôtel standard rénové, proche du marché Ben Thanh).

Pour sa part, la Maison de l'Indochine (tél. : (1) 40-28-43-60) *propose un forfait à 6 980 F* incluant le vol vers Hô-Chi-Minh-Ville (sur Eva Air) et 2 nuits au *Hanh Long, un petit établissement* situé en bordure de Cholon.

F. E.

TOKYO

# Le bonheur de la rue

*De venelles en cafés, l'art de flâner dans un univers dérobé.*



L'une des multiples ruelles de Tokyo, bordée de bars et de bistrots.

TOKYO est moins une ville à visiter qu'à vivre. Aussi faut-il se départir, d'entrée de jeu, de l'idée qu'il y a des lieux ou monuments supposés en détenir l'essence. Bref, renoncer au tourisme culturel : il y a Kyoto pour cela. On se débarrassera donc, au plus tôt, des classiques et incontournables visites : jardins du palais impérial, Ginza (les Champs-Elysées nippons), soirée de kabuki (genre théâtral traditionnel) et expédition matinale au marché aux poissons, au demeurant pittoresque.

Vivre la ville, soit. Mais Tokyo est déroutante. Monstrueuse, même, par son étendue et par ce grand collage architectural qui lui donne la physionomie d'une sorte de hangar de studio de cinéma où l'on aurait accumulé, pêle-mêle, les décors. Ainsi, de prime abord, l'Occidental trouvera cette ville laide avec ses autoroutes urbaines barrant le ciel. Il s'offusquera de ces écheveaux de fils électriques apparents et conclura au désordre et à l'absence d'urbanisme. Il faut dépasser cette impression première pour se laisser prendre par le rythme de la ville, sa métamorphose incessante, son patchwork de signes et la houle de ses foules. L'un des charmes de Tokyo réside ailleurs que dans l'harmonie esthétique : dans une sociabilité différente de la nôtre, notamment dans ce va-et-vient entre les espaces de la mégalopole anonyme et ceux des réseaux de proximité où s'inscrit la vie de quartier.

Pour celui qui aime les villes, Tokyo est « la » ville. Et, en dépit de son étendue, paradoxalement, une ville pour le piéton ou le cycliste, une ville de dérive, une ville à butiner, dont on ne commence à sentir l'âme qu'au fil de flâneries répétées. Il existe à *Tokyo un bonheur de la rue*. Entre les grandes artères qui se répètent, le lacis des ruelles de quartiers-villages où se pressent échoppes et bistrots offre un monde bigarré, à dimension humaine. Au temps pulsé des grandes avenues, des *cités souterraines ou des quartiers* d'affaires succède alors un autre monde au rythme plus lent, en dépit d'un fourmillement d'activités.

### La cité des flâneurs

Pour flâner dans Tokyo, on peut commencer aisément par un quartier comme Kagurazaka dont la rue *commerçante, qui commence* à la sortie de la gare d'Iidabashi, s'ouvre sur des ruelles bordées de bars et de bistrots, dont celle où une maison traditionnelle abrite un célèbre bistrot de saké.

A ce quartier, un peu trop fréquenté par les Français, en raison de la proximité de l'Institut franco-japonais et du lycée, on peut préférer celui, un peu plus décentré, de Yanaka, posé sur sa colline, au-delà de l'étang de Shinobazu, à Ueno (descendre à la station de métro Nezu). Avec ses ruelles riches de temples (sans oublier le sanctuaire shintoïste de Nezu, célèbre pour sa colline d'azalées), son grand cimetière, ses petits bistrots (dont le célèbre Hantei où, dans une maison traditionnelle, on sert poulet, viande, légumes, frites et brochettes), ses échoppes de friandises nippones (*senbei*, gâteau de riz grillé), Yanaka est, par excellence, un lieu où flâner, en remontant jusqu'à la gare de Nippori. Chemin faisant, on tombera sur un étonnant petit musée consacré aux premières horloges nippones. Ce fut, au siècle dernier, un quartier prisé des maîtres de l'estampe (tel Yoshitoshi) *et des écrivains (tel Soseki* Natsume ou Ogai Mori).

Ces atmosphères du vieux Tokyo, on les retrouve également en flânant dans Negishi, de l'autre côté de la gare d'Uguisudani, aux abords du sanctuaire de Shitaya, à *Ueno, vers le quartier de Kiba, sur* l'autre rive de la rivière Sumida, dans l'île de Tsukudajima, célèbre pour ses petits poissons confits dans la sauce de soja, une spécialité séculaire, ou ses restaurants de *okomomiyaki*, ou *monja*, comme l'on dit à Tokyo pour désigner cette omelette aux légumes cuite sur une plaque de fer.

Autant de petites rues, parfois de simples venelles, envahies de pots de fleurs qui donnent aux *façades de ces maisons* modestes une apparence riante. Pour goûter la vie de tels quartiers, faire, en fin de journée, une escale dans un bain public lorsque les habitants vont y faire leurs ablutions. Lieux de convivialité, d'échanges et de ragots à l'image des cafés français d'autrefois et qui, malheureusement, sont en train de disparaître.

En revenant de Yanaka vers Ueno, passer par le marché coloré d'Ameya-yokocho. Là où, notamment, la dernière semaine de l'année, on fait ses provisions pour les trois ou quatre jours de bombance du Nouvel An. Au lendemain de la guerre, ce fut l'un des grands marchés noirs de Tokyo, et ses marchands en ont hérité la *gouaille qui donne au client* l'impression qu'il fait des affaires à grand renfort de boniment. Un Tokyo truculent et bon enfant.

### Le quartier des bouquinistes

Autre lieu où bat le cœur de la ville, cette Babel de la mémoire qu'est Kanda, le quartier des bouquinistes. Etudiants, bibliophiles, professeurs, amateurs, simples honnêtes hommes, « bouffeurs » *de papiers et autres fouineurs* constituent la faune de ce lieu, symptomatique, s'il en est, de l'appétit de savoir des Japonais qui, ici, se retrouvent au coude à coude dans les boyaux auxquels ressemblent certaines des trois cents librairies de ce quartier. Même si l'on ne comprend pas la langue, Kanda est un vrai plaisir des yeux. Côté nourritures terrestres, on peut y déguster des petits patés chinois *(gyoza) dans le meilleur bistrot du* genre ou dans l'un de ces cafés où l'on reprendra des forces en feuilletant ses découvertes. Citons le délicieux Li Po (dans une maison traditionnelle) ou le sombre Ragorio qu'aimait à fréquenter Mishima.

*Les cafés (kissaten) sont un autre* des grands plaisirs liés aux pérégrinations tokyoïtes. L'atmosphère, le décor, le protocole du service, la sophistication et la présentation les caractérisent. Au Japon, *le café est* un lieu où l'on doit se sentir à l'aise. Par leur décor, certains anciens et rococo, d'autres ultramodernes, ce sont autant de haltes où l'on respire le parfum de Tokyo.

Les Japonais vivent plus la ville que *les Occidentaux, habités qu'ils* sont par une véritable fascination pour la rue et ses spectacles. Quelles que soient les saisons, ils restent dans la ville, le soir venu. A preuve, l'animation extraordinaire des quartiers nocturnes où, dès la fin de la journée, les restaurants sont archi-combles.

La nuit de Tokyo appartient encore à Shinjuku. L'ancien quartier des docks, Shibaura, ou celui de Roppongi, sont, certes, très prisés par les étrangers en quête de *discos* de « drague » (encore que, par les temps qui courent, le « *Black* » est, plus que le « *White* », la coqueluche des jeunes Japonaises), mais Shinjuku conserve son caractère interlope. Il est vrai qu'on trouve tout, le meilleur comme le pire, dans cette « cité sans nuit » que sont Kabukicho et ses environs, mélange de Montparnasse, de Saint-Germain-des-Prés et de Pigalle.

Cela dit, les étrangers y sont moins bienvenus qu'autrefois. Mieux vaut donc y avoir ses réseaux : l'exécrable pratique des *parcours fléchés qui substitue une* collection d'adresses à la curiosité et au plaisir de la découverte n'a pas cours ici. A chacun de suivre, ici, ses fantasmes, avec pour seul fil d'Ariane ce qu'il cherche dans la nuit des villes.

Le *mode d'emploi* de Kabukicho et de ses trois mille bars et boîtes de nuit est le fruit de l'expérience. Ainsi, le touriste bon teint risque fort de ne voir et de ne sentir *de ce quartier que ses bariolages de* néons. *Idem* du petit enclos de Golden Gai dont les minuscules bars furent le haut lieu de l'intelligentsia des années 60-70 (il est en train de disparaître avec les générations dont il fut le repère) ou de Nichome *(la section « Deux » de Shinjuku)*, le quartier homosexuel, qui, tous deux, ont leurs clés. A moins d'être partie prenante, mieux vaut donc s'abstenir. Il en va de même des parcs où, *lors des nuits d'été*... A noter, toutefois, que si l'on y trousse allègrement, on n'y détrousse pas.

Le Tokyo « branché », ce maelström des lieux à la mode dont la rotation est sans doute ici plus frénétique *qu'ailleurs, est suivi et aus*culté, tant bien que mal, par une pléthore de publications, la plupart en japonais, quelques-unes en anglais. Un Tokyo dit « jeune » que l'on cherchera plutôt du côté du quartier de Shibuya ou vers les *périphéries* : Kichijoji, Jiyugaoka. On y croise une jeunesse sans problèmes, dont l'un des modes d'expression est la « défonce » dans le vêtement ou, pour les Nippones friponnes, qualifiées de « *body con* » *(body conscious)*, dans un exhibitionnisme plus gentillet que provocateur sur les podiums de certaines boîtes disco. Une jeunesse qui s'adonne à l'hédonisme à la petite semaine du *consumérisme agrémenté, parfois*, de quelque *speed*. Difficile, toutefois, de parler vraiment d'un Tokyo de la transgression.

*De notre correspondant*
**PHILIPPE PONS**

### Une chambre au Vietnam

Centrale de réservation, Tourisme chez l'habitant (27, rue *Rambuteau, 75004 Paris, tél.* : (1) 42-71-47-47), désormais bien implanté en Europe, s'ouvre maintenant sur l'Asie avec un réseau de chambres chez l'habitant au Vietnam, à Hô-Chi-Minh-Ville (ex-Saïgon), Hanoï, Hué et dans la baie d'Halong. Compter 300 F par nuit *pour une chambre double avec* petit déjeuner et salle de bains à partager avec la famille hôte. Une formule qui permet de découvrir le pays de façon originale en partageant la vie de la population locale. Les réservations *s'effectuent en 72 heures*, par courrier, télécopieur (fax : (1) 42-71-27-80) ou Minitel (3615 TCH).

### Vergers vietnamiens

Explorer, depuis Ho-Chi-Minh, les innombrables bras du delta mythique, longer les canaux qui *quadrillent les vergers autour de* Vinh-Long, s'arrêter sur les îles du Mékong, faire ses courses au fil des grands marchés flottants situés au-delà de Can-Tho, visiter Soc-Trang et filer vers Chau-Doc et la frontière cambodgienne, voilà l'une des six balades circulaires de 4/5 jours suggérées *par Asia* (tél. : (1) 44-41-50-10), à partir des principales villes du Vietnam. On embarque à bord d'une voiture avec chauffeur et guide parlant français. On fait étape dans de petits établissements de bon confort, ce *qui n'est pas le cas au* Nord-Vietnam où, hormis Hanoï, les hôtels sont souvent d'un confort sommaire.



HÔ-CHI-MINH-VILLE

# Tribulations gourmandes

*Une cité à boire et à manger.*

DE nouveau en pleine mutation, Hô-Chi-Minh-Ville, l'ancienne Saïgon, *est une cité qui se hume*, où l'on se balade à son rythme, à pied ou en cyclo-pousse. Une ville que l'on découvre en poussant quelques portes vermoulues, en traînant sur les places de marché, en acceptant les bruits, la cacophonie, *les légions de vélos et de* motos, les pickpocket, l'intrusion permanente des regards, la mélancolie des mélodies, l'apparente âpreté des marchandages.

Bâtie à la fin du siècle dernier par les Français sur le plateau qui domine, mais de loin, la rivière de Saïgon, la ville proprement dite, a fait, depuis belle lurette, sa jonction avec Cholon, le grand marché chinois. Là où, depuis quelques années, *tout* l'Extrême-Orient se donne rendez-vous dans le grouillement des étalages, des futurs palaces, des échoppes, des vendeurs de soupes ou de brochettes, des restaurants de luxe. Ce quartier chinois est aussi, à l'occasion d'un *bref* passage, la meilleure illustration de ce mélange de richesses et de misères, d'odeurs et de mystères, qui résume la cité.

### Le pied de nez tient bon

Royaume de la bouffe et du commerce, un pied encore dans le tiers-monde et l'autre, *déjà*, dans l'Asie de demain, Cholon constitue, le temps d'une soirée bien remplie, un joli pied de nez aux maîtres qui, au fil des décennies et chacun à leur tour, *ont tenté de* l'amadouer.

A *base de* produits de la mer et de la rizière, de pâtes et de nouilles de riz, de bouillons, de gibier, de volailles et de cochon, la cuisine vietnamienne, peu élaborée, est à la fois très fine et très peu coûteuse. Cela dit, au Vietnam, le banquet, réunion très formelle, est souvent chinois. Les Vietnamiens mangent ici leur soupe (le matin, un excellent *hu-tiêu ca*, à base de poisson, rue Hô-Tung-Mau, à proximité du Cho-Cu, le vieux marché du centre), ainsi que des sucreries, un peu plus loin, sur les trottoirs du boulevard Nguyên-Huê ou autour du Cho-Ben-Thanh, le marché central.

### A l'ancien passage Eden

En fin d'après-midi, après la douche, allez chercher votre poignée de journaux ou de magazines au Lao-Dông, un kiosque situé en plein centre, en face de l'entrée principale de l'Hôtel Rex, de l'autre côté du boulevard Nguyên-Huê. Puis empruntez, à dix mètres de là, l'ancien passage Eden, à l'entrée duquel une petite boutique fait la joie des amateurs de bouquins. La vietnamologie étant d'origine française, on y déniche, dans des piles de vieux livres, les *Bulletins* de l'Ecole française d'Extrême-Orient et des classiques (souvent des photocopies) consacrés à l'*histoire* et à la civilisation du pays.

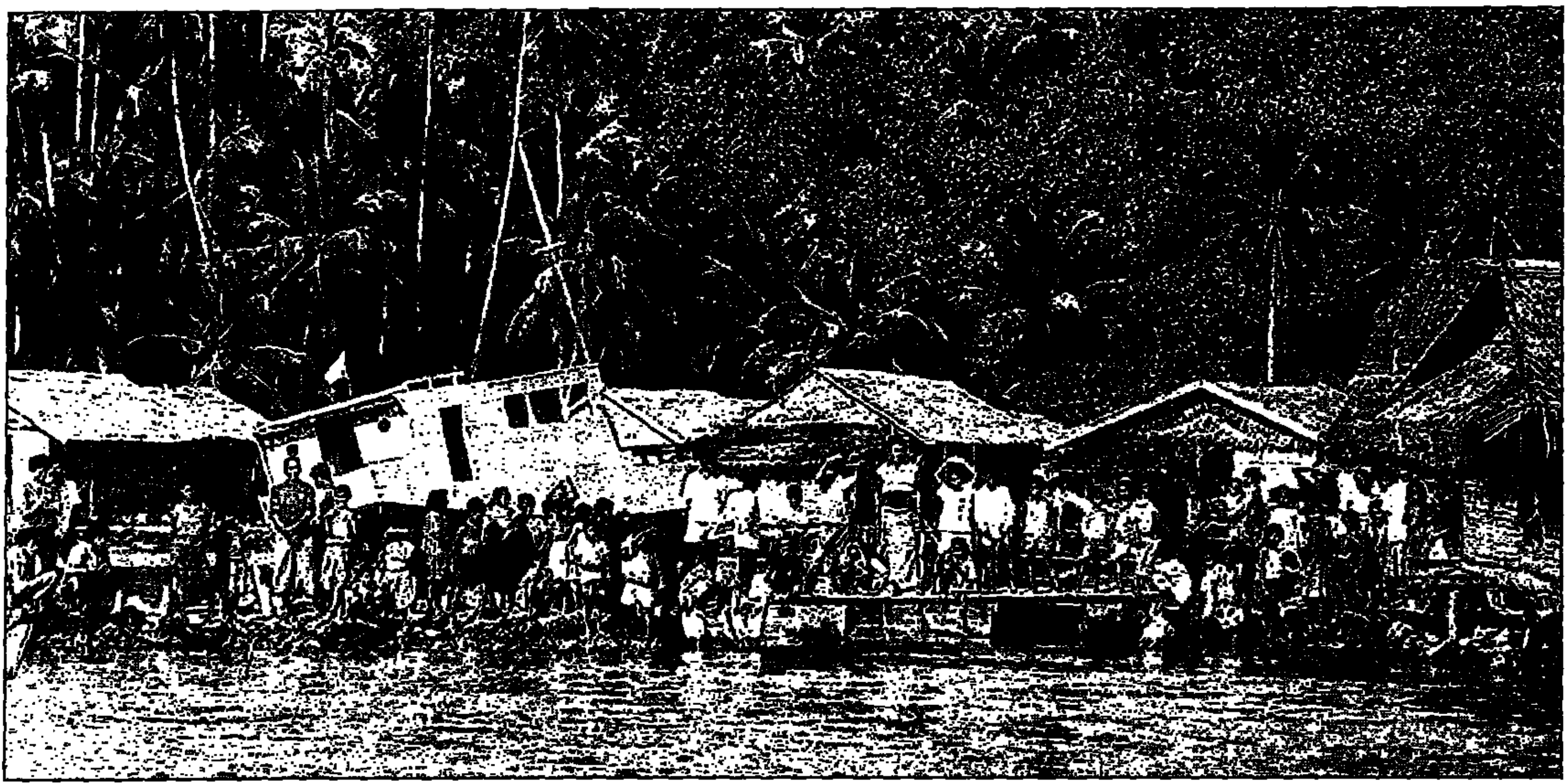
L'apéritif peut se prendre, au coucher du soleil, sur la terrasse cosmopolite du Rex, qui domine le centre, ou sur celle du Majestic, autre hôtel de style colonial, situé en bas de la rue Dông-Khoi (ex-Catinat), sur la rivière de Saïgon. Les bons restaurants vietnamiens du centre se succèdent du « 13 Ngô Duc Kê » (c'est son nom), à deux pas *du Majestic*, au « petit » Vy (rue Yersin), près du Cho Bên Thanh. Les classiques de la cuisine vietnamienne s'appellent le Thanh Niên (en plein air, dans un cadre *très agréable, rue Thai-Van-Lung*, à côté du consulat général de France), le « grand » Vy (même propriétaire que le « petit », derrière l'hôtel de ville) et la Bibliothèque *(rue Nguyên-Du)*. Depuis l'an dernier, dans le bas de la rue Nam-Ky-Khoi-Nghia (ancien quartier des banques), le Saïgon Club Times offre également, dans son vaste restaurant sur cour situé au rez-de-chaussée, un choix de *mets vietnamiens*.

L'espace d'un repas, on peut faire une infidélité à la cuisine asiatique en allant s'attabler au P'tit Bistrot (excellente cuisine française, au 58, rue Lê-Thanh-Tôn) ou Chez Guido (cuisine italienne), sur *la plus célèbre des terrasses des* guerres d'Indochine, celle du fameux Continental Palace, malheureusement climatisée donc coupée de la rue. Autant d'adresses situées en plein centre de la ville, dans un rayon d'un kilomètre autour du Rex.

Sans grand passé, Saïgon apparaît sans véritable repère, l'histoire s'y étant bousculée au cours des cinquante dernières années. Avec, *pour résultat, un patchwork mêlant* l'architecture coloniale (l'hôtel de ville, le théâtre municipal, la cathédrale en briques rouges, les palaces), les rajouts anarchiques de la période américaine, quelques hommages au socialisme et, depuis peu, les modernités peu heureuses de l'ouverture. Tout cela fait un peu désordre même si on imagine encore le dessin tracé par les Français autour de larges avenues.

A noter, pour terminer, que l'esprit saïgonnais n'est pas confiné aux seules limites de la ville. Ainsi, en louant, à l'aube, une petite barque avec laquelle on explorera la rivière, il faut à peine dix minutes pour naviguer sur des arroyos silencieux et se faufiler au milieu de rizières inondées dont les verts affichent mille nuances.

*De notre correspondant en Asie du Sud-Est*
**JEAN-CLAUDE POMONTI**




Dans l'archipel des Banggai, un village au balcon.

INDONÉSIE

# Un voilier aux Moluques

***A bord d'un grand bateau blanc, 1 000 milles marins au royaume de la muscade et du girofle, dans le sillage de Magellan.***

SALAZAR se tait, l'air *ahuri*. Ses *cheveux de* jais, taillés en brosse, sont aussi noirs que son regard est intense. Vêtu d'un *polo rayé et* d'un *short* en lambeaux, il se tient assis, immobile, dans le cockpit, et dévisage l'équipage, ces étrangers au teint pâle et aux *mèches blondes* arrivés *dans la* nuit sur un grand voilier blanc. En mesurant sa stupeur, on imagine un paysan d'Auvergne découvrant *dans son champ* des *femmes* en voiles flamboyants et des hommes enturbannés.

Salazar a voulu en avoir le cœur net. A l'aube, il a tiré sur la berge sa frêle pirogue. Puis lentement, avançant à la pagaie, il a pris la direction du monstre. Gardant ses distances, il a contourné le bateau à une cinquantaine de mètres, puis s'est rapproché par étapes. Une bonne heure d'observation avant d'oser franchir le bastingage du *Stormvogel* (1) et de répondre ainsi à l'invitation qui lui était faite de monter à bord.

La scène se passe au nord-ouest de la *Nouvelle-Guinée*, *juste* au-dessus de l'Australie, à quelque 16 000 milles (30 000 km) de la vieille Europe. Les étrangers, eux aussi, *s'étonnent qu'ici*, à l'autre bout de la planète, sur Wiring, minuscule îlot de l'archipel des Moluques, les fameuses îles aux épices, le premier homme qu'ils rencontrent porte un nom portugais.

Par son simple prénom, Salazar *raconte la formidable épopée* des grandes découvertes, l'odyssée de ces Portugais lancés, il y a cinq siècles, sur les océans, pour *s'approprier les épices dont* l'Occident raffole depuis l'Antiquité (Pline se plaignait déjà de la vogue du piment qui ruinait l'Empire romain). Les *navigateurs* portugais cherchaient la route maritime la plus courte vers l'Orient et les Indes, afin de rapporter les précieuses *denrées qui*, *convoyées sur* les boutres de la mer d'Oman, puis à travers les sables d'Arabie jusqu'à Alexandrie, valaient de l'or à Venise.

### « Des chrétiens et des épices »

L'histoire de Salazar commence donc en 1488, lorsque Bartolomeu Dias double le « cap des Tempêtes », rebaptisé cap de Bonne-Espérance, ouvrant ainsi la porte de l'Orient. Dix ans plus tard, Vasco de Gama débarque sur la côte de Malabar, cherchant *« des chrétiens et des épices »* ! Le poivre est là, il pousse sur les pentes ombragées du Kerala. Mais le clou de girofle et la noix de muscade, la plus prestigieuse des épices, si rare que les femmes de la cour en portent dans des pendentifs d'or, proviennent exclusivement des Moluques, ces îles situées à l'extrême est de l'archipel indonésien. Reste à mettre la main sur le détroit et la puissante cité dont le port verrouille *la route maritime reliant la* Chine, l'Inde et l'Indonésie : en 1511, Alfonso de Albuquerque s'empare de Malacca et dépêche trois vaisseaux vers les Moluques. L'un des trois fait naufrage sur des récifs coralliens au large d'Ambon. A son bord, le capitaine Francisco Serrao, l'*ami* le plus cher, le *frère* d'armes d'un autre célèbre navigateur, Magellan.

Conquis par l'accueil de la population – *« Nous fûmes reçus avec amour, vénération et magnificence »* (2), – Serrao décide de rester. Il est nommé grand vizir du roi de Ternate et obtient *« une maison avec des serviteurs et des esclaves, plus une jolie sauvagesse qui le rendra père de deux ou trois petits moricauds »*. Magellan lui promet, secrètement, dans une lettre, de venir le voir à Ternate *« sinon par le chemin habituel des Portugais, du moins par une autre voie »*.

Déterminé à trouver le passage vers l'océan inconnu qui permet d'accéder, par la route la plus courte, celle de l'Ouest, à ces îles *« fortunées »*. Magellan quitte Séville le 10 août 1519 (3). Le détroit tant convoité (qui portera son nom) est identifié le 21 octobre 1520, après des mois d'errance le long des côtes de Patagonie. Encore cent jours sur une mer si calme qu'il la baptisera – un peu rapidement – Pacifique, et il accoste aux Philippines. Henrique, son fidèle esclave malais, embarqué lors d'un précédent voyage par le cap de Bonne-Espérance, parle une langue similaire à celle des indigènes. Magellan comprend alors qu'il a réussi son pari : il a fait le tour du monde. Il est revenu par l'ouest dans la sphère des langues malaises. Il sera stupidement tué, le 27 avril 1521, tombant dans le piège que lui tend Lapulapu, un petit chef local – sacré héros national pour avoir été le premier Philippin à repousser l'agression étrangère. La flotte de Magellan continue sans lui vers les îles aux épices. Enfin, le 6 novembre, ses marins *« voient se dresser au loin des montagnes, les sommets de Ternate et de Tidore. Ils ont atteint les îles bienheureuses ! »*

Que sait Salazar de ces audacieux conquérants dont il porte le prénom ? Rien de plus sans doute que Nicodemos, qui chaque jour part chasser les poissons, debout sur sa minuscule pirogue, avec, pour tout matériel, les trois lances qu'il a taillées dans le bambou. Pour le pêcheur de Wiring, îlot situé à 120 km au sud de Ternate, le monde s'arrête à ce bout d'océan semé d'îles qui s'égrènent sur quelque 5 000 km (l'Indonésie compte plus de 13 000 îles, dont un millier aux Moluques). Ne possédant ni électricité ni télévision, il glane les nouvelles au gré des escales des *prahus*. Ces élégantes pirogues à voiles, à la coque effilée par un bout en avant, badigeonnées en bleu ciel ou blanc, surmontées d'un coffrage en bois à fenêtres ouvragées, appartiennent aux marchands bugis. Originaires de Sulawesi (Célèbes), ils cabotent dans les îles, détaillant de village en village l'essentiel : de la bière Bintang, de la petite quincaillerie, des sarongs en batik (pièces de tissu imprimées à Java) que l'Indonésienne noue en fourreau, et des T-shirts portés, indifféremment par les hommes et les femmes, dans tout l'archipel.

### Un signe sur le visage

L'unique village s'épanouit au fond d'une baie. La mosquée avec sa coupole en tôle rouillée et l'école – une salle meublée de bancs défoncés et une grande carte de l'archipel épinglée au mur – témoignent de la présence de l'administration indonésienne jusque dans les îles les plus reculées. L'intérieur des maisons – de bois et bambou, coiffées de feuillage – dévoile le dénuement de ce peuple de pêcheurs : une pièce unique sans meuble. Et une cuisine, c'est-à-dire un foyer : quelques *bûches en croix flambent à même* la terre battue. La récolte sèche au soleil devant les pas de porte. Ici des clous de girofle encore verts, là des grains de café rouges, fraîchement cueillis. Un sentier mène à la jungle. On grimpe la colline en avançant à la machette pour accéder aux *arbustes nourriciers*, les caféiers, cacaotiers, papayers, bananiers et girofliers, qui poussent enchevêtrés. La population vit en *quasi*-autarcie des dons de la nature, de poissons, de fruits et de racines, comme le manioc, séché et utilisé en farine.

*Que* reste-t-il de ces villages abandonnés de Dieu dont parle Heyst, ce Robinson érudit, héros d'*Une Victoire*, un des plus beaux romans de Conrad (4) ? Les découvrir, tel est l'objectif de ce périple de 1 000 milles en mer des Moluques : le voilier demeurant ici – mais pour combien de temps ? – l'unique moyen de transport pour accéder aux îles, la plupart non desservies par l'avion ou le bateau de ligne. Ce qui explique, au fil des escales du *Stormvogel*, les rassemblements des populations sur le rivage, les villages entiers figés de stupéfaction sur les passerelles en bois, lorsqu'on débarque, au risque de voir se rompre sous le poids (ce qui arriva !) les fragiles pontons. Les hommes, femmes, enfants, groupés par centaines, dans un silence absolu, scrutant les visages pour essayer d'y déceler un signe leur indiquant qu'on est du même monde qu'eux.

L'*embarquement* avait été fixé à Bitung, le port principal du nord-est de Célèbes réputé pour son activité de pêche et ses trafics en tout genre. Un quai de bitume couvert de poudre de charbon où s'entassent des caisses et du bois de construction, de vieux rafiots à l'*ancre dans* une rade fermée par une île, et un minaret, aussi haut qu'un phare de pleine mer, montrant la voie à suivre.

### Des mosquées dans la jungle

Le ravitaillement, eau, fioul et vivres pour deux semaines, terminé (on ne trouvera, dans les îles, que du poisson, des bananes et des noix de coco), l'ancre est levée à midi sous un fort grain, avec des rafales à 30 nœuds et une mer creuse : cap sur les îles *Sula*. *Le* vent refuse et contraint le bateau à prendre une route orientée plus au nord. Avec pour uniques repères, dans un fouillis d'étoiles, le Scorpion et la Croix du Sud, la nuit noire d'encre impressionne. Un bateau, dont on distingue le feu de position, nous suit. On sait la région infestée de pirates. Nous éteignons nos propres feux. L'embarcation disparaît mystérieusement. A l'aube défile, à babord, le grand cône solitaire de Ternate, l'île-volcan. On continue notre route vers le sud, évitant l'île facilement accessible par avion. *Dans l'étroite* passe d'accès à Wiring, entre les îles de *Mauri* et de Kasiruta, la sonde électronique annonce 68 mètres de profondeur. Il faut se rapprocher très près des *côtes pour mouiller*. Ici l'*océan est* un gouffre sans fond.

Le voilier cabote le long de l'île de Bacan. Vierge de toute trace, la jungle couvre *les sommets et* descend jusqu'à l'eau. Il n'y a pas de routes. De rares villages isolés, conçus selon un modèle unique, jalonnent le *rivage* : maisons sur pilotis alignées face au large, bouquets de cocotiers et mini mosquée. Une exception dans le périple, Labuha, qui, de loin, *laisse* deviner sa taille : quatre coupoles de mosquée émergent au-dessus des palmes. La capitale de Bacan a une

(1) *Monocoque de 22 mètres gréé en* ketch, équipé pour des croisières à la voile en Indonésie.

(2) *Magellan*, de Stefan Zweig, publié chez Grasset en 1938.

(3) Le navigateur portugais, éconduit par son roi, Don Manuel Ier avait proposé ses services à Carlos V d'Espagne, *futur* Charles Quint, qui avait accepté de financer le projet. *Seul le Victoria* rentrera à Séville avec dix-huit hommes à bord – contre deux cent soixante-cinq au départ, pour cinq navires – et *520 quintaux* d'épices. Les Moluques seront revendues par Charles Quint au Portugal pour 350 000 ducats.

(4) *Une Victoire* est publié chez Gallimard (« La Pléiade »).

## CARNET DE ROUTE

**La bonne saison.** Les pluies, dit-on, cessent de tomber sur les Moluques à partir d'octobre et ce jusqu'en mai, à l'inverse du reste de l'archipel indonésien pour lequel les saisons sont inversées. En fait, ces îles, qui s'étirent de part et d'autre de l'équateur, jouent souvent les deux saisons à la fois. Et le mercure oscille en permanence autour de 30 degrés.

**Les vols.** *Des liaisons quotidiennes de* Paris à Djakarta sont assurées par KLM, avec changement d'avion à Amsterdam (5 417 F chez *Nouvelles Frontières, tél. :* (1) 41-41-58-58, exemple en novembre et décembre). Un changement de date de retour est possible *sans supplément* de prix : un avantage précieux lorsqu'on part en mer, et donc soumis aux imprévus. L'escale à Amsterdam peut être *mise* à profit pour visiter le Musée de la marine et sa bibliothèque (proche de la gare, liaisons aisées avec l'aéroport), et découvrir dans le bassin à flot l'*Amsterdam*, l'un des premiers galions hollandais à être allé *chercher des épices aux Moluques*. Egalement liaisons sur Kuwait Airways (5 200 F chez Asia, tél. : (1) 44-41-50-10), et sur Air France (à partir de 5 750 F chez Jumbo Charter). Achetez sur place le Garuda-Pass de 3 coupons (330 dollars) valable sur les lignes intérieures, qui couvre le vol Djakarta-Manado (avec escale possible à Bali incluse), ville des Célèbes du Nord, proche de Bitung, d'où l'on embarque pour les Moluques. On peut organiser « à la carte », et sur place avec Asia notamment, qui dispose d'une agence à Bali, des escapades supplémentaires en avion vers les îles de Ternate, Ambon et Banda, très excentrées. Des circuits guidés sont programmés par Explorator (tél. (1) 42-66-66-24 à Ternate, Tidore, Haruku, Saparua, Ambon, Banda et Seram) et par le Monde de l'Inde et de l'Asie (tél (1) 46-34-03-20).

**La Croisière.** Le *Stormvogel*, sur lequel ce reportage a été réalisé, est un des premiers grands monocoques à *déplacement* léger, construit en 1961 sur les plans d'un célèbre trio, Van de Stadt, Laurent Giles et John Illingworth. Ce voilier de 22 mètres gréé en ketch gagna, durant les années 60, les grandes courses (Fastnet, Sydney-Hobart, Transpacific Race, etc.). Il vient d'être entièrement remis à neuf et doté d'une nouvelle quille, d'instruments de navigation de pointe, ainsi que d'un dessalinisateur d'eau de mer (indispensable dans cette région).

*Stormvogel*, qui a gardé, avec ses boiseries vernies d'origine, une atmosphère de vrai routier des mers, est l'un des rares voiliers à s'aventurer aux Moluques. Réservations en France auprès de Mondovoile (tél. : (1) 44-41-32-90, environ 1 400 dollars par jour pour le bateau, soit environ 1 250 F par jour et par personne en pension complète, si on partage le bateau à 6 passagers, équipement de plongée à bord) avec équipage *chevronné, dans des* conditions d'excellent confort.

*Stormvogel* navigue de mai à septembre *en Indonésie*, et *durant l'hiver* dans l'archipel des Andaman et en Thaïlande. Egalement location de voiliers avec équipage *en Indonésie avec Artou (tél. :* 19-41-22-311-84-08 à Genève) sur la goélette *Sri Noa Noa* (14 mètres, en teck, très *confortable à quatre*, environ 600 F par jour, et 55 F par personne pour la pension) dont le skipper-propriétaire français circule *dans la région depuis* vingt ans.

**Lectures.** En mer, on lira, ou relira, avec plaisir les romans de Joseph Conrad, *notamment ceux dont l'action* se déroule dans ces îles lointaines : *Une Victoire, la Folie Almayer, Typhon* et *Lord Jim*. Parmi les guides *publiés en anglais*, à acheter sur place : *The Moluccas* (Periplus Editions), *Sulawesi* (Passport Books) et, pour ses *renseignements* pratiques remis à jour annuellement, *Indonesia*, de Bill Dalton (Moon). Lire également *The Story of Indonesia's Spice Trade* (Oxford University Press).

En français, plus général et bien illustré : *le Grand Guide de l'Indonésie* (« Bibliothèque du Voyageur », *Gallimard*), le Guide du Routard *Indonésie* (Hachette), et, *pour apprendre quelques phrases* clés : *Bonjour en indonésien* (« *Premiers Contacts* », éd. Marcus), lequel devra être complété d'un vrai mini-dictionnaire, indispensable pour communiquer dans les îles.

grand-rue goudronnée, un *losmen* – l'auberge locale –, plusieurs *toko* – des épiceries-quincailleries qui vendent de tout – et un terrain de volley-ball. Le soleil est une boule de feu lorsque le muezzin appelle à la prière, mais les fidèles sont rares sur le chemin de la mosquée. On palabre sur le pas de sa porte en attendant la nuit. Les conversations s'arrêtent lorsque passe l'étrangère. Les regards fixes explorent le visage inconnu, les gestes, la démarche, les vêtements. D'où vient-elle ? Timidité, pudeur, respect, il n'y aura pas de questions : les femmes échangent des haussements de sourcils, la manière traditionnelle de se dire bonjour.




**La muscade, objet de toutes les convoitises.**

### La fin d'un monopole

Aci annonce dix-huit ans, en paraît quinze, et n'est pas timoré. Les noix de muscade sont introuvables en ville. Alors le voilà pédalant à fond sur son *becak* (cyclo-pousse) en direction de la jungle, le voilà dépassant le village sans se soucier de sa passagère *qui doit regagner le bateau* pour un départ avant la tombée de la nuit. Le voilà *grimpant comme* un singe le long d'un arbre touffu ressemblant à un pêcher. Le voilà enfin avec son butin, cinq balles vertes qui emprisonnent les noix. Ainsi, à chaque escale, la rareté de la muscade confirme l'efficacité de la politique suivie par les Hollandais au XVII[e] siècle. La Compagnie des Indes orientales, après avoir détrôné les Portugais, contraignit les indigènes à détruire tous les girofliers et les muscadiers de l'archipel pour concentrer la production et, mieux, la contrôler sur les îles d'Ambon – pour le clou de girofle – et Banda – pour la noix de muscade (l'île de Banda est située à l'extrême sud de l'archipel). Le coup d'arrêt au monopole hollandais sera donné par un Français, au nom prédestiné de Pierre Poivre (5). Le célèbre botaniste, ayant constaté la similitude des climats des Moluques et des Mascareignes, acclimata sur l'« isle de France », la future île Maurice, quelques muscadiers et girofliers qu'il avait dérobés sur les îles hollandaises lors d'une *expédition* à *Tahiti*.

Le *Stormvogel* poursuit sa route vers le *sud* et les îles Sula, avec leurs villages neufs, implantés au creux de baies sauvages, résultats de la politique indonésienne de transmigration. Dodo, qui parle quelques mots d'anglais, explique qu'ici à Pastabulu (sur Mangoli) sont installées, depuis cinq ans, une trentaine de familles du sud de Célèbes. Apparemment, elles survivent de noix de coco et de mini-poissons séchés, dans un état de pauvreté extrême. Mais d'autres villages s'enrichissent grâce au commerce du bois : comme Tikong (sur Taliabu), qui exhibe, au milieu des baraques, un chalet suisse. C'est « la » boutique du Chinois toute carrelée de blanc (un luxe inouï ici !), où les pyjamas à fleurs, les montres, les bagues, les chaînes plaquées or et les cafetières en émail ébréché fabriquées en Chine sont exposés sous verre.

### Les nomades de la mer

Reste le plus impressionnant, un groupe d'îles solitaires, tenues à l'écart de toute circulation maritime : l'archipel des Banggai, fief, s'il en est un, des Badjos, les nomades de la mer. De place en place, abritées derrière des caps, dissimulées dans les méandres de *baies profondes, leurs pirogues*-maisons, coiffées d'une voûte de bambou, sont agglutinées en villages flottants. *« Ils choisissent les Banggai pour leurs fonds coralliens et le confort d'ancrage, et vivent en flottilles, de cinq à vingt-cinq bateaux, où cohabite la grande famille »*, explique l'ethnologue François-Robert Zacot (6). *« Une population qui a son histoire, sa culture, ses traditions, sa langue, sa religion : le chamanisme, bien qu'officiellement ils soient musulmans comme la plupart des Indonésiens. Les Badjos, qui sont plusieurs milliers, ne se mélangent pas »*, indique le scientifique. *« Certains villages construits sur pilotis peuvent regrouper jusqu'à cinq mille personnes. Et,* précise-t-il, *les Badjos ne mettent jamais les pieds sur la terre ferme, ils pratiquent la pêche à la ligne, ainsi que la cueillette maritime des coquillages, algues et molusques, comme le* tripan, *ou concombre de mer, qu'ils vendent aux Chinois. »*

Au fond d'une baie, *sur* Salue Besar – un îlot du sud de l'archipel des *Banggai* –, une cinquantaine de baraques en planches avec pontons dressés sur l'eau, regardent l'est. *« C'est Paisu Bebek »*, affirme Baharudin, un gaillard un peu plus grand et sans doute moins timide que ses copains agglutinés autour des étrangers. Et d'ajouter fièrement qu'il est Badjo, comme les trois cents habitants de ce village distribué le long d'un chemin de corail. *Les maisons pimpantes*, badigeonnées de blanc, aux ouvertures festonnées de vert ou de bleu, les jardinets clos et la dizaine de grandes pirogues en construction sont une énigme. D'où vient la richesse de ce village isolé ? Accroché sur le mur de la maison de poupée de Baharudin, un étonnant tableau composé d'une langouste géante et de coquillages blancs donne la clef. Les Badjos de Paisu Bebek *pêchent la langouste qu'ils* vendent cher à Halmahera, la grande île du nord. Un filon qui a payé le générateur électrique du village et le poste de télévision juché dans la cour de la mosquée sur un poteau, à la place d'un panier de handball !

A Mendel, plus au sud, la stupéfaction et la peur des villageois découvrant, à l'aube, le bateau, est totale. Dès les premières lueurs, avec leurs paniers-huttes de bambou tressé, ils ont gagné en pirogue la forêt située de l'autre côté de la baie, évitant la proximité du voilier blanc. On débarquera sur le rivage. Ils s'enfuiront. On les suivra, marchant plus d'une heure le long d'un sentier dans la jungle touffue. En vain. Ils s'étaient évanouis. Et les pirogues avec.

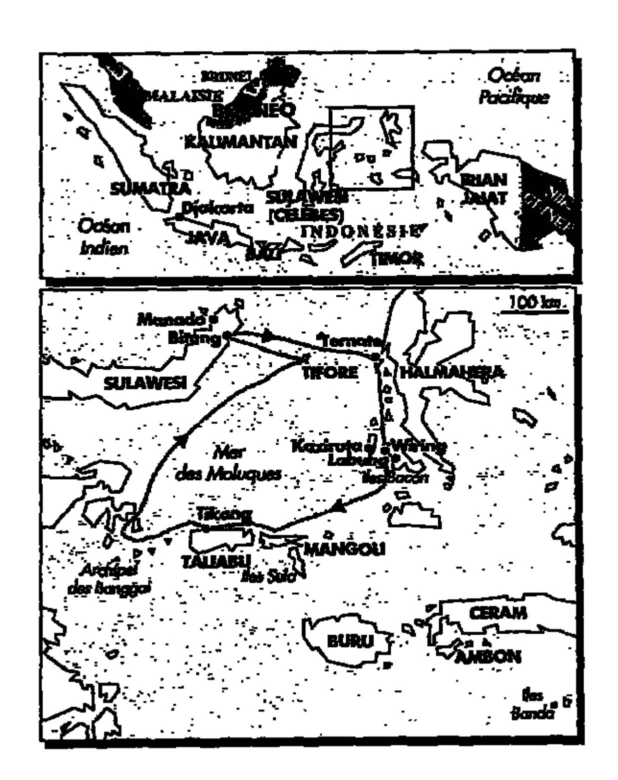
*De notre envoyée spéciale*
**FLORENCE EVIN**

(5) Voyage évoqué dans *Jardins des épices*, de Jean-Claude Ribaut et Bernard Nantet, éditions Du May.

(6) François-Robert Zacot a publié notamment « Mobilité et flexibilité, le cas des Badjos », *Bulletin de l'ORSTOM*, octobre 1986.

### L'art de l'Asie du Sud-Est

**Négligé pendant de longues années, l'art de l'Asie du Sud-Est est aujourd'hui révélé au grand public grâce à un imposant ouvrage publié par Citadelles et Mazenod. Cinq ans d'un travail exceptionnel pour localiser les œuvres (souvent disséminées dans des sites bouleversés par des années de guerres et de pillages), envoyer des missions photographiques (non seulement à Angkor, Pagan ou Borobudur mais dans des lieux difficilement accessibles de la Cordillère annamitique ou des vallées birmanes) et faire la synthèse des informations les plus à jour sur des civilisations trop longtemps méconnues. Des textes de qualité et une iconographie souvent originale pour présenter cette entité complexe, une (tout entière située dans cette Asie méridionnale des moussons), dualiste (une partie continentale et péninsulaire avec la Birmanie, la Thaïlande et l'Indochine, une autre insulaire avec l'Indonésie et les Philippines, la Malaisie servant de trait d'union) et diverse (religions, cultures et expressions artistiques), sise entre l'Inde et la Chine. Un volume relié toile de 640 pages, 236 planches couleur, 600 illustrations noir et blanc, cartes et plans des pays et des sites, 1 130 F.**



# L'Asie vue du pont

**Pour aborder par la mer un continent qui a le vent en poupe.**

DEPUIS quelques années déjà, l'Asie est à la mode. Le septième art, usine de nos rêves, y est certainement pour quelque chose, séduit qu'il a été par la beauté de décors naturels qu'on dirait inventés pour le CinémaScope. Bien d'autres, avant lui, avaient choisi le plus vaste de nos continents pour y « faire leur cinéma ». Explorateurs, bourlingueurs, trafiquants, aventuriers ou écrivains épris d'exotisme qui, un jour ou l'autre, ont succombé à la fascination exercée par cet Orient, proche ou extrême, qui leur promettait mille et une nuits mais aussi mille et une richesses. Nombreux sont aujourd'hui les voyagistes qui invitent les candidats à l'évasion à les suivre sur la Route de la soie.

L'Asie, aujourd'hui, a le vent en poupe. Raison de plus pour larguer les amarres et l'aborder par la mer. D'autant que cette « Asie vue du pont » ne manque ni d'attraits ni d'atouts. A commencer par des tarifs (1), parfaitement compétitifs comparés aux circuits terrestres analogues, et l'avantage de reléguer, au rang des mauvais souvenirs, les aéroports encombrés, les attentes interminables, les décalages horaires, les trajets fastidieux, les nourritures à risque, les hôtels douteux, les valises à défaire et à refaire, etc.

## La route des Indes

Approcher l'Inde par la mer reste, aujourd'hui encore, une expérience hors du commun. Celle que propose notamment le *Marco-Polo* (850 passagers, Orient Line), avec, dès novembre, des escales à Bombay, Goa et Cochin (à partir de 13 700 F environ, de Paris) et le *Mermoz* (530 passagers) qui, en décembre, boucle sa « Grande croisière d'automne » (17 jours Paris/Paris, à partir de 25 170 F) par un itinéraire où alternent navigation dans l'océan Indien et escales à Bombay, Marmagao, Cochin, Madras et Colombo, capitale du Sri-Lanka. Peu nombreux sont les paquebots qui programment une approche détaillée de cette destination, aussi exceptionnelle par la beauté de ses paysages et de ses monuments que par la culture qui s'y est épanouie. On y retrouve néanmoins, en novembre, le *Pacific-Princess* (610 passagers, de Princess Cruises) qui fait escale à Cochin, en provenance de Mombasa et en route vers Singapour (16 jours, Paris/Paris, à partir de 22 000 F).

En février, c'est au tour du luxueux *Royal-Viking-Sun* (de Royal Viking Line) de proposer à ses 814 passagers des escales à Goa et Bombay dans le cadre de sa grande croisière annuelle baptisée « Voyage of the Navigators ».

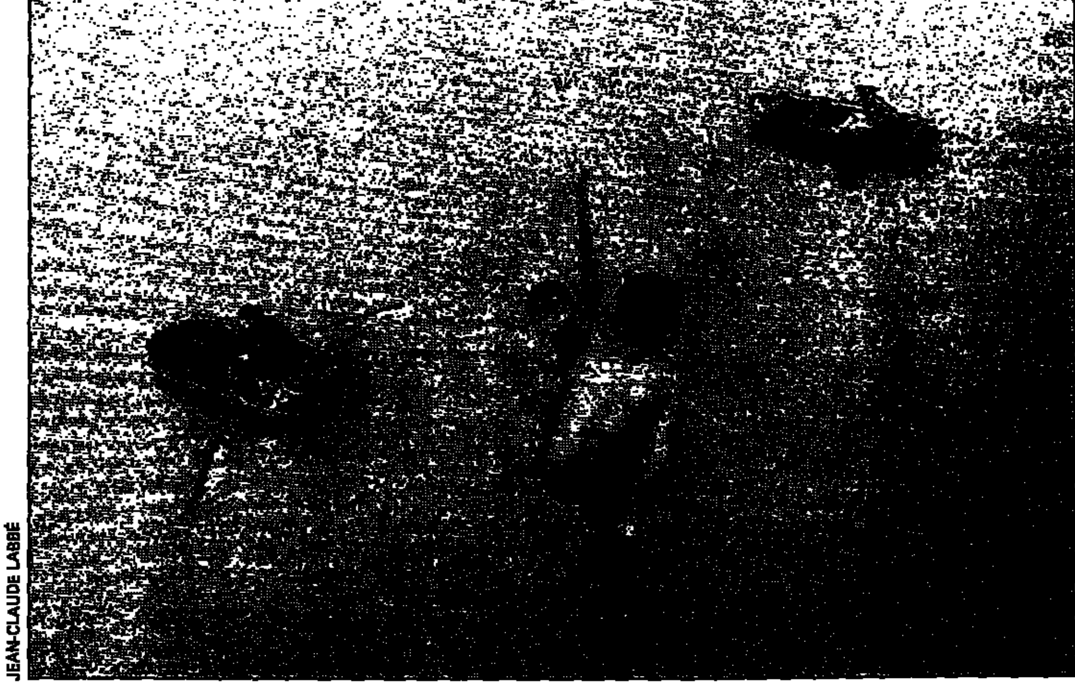
En mars, c'est le légendaire *Queen-Elizabeth-II* (1 870 passagers, Cunard), entièrement rénové (voilà une bonne nouvelle !), qui mouille à Bombay, sur le tronçon Singapour-Mombasa (17 jours, Paris/Paris, à partir de 23 860 F) de son traditionnel périple autour du monde.

En avril, l'Inde est au programme du *Song-of-Flower* (Seven Seas Cruise Line), en route vers la Méditerranée (petit paquebot de grand luxe, il propose à ses 172 passagers une formule « tout compris » – boissons, pourboires et excursions – à partir de 2 200 F par jour et par personne, prix auquel il faut ajouter le transport aérien) et de l'*Island-Princess* (610 passagers, Princess Cruises) qui, à cette occasion, jette l'ancre à Madras, Colombo, Cochin et Bombay (19 jours, Paris/Paris, à partir de 19 500 F).

## Cap sur la Birmanie

Cap à l'est avec, aux confins du Sud-Est asiatique et de l'Extrême-Orient, un choix de circuits aussi variés que séduisants. Souvent au départ, ou à l'arrivée, de Singapour, port qui a l'ambition d'être, à terme, le « Miami de l'Asie ». En vedette, une nouvelle venue, la Birmanie, « *pays à nul autre pareil* » (Kipling *dixit*) où spiritualité et légendes constituent encore la trame de la vie quotidienne. Un pays qui s'est longtemps tenu à l'abri des regards indiscrets de l'Occident et qui, aujourd'hui, dévoile, outre des lieux et sites remarquables (Yangon – l'ex-Rangoon –, Pagan, le lac Inlé), un mode de vie ancestral qui a préservé son charme et son originalité. Une Birmanie, bien entendu, inscrite sur la feuille de route du *Pearl* (460 passagers, Paquet), star d'une Asie dont il sillonne les mers tout au long de l'année et dont il connaît, depuis douze ans, les moindres escales. Pionnier des croisières en Birmanie, ce paquebot de grand confort (il se distingue notamment par une décoration intérieure reflétant les régions traversées) s'arrêtera trois jours à Yangon, en décembre, dans le cadre d'un périple (16 jours, Paris/Paris, à partir de 24 000 F) qui le conduira également en Malaisie et en Thaïlande.

Il y sera rejoint par le *Mermoz* qui, pour sa croisière de Noël (16 jours, de Paris, à partir de 32 000 F), offrira à ses passagers, outre les conférences de l'écrivain-historien Arthur Conte et les visites des villes-musées indiennes de Mahabalipuram et Kanchipuram (à partir de Cochin), un séjour de 48 heures à Yangon, ainsi que le passage du détroit de Malacca. A noter que la Birmanie sera également, en novembre puis en janvier et en février 1995, inscrite au programme du *Song-of-Flower*.


JEAN-CLAUDE LABBÉ

## L'archipel indonésien

Autre secteur prisé des croisières asiatique : l'archipel indonésien. Comment imaginer, en effet, une plus belle affiche que cette terre où se côtoient l'eau et le feu, des sommets de plus de 3 000 mètres et des volcans légendaires, la végétation luxuriante de forêts tropicales et l'harmonieux damier des rizières en terrasses, sans oublier, bien sûr, un festival de plages de rêve. Aux escales « classiques » (Bali, Semarang à Java d'où l'on gagne l'exceptionnel site de Borobudur, Nias d'où l'on part à la découverte des tribus Minangkabau, et Djakarta dont le port et les musées méritent une visite) s'ajoutent des îles mythiques nommées, Célèbes (pays Toradja), Ambon et Ternate (Moluques) et Bornéo. L'embarras du choix donc, côté destinations mais aussi côté navires. Avec d'abord l'omniprésent *Mermoz* qui propose, en janvier, des combinés Malaisie-Thaïlande-Sumatra.

Egalement présent, l'incontournable *Pearl*, qui programme, en mars et en avril, de beaux circuits (21 jours, Paris/Paris, à partir de 28 720 F) incluant Bali, les Célèbes et Bornéo. Nouveau venu sur le marché français (avec une brochure dans notre langue, un accompagnement spécifique depuis Paris et un équipage à l'écoute des croisiéristes hexagonaux), l'*Europa*, fleuron « 5 étoiles » de la compagnie allemande Hapag-Lloyd, promènera ses 600 passagers dans les eaux indonésiennes. Au programme, trois beaux circuits en Asie du Sud-Est dont un itinéraire indonésien (16 jours, Paris/Paris, à partir de 29 360 F) qui servira de cadre à son 19e Festival de musique en mer.

Dans un autre registre, relevons les croisières de 7, 8 et 14 jours (autour de 15 000 F par personne en cabine double pour une semaine au départ de Timor) proposant, à bord de l'*Island-Explorer* et du *Spice-Islander*, deux petits navires (environ 40 passagers chacun) des P&O Spice Islands Cruises, d'explorer les célèbres « îles des épices ». Deux bâtiments qui, dès novembre, seront rejoints par le tout neuf *Bali-Sea-Dancer* (150 passagers) qui, au départ de Bali, effectuera des croisières de 3 et 4 jours vers les îles de Lombok, Sumbawa et Komodo.

## Sur les pas de « l'Amant »

Depuis le succès de *l'Amant* et d'*Indochine*, on navigue à guichets fermés le long de la côte qui va de Singapour à Hongkong. Et ce d'autant plus que le bateau pallie opportunément les lacunes d'infrastructures terrestres (réseau routier, hôtellerie) encore inadaptées à l'intérêt touristique suscité par la beauté des lieux. Ceux qu'attirent le Vietnam n'auront que peu de temps pour se décider à embarquer, fin octobre, à bord du *Pearl*. Au départ de Singapour, ce dernier propose sa première « Croisière de l'histoire des colonies » (13 jours, Paris/Paris, à partir de 23 570 F par personne) avec, pour principaux chapitres, la baie d'Along, Haiphong, Da-Nang, Nha-Trang et Ho-Chi-Minh-Ville, ainsi que des extensions vers Angkor-Wat (au Cambodge) et Vientiane (au Laos). Un itinéraire qui sera également programmé en novembre, ainsi qu'en mars, juin et novembre de l'année prochaine.

Chez Apsara, la nostalgie est à l'honneur avec un itinéraire du même nom (18 jours, Paris/Paris, à partir de 39 200 F par personne) qui, en février, à bord du *Bali-Sea-Dancer*, permettra de découvrir le temple d'Angkor, Phnom-Penh, Hanoï, la baie d'Halong, Da-Nang, Hué, Ho-Chi-Minh-Ville, le delta du Mékong et Singapour. Le Vietnam figure également dans les croisières du *Song-of-Flower* (en novembre), du *Seabourn-Spirit* (de janvier à mars 1995, 14 jours, Paris/Paris, à partir de 73 780 F par personne) et du *Queen-Elizabeth-II* (15 jours, Paris/Paris, à partir de 19 900 F par personne) qui, entre Hongkong et Singapour, fera escale à Da-Nang. Une croisière originale, celle de l'*Europa* qui, en mars (19 jours, Paris/Paris, à partir de 34 890 F), associera la découverte des Philippines à celle de la Chine.

## Armada chinoise

La Chine, qui fut dans les années passées la destination vedette des croisières d'Asie, opère un retour en force avec, de mai à novembre 1995, un feu d'artifice de six croisières à bord du *Pearl*. Des circuits qui prévoient, généralement, trois ou quatre escales d'où sont proposées des extensions aériennes de plusieurs jours permettant de découvrir Pékin, la Grande Muraille, Xian et Guilin. Des croisières relativement coûteuses (16 jours, Paris/Paris, à partir de 27 410 F), mais qui incluent très souvent des excursions dont certaines seraient difficiles à réaliser à titre individuel. A signaler, notamment, une courte croisière sur le Yangtseu-Kiang (le fleuve Bleu), de Shanghaï à Nanjing, alors que la plupart des forfaits terrestres proposent une descente de 5 jours sur quelque 800 kilomètres. Quant au Japon, il fait encore figure d'oiseau rare dans les brochures des compagnies maritimes. Raison de plus pour relever les deux circuits Corée/Japon proposés, en mai et en juin, à bord du *Pearl* : 15 jours, Paris/Paris, à partir de 24 800 F.

**MICHÈLE VALANDINA**

(1) Les prix mentionnés dans notre sélection s'entendent par personne, taxes portuaires et assurances comprises, sur la base d'une cabine double de la catégorie la plus abordable sur le bateau cité.

### CARNET DE BORD

***Les compagnies*** (ou leur agent en France). Compagnie générale de croisières (Cunard/Royal Viking Line, Seabourn Cruise Line, Orient Line), tél. : (1) 42-93-81-82. Croisières Costa-Paquet : (1) 49-24-94-20. Croisières La Planète Mer (Princess Cruises) : (1) 45-00-59-29. Silversea Cruises : (1) 40-53-82-23. Tip-Top (P&O Spice Island Cruises) : (1) 42-60-90-90. Transport et Voyages (Hapag/Loyd) : (1) 44-94-20-40. Wingate Travel (Cunard/Royal Viking Line, à partir du 1er janvier 1995) : (1) 44-77-30-00.

**Les voyagistes.** Outre les brochures des compagnies, on peut consulter celles des voyagistes qui, dans leurs programmes, font une place aux croisières, ainsi que celles des spécialistes du continent asiatique et de l'océan Indien.

**Les agences spécialisées.** A côté des agences de voyages généralistes sont apparues récemment des agences spécialisées dans les croisières. Citons L'Espace Croisières (54, rue François-1er, 75008 Paris, tél. : (1) 45-62-59-00), Le Comptoir de la Croisière (20 *bis*, avenue Mac-Mahon, 75017 Paris, (1) 40-68-68-68), Croisières ! La Planète Mer (71, avenue Victor-Hugo, 75116 Paris, (1) 45-00-59-29), Havas Voyages Croisières (26, avenue de l'Opéra, 75001 Paris, (1) 42-60-29-53) qui diffuse, à intervalles réguliers, une brochure présentant sa sélection, Mondovoile (47, quai des Grands-Augustins, 75006 Paris, (1) 44-41-32-90) et La Boutique des Croisières (19, rue Saint-Lazare, 75009 Paris, (1) 40-16-99-98).

**Un mode d'emploi.** *Le Guide de la croisière et des escales* (L'Archipel, 125 F) rédigé par notre collaboratrice Michèle Valandina. Y sont notamment présentés une centaine de navires, ainsi que quelque 250 escales à travers le monde.

### Minorités philippines

Deux façons d'aborder l'archipel philippin. Par la mer, à la manière du *San-Diego* (*le Monde* du 8 septembre), ou en *s'enfonçant à l'intérieur* des terres, à la découverte des minorités. Orients (tél. : (1) 46-34-29-00) a choisi la voie maritime ; Peuples du monde (tél. : (1) 42-72-50-36) et Atalante (tél. : (16) 78-64-16-16, à Lyon), la voie terrestre. *De Manille*, Orients rallie Puerto-Galera (où mouillaient les galions espagnols), parcourt l'île de Cébu en *jeepneys* (taxis peints) et se laisse séduire par *Siargao, paradisiaque îlot* : 15 jours, 14 000 F environ. Patrick Kaplanian, passionné d'ethnologie, lance Peuples du *monde* à la recherche des tribus d'anciens guerriers. Sur l'île principale, les Bontocs, les Kalingas et les Ifugaos. Ces derniers cultivent, avec une perfection technique inégalée en Asie, le riz en terrasse. Une route vertigineuse, la Mountain Trail, conduit à leurs territoires. Nuits dans des huttes sur pilotis, balades à pied à travers les rizières, baignades dans les cascades, rites sacrificiels. Sur l'île de Mindoro, rencontre avec les Mangyans. Pirogues à balanciers et faible tirant d'eau, les *bancas* sont l'unique moyen d'accéder aux villages de pêcheurs isolés d'où l'on gagne, à l'intérieur de l'île, des sites d'une exceptionnelle beauté. Un voyage (20 jours, 18 450 F) conçu par des personnes résidant sur place et connaissant à fond l'archipel. Principal attrait du circuit programmé par Atalante, le trek de 7 jours (réservé aux bons marcheurs) à travers le territoire des Ifugaos (17 jours, 16 900 F).